

Rosa Luxembourg (1913)

Oeuvres IV

L'accumulation du capital II Contribution à l'explication économique de l'impérialisme

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée à partir de :

Rosa Luxemburg (1913)

Œuvres IV
L'accumulation du capital II.
Contribution à l'explication économique
de l'impérialisme

Paris : François Maspero, Petite collection Maspero, no 48. 1969, 230 pages.
Présentation d'Irène Petit. Traduction de Irène Petit.

Police de caractères utilisée :
pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition numérique réalisée le 4 novembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
province de Québec, Canada.

Table des matières

Tome II

III LES CONDITIONS HISTORIQUES DE L'ACCUMULATION

25. Les contradictions du schéma de la reproduction élargie
26. La reproduction du capital et son milieu
27. La lutte contre l'économie naturelle
28. L'introduction de l'économie marchande
29. La lutte contre l'économie paysanne
30. L'emprunt international
31. Le protectionnisme et l'accumulation
32. Le militarisme, champ d'action du capital

IV CRITIQUES DES CRITIQUES ou : CE QUE LES ÉPIGONES ONT FAIT DE LA THÉORIE MARXISTE

- 1.
- 2.

- I.
- II.
- III.
- IV.

III

Les conditions historiques de l'accumulation

[Retour à la table des matières](#)

25

Les contradictions du schéma de la reproduction élargie

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons constaté dans la première partie que le schéma marxien de l'accumulation ne répond pas à la question de savoir pour qui la reproduction élargie a lieu en réalité.

Si l'on prend le schéma à la lettre tel qu'il est exposé à la fin du livre deuxième du Capital, on a l'impression que la production capitaliste réalise à elle seule la totalité de sa plus-value et qu'elle utilise la plus-value capitalisée pour ses propres besoins. Cette impression est confirmée par l'analyse que Marx fait du schéma : il essaie à plusieurs reprises de faire fonctionner la circulation uniquement à l'aide de l'argent, la réduisant ainsi à la demande des capitalistes et des ouvriers, ce qui l'amène finalement à introduire le producteur d'or dans la reproduction comme *deus ex machina*. Citons à l'appui de cette interprétation un passage très important du livre premier du Capital qui doit être entendu dans le même sens :

« La production annuelle doit en premier lieu fournir tous les articles (valeur d'usage) propres à remplacer en nature les éléments matériels du capital usés pendant le cours de l'année. Cette déduction faite, reste le produit net ou surproduit où réside la plus-value. Et en quoi consiste ce surproduit ? Peut-être en objets destinés à la satisfaction des besoins et des désirs de la classe capitaliste, ou à passer à son fonds de consommation ? Si c'est tout, la plus-value sera dissipée en entier et il n'y aurait que reproduction simple. Pour accumuler, il faut convertir une partie du surproduit en capital. Mais à moins de miracles, on ne saurait convertir en capital que des choses propres à fonctionner dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, et d'autres choses propres à l'entretien des ouvriers, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Il faut donc qu'une partie du surtravail annuel ait été employée à produire des moyens de production et de subsistance additionnels en sus

de ceux nécessaires au remplacement du capital avancé. En définitive, la plus-value n'est donc convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital (Capital, trad. Éditions Sociales, I. I, tome 3, p. 22).¹

Marx énumère dans ce passage les conditions nécessaires à l'accumulation :

1° La plus-value destinée à la capitalisation se présente dès son origine sous la forme matérielle de moyens de production supplémentaires et de moyens de subsistance additionnels pour les ouvriers.

2° L'élargissement de la production capitaliste est effectué exclusivement avec des moyens de production et de subsistance propres, c'est-à-dire produits par des capitalistes.

3° L'ampleur de l'élargissement de la production (de l'accumulation) est donnée d'avance par la quantité de plus-value destinée à être capitalisée. Elle ne peut la dépasser puisqu'elle est liée à la quantité de moyens de production et de subsistance qui constituent le surproduit ; elle ne peut non plus lui être inférieure, car une partie du surproduit resterait alors inutilisable dans sa forme matérielle. Les oscillations tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de cette norme peuvent provoquer des fluctuations et des crises périodiques, que nous laissons ici de côté. En moyenne, le surproduit destiné à la capitalisation doit correspondre à l'accumulation effective.

4° Comme la production capitaliste achète elle-même exclusivement son surproduit, il n'y a pas de limite à l'accumulation du capital.

Le schéma de la reproduction élargie correspond à ces conditions. L'accumulation s'y effectue sans que l'on puisse s'apercevoir le moins du monde pour qui, pour quels consommateurs nouveaux, en fin de compte, la production s'élargit de plus en plus. Le schéma suppose à peu près la marche suivante des événements : l'industrie houillère s'élargit pour élargir la sidérurgie. Celles-ci s'élargit pour élargir la construction mécanique. Celle-ci s'élargit pour élargir la production des moyens de consommation. Celle-ci, à son tour, s'élargit pour entretenir l'armée croissante des mineurs, des métallurgistes, des ouvriers de la construction mécanique et de ses propres ouvriers. Et ainsi de suite à l'infini ; nous nous mouvons dans un cercle, comme dans la théorie de Tougan-Baranowsky.

Le schéma de Marx, considéré en soi, permet en effet une telle interprétation. La preuve en est que Marx prétend, comme il l'a expressément affirmé à plusieurs reprises, exposer le processus de l'accumulation du capital total dans une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers. Chacun des livres du Capital contient des passages qui vont dans ce sens.

Dans le livre I, plus précisément dans le chapitre traitant de la « *Transformation de la plus-value en capital* », nous lisons : « *Pour comprendre l'objet de notre étude dans sa pureté, pour le débarrasser d'incidents inutiles, il faut considérer le monde*

¹ Certaines inexactitudes de la traduction par Joseph Roy du livre 1er du Capital ont été corrigées par nous. Ainsi Roy traduit : « Mehrprodukt » par « produit *net* ». Nous avons rectifié, il s'agit du « surproduit ». Cependant nous respectons sa pagination.

commerçant comme une seule nation et supposer que la production capitaliste s'est établie partout et s'est emparée de toutes les branches d'industrie » (Capital, I. I, p. 544, trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 22, note 1).

Cette hypothèse réapparaît dans le livre II, ainsi dans le chapitre 17 traitant de la « Circulation de la plus-value » :

« Mais nous n'avons, dès lors, que deux points de départ : le capitaliste et l'ouvrier. Les tiers de toute sorte doivent ou bien recevoir de l'argent de ces deux classes en échange de services rendus, ou bien, s'ils en reçoivent sans contrepartie, être copropriétaires de la plus-value sous forme de rente, intérêt, etc. ... La classe capitaliste reste donc le seul point de départ de la circulation de l'argent » (Capital, II, p. 307. Trad. Éditions Sociales, tome 4, p. 310).

Plus loin, dans le même chapitre, à propos de la circulation monétaire dans les conditions de l'accumulation :

« ... Mais la difficulté se présente quand, au lieu d'une accumulation partielle, nous supposons une accumulation générale de capital-argent dans la classe capitaliste. D'après notre hypothèse - domination générale et absolue de la production capitaliste - il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière » (ibid., II, p. 321. Trad. Éditions Sociales, tome 4, p. 323).

Nous retrouvons la même hypothèse dans le chapitre 20:

« ... Ici il n'y a que deux classes en présence : la classe ouvrière, qui ne dispose que de sa force de travail; la classe capitaliste, qui possède le monopole des moyens de production sociaux comme de l'argent » (Capital, I. II, p. 396. Trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 73).

Dans le livre III, exposant le processus global de la production capitaliste, Marx écrit expressément :

« Imaginons que la société tout entière soit composée simplement de capitalistes industriels et d'ouvriers salariés. Laissons de côté, en outre, les fluctuations de prix qui empêchent que de grandes fractions de l'ensemble du capital ne se remplacent dans les conditions moyennes et qui, étant donné l'interdépendance générale de l'ensemble du procès de reproduction telle que la développe notamment le crédit, doivent nécessairement provoquer toujours des arrêts généraux momentanés. Faisons abstraction également des affaires fictives et des transactions spéculatives favorisées par le système de crédit. Alors une crise ne s'expliquerait que par le déséquilibre de la production dans diverses branches et par un déséquilibre entre la consommation des capitalistes eux-mêmes et leur accumulation. Mais dans l'état des choses existant, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus grande part de la capacité de consommation des classes improductives, tandis que la capacité de consommation des ouvriers est limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'on ne les emploie qu'aussi longtemps que leur utilisation profite à la classe capitaliste » (Capital, I. III, 2e partie, p. 21. Trad. Éditions Sociales, tome 7, p. 145). Ce dernier passage se rapporte au problème des crises qui ne nous intéresse pas ici; mais il montre sans ambiguïté que Marx ne fait dépendre le mouvement du capital total « dans l'état des choses existant » que de trois catégories de consommateurs : les capitalistes, les ouvriers et « les classes improduc-

tives » qui sont une catégorie annexe de la classe capitaliste (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire ») ; dans le livre II (trad. Ed. Sociales, tome 5, p. 27) il a défini justement cette catégorie comme bénéficiant d'un pouvoir d'achat dérivé et représentant par conséquent les parasites de la plus-value et du salaire.

Enfin, dans l'Histoire des Doctrines économiques, tome V, p. 36, Marx formule ses hypothèses générales à l'égard de l'accumulation dans le chapitre intitulé « L'Accumulation du capital et les crises », comme suit ¹ :

« Nous n'avons à considérer ici que les formes que le capital revêt dans son évolution. Nous laissons de côté les conditions réelles où s'opère le véritable procès de production. Nous supposons toujours que la marchandise est vendue à sa valeur. Nous ne tiendrons compte ni de la concurrence des capitaux, ni du crédit, ni de la constitution réelle de la société qui ne se compose pas uniquement d'ouvriers et de capitalistes industriels, où, par conséquent, les producteurs et les consommateurs ne sont pas identiques, où la première catégorie (celle des consommateurs, dont les revenus sont en partie secondaires, en partie dérivés du profit et du salaire) est beaucoup plus développée que la deuxième (celle des producteurs) ; donc la manière dont elle dépense ses revenus et l'ampleur de ceux-ci provoquent de grandes modifications dans le budget économique et tout particulièrement dans le processus de circulation et de reproduction du capital. »

Ici encore Marx, lorsqu'il parle de la « constitution réelle de la société » a en vue uniquement les parasites de la plus-value et du salaire, donc les sous-catégories des rubriques fondamentales de la production. Il n'y a pas de doute que Marx a voulu exposer le processus de l'accumulation dans une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers, dans un système de domination générale et absolue de la production capitaliste ; mais son schéma ne laisse pas de place, à partir de ces prémisses, à une autre interprétation que celle de la production pour l'amour de la production.

Reprenons le deuxième exemple du schéma de la reproduction élargie selon Marx:

Première année

I. 5000 c + 1000 v + 1000 pl = 7000 (moyens de production).	9 000
II. 1430 c + 285 v + 285 pl = 2000 (moyens de consommation).	

Deuxième année

I. 5417 c + 1083 v + 1083 pl = 7583 (moyens de production).	9 798
II. 1583 c + 316 v + 316 pl = 2215 (moyens de consommation).	

Troisième année

¹ La traduction Molitor est Incomplète. Nous avons retraduit certains passages.

I. 5869 c + 1173 v + 1173 pl = 8215 (moyens de production).	10 614
II. 1715 c + 342 v + 342 pl = 2399 (moyens de consommation).	

Quatrième année

I. 6358 c + 1271 v + 1271 pl = 8900 (moyens de production).	11 500
II. 1858 c + 371 v + 371 pl = 2600 (moyens de consommation).	

Dans cet exemple l'accumulation se poursuit d'année en année sans interruption, la plus-value étant chaque fois pour moitié consommée par les capitalistes et pour moitié capitalisée. Dans le processus de capitalisation, Marx maintient pour le capital additionnel la même base technique, c'est-à-dire la même composition organique ou répartition en capital constant et capital variable ainsi que le même taux d'exploitation (toujours égal à 100 %) que pour le capital originel.

Selon l'hypothèse de Marx dans le livre I du *Capital*, la partie capitalisée de la plus-value se présente dès son origine sous la forme de moyens de production et de moyens de subsistance pour les ouvriers excédentaires. Tous deux servent à l'augmentation de la production dans la section I comme dans la section II. Il est impossible d'expliquer, d'après les prémisses du schéma, pour qui s'effectue cette augmentation continue de la production. Il est vrai que la consommation de la société s'accroît en même temps que la production : la consommation des capitalistes s'accroît (la première année elle représente en termes de valeur 500 + 142 - la deuxième année 542 + 158 - la troisième année 586 + 171 et la quatrième année 645 + 185) ; la consommation des ouvriers s'accroît également : le capital variable qui augmente chaque année dans les deux sections indique très précisément cet accroissement en termes de valeur. Cependant, même sans tenir compte du reste, la consommation croissante de la classe capitaliste ne saurait en tout cas être considérée comme le but final de l'accumulation ; au contraire pour autant que cette consommation s'effectue et s'accroît, il ne peut y avoir d'accumulation ; la consommation personnelle des capitalistes entre dans la catégorie de la reproduction simple. Il s'agit au contraire de savoir pour qui les capitalistes produisent lorsqu'ils « pratiquent l'abstinence » au lieu de consommer eux-mêmes leur plus-value, c'est-à-dire lorsqu'ils accumulent. A plus forte raison le but de l'accumulation constante ne saurait-il être, du point de vue capitaliste, l'entretien d'une armée d'ouvriers toujours plus nombreuse. La consommation des ouvriers est une conséquence de l'accumulation, elle n'en est jamais le but ni la condition, à moins que les bases de la production capitaliste ne soient bouleversées. D'ailleurs les ouvriers ne peuvent jamais consommer que la partie du produit correspondant au capital variable, et pas un sou de plus. Qui donc réalise la plus-value toujours croissante ? Le schéma répond : les capitalistes eux-mêmes et eux seuls. Et à quoi emploient-ils leur plus-value croissante ? Le schéma répond : ils l'emploient à élargir de plus en plus leur production. Ces capitalistes seraient donc des fanatiques de l'élargissement de la production pour l'amour de la production. Ils font toujours construire de nouvelles machines pour les employer à construire toujours de nouvelles machines. Mais ce que nous obtenons ainsi, ce n'est pas une accumulation de capital, mais une production croissante de moyens de production sans aucun but, et il faut vraiment l'audace et l'esprit paradoxal de Tougan-Baranowsky pour suppo-

ser que cet infatigable manège de foire puisse être la fidèle image théorique de la réalité capitaliste et la conséquence réelle de la doctrine de Marx ¹. Marx a exposé nettement et en détails ses vues générales sur la marche de l'accumulation capitaliste, non seulement dans l'analyse fragmentaire de la reproduction élargie qui se trouve dans le livre II du Capital, mais dans tout son ouvrage en particulier dans le livre III. Il suffit de pénétrer ses vues pour se rendre compte des insuffisances du schéma du livre I.

En examinant le schéma de la reproduction élargie sous l'angle de la théorie de Marx, on arrive à cette conclusion qu'il se trouve en contradiction avec cette théorie sur plus d'un point.

Tout d'abord le schéma ne tient absolument pas compte de l'accroissement de la productivité du travail. Il présuppose en effet d'année en année, malgré l'accumulation, la même composition organique du capital. c'est-à-dire la même base technique du processus de production. Cette hypothèse est sans doute admise pour simplifier l'analyse. Cependant par la suite, en étudiant les conditions concrètes de la réalisation du produit social total et de la reproduction, il faut au moins faire entrer en ligne de compte le fait qu'on a négligé les modifications techniques parallèles au processus de l'accumulation capitaliste et inséparables d'elle. Mais si l'on prend en considération les progrès de la productivité du travail, on aboutit à ce résultat que le volume concret du produit social - moyens de production aussi bien que moyens de consommation - s'accroît plus rapidement encore que le volume de sa valeur indiquée par le schéma. Cet accroissement du volume des valeurs d'usage correspond par ailleurs à une transformation dans les rapports de valeur. Selon la démonstration convaincante de Marx, qui constitue un des fondements de sa théorie, l'accroissement continu de la productivité du travail signifie que, dans le cas d'une accumulation croissante du capital. ni la composition du capital ni le taux de plus-value ne restent constants comme le suppose le schéma marxien. Au contraire : si l'accumulation continue, c (capital constant) s'accroît dans les deux sections non seulement absolument mais également par rapport à $(v + pl)$ c'est-à-dire la valeur totale nouvellement créée (ceci étant l'expression sociale de la productivité du travail) ; en même temps le capital constant s'accroît par rapport au capital variable ainsi que la plus-value par rapport au capital variable, c'est-à-dire le taux de plus-value (ces deux rapports étant l'expression capitaliste de la productivité du travail). Ces modifications ne se produisent pas nécessairement chaque année, de même que les termes de « 1re, 2e, 3e années »... employés dans le schéma marxien ne signifient pas nécessairement les années du calendrier mais peuvent évoquer des laps de temps quelconques. Enfin on peut supposer que ces modifications de la composition du capital et du taux de plus-value se produisent au cours de la 1re, 3e, 5e, 6e année, etc., ou bien au cours de la 2e, 6e, 9e année, etc. Il suffit qu'on en tienne compte en général, et qu'on les considère comme des phénomènes périodiques. En corrigeant le schéma en ce sens, on obtiendra le résultat suivant : même par cette méthode d'accumulation, il y aura chaque année un déficit croissant de moyens de production et un excédent croissant de moyens de consommation. Tougan-Baranowsky, qui surmonte toutes les difficultés sur le papier, imagine tout simplement de construire un schéma aux proportions différentes, obtenant ainsi une diminution annuelle du capital variable de 25 %. Comme le papier tolère patiemment cette opération, Tougan en profite pour « prouver » triomphalement que même s'il y a

¹ « Les penseurs originaux ne déduisent jamais les conséquences absurdes de leur théorie. Ils laissent ce soin aux Say et aux Mac Culloch. » (*Capital*, I, II, p. 365. Trad. Bd. Sociales, tome 5, p. 44.) Nous ajoutons : et aux Tougan-Baranowsky.

régression absolue de la consommation, l'accumulation se poursuit sans aucune difficulté. Mais en fin de compte Tougan lui-même doit reconnaître que son hypothèse d'une diminution absolue du capital variable est en contradiction flagrante avec la réalité, Le capital variable s'accroît au contraire dans tous les pays capitalistes, il ne décroît que par rapport à une croissance encore plus rapide du capital constant. Cependant supposons, conformément à la réalité, une croissance annuelle du capital constant plus rapide que celle du capital variable, ainsi qu'un taux de plus-value croissant ; nous aurons alors une disproportionnalité entre la composition matérielle du produit social et la composition en valeur du capital. Substituons dans le schéma de Marx à la proportion invariable de 5 à 1 entre capital constant et capital variable, une composition progressivement croissante du capital, par exemple de 6 à 1 la 2e année, de 7 à 1 la 3e année, de 8 à 1 la 4e année. Conformément à la productivité croissante du travail, supposons un taux croissant de plus-value : par exemple au lieu du taux immuable de 100 %, conservons les chiffres choisis par Marx pour π tout en diminuant graduellement le capital variable par rapport au capital constant. Admettons enfin la capitalisation annuelle de la moitié de la plus-value (sauf pour la première année dans la section II qui, d'après l'hypothèse de Marx, accumule plus de la moitié de sa plus-value, 184 sur 285 pl). Nous obtenons alors le résultat suivant :

Première année

$$\begin{aligned} \text{I. } & 5000 \text{ c} + 1000 \text{ v} + 1000 \text{ pl} = 7000 \text{ (moyens de production).} \\ \text{II. } & 1430 \text{ c} + 285 \text{ v} + 285 \text{ pl} = 2000 \text{ (moyens de consommation).} \end{aligned}$$

Deuxième année

$$\begin{aligned} \text{I. } & 5 \frac{428}{7} \text{ c} + 1071 \frac{3}{7} \text{ v} + 1083 \text{ pl} = 7583. \\ \text{II. } & 1587 \frac{5}{7} \text{ c} + 311 \frac{2}{7} \text{ v} + 316 \text{ pl} = 2215. \end{aligned}$$

Troisième année

$$\begin{aligned} \text{I. } & 5903 \text{ c} + 1139 \text{ v} + 1173 \text{ pl} = 8215. \\ \text{II. } & 1726 \text{ c} + 331 \text{ v} + 342 \text{ pl} = 2399. \end{aligned}$$

Quatrième année

$$\begin{aligned} \text{I. } & 6424 \text{ c} + 1205 \text{ v} + 1271 \text{ pl} = 8900. \\ \text{II. } & 1879 \text{ c} + 350 \text{ v} + 371 \text{ pl} = 2600. \end{aligned}$$

Si l'accumulation devait se poursuivre ainsi, il y aurait un déficit de moyens de production de 16 la 2e année, de 45 la 3e année, de 88 la 4e année.

Le déficit de moyens de production peut sans doute être simplement apparent dans une certaine mesure. La productivité croissante du travail fait que le volume de

moyens de production s'accroît plus rapidement que leur valeur, en d'autres termes le prix des moyens de production diminue. Comme il s'agit dans les progrès de la technique non pas de la valeur mais de la valeur d'usage, c'est-à-dire des éléments matériels du capital, on peut supposer que malgré le déficit en valeur il y a jusqu'à un certain point une quantité suffisante de moyens de production pour poursuivre l'accumulation. C'est le même phénomène qui par exemple freine la baisse du taux de profit pour n'en faire qu'une baisse tendancielle. Dans notre exemple pourtant la baisse du taux de profit ne serait pas freinée mais totalement stoppée. En revanche le même phénomène a pour conséquence un excédent beaucoup plus considérable de moyens de consommation invendables que ne l'indique la somme en valeur de cet excédent. A moins que l'on n'oblige les capitalistes de la section II à consommer eux-mêmes cet excédent comme le veut Marx, ce qui reviendrait à faire dévier la loi de l'accumulation vers la reproduction simple, cet excédent doit être considéré comme invendable.

On peut sans doute répliquer qu'il est facile de remédier au déficit de moyens de production résultant de notre exemple : il suffit de supposer que les capitalistes de la section I capitalisent une plus grande partie de leur plus-value. En fait, rien n'oblige à admettre que les capitalistes ne capitalisent que la moitié de la plus-value comme le veut Marx dans son exemple. Il se peut qu'une part toujours croissante de la plus-value capitalisée corresponde au progrès dans la productivité du travail. Cette hypothèse est d'autant plus admissible que le progrès de la technique a pour conséquence l'abaissement du prix des moyens de consommation de la classe capitaliste, si bien que la diminution relative de la valeur de leurs revenus consommée (par rapport à la partie capitalisée) peut se traduire par un train de vie aussi élevé ou même plus élevé. Nous pouvons supposer ainsi que le déficit de moyens de production pour la section I que nous avons constaté est couvert : il suffit de transférer au capital constant de I une partie correspondante de la plus-value consommée de I (qui se présente dans cette section comme toutes les parties de la valeur du produit, sous la forme de moyens de production), transférant ainsi 11 4/7 la 2e année, 34 la 3e année, 66 la 4e année ¹.

La solution d'une difficulté cependant ne fait qu'ajouter à l'autre difficulté. Il est clair que dans la mesure où les capitalistes de la section I restreignent leur consommation pour rendre l'accumulation possible, le reste invendable de moyens de consommation dans la section II augmente : il devient impossible d'agrandir le capital constant de I même sur la base technique précédente. L'hypothèse de la restriction relative croissante de la consommation chez les capitalistes de la section I devrait être complétée par l'hypothèse de l'agrandissement relatif croissant de la consommation personnelle des capitalistes de la section II ; l'accélération de l'accumulation dans la section I implique le ralentissement de l'accumulation dans la section II, le progrès de la technique dans l'une suppose la stagnation dans l'autre.

Ces résultats ne sont pas dus au hasard. Ce que nous avons voulu illustrer par notre étude du schéma de Marx est ceci : le progrès technique doit se traduire, d'après Marx lui-même, par l'accroissement relatif du capital constant par rapport au capital

¹ Ces chiffres résultent de la différence entre la grandeur du capital constant de la section II telle que nous la supposons s'il y a un progrès constant et celle qui est indiquée dans le schéma de Marx (Capital, I, II, p. 496, trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 150).

variable ; par conséquent il y a nécessairement une modification constante dans la répartition de la plus-value capitaliste entre c et v . Les capitalistes du schéma ne sont pas en mesure d'effectuer à leur gré cette modification car la capitalisation dépend a priori de la forme matérielle de leur plus-value. Puisque d'après l'hypothèse de Marx, l'élargissement de la production ne peut se faire qu'avec les moyens de production et de consommation produits dans le monde capitaliste - d'autres formes et d'autres lieux de production n'existant pas plus que n'existent des consommateurs autres que les capitalistes et les ouvriers des deux sections - et puisque d'autre part il faut que le produit total des deux sections soit entièrement absorbé dans la circulation pour que se poursuive l'accumulation, on en conclut que la base technique de la reproduction élargie est déterminée d'avance pour les capitalistes par la forme matérielle du surproduit. En d'autres termes : l'élargissement de la production ne peut s'effectuer, dans le schéma de Marx, que sur une base technique permettant l'utilisation complète de la plus-value produite par la section I et par la section II, mais à la condition, ne l'oublions pas, qu'il y ait échange des éléments de production respectifs des deux sections. De cette manière la répartition de la plus-value destinée à la capitalisation entre le capital constant et le capital variable, ainsi que la répartition entre la section I et la section II des moyens de production additionnels et des moyens de consommation additionnels (pour les ouvriers) est donnée et déterminée d'avance par la proportionnalité des éléments matériels et les rapports de valeur des deux sections du schéma. Cette proportionnalité des éléments matériels et ces rapports de valeur reflètent eux-mêmes une certaine base technique de la production. Ce qui implique qu'une technique de production détermine à l'avance la technique des périodes suivantes de production élargie, si l'on veut que l'accumulation se poursuive conformément aux prémisses posées par Marx. C'est-à-dire que dans l'hypothèse du schéma selon laquelle d'une part l'élargissement de la production capitaliste ne s'effectue qu'avec la plus-value produite d'avance sous forme de capital et d'autre part - ou plutôt selon un autre aspect de la même hypothèse - l'accumulation d'une section de la production capitaliste progresse en connexion stricte avec l'accumulation de l'autre, on arrive à la conclusion qu'une modification de la base technique de la production est impossible en ce qui concerne le rapport de $c : v$.

On aboutit à la même conclusion par un autre raisonnement. Il est évident que la composition organique de plus en plus élevée du capital, c'est-à-dire la croissance plus rapide du capital constant par rapport au capital variable, trouve nécessairement son expression matérielle dans la croissance plus rapide de la production de moyens de production (section I) par rapport à la production de moyens de consommation (section II). Une telle différence dans le rythme de l'accumulation des deux sections est cependant absolument impossible dans le schéma de Marx, qui se fonde sur la conformité absolue de leur croissance. En fait rien n'empêche de supposer que la société, avec le progrès de l'accumulation et de sa base technique, place une portion toujours plus grande de la plus-value accumulable dans la section des moyens de production au lieu de la section des moyens de consommation. Comme les deux sections de la production ne sont que deux branches de la même production sociale totale ou si l'on veut deux succursales appartenant au même « capitaliste total », on ne peut rien objecter à l'hypothèse d'un transfert constant d'une partie de la plus-value accumulée d'une section à l'autre, selon les besoins techniques ; cette hypothèse correspond en fait à la pratique courante du capital. Cependant cette supposition n'est valable que tant que nous envisageons la plus-value capitalisable en termes de valeur. Mais d'après le schéma et son contexte, cette partie de la plus-value est incarnée dans une forme matérielle déterminée destinée directement à être capitalisée ; ainsi la plus-value de la section II se présente sous la forme de moyens de consommation. Et

comme ceux-ci ne peuvent être réalisés que par la section I, il est impossible de transférer, comme on voulait le faire, une partie de la plus-value capitalisée de la section II à la section I, d'abord parce que la forme matérielle de cette plus-value ne peut être d'aucun usage à la section II ; en outre l'échange indispensable entre les deux sections exigerait qu'un transfert égal de produits de I corresponde au transfert d'une partie de la plus-value en produits de II à la section I. Ainsi, dans le cadre du schéma, il est impossible d'obtenir une croissance plus rapide de la section I par rapport à la section II.

De quelque manière que nous l'envisagions, la modification technique de la production dans le processus de l'accumulation ne peut s'effectuer sans désarçonner complètement les proportions et les rapports qui sont à la base du schéma de Marx.

Par ailleurs, d'après le schéma de Marx, la plus-value capitalisée est chaque fois entièrement et immédiatement absorbée par la production de la période suivante, puisque excepté la portion destinée à la capitalisation, elle vient au monde sous une forme matérielle qui ne permet que son emploi de cette façon. Le schéma exclut la formation et la constitution de la plus-value sous forme d'argent, comme capital attendant l'investissement. Cependant Marx envisage pour le capital individuel des formes d'argent disponibles : il parle 1° des dépôts graduels d'argent correspondant à l'usure du capital fixe et destinés à le remplacer lorsqu'il sera complètement usé ; 2° de sommes représentant la plus-value réalisée mais encore insuffisantes pour effectuer des investissements nouveaux. Ces deux sources de capital disponible sous forme d'argent n'entrent cependant pas en ligne de compte pour le capital total. Car si nous supposons qu'une partie de la plus-value sociale réalisée reste disponible sous forme d'argent en attendant un placement, on se pose alors immédiatement la question : qui a acheté les éléments matériels de cette plus-value et qui a fourni l'argent pour cet achat ?

Si l'on répond : ce sont d'autres capitalistes, bien sûr ; il faut alors songer que puisque la classe des capitalistes est représentée dans le schéma par les deux sections, cette portion de plus-value elle aussi est investie et employée dans la production. Nous en revenons donc à l'investissement immédiat et total de la plus-value.

Ou alors la thésaurisation sous forme d'argent d'une partie de la plus-value dans les mains de certains capitalistes signifierait la thésaurisation d'une partie équivalente du surproduit sous une forme matérielle dans les mains d'autres capitalistes, l'amoncellement de la plus-value réalisée chez les uns entraînerait l'impossibilité de réaliser la plus-value chez les autres, puisque les capitalistes sont les uns pour les autres les seuls acheteurs de la plus-value. La poursuite de la production, donc l'accumulation telle que Marx l'a décrite dans le schéma serait interrompue. Nous aurions une crise due non pas à la surproduction mais à la seule volonté d'accumuler, telle que l'imaginait Sismondi.

Dans un passage de *l'Histoire des Doctrines économiques*, Marx explique qu'il « laisse de côté le cas où plus de capital est accumulé qu'on ne peut en mettre dans la production - lorsque, par exemple, le capital est déposé sous forme d'argent inemployé chez les banquiers, d'où les prêts à l'étranger, etc. » (*Histoire des doctrines économiques*, tome V, p. 24. complété par nous, N. d. T.). Pour ces phénomènes Marx renvoie à la partie traitant de la concurrence. Mais il est important de constater

que son schéma exclut la formation d'un tel capital additionnel. La concurrence, même si nous l'entendons dans un sens très large, ne peut manifestement pas créer des valeurs, ni par conséquent de capital, qui ne résultent pas du processus de reproduction.

Ainsi le schéma exclut l'élargissement soudain de la production. Il n'admet qu'un élargissement progressif qui suit pas à pas la formation de la plus-value et se fonde sur l'identité entre la réalisation et la capitalisation de la plus-value.

Pour la même raison, le schéma suppose une accumulation affectant de manière égale les deux sections, et par conséquent toutes les branches de la production capitaliste. Il ne permet pas l'expansion convulsive par sauts brusques de la vente, ni le développement unilatéral de certaines branches de production capitalistes qui seraient plus avancées que d'autres.

Le schéma suppose donc un mouvement du capital total différent du cours réel du développement capitaliste. L'histoire de la production capitaliste est caractérisée par deux faits : par une extension périodique convulsive du champ de la production d'une part, et par un développement très inégal des différentes branches de la production d'autre part. L'histoire de l'industrie cotonnière anglaise, l'épisode le plus caractéristique de l'histoire de la production capitaliste depuis le premier quart du XVIII^e siècle jusqu'aux alentours de 1870, paraît tout à fait incompréhensible à partir du schéma de Marx.

Enfin le schéma est en contradiction avec la théorie du processus capitaliste global et de son développement telle qu'elle est esquissée dans le livre III du *Capital*. L'idée fondamentale de cette théorie est la contradiction immanente entre la capacité illimitée d'expansion des forces productives et la capacité limitée d'expansion de la consommation sociale basée sur les rapports de distribution capitaliste.

Voici comment Marx expose cette idée dans le chapitre 15 intitulé « *Les contradictions internes de la loi* » (de la baisse du taux de profit) :

« En supposant qu'existent les moyens de production nécessaires, c'est-à-dire une accumulation de capital suffisante, la création de plus-value ne rencontre d'autre limite que la population ouvrière si le taux de la plus-value, donc le degré d'exploitation du travail, est donné, et nulle autre limite que le degré d'exploitation du travail si c'est la population ouvrière qui est supposée donnée. Et le procès de production capitaliste consiste essentiellement à produire de la plus-value qui se manifeste par le surproduit ou fraction aliquote des marchandises produites qui matérialise le travail non payé. Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value - et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, ou accumulation, constitue une partie intégrante de cette production de plus-value - est la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste. On ne doit donc jamais la présenter comme ce qu'elle n'est pas, je veux dire une production ayant pour fin immédiate la jouissance ou la création de moyens de jouissance pour le capitaliste (et naturellement encore bien moins pour l'ouvrier, R. L.). Ce serait faire tout à fait abstraction de son caractère spécifique qui -se manifeste dans toute sa structure interne.

L'acquisition de cette plus-value constitue le procès de production immédiat qui, nous l'avons dit, n'a pas d'autre limite que les limitations précitées. Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, la plus-value est produite. Mais avec cette production de plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé. A mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit, la masse de plus-value ainsi produite s'enfle démesurément. Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle : cette exploitation peut s'allier pour le capitaliste à une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ou à l'absence de toute réalisation et même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital. Les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu, théoriquement non plus elles ne sont pas liées. Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société. Or celle-ci n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites. Elles est en outre limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie. C'est là, pour la production capitaliste, une loi, imposée par les constants bouleversements des méthodes de production elles-mêmes, par la dépréciation du capital existant que ces bouleversements entraînent toujours, la lutte générale de la concurrence et la nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle, simplement pour se maintenir et sous peine de disparaître. Il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse, si bien que ses connexions internes et les conditions qui le règlent prennent de plus en plus l'allure de lois de la nature indépendantes des producteurs et échappent de plus en plus à leur contrôle. Cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production. Mais plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation. Étant donné cette base pleine de contradictions, il n'est nullement contradictoire qu'un excès de capital s'y allie à une surpopulation croissante. Car s'il est vrai que le couplage de ces deux facteurs accroîtrait la masse de la plus-value produite, par là même s'accroît précisément la contradiction entre les conditions dans lesquelles cette plus-value est produite et celles où elle est réalisée. » (Capital, I. III, 1re partie, p. 224, suiv. Trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 256-258).

En comparant cette description avec le schéma du livre II, on s'aperçoit immédiatement de la différence. Loin de constater une contradiction immanente entre la production de la plus-value et sa réalisation, nous trouvons dans le schéma une identité immanente. Ici la plus-value naît sous une forme matérielle 'calculée uniquement d'après les besoins de l'accumulation. Elle quitte le lieu de la production sous la forme de capital additionnel. Ainsi le désir d'accumulation des capitalistes eux-mêmes

implique d'avance la possibilité de sa réalisation. Les capitalistes comme classe prévoient la production de la plus-value qu'ils s'approprient sous une forme matérielle permettant et assurant en même temps son emploi pour une accumulation ultérieure. La réalisation de la plus-value et son accumulation ne sont ici que deux aspects d'un même processus et sont conceptionnellement identiques. C'est pourquoi, dans le schéma, pour le processus de la reproduction, le pouvoir de consommation de la société ne constitue pas une limite à la production. Ici l'élargissement de la production se poursuit automatiquement d'année en année, bien que la capacité de consommation sociale n'aille pas au-delà des « *rappports antagoniques de distribution* ». Cet élargissement automatique de l'accumulation est, il est vrai, « *la loi de la production capitaliste... sous peine de disparaître* ». Mais, d'après l'analyse du livre III, « *il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse* » évidemment au-delà de la consommation des capitalistes et des ouvriers. Lorsque Tougan-Baranowsky interprète la phrase de Marx suivante qui vient immédiatement après le passage précité : « *cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production* », comme si Marx entendait par « *champ extérieur de la production* » la production elle-même, il fait violence non seulement au sens même des mots, mais aussi à la pensée pourtant claire de Marx. Le « *champ extérieur de la production* » est indubitablement ici non pas la production elle-même, mais la consommation qui doit « *s'agrandir sans cesse* ». Cette interprétation du passage de Marx est confirmée suffisamment par le passage suivant de *l'Histoire des doctrines économiques* : « *Ricardo nie donc la nécessité d'une extension du marché liée à l'augmentation du capital et à l'accroissement de la production. Tout le capital existant dans un pays peut y être employé avantageusement. Et il s'en prend à Smith qui, après avoir établi la même théorie que lui [Ricardo], le combat avec sa raison habituelle* » (*Histoire des doctrines économiques*, tome. V, p. 85).

Un autre passage encore de l'œuvre de Marx montre clairement que l'idée, chère à Tougan-Baranowsky, d'une production pour l'amour de la production était, tout à fait étrangère à Marx :

« *... En outre, comme nous l'avons vu au livre II, section III (trad. Éditions Sociales, tome 5, pp. 73-76), une circulation continue se fait entre capital constant et capital variable (même si l'on ne tient pas compte de l'accumulation accélérée); cette circulation est d'abord indépendante de la consommation individuelle dans la mesure où elle n'y entre pas; néanmoins, elle est définitivement limitée par celle dernière parce que la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle.* » (*Capital*, I. I, 1re partie, p. 289. Trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 314.)

Certes, d'après le schéma du livre II, qui est la seule référence de Tougan-Baranowsky, le marché est identique avec la production. Élargir le marché y signifie élargir la production, car la production constitue à elle seule le marché (la consommation des ouvriers n'étant considérée que comme un élément de la production, à savoir la reproduction du capital variable). Aussi l'extension de la production et celle du marché se heurtent-elles à la même limite : la grandeur du capital social ou l'échelle de l'accumulation déjà réalisée. Plus il y aura de plus-value extorquée aux ouvriers -sous sa forme naturelle de capital - plus il sera possible d'accumuler ; plus on accumulera et plus on pourra réaliser de plus-value sous sa forme naturelle qui est la forme du capital. La contradiction indiquée dans le livre III n'existe donc pas, d'après le schéma. Dans le processus tel qu'il est exposé dans le schéma, il n'y a

aucune nécessité d'élargir sans cesse le marché au-delà de la consommation des capitalistes et des ouvriers, et la capacité limitée de consommation de la société n'oppose aucun obstacle à la marche ininterrompue et à la capacité illimitée d'expansion de la production. Le schéma admet bien des crises, mais uniquement faute de proportionnalité dans la production, c'est-à-dire faute de contrôle de la production par la société sur le processus de production. En revanche, il exclut la contradiction profonde et fondamentale entre la capacité de production et la capacité de consommation de la société capitaliste, contradiction résultant précisément de l'accumulation du capital, se manifestant périodiquement par des crises, et poussant le capital à élargir sans cesse le marché.

26

La reproduction du capital et son milieu

[Retour à la table des matières](#)

Le schéma marxien de la reproduction élargie ne réussit donc pas à nous expliquer le processus de l'accumulation tel qu'il a lieu dans la réalité historique. A quoi cela tient-il? Tout simplement aux prémisses du schéma lui-même. Le schéma entreprend de décrire le processus de l'accumulation en partant de l'hypothèse que les capitalistes et les salariés sont les seuls représentants de la consommation sociale. Marx, nous l'avons vu, prend pour hypothèse théorique de son analyse la domination générale et absolue de la production capitaliste, et il s'y tient avec conséquence tout au long des trois livres du *Capital*. A partir de cette hypothèse, il est évident qu'il n'existe -conformément au schéma - pas d'autres classes sociales que les capitalistes et les ouvriers ; toutes les « tierces personnes » de la société capitaliste : fonctionnaires, professions libérales, prêtres, etc., se rattachent à l'une de ces classes, et surtout à la classe capitaliste, comme consommateurs. Cette hypothèse est une abstraction théorique commode ; en réalité il n'a jamais existé et il n'existe nulle part de société capitaliste se suffisant à elle-même et entièrement régie par le mode de production capitaliste. Mais cette abstraction commode est parfaitement licite lorsqu'elle ne fausse pas les données du problème, mais qu'elle aide à les exposer dans toute leur pureté. C'est le cas pour l'analyse de la reproduction simple du capital social total. Là, le problème repose sur les données fictives suivantes : dans une société à mode de production capitaliste, créant par conséquent de la plus-value, la plus-value entière est consommée par ceux qui se l'approprient, par la classe capitaliste. Comment s'effectueront dans ces conditions la production et la reproduction sociales? Ici la manière même de poser le problème implique que la production n'a pas d'autres consommateurs que les capitalistes et les ouvriers, elle concorde donc parfaitement avec l'hypothèse de Marx : domination générale et absolue du mode de production capitaliste. Une fiction recouvre théoriquement l'autre. L'hypothèse de la domination absolue du capitalisme est encore admissible pour l'analyse de l'accumulation du capital individuel, telle qu'elle est exposée par Marx dans le livre I du *Capital*. La reproduction du capital individuel est un élément de la reproduction sociale totale ; mais un

élément dont le mouvement a ses lois autonomes, en contradiction avec les mouvements des autres éléments ; le mouvement général du capital social total West pas l'addition mécanique des mouvements individuels des capitaux, mais leur somme présente des modifications d'ordre particulier. En additionnant les valeurs des capitaux individuels ainsi que de leurs parties respectives : capital constant, capital variable et plus-value, et en les comparant avec la valeur du capital social total, de ses deux parties composantes (capital constant et capital variable) et de la plus-value totale, on obtient bien un résultat rigoureusement identique ; en revanche la composition matérielle de cette grandeur de valeur dans les parties respectives du produit social total diffère entièrement de l'incarnation matérielle des capitaux individuels dans la proportionnalité de leurs rapports de valeur. Les rapports de reproduction des capitaux individuels ne sont donc identiques dans leur forme matérielle ni entre eux ni avec les rapports de reproduction du capital total. Chaque capital individuel poursuit son cycle de circulation, par conséquent d'accumulation, de manière fortement autonome, ne dépendant des autres - si le cycle de circulation se déroule normalement - que dans la mesure où il doit réaliser son produit et trouver les moyens de production nécessaires à son activité individuelle. Il importe peu au capital individuel que la réalisation et que l'acquisition des moyens de production se produisent à l'intérieur d'un milieu capitaliste ou non. Inversement la prémisse théorique la plus commode pour l'analyse de l'accumulation du capital individuel est l'hypothèse selon laquelle la production capitaliste constitue le seul milieu où se déroule ce processus, c'est-à-dire sa domination générale et absolue ¹.

Or la question est de savoir si les conditions valables pour le capital individuel peuvent être appliquées au capital total.

Nous avons la confirmation expresse du fait que Marx identifiait réellement les conditions d'accumulation du capital total avec celles du capital individuel dans le passage qui suit :

« La question est maintenant la suivante : une fois supposée l'accumulation générale, c'est-à-dire en supposant que dans toutes les branches de la production on accumule plus ou moins de capital, ce qui est une condition de la production capitaliste dans la réalité et correspond aussi à l'instinct des capitalistes comme tels, de même que l'instinct du thésauriseur est d'amasser de l'argent (condition nécessaire également au développement de la production capitaliste) quelles sont les conditions de cette accumulation générale et comment s'effectue-t-elle ? » Et Marx répond : *« Les conditions sont donc exactement les mêmes pour l'accumulation que pour la production première et la reproduction du capital : une partie de l'argent sert à acheter du travail permettant de consommer industriellement d'autres marchandises, matières premières et machines, etc. »*

« ... L'accumulation de capital nouveau ne peut donc se faire que dans les conditions mêmes où se fait la reproduction du capital existant » (*Histoire des doctrines économiques*, tome V, p. 22-24).

¹ *« Plus sont grands le capital et la productivité du travail et en général l'échelle de la production capitaliste et plus sera grande la masse des marchandises en train de passer de la production dans la consommation individuelle on industrielle et, par conséquent, pour chaque capital particulier, la certitude de trouver sur le marché ses conditions de reproduction toutes préparées. »* (*Histoire des doctrines économiques*, tome V, pp. 23-44.)

Mais dans la réalité les conditions concrètes de l'accumulation du capital total diffèrent des conditions de la reproduction simple du capital social total comme de celles de l'accumulation du capital individuel. Le problème se pose ainsi : comment s'effectue la reproduction sociale si l'on pose le fait que la plus-value n'est pas tout entière consommée par les capitalistes, mais qu'une part croissante en est réservée à l'extension de la production ? Dans ces conditions, ce qui reste du produit social, déduction faite de la partie destinée au renouvellement du capital constant, ne peut a priori être entièrement consommé par les ouvriers et par les capitalistes ; et ce fait est la donnée essentielle du problème. Il est donc exclu que les ouvriers et les capitalistes puissent réaliser le produit total eux-mêmes. Ils ne peuvent réaliser que le capital variable, la partie usée du capital constant et la partie consommée de la plus-value ; ce faisant ils recréent seulement les conditions nécessaires à la continuation de la reproduction à la même échelle. Mais ni les ouvriers ni les capitalistes ne peuvent réaliser eux-mêmes la partie de la plus-value destinée à la capitalisation. La réalisation de la plus-value aux fins d'accumulation se révèle comme une tâche impossible dans une société composée exclusivement d'ouvriers et de capitalistes. Or il est curieux de constater que tous les théoriciens qui ont analysé le problème de l'accumulation, depuis Ricardo et Sismondi jusqu'à Marx, ont admis au départ une hypothèse qui rendait le problème insoluble. Ressentant à juste titre la nécessité de recourir à des « tierces personnes », c'est-à-dire à des consommateurs autres que les agents directs de la production capitaliste : ouvriers et capitalistes pour réaliser la plus-value, ils inventèrent diverses échappatoires : depuis la « consommation improductive ». incarnée chez Malthus dans la personne du propriétaire foncier féodal, et représentée chez Vorontsov par le militarisme, chez Struve par les « professions libérales » et autres parasites de la classe capitaliste. jusqu'au commerce extérieur, qui jouait le rôle de soupape de sûreté et tenait une place considérable chez tous les sceptiques de l'accumulation depuis Sismondi jusqu'à Nicolai-on. D'autre part, la difficulté de la réalisation de la plus-value amenait certains théoriciens à renoncer à l'accumulation - von Kirchmann et Rodbertus - ou en faisait conseiller à d'autres le ralentissement : c'était le cas de Sismondi et de ses épigones, les « populistes », russes.

Seules l'analyse profonde et la transcription schématique du processus de la reproduction sociale totale par Marx, en particulier son étude géniale de la reproduction simple, ont permis de découvrir le nœud du problème de l'accumulation et les causes des échecs des tentatives antérieures pour le résoudre. L'analyse de l'accumulation du capital total, que Marx avait dû interrompre à peine esquissée. est en outre dominée, nous l'avons vu, par la polémique contre les théories de Smith, polémique qui fausse notre problème ; Marx n'a pas fourni de solution achevée au problème, mais l'hypothèse de la domination absolue de la production capitaliste complique les données. Cependant une solution implicite du problème de l'accumulation est contenue dans l'analyse de la reproduction et dans la caractéristique du processus total capitaliste avec ses contradictions internes (dans le livre III du Capital) ; cette solution est en accord avec les autres éléments de la doctrine de Marx, ainsi qu'avec l'expérience historique et la pratique quotidienne du capitalisme, elle permet ainsi de remédier à l'insuffisance du schéma. Si on l'examine de plus près, le schéma de la reproduction élargie renvoie, même en ce qui concerne ses rapports internes, à des formations situées hors du domaine de la production et de l'accumulation capitalistes. Jusqu'à présent nous n'avons considéré la reproduction élargie que d'un seul point de vue, à savoir comment la réalisation de la plus-value est possible. C'était là la difficulté qui préoccupait exclusivement les sceptiques. En fait la réalisation de la

plus-value est la question vitale de l'accumulation capitaliste. Si l'on fait abstraction, pour simplifier les choses, du fonds de consommation des capitalistes, on constate que la réalisation de la plus-value implique comme première condition un cercle d'acheteurs situé en dehors de la société capitaliste, Nous disons bien d'acheteurs et non de consommateurs. En effet la réalisation de la plus-value n'indique pas a priori la forme matérielle où s'incarne la plus-value. Ce qui est certain, c'est que la plus-value ne peut être réalisée ni par les salariés, ni par les capitalistes, mais seulement par des couches sociales ou des sociétés à mode de production précapitaliste. On peut imaginer ici deux possibilités différentes de réalisation : l'industrie capitaliste peut produire un excédent de moyens de consommation au-delà de ses propres besoins (ceux des ouvriers et des capitalistes), elle vendra cet excédent à des couches sociales ou à des pays non capitalistes. Par exemple pendant les deux premiers tiers du XIXe siècle, l'industrie cotonnière anglaise a fourni - et elle fournit aujourd'hui partiellement encore - des cotonnades aux paysans et à la petite bourgeoisie citadine du continent européen. ainsi qu'aux paysans des Indes. d'Amérique, d'Afrique, etc. L'extension énorme de cette industrie avait pour base la consommation de classes et de pays non capitalistes ¹. Mais l'industrie cotonnière suscita en Angleterre même un développement accéléré de l'industrie mécanique, qui fournit les broches, les métiers à tisser, etc. et stimula également l'industrie métallurgique et minière. Dans ce cas, ce fut la section II (moyens de consommation) qui réalisa ses produits dans des couches extra-capitalistes, suscitant par sa propre accumulation une demande croissante de produits indigènes de la section I (moyens de production) et aidant par conséquent cette section à réaliser sa plus-value et à poursuivre l'accumulation.

On peut également envisager le cas inverse. La production capitaliste peut fournir des moyens de production excédant ses propres besoins, et trouver des acheteurs dans des pays extra-capitalistes. Par exemple l'industrie anglaise fournit dans la première moitié du XIXe siècle des matériaux de construction ferroviaires pour les états américains et pour l'Australie. La construction de chemins de fer à elle seule ne signifie pas encore la domination de la production capitaliste dans un pays. En fait, les chemins de fer, même dans ce cas, n'étaient qu'une des conditions premières de l'avènement de la production capitaliste. Ou bien encore l'industrie chimique allemande exporte des moyens de production (matières colorantes, etc.) qui seront vendus en

¹ L'importance de l'industrie cotonnière pour l'exportation anglaise se manifeste dans les chiffres suivants :

1893 : sur une exportation globale de produits finis de 5 540 millions de marks, les cotonnades représentaient 1 280 millions de marks, c'est-à-dire 23 % ; le fer ou les produits métallurgiques divers, environ 17 %.

1898 : sur une exportation globale de produits finis de 4 668 millions de marks, les cotonnades représentaient 1 300 millions de marks, soit 28 % ; le fer ou les produits métallurgiques, 22 %.

Comparons ces résultats avec les statistiques portant sur l'Allemagne:

1898 : sur une exportation globale de 4 010 millions de marks, les cotonnades représentaient 231,9 millions de marks, soit 5,75 %.

La longueur des tissus de coton exportés en 1898 était de 5 millions 1/4 de yards, dont 2 milliards 1/4 furent envoyés en Inde. (B. Jaffé, « Die englische Baumwollindustrie und die Organisation des Exporthandels », In Schmollers *Jahrbücher*, XXIV, p. 1033.)

En 1908, l'exportation anglaise de tissus de coton représentait à elle seule 260 millions de marks. (Statist. *Jahrbücher für das Deutsche Reich*, 1910.)

masse dans des pays non capitalistes : en Asie, en Afrique, etc. ¹. Dans ces cas c'est la section I (moyens de production) qui réalise ses produits dans les milieux extra-capitalistes. L'élargissement de la section I ainsi obtenue suscite dans le pays capitaliste une extension correspondante de la section II, qui fournit des moyens de consommation pour l'armée croissante des ouvriers de la première section.

Chacun des deux cas s'écarte du schéma de Marx. Dans le premier, c'est le produit de la section II qui dépasse les besoins des deux sections, mesurés par le capital variable de la partie consommée de la plus-value ; dans le second cas, c'est le produit de la section I qui dépasse la grandeur du capital constant des deux sections, même si l'on tient compte de son augmentation nécessaire à l'extension de la production. Dans les deux cas la plus-value ne se présente pas de prime abord sous la forme matérielle qui permettrait de la capitaliser dans l'une des deux sections. Dans la réalité ces deux cas typiques que nous venons d'examiner ne cessent de s'entrecroiser et de se compléter réciproquement, se transformant également l'un dans l'autre.

Un point semble encore obscur. Si par exemple un excédent de moyens de consommation, disons des cotonnades, est vendu dans des milieux non capitalistes, il est clair que ces cotonnades, comme toute marchandise capitaliste, représentent non seulement de la plus-value, mais encore du capital constant et du capital variable. Il serait arbitraire d'imaginer que précisément ces marchandises vendues dans des milieux extra-capitalistes ne représentent que de la plus-value. D'autre part nous constatons que dans ce cas l'autre section (I) non seulement réalise sa plus-value, mais encore peut accumuler sans vendre son produit en dehors des deux sections de la production capitaliste. Mais ces deux objections sont purement formelles. Il suffit pour les réfuter de décomposer la valeur de la masse totale des produits en ses parties correspondantes. Dans la production capitaliste, non seulement le produit total, mais encore chaque unité de marchandises contiennent de la plus-value. Cela n'empêche pas que, comme le capitaliste individuel calcule en vendant successivement la masse de ses produits particuliers d'abord le renouvellement du capital constant investi, puis du capital variable (ou pour employer des termes inexacts mais plus employés dans la pratique courante, d'abord de son capital fixe, puis de son capital circulant), enregistrant la somme restante comme son profit, de même le produit social total peut être décomposé en trois parties proportionnelles correspondant d'après leur valeur au capital constant social usé, au capital variable et à la plus-value extorquée aux ouvriers. Dans la reproduction simple, la forme matérielle du produit total correspond également à ces rapports de valeur : le capital constant réapparaît sous la forme de moyens de production, le capital variable sous la forme de moyens de subsistance pour les ouvriers, la plus-value sous la forme de moyens de subsistance pour les capitalistes. Cependant la reproduction simple en ce sens strict - consommation de toute la plus-value par les capitalistes - est, nous le savons, une fiction théorique. D'après le schéma de Marx il existe également dans le cas de la reproduction élargie ou accumulation, une proportionnalité rigoureuse entre la composition en valeur du produit social et sa forme matérielle : la plus-value dans sa partie accumulable vient au monde sous une forme matérielle correspondant à une répartition proportionnelle en moyens de production et moyens de consommation pour les ouvriers, telle qu'elle

¹ Un cinquième des colorants à base d'aniline et la moitié des colorants à base d'indigo sont exportés dans des pays comme la Chine, le Japon, les Indes britanniques, l'Égypte, la Turquie d'Asie, le Brésil, le Mexique.

permet l'élargissement de la production sur une base technique donnée. Cependant cette théorie, qui repose sur l'hypothèse d'une production capitaliste isolée et se suffisant à elle-même, est impuissante, nous l'avons déjà vu, à résoudre le problème de la réalisation de la plus-value. Mais dès que nous admettons que la plus-value est réalisée à l'extérieur de la production capitaliste, nous admettons par là même que sa forme matérielle n'est pas liée aux besoins de la production capitaliste. Sa forme matérielle répond aux besoins des milieux extra-capitalistes qui aident à la réaliser. Voilà pourquoi la plus-value peut se matérialiser selon le cas en moyens de consommation, par exemple en cotonnades, ou en moyens de production, par exemple en matériaux ferroviaires. Que cette plus-value réalisée sous la forme des produits d'une section aide en même temps, grâce à l'extension consécutive de la production, à réaliser la plus-value de l'autre section ne change rien au fait que la plus-value *sociale* considérée comme un tout a été réalisée en dehors des deux sections, partie directement, partie indirectement. C'est un phénomène analogue à celui par lequel un capitaliste individuel peut réaliser sa plus-value même si la masse totale de ses produits ne fait d'abord que remplacer le capital variable ou le capital constant d'un autre capitaliste.

Cependant la réalisation de la plus-value n'est pas le seul élément de la reproduction dont il faille tenir compte. Supposons que la section I ait réalisé la plus-value à l'extérieur - à l'extérieur des deux sections - et qu'ainsi l'accumulation puisse avoir lieu. Supposons également que la section I ait en perspective un nouvel élargissement des débouchés dans ces milieux non capitalistes. Les conditions de l'accumulation ne seront alors données qu'à moitié. Il y a loin de la coupe aux lèvres. On s'aperçoit en effet à présent que la deuxième condition de l'accumulation est l'acquisition des éléments matériels indispensables à l'extension de la production. Où les prendre puisque nous venons de réaliser en argent le surproduit sous forme de produits de la section I, c'est-à-dire sous forme de moyens de production, et que nous les avons vendus à l'extérieur de la société capitaliste? La transaction qui a permis de réaliser la plus-value a anéanti en même temps la possibilité de convertir cette plus-value réalisée en capital productif. Il semble donc que nous soyons passés de Charybde en Scylla. Mais examinons les choses de plus près.

Nous opérons ici avec c dans la section I et dans la section II comme s'il s'agissait du capital constant total de la production. Or ce n'est pas le cas, nous le savons. Pour simplifier le schéma nous n'avons pas tenu compte du fait que le c qui figure dans le schéma à la section I et à la section II ne représente qu'une partie du capital constant total, c'est-à-dire la partie circulant dans le cycle annuel, usée au cours de ce cycle et incorporée dans les produits. Mais il serait absurde d'imaginer que la production capitaliste (ou tout autre production) use dans son cycle de production tout le capital constant, pour le créer entièrement à neuf à chaque début de cycle. Au contraire on suppose à l'arrière-plan de la production telle qu'elle est exposée dans le schéma toute la masse de moyens de production dont le renouvellement périodique total est indiqué dans le schéma par le renouvellement annuel de la partie usée. Grâce à l'accroissement de la productivité du travail et à l'extension de la production, cette masse de moyens de production augmente non seulement dans l'absolu, mais encore relativement à la partie usée chaque année dans la production. Il y a en même temps un accroissement correspondant de l'efficacité potentielle du capital constant. Si l'on fait abstraction de l'accroissement de sa valeur, c'est d'abord l'exploitation plus intensive

de cette partie du capital constant qui joue le rôle primordial dans l'extension de la production.

« Dans l'industrie extractive, celle des mines par exemple, les matières premières n'entrent pas comme élément des avances, puisque là l'objet du travail est non le fruit d'un travail antérieur, mais bien le don gratuit de la nature, tel que le métal, le minéral, le charbon, les pierres, etc.

« Le capital constant se borne donc presque exclusivement à l'avance en outillage, qu'une augmentation de travail n'affecte pas (travail par équipes continu de jour et de nuit). Mais les autres circonstances restant les mêmes, la valeur et la masse du produit se multiplieront en raison directe du travail appliqué aux mines. De même qu'au premier jour de la vie industrielle, l'homme et la nature y agissent de concert comme sources primitives de la richesse. Voilà donc, grâce à l'élasticité de la force ouvrière, le terrain de l'accumulation élargi sans agrandissement préalable du capital avancé.

« Dans l'agriculture, on ne peut étendre le champ de cultivation sans avancer un surplus de semailles et d'engrais. Mais, cette avance une fois faite, la seule action mécanique du travail sur le sol en augmente merveilleusement la fertilité. Un excédent de travail, tiré du même nombre d'ouvriers, ajoute à cet effet sans ajouter à l'avance en instruments aratoires. C'est donc de nouveau l'action directe de l'homme sur la nature qui fournit ainsi un fonds additionnel à accumuler sans intervention d'un capital additionnel.

« Enfin, dans les manufactures, les fabriques, les usines, toute dépense additionnelle en travail présuppose une dépense proportionnelle en matières premières, mais non en outillage. De plus, puisque l'industrie extractive et l'agriculture fournissent à l'industrie manufacturière ses matières brutes et instrumentales, le surcroît de produits obtenu dans celles-là sans surplus d'avance revient aussi à l'avantage de celle-ci.

« Nous arrivons donc à ce résultat général qu'en s'incorporant la force ouvrière et la terre, ces deux sources primitives de la richesse, le capital acquiert une puissance d'expansion qui lui permet d'augmenter ses éléments d'accumulation au-delà des limites apparemment fixées par sa propre grandeur, c'est-à-dire par la valeur et la masse des moyens de production déjà produits dans lesquels il existe » (Capital, I, I, p. 567. Trad. Éditions Sociales, tome 3, pp. 44-45. Complété par nous N. d. T.).

Par ailleurs il n'est pas évident que les moyens de production et de consommation nécessaires soient tous nécessairement d'origine capitaliste. Cette hypothèse, que Marx a mis à la base de son schéma de l'accumulation, ne correspond ni à la pratique journalière ni à l'histoire du capital ni au caractère spécifique de ce mode de production. En Angleterre, dans la première moitié du XIXe siècle, la majeure partie de la plus-value apparaissait à la fin du processus de production sous la forme de cotonnades. Mais les éléments matériels de la capitalisation de la plus-value, s'ils étaient toujours du surproduit, ne représentaient pas nécessairement de la plus-value capitaliste : ainsi le coton brut fourni par les États esclavagistes de l'Union américaine ou les céréales (moyens de subsistance des ouvriers anglais) provenant des domaines de la Russie féodale donc produits du servage, représentent certes du surproduit mais non de la plus-value capitaliste. La crise du coton en Angleterre pendant la guerre de

Sécession, lorsque la culture des plantations fut interrompue, ou encore la crise de l'industrie de la toile en Europe pendant la guerre en Orient, lorsqu'on ne pouvait plus importer de chanvre de la Russie féodale, prouvent combien l'accumulation capitaliste dépend des moyens de production produits en dehors du système capitaliste. Il suffit du reste de se rappeler quel rôle l'importation du blé, produit agricole, donc indépendant du mode de production capitaliste, joue dans l'alimentation de la masse ouvrière européenne (comme élément du capital variable) pour se rendre compte que l'accumulation est nécessairement, liée dans ses éléments matériels à des milieux non capitalistes. D'ailleurs le caractère de la production capitaliste lui-même s'oppose à ce que celle-ci se contente des moyens de production produits par elle-même. Il est essentiel pour le capitaliste individuel qui obéit toujours au désir d'élever le taux de profit, de réduire le prix des éléments du capital constant. D'autre part la croissance incessante de la productivité du travail, qui est le facteur le plus important de l'augmentation du taux de la plus-value, implique et nécessite l'utilisation illimitée de toutes les matières et de toutes les ressources du soi et de la nature. Il serait contraire à l'essence et au mode d'existence du capitalisme de tolérer quelque restriction à cet égard. Aujourd'hui encore, après quelques siècles de son développement, la production capitaliste n'a conquis qu'une petite fraction de la production totale du globe, son siège est resté de préférence la petite Europe ; en Europe même des domaines entiers de production, ceux de l'agriculture ou de l'artisanat indépendant, et des territoires immenses échappent à sa domination ; de plus elle comprend de grandes parties de l'Amérique du Nord et quelques régions situées sur les autres continents. En général la production capitaliste est limitée principalement aux pays de la zone tempérée, tandis que par exemple en Orient ou dans le Sud, elle a fait assez peu de progrès. Si le capitalisme devait se contenter uniquement des éléments de production accessibles à l'intérieur de ces limites étroites, son niveau actuel, son développement même auraient été impossibles. Dès son origine, le capital a mis à contribution toutes les ressources productives du globe. Dans son désir de s'approprier les forces productives à des fins d'exploitation, le capital fouille le monde entier, se procure des moyens de production dans tous les coins du globe, les acquérant au besoin par la force, dans toutes les formes de société, à tous les niveaux de civilisation. Le problème des éléments matériels de l'accumulation n'est pas achevé avec la création de la plus-value sous une forme concrète ; le problème se pose alors autrement : il est nécessaire, pour utiliser la plus-value réalisée de manière productive, que le capital puisse progressivement disposer de la terre entière afin de s'assurer un choix illimité de moyens de production en quantité comme en qualité. Il est indispensable pour le capital de pouvoir recourir brusquement à de nouveaux domaines fournisseurs de matières premières ; c'est une condition nécessaire au processus de l'accumulation, à son élasticité et à son dynamisme, aussi bien pour remédier à des interruptions ou à des fluctuations éventuelles de l'exportation de matières premières des sources habituelles, que pour procéder à des expansions soudaines du besoin social. Au moment où la guerre de Sécession avait interrompu l'importation du coton américain en Angleterre et provoqué dans le comté de Lancashire la fameuse « crise du coton », on vit surgir comme par enchantement en un espace de temps très bref de nouvelles plantations de coton en Égypte. C'était ici le despotisme oriental, joint à la structure féodale ancienne du servage, qui avait préparé les voies au capital européen. Seul le capital avec ses moyens techniques peut provoquer des bouleversements aussi miraculeux dans un délai aussi bref. Mais ce n'est que sur un terrain précapitaliste à la structure sociale primitive qu'il peut disposer avec souveraineté des forces productives matérielles et humaines qui permettent le miracle. Un autre exemple du même ordre est l'augmentation énorme de la consommation mondiale du caoutchouc, qui nécessite actuellement une importation régulière de caoutchouc brut pour une valeur

annuelle d'un milliard de marks. La base économique de la production de matières premières est le système d'exploitation primitif pratiqué par le capital européen dans les colonies africaines et en Amérique, système alliant différentes combinaisons d'esclavage et de servage ¹.

Soulignons que lorsque nous avons envisagé les cas où soit la section I soit la section II réalise seule le surproduit dans un milieu extra-capitaliste, nous avons choisi l'hypothèse la plus favorable à la vérification du schéma de Marx, parce que les rapports de la reproduction s'y manifestent dans toute leur pureté. En fait rien ne nous interdit de supposer qu'une partie du capital constant et du capital variable incarnée dans le produit de l'une ou l'autre section soit réalisée hors du milieu capitaliste. Les deux exemples du paragraphe précédent ont simplement démontré qu'au *moins* la plus-value destinée à la capitalisation et la portion correspondante de la masse de marchandises ne peut absolument pas être réalisée à l'intérieur des milieux capitalistes et doit trouver des acheteurs à l'extérieur de ces milieux, dans des structures et des couches sociales non capitalistes.

Entre la période de production où est produite la plus-value et la période suivante de l'accumulation où cette plus-value est capitalisée, il y a place pour deux transactions distinctes : la réalisation de la plus-value, c'est-à-dire sa conversion en valeur pure, puis la transformation de cette valeur pure en capital productif ; ces deux transactions s'effectuent entre la production capitaliste et le milieu non capitaliste environnant. Le commerce international est donc, du point de vue de la réalisation de la plus-value comme du point de vue de l'acquisition des éléments matériels du capital constant, une condition historique vitale du capitalisme ; le commerce international se présente dans la situation concrète actuelle comme un échange entre les formes de production capitalistes et les formes de production non capitalistes.

Jusqu'à présent nous avons considéré l'accumulation seulement du point de vue de la plus-value et du capital constant. Le troisième élément fondamental de l'accumulation est le capital variable. Le processus de l'accumulation s'accompagne d'un accroissement du capital variable. Dans le schéma de Marx cet accroissement se traduit dans sa forme concrète par l'augmentation des moyens de subsistance pour les salariés. Le véritable capital variable cependant ne consiste pas dans des moyens de subsistance pour les travailleurs, mais dans la force de travail de ces derniers, pour l'entretien de laquelle des moyens de subsistance sont nécessaires. Une des conditions fondamentales de l'accumulation est donc un apport supplémentaire de travail vivant, mobilisé par le capital et correspondant à ses besoins. On l'obtient partiellement - dans la mesure où la situation le permet - par la prolongation de la journée de travail et par l'intensification du travail. Mais dans les deux cas cette augmentation de travail vivant ne se manifeste pas - ou très peu - (sous forme de salaire payé pour les heures supplémentaires) dans l'accroissement du capital variable. En outre les deux méthodes se heurtent rapidement à des limites très étroites et infranchissables, correspondant aux résistances naturelles ou sociales. L'accroissement constant du capital

¹ Les dernières révélations du Livre Bleu anglais sur les pratiques de *la Peruvian Amazon Co Ltd* à Putumayo nous ont appris que dans la république libre du Pérou, même sans la forme politique de la domination coloniale, le capital international a su se soumettre les indigènes et les mettre dans une situation proche de l'esclavage pour s'emparer des moyens de production des pays primitifs par un pillage de grand style. Depuis 1900, la société citée, qui est composée de capitalistes anglais et étrangers, avait jeté sur le marché londonien environ 4 000 tonnes de caoutchouc en provenance de Putumayo. Dans le même laps de temps, 30 000 indigènes furent assassinés et 14% plupart des 10000 survivants sont restés infirmes à force d'avoir été frappés.

variable qui accompagne l'accumulation doit donc se traduire par une augmentation du nombre des forces de travail employées. D'où viennent ces forces de travail supplémentaires ?

Dans son analyse de l'accumulation du capital individuel, Marx donne la réponse suivante : « *Pour faire actuellement fonctionner ces éléments comme capital, la classe capitaliste a besoin d'un surplus de travail qu'elle ne saura obtenir, à part l'exploitation plus extensive ou intensive des ouvriers déjà occupés, qu'en enrôlant des forces de travail supplémentaires. Le mécanisme de la production capitaliste y a déjà pourvu en reproduisant la classe ouvrière comme classe salariée dont le salaire ordinaire assure non seulement le maintien, mais encore la multiplication.*

« *Il ne reste donc plus qu'à incorporer les forces de travail additionnelles, fournies chaque année à divers degrés d'âge par la classe ouvrière, aux moyens de production additionnels que la production annuelle renferme déjà.* » (Capital, I, I, p. 544. Trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 23) ¹.

Ici l'accroissement du capital variable est directement attribué et à la seule reproduction naturelle de la classe ouvrière, déjà dominée par le capital. Cette explication est conforme au schéma de la reproduction élargie qui, selon l'hypothèse de Marx, n'admet que deux classes sociales, la classe capitaliste et la classe ouvrière, et considère le capitalisme comme le mode unique et absolu de production. A partir de ces prémisses, la reproduction naturelle de la classe ouvrière est en effet la seule source de l'augmentation des forces de travail mobilisées par le capital. Cependant cette conception contredit les lois qui régissent les mouvements de l'accumulation. La reproduction naturelle des ouvriers et les besoins de l'accumulation capitaliste ne coïncident ni en quantité ni dans le temps. Marx lui-même a démontré brillamment que la reproduction naturelle des ouvriers est incapable de s'adapter aux besoins d'expansion soudaine du capital. Si la reproduction naturelle de la classe ouvrière était la seule base des mouvements du capital, l'accumulation ne pourrait se poursuivre dans son cycle périodique de surtension et d'épuisement ; l'expansion spasmodique des sphères de production ne pourrait avoir lieu, l'accumulation elle-même deviendrait ainsi impossible. Cette dernière exige une liberté de mouvements absolue par rapport à l'accroissement du capital variable comme par rapport aux éléments du capital constant, donc implique la possibilité absolue de disposer de l'apport supplémentaire de travail sans restriction aucune. Marx montre dans son analyse que cette nécessité se traduit par la formation de l' « *armée industrielle de réserve du prolétariat* ». Le schéma de la reproduction élargie ignore cette armée de réserve et ne lui laisse aucune place. L'armée industrielle de réserve ne peut pas en effet se

¹ De même à un autre passage : « *Il faut donc tout d'abord transformer en capital variable une partie de la plus-value et du surproduit qui lui correspond en subsistances ; il faut en acheter du travail nouveau. Ce n'est possible que si le nombre des ouvriers s'accroît ou que le temps durant lequel ils travaillent est prolongé (...) mais cela ne constitue pas un moyen constant d'accumulation. La population ouvrière peut augmenter si des ouvriers improductifs sont transformés en ouvriers productifs, ou que des personnes qui jusque-là ne travaillaient pas, les femmes, les enfants, etc., sont englobées dans le procès de production. Nous laissons de côté ici ce dernier point. Elle peut également augmenter grâce à l'accroissement général de la population. L'accumulation ne peut être continue que si la population, malgré qu'elle subisse une diminution relative par rapport au capital employé, augmente de façon absolue. L'augmentation de la population est la condition fondamentale d'une accumulation continue. Et cela suppose un salaire moyen qui permette un accroissement continu de la population ouvrière et non pas une simple reproduction.* » (Histoire des doctrines économiques, tome V, chap. « Transformation de revenus en capital », pp. 14-15.)

constituer à partir de la reproduction naturelle du prolétariat. Ce sont d'autres réservoirs sociaux qui l'alimentent constamment en forces de travail - forces de travail jusqu'à présent indépendantes de la production capitaliste, et qui seront adjointes au prolétariat en cas de besoin. Seuls les pays et les classes non capitalistes peuvent fournir régulièrement la production capitaliste de forces de travail supplémentaires. Cependant, dans son analyse de l'armée de réserve industrielle (*Capital*, livre I, ch. 25, par. 3). Marx ne tient compte que 1) du remplacement des ouvriers plus âgés par les machines ; - 2) de l'exode des ouvriers agricoles à la ville, conséquence de la prédominance de la production capitaliste dans l'agriculture ; - 3) de l'emploi occasionnel de travailleurs mis au rancart par l'industrie ; - et enfin 4) du paupérisme, qui est un produit de la surpopulation relative. Toutes ces catégories sont secrétées d'une manière ou d'une autre par la production capitaliste, elles en sont les déchets, elles constituent un prolétariat en surnombre, déjà utilisé et rejeté d'une manière ou de l'autre. Même les ouvriers agricoles qui ne cessent d'affluer à la ville représentent aux yeux de Marx des prolétaires : ils passent de la domination du capital agricole à celle du capital industriel. Marx songeait là apparemment à la situation anglaise, qui se trouvait à un stade assez élevé de développement capitaliste. En revanche, il ne se préoccupe pas ici de l'origine de ce prolétariat citadin et agricole, il ne tient pas compte de la source la plus importante du recrutement de ce prolétariat en Europe : la prolétarianisation continue des couches moyennes dans les villes et à la campagne, la ruine de l'économie paysanne et du petit artisanat, c'est-à-dire le processus constant de destruction et de désagrégation des modes de production non capitalistes, mais précapitalistes, aboutissant au massage constant des forces de travail d'une situation non capitaliste à une situation capitaliste. Nous faisons allusion non seulement à la décomposition de l'économie paysanne et de l'artisanat en Europe, mais aussi à la décomposition des formes de production et de sociétés primitives dans des pays extra-européens.

De même que la production capitaliste ne peut se contenter des forces actives et des ressources naturelles de la zone tempérée, mais qu'elle a au contraire besoin pour se développer de disposer de tous les pays et de tous les climats, de même elle ne peut s'en tenir à l'exploitation de la force de travail de la race blanche. Pour cultiver les régions où la race blanche est incapable de travailler, le capital doit recourir aux autres races. Il a besoin en tout cas de pouvoir mobiliser sans restriction toutes les forces de travail du globe pour exploiter avec leur aide toutes les forces productives du sol, dans les limites imposées par la production pour la plus-value. Ces forces de travail cependant sont la plupart du temps liées aux traditions rigides des formes de production précapitalistes ; le capitalisme doit d'abord les en « libérer » avant de pouvoir les enrôler dans l'armée active du capital. Le processus d'émancipation des forces de travail des conditions sociales primitives et leur intégration dans le système de salaire capitaliste sont l'un des fondements historiques indispensables au capitalisme. La première branche de production authentiquement capitaliste, l'industrie cotonnière anglaise, est inconcevable non seulement sans le coton des états du Sud de l'Union Nord américaine, mais encore sans les millions de nègres africains déportés en Amérique pour fournir la main-d'œuvre des plantations, et qui ensuite, après la guerre de Sécession, furent incorporés à la classe ouvrière capitaliste comme prolétariat libre ¹.

¹ (Simons, Klassenkämpfe in der Geschichte Amerikas. Cahiers complémentaires de la Neue Zeit, no 7, p. 39.)

* Un tableau statistique publié aux États-Unis un peu avant la guerre de Sécession fournissait les Indications suivantes sur la valeur de la production annuelle des états esclavagistes et le nombre des esclaves employés, dont la majorité travaillaient dans les plantations de coton :

Coton	Esclaves	
1800	5,2 millions de dollars	893 041
1810	15,1 millions de dollars	1 191 364
1820	26,3 millions de dollars	1 543 688
1830	34,1 millions de dollars	2 009 053
1840	74,6 millions de dollars	2 487 255
1850	101,8 millions de dollars	3 079 509
1851	137,3 millions de dollars	3 200 000

Le capital est conscient de l'importance du recrutement des forces de travail dans les sociétés non capitalistes, surtout à propos de ce qu'on appelle le « problème ouvrier » aux colonies. Il use de toutes les méthodes possibles de la « douce violence » pour résoudre ce problème, pour détacher les forces de travail des autres autorités sociales et des autres conditions de production et pour les soumettre à sa loi. Ces procédés ont suscité dans les pays coloniaux les formes hybrides les plus étranges entre le salariat moderne et les régimes d'exploitation primitive ¹. Voilà un exemple

¹ Un exemple typique de telles formes sociales hybrides nous est donné dans la description par l'ancien ministre anglais, Bryce, des mines de diamant sud-africaines: « A Kimberley, la curiosité la plus remarquable, qui est unique au monde, ce sont deux « compounds » où les indigènes employés aux mines sont hébergés et parqués. Il s'agit d'enceintes énormes sans toit, mais tendues d'un réseau de fil de fer pour empêcher que l'on ne jette quelque chose par dessus le mur. Un couloir souterrain conduit à la mine voisine. Le travail s'effectue par équipes chacune huit heures par jour, si bien que l'ouvrier ne reste jamais plus de huit heures consécutives sous terre. Le long du mur, à l'intérieur, s'élèvent des cabanes où les indigènes habitent et dorment. Il y a également un hôpital à l'intérieur de l'enceinte, ainsi qu'une école où les ouvriers peuvent apprendre à lire et à écrire pendant leurs heures de loisirs. On ne prend pas de boissons alcoolisées. Toutes les entrées sont surveillées strictement et aucun visiteur et indigène ni blanc n'a accès au campement. Les vivres sont fournies par un magasin qui se trouve à l'intérieur de l'enceinte et appartient à la société. Le « compound » de la mine de Beers abritait à l'époque de ma visite 2 600 indigènes de toutes les tribus imaginables, si bien que l'on pouvait observer des exemplaires des types les plus variés de Noirs, venus des régions les plus diverses depuis le Natal et le Pondoland au Sud, jusqu'au lac Tanganyika à l'extrême Est du pays. Ils viennent de tous les horizons, attirés par les hauts salaires, généralement de 18 à 30 Mk par semaine, et ils restent là trois mois et davantage, parfois même ils s'établissent pour une plus longue période. Dans ce grand « compound » rectangulaire, on voit des Zoulous du Natal, des Fingos, des Pongos, des Tembous, des Pasutos, des Betchouanas, des sujets du Gunaynhana, qui fait partie des possessions portugaises, quelques Matabeles et Makalakas et beaucoup d'indigènes que l'on appelle « Zambest boys » appartenant aux tribus qui peuplent les deux rives du fleuve. Il y a même des Bushmen, ou du moins des indigènes qui viennent de ces tribus. Ils cohabitent pacifiquement et se distraient chacun à leur manière pendant leurs heures de loisir. Outre les jeux de hasard, nous avons observé un jeu qui ressemble au jeu anglais du renard et de l'oie, on y joue avec des jetons sur une planche; on faisait aussi de la musique sur des instruments primitifs : sur ce qu'on appelle le « piano des Cafres », fabriqué de barres de fer inégalement longues et fixées les fines à côté des autres dans un cadre, et sur un autre instrument encore plus primitif fait de différentes petites barres de bois qui donnent, lorsqu'on les frappe, des sons variés et les rudiments d'une mélodie. Quelques-uns, peu nombreux, lisaient ou écrivaient des lettres, les autres étaient occupés à faire la cuisine ou à bavarder. Beaucoup de tribus bavardent de manière ininterrompue, et on peut entendre dans cet étrange asile de nègres, lorsque l'on passe d'un groupe à l'autre, une douzaine de langues différentes. » Après plusieurs mois travail, les nègres ont coutume de quitter la mine en emportant

du fait que la production capitaliste ne peut se passer des forces de travail issues d'autres formations sociales.

Certes, Marx analyse en détail le processus de l'appropriation des moyens de production non capitalistes, ainsi que le processus de la transformation de la paysannerie en prolétariat capitaliste. Tout le 27^e chapitre du livre I du *Capital* est consacré à la description de la genèse du prolétariat anglais, de la classe des petits fermiers capitalistes ainsi que du capital industriel. Marx met l'accent dans la description de ce dernier processus sur le pillage des pays coloniaux par le capital européen. Mais il n'étudie ces faits que dans la perspective de l'« accumulation primitive ». Les processus cités n'illustrent pour Marx que la naissance du capital, Marx les décrit comme l'enfantement douloureux de la production capitaliste par la société féodale. Dès qu'il passe à l'analyse théorique du processus capitaliste - de la production comme de la circulation - il revient sans cesse à son hypothèse de la domination générale et absolue de la production capitaliste. Or nous constatons pourtant que le capitalisme, même dans sa phase de maturité, est lié à tous les égards à l'existence de couches et de sociétés non capitalistes, Il ne s'agit pas seulement dans cette dépendance du problème des débouchés pour les « produits excédentaires » comme l'ont cru Sismondi ainsi que plus tard les critiques et les sceptiques de l'accumulation. L'accumulation est liée quant à sa composition matérielle et ses rapports de valeur et dans tous ses éléments : capital constant, capital variable et plus-value, à des formes de production non capitalistes. Ces dernières constituent le milieu historique donné de ce processus. Non seulement l'accumulation ne peut être expliquée à partir de l'hypothèse de la domination générale et absolue de la production capitaliste, mais elle est même tout simplement inconcevable à tous égards sans le milieu non capitaliste. Sans doute Sismondi et ses successeurs, en réduisant les difficultés de l'accumulation à la réalisation de la plus-value, ont-ils fait preuve d'une intuition juste des conditions d'existence de l'accumulation. Il y a une différence radicale entre les conditions de la réalisation de la plus-value et celles de l'accroissement du capital constant et du capital variable dans leur forme matérielle. Le capital ne peut se passer des moyens de production et des forces de travail de la terre entière. Pour le développement illimité de l'accumulation, il a besoin des trésors naturels et des forces de travail de toutes les régions du monde. Comme la plupart des ressources et de la main-d'œuvre se trouvent en fait dans les sphères de production précapitalistes - qui constituent le milieu historique de l'accumulation du capital - le capital déploie toutes ses forces pour s'emparer de ces territoires et soumettre ces sociétés. Certes la production capitaliste pourrait utiliser même des plantations de caoutchouc gérées avec des méthodes capitalistes, comme il y en a déjà en Inde par exemple. Mais la prédominance effective de structures sociales non capitalistes dans les pays où ces branches de produc-

les économies amassées, pour regagner leur tribu, s'y acheter une femme avec l'argent gagné et vivre ensuite selon leurs traditions (J. Bryce, *Impressions of South Africa*, Londres, 1897, p. 212 et suiv.)

On peut lire dans le même ouvrage la description très vivante des méthodes par lesquelles on résout en Afrique du Sud le « problème ouvrier ». Nous y apprenons qu'à Kimberley, à Witwatersrand au Natal, au Matabeleland, on force les nègres à travailler dans les mines et dans les plantations, en leur prenant tous leurs terrains et tous leurs troupeaux, c'est-à-dire leurs moyens d'existence. Ainsi on les prolétarise, et on mine leur moral par l'alcool (plus tard, lorsqu'ils sont déjà dans l'enceinte « du capital », les boissons alcoolisées leur sont strictement interdites, alors qu'on les a déjà habitués à l'alcool. L'objet d'exploitation doit être maintenu dans un état qui permette son utilisation), et enfin on les oblige par la force, la prison, le fouet, à s'intégrer au système de salaire capitaliste.

tion sont développées pousse le capital à mettre sous sa tutelle ces pays et ces sociétés ; les conditions primitives permettent au capital de prendre des mesures brusques et violentes, telles qu'elles seraient inconcevables dans un régime purement capitaliste.

Il en est autrement de la réalisation de la plus-value. Celle-ci est liée de prime abord à des producteurs et à des consommateurs non capitalistes comme tels. L'existence d'acheteurs non capitalistes de la plus-value est une condition vitale pour le capital et pour l'accumulation, en ce sens elle est décisive dans le problème de l'accumulation du capital. Quoi qu'il en soit, pratiquement l'accumulation du capital comme processus historique dépend à tous les égards des couches sociales et des formes de sociétés non capitalistes.

La solution du problème discuté par l'économie politique pendant près d'un siècle se trouve donc entre les deux extrêmes : entre le scepticisme petit-bourgeois de Sismondi, de von Kirchmann, Vorontsov, Nicolai-on, qui affirmaient l'impossibilité de l'accumulation, et le grossier optimisme de Ricardo, de Say, de Tougan-Baranowsky, pour qui le capitalisme peut se développer seul de manière illimitée - ce qui implique logiquement qu'il est éternel. La solution conforme à l'esprit de la doctrine de Marx est dans la contradiction dialectique selon laquelle l'accumulation capitaliste a besoin pour se mouvoir de formations sociales non capitalistes autour d'elle, qu'elle se développe par des échanges constants avec ces formations et ne peut subsister sans les contacts avec un tel milieu.

C'est en partant de là que l'on peut réviser les conceptions du marché intérieur et du marché extérieur qui ont joué un rôle si important dans les controverses théoriques autour du problème de l'accumulation. Le marché intérieur et le marché extérieur tiennent certes une place importante et très différente l'une de l'autre dans la poursuite du développement capitaliste ; mais ce sont des notions non pas de géographie, mais d'économie sociale. Le marché intérieur du point de vue de la production capitaliste est le marché capitaliste, il est cette production elle-même dans le sens où elle achète ses propres produits et où elle fournit ses propres éléments de production. Le marché extérieur pour le capital est le milieu social non capitaliste qui l'entoure, qui absorbe ses produits et lui fournit des éléments de production et des forces de travail. De ce point de vue, économiquement parlant, l'Angleterre et l'Allemagne constituent presque toujours l'une pour l'autre un marché intérieur, à cause des échanges constants de marchandises, tandis que les consommateurs et producteurs paysans d'Allemagne représentent un marché extérieur pour le capital allemand. Comme on peut le voir dans le schéma de la reproduction, ce sont des notions exactes et rigoureuses. Dans le commerce capitaliste intérieur, le capital ne peut réaliser dans le meilleur des cas que certaines parties de la valeur du produit social total : le capital constant usé, le capital variable et la partie consommée de la plus-value ; en revanche la partie de la plus-value destinée à la capitalisation doit être réalisée « à l'extérieur ». Si la capitalisation de la plus-value est le but proprement dit et le mobile de la production, par ailleurs le renouvellement du capital constant et du capital variable (ainsi que de la partie consommée de la plus-value) est la base large et la condition préalable de la capitalisation. Et si le développement international du capitalisme rend la capitalisation de la plus-value de plus en plus urgente et de plus en plus précaire, il élargit d'autre part la base du capital constant et du capital variable en tant que masse, aussi bien dans l'absolu que par rapport à la plus-value. De là le phénomène contradictoire que les anciens pays capitalistes, tout en constituant les uns pour les autres un marché toujours plus large et en pouvant de moins en moins se passer les uns des autres,

entrent en même temps dans une concurrence toujours plus acharnée pour les relations avec les pays non capitalistes ¹.

Les conditions de la capitalisation de la plus-value et les conditions du renouvellement du capital total se contredisent donc de plus en plus. Cette contradiction ne fait du reste que refléter la loi contradictoire de la baisse tendancielle du taux de profit.

¹ Les relations de l'Angleterre et de l'Allemagne sont typiques pour ces relations commerciales.

27

La lutte contre l'économie naturelle

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme se présente à son origine et se développe historiquement dans un milieu social non capitaliste. En Europe occidentale, il baigne d'abord dans le milieu féodal dont il est issu - l'économie de servage dans la campagne, l'artisanat de corporation à la ville - puis, une fois la féodalité abattue, dans un milieu à la fois paysan et artisan, où par conséquent l'économie marchande simple règne dans l'agriculture comme dans l'artisanat. En outre, hors d'Europe, le capitalisme européen est entouré de vastes territoires où se rencontrent toutes les formes sociales à tous les degrés d'évolution, depuis les hordes communistes de chasseurs nomades jusqu'à la production marchande, paysanne et artisanale. C'est dans ce milieu que se poursuit le processus de l'accumulation capitaliste.

Il convient d'y distinguer trois phases : la lutte du capital contre l'économie naturelle, sa lutte contre l'économie marchande et sa lutte sur la scène mondiale autour de ce qui reste des conditions d'accumulation.

Le capitalisme a besoin pour son existence et son développement de formes de production non capitalistes autour de lui. Mais cela ne veut pas dire que n'importe laquelle de ces formes puisse lui être utile. Il lui faut des couches sociales non capitalistes comme débouchés pour sa plus-value, comme sources de moyens de production et comme réservoirs de main-d'œuvre pour son système de salariat. Or l'économie naturelle ne peut rien lui donner de tout cela. Dans toutes les structures de l'économie naturelle, qu'il s'agisse de communes paysannes primitives avec propriété commune du sol, du domaine féodal où règnent le servage ou autres, la production en fonction des besoins domestiques domine l'économie ; en conséquence on n'éprouve pas ou peu le besoin de marchandises étrangères, et on ne produit généralement pas au-delà de ses besoins, ou du moins il n'y a pas nécessité urgente de se défaire des produits excédentaires. Cependant le point essentiel est celui-ci : toutes les tonnes de produc-

tion naturelles sont fondées sur une sorte de fixation des moyens de production comme des forces de travail.

La commune paysanne communiste aussi bien que la propriété féodale appuient leur organisation économique sur l'enchaînement du moyen de production primordial - la terre - ainsi que des forces de travail par le droit et la tradition. A tous les égards, l'économie naturelle oppose donc aux besoins du capital des barrières rigides. C'est pourquoi le capitalisme mène une lutte exterminatrice partout et toujours contre l'économie naturelle sous quelque forme historique qu'il la rencontre, qu'il s'agisse de l'esclavage, du féodalisme, du communisme primitif, de l'économie paysanne patriarcale. Dans cette lutte la violence politique (révolution, guerre), la pression fiscale et la vente à vil prix des marchandises sont les méthodes essentielles, simultanément ou successivement et de manière complémentaire. En Europe, la lutte contre le féodalisme se manifesta par des révolutions (au nombre desquelles on compte les révolutions bourgeoises du XVIIe, du XVIIIe et du XIXe siècle). Hors d'Europe la lutte contre les structures sociales primitives prend la forme de la politique coloniale. Ces méthodes, qui joignent le système d'impôts appliqué dans les colonies au commerce, en particulier avec les communautés primitives, allient la violence politique aux facteurs économiques.

Les buts économiques du capitalisme dans la lutte contre l'économie naturelle peuvent se résumer ainsi :

- 1° Appropriation directe d'importantes ressources de forces productives comme la terre, le gibier des forêts vierges, les minéraux, les pierres précieuses et les minerais, les produits des plantes exotiques telles que le caoutchouc, etc. ;
- 2° « Libération » de forces de travail qui seront contraintes de travailler pour le capital ;
- 3° Introduction de l'économie marchande
- 4° Séparation de l'agriculture et de l'artisanat.

L'accumulation primitive, qui est la première phase du capitalisme en Europe de la fin du Moyen Age jusqu'au milieu du XIXe siècle, a trouvé dans l'expropriation des paysans en Angleterre et sur le continent la meilleure méthode pour transformer massivement les moyens de production et les forces de travail en capital. Or le capital pratique aujourd'hui encore ce système sur une échelle autrement plus large, par la politique coloniale. Il est illusoire d'espérer que le capitalisme se contentera jamais des moyens de production qu'il peut acquérir par la voie de l'échange de marchandises. Le capital se heurte de prime abord au fait que sur des territoires immenses de la surface exploitable de la terre, les forces productives sont enchaînées dans des formations sociales ne pratiquant pas l'échange ou la vente parce que les formes économiques ou la structure sociale l'interdisent. C'est le cas notamment de la terre avec ses richesses minérales, ses prairies, ses forêts et ses eaux, et enfin du bétail pour les peuplades primitives pratiquant l'élevage. Si le capital devait se fier à la décomposition interne de ces structures économiques, il y faudrait des siècles. Attendre qu'au terme de ce processus de désintégration les moyens de production les plus importants soient aliénés par l'échange, reviendrait pour le capital à renoncer aux

forces productives de ces territoires. D'où le capitalisme conclut la nécessité de s'emparer par la force des moyens de production les plus importants des pays coloniaux. Mais les liens traditionnels primitifs des indigènes constituent le rempart le plus puissant de leur organisation sociale et la base de leurs conditions matérielles d'existence ; le capital se donne donc pour première tâche la destruction systématique et l'anéantissement des structures sociales non capitalistes auxquelles il se heurte dans son expansion. Ce n'est plus là de l'accumulation primitive, car ce processus se poursuit encore aujourd'hui. Chaque expansion coloniale nouvelle va naturellement de pair avec la lutte acharnée du capital contre la situation sociale et économique des indigènes qu'il dépouille par la force de leurs moyens de production et de leurs forces de travail. Il serait vain d'espérer limiter le capitalisme à la « concurrence pacifique », c'est-à-dire à un commerce normal de marchandises tel qu'il est pratiqué entre pays capitalistes comme base unique de l'accumulation. Cet espoir repose sur l'erreur doctrinale selon laquelle l'accumulation capitaliste pourrait s'effectuer sans les forces productives et sans la consommation des populations primitives, et qu'elle pourrait simplement laisser se poursuivre la désintégration interne de l'économie naturelle. L'expansion par bonds qui caractérise l'accumulation capitaliste ne permet pas plus au capital de compter sur l'accroissement naturel de la population salariée et de s'y limiter que d'attendre la lente décomposition des sociétés primitives et leur accession à l'économie marchande, et de s'en contenter. Le capital ne connaît aucune autre solution à ce problème que la violence, qui est une méthode permanente de l'accumulation comme processus historique depuis son origine jusqu'à aujourd'hui. Mais les sociétés primitives, pour qui il s'agit d'une question de vie ou de mort, n'ont d'autre ressource que la résistance et la lutte à mort jusqu'à l'épuisement total ou l'anéantissement. De là l'occupation militaire constante des colonies, les révoltes des indigènes et les expéditions coloniales destinées à les réprimer, qui sont des phénomènes permanents des régimes coloniaux. La méthode violente est ici la conséquence directe de la rencontre du capitalisme avec les structures de l'économie naturelle qui opposent des limites à son accumulation. Le capital ne peut se passer des moyens de production ni des forces de travail de ces sociétés primitives, qui lui sont en outre indispensables comme débouchés pour son surproduit. Mais pour les dépouiller de leurs moyens de production, leur prendre les forces de travail et les transformer en clients de ses marchandises, il travaille avec acharnement à les détruire en tant que structures sociales autonomes. Cette méthode est du point de vue du capital la plus rationnelle, parce qu'elle est à la fois la plus rapide et la plus profitable. Par ailleurs elle a pour conséquence le développement du militarisme. Mais c'est là une question que nous traiterons plus loin à propos d'un autre aspect de l'accumulation. Des exemples classiques de l'emploi de ces méthodes dans les colonies sont fournis par la politique des Anglais aux Indes et celle des Français en Algérie.

La structure économique ancestrale des Indiens - la communauté villageoise communiste - s'était maintenue sous des formes diverses à travers des millénaires et avait parcouru une longue évolution malgré les assauts venus de tous lieux. Au VI^e siècle avant J.-C., les Perses avaient envahi le bassin de l'Indus et conquis une partie du pays. Deux siècles plus tard ce fut l'invasion grecque, qui laissa derrière elle les colonies alexandrines comme témoins d'une culture étrangère. Les Scythes barbares envahirent à leur tour le pays. Pendant des siècles les Arabes règnent en Inde. Plus tard, les Afghans descendirent des hauteurs de l'Iran, ils furent repoussés à leur tour par l'assaut impétueux des hordes de Tatares venus de Transoxanie. Puis ce furent les Mongols, semant la terreur et anéantissant tout sur leur passage. Des villages entiers furent massacrés et les rizières paisibles se coloraient du sang versé. Mais la commu-

nauté villageoise indienne survécut à tout cela. Car tous les conquérants musulmans successifs ne touchèrent en rien à la vie sociale interne de la masse paysanne ni à sa structure traditionnelle. Ils se contentèrent d'installer dans les provinces un gouverneur pour contrôler l'organisation militaire et collecter les tributs imposés à la population. Tous ces conquérants avaient en vue la domination et l'exploitation du pays, mais aucun n'avait intérêt à dépouiller le peuple de ses forces productives ou à anéantir son organisation sociale. Sous l'empire du Grand Mogol, les paysans devaient payer tous les ans un tribut en nature à la puissance étrangère, mais ils continuaient à vivre dans leurs villages sans être inquiétés, ils pouvaient cultiver le riz dans les sholgura comme leurs ancêtres. Puis vinrent les Anglais ; et le fléau de la civilisation capitaliste réussit à anéantir toute l'organisation sociale du peuple, accomplissant en peu de temps ce que des siècles, ce que l'épée des Nogais n'avaient pu faire. Le but ultime du capital anglais était d'arracher à la commune indienne la base de son existence : la terre, et de s'en emparer.

A cet effet on fit jouer la fiction en usage chez les colonisateurs européens, selon laquelle toute la terre des colonies était propriété des dominateurs politiques. Les Anglais offrirent rétrospectivement la propriété de l'Inde au Grand Mogol et à ses satrapes, pour en hériter ensuite à titre de « successeurs légitimes ». Les savants les plus renommés de l'économie classique, comme James Mill, s'ingénierent à fonder cette fiction sur des arguments « scientifiques », comme cette conclusion fameuse que nous citons : Nous devons admettre que la propriété de la terre en Inde appartient au souverain, « car si nous supposions qu'il n'était pas le propriétaire du sol, nous ne saurions à qui en attribuer la propriété »¹.

¹ Dans son Histoire de l'Inde britannique, James Mill cite sans discernement et sans critique des témoignages venus des sources les plus diverses, tels que ceux de Mungo Park, d'Hérodote, de Volney, d'Acosta, de Garcilasso de la Vega, de l'abbé Grosier, de Diodore, de Strabon, etc., témoignages à l'aide desquels il établit le principe selon lequel, dans des conditions sociales primitives, la terre appartient partout et toujours au souverain. Il applique par analogie ce principe à l'Inde, concluant : « From these facts only one conclusion can be drawn, that the property of the soil resided in the sovereign; for if it did not reside in him, it will be impossible to show to whom it belonged » (James Mill, *The History of British India*, 4e édition, 1840, vol. 1, page 311).

L'éditeur de l'ouvrage, H. Wilson, professeur de sanscrit à l'Université d'Oxford et spécialiste de droit indien ancien, ajoute à cette conclusion classique de l'économie bourgeoise un commentaire intéressant. Dans la préface, il présente l'auteur comme un homme de parti, qui a découpé à sa manière l'histoire de l'Inde britannique pour justifier « the theoretical views of M. Bentham », et a donné une image caricaturale du peuple hindou à l'aide de moyens contestables (« a portrait of the Hindus which has no resemblance whatever to the original, and which almost outrages humanity »); il ajoute alors la note suivante: « The greater part of the text and of the notes here is wholly irrelevant. The illustrations drawn from Mahometan practice, supposing them to be correct, have nothing to do with the laws and rights of the Hindus. They are not, however, even accurate, and Mr Mill's guides have misled him ». Wilson conteste ensuite, notamment à propos de l'Inde, la théorie du droit de propriété du souverain sur la terre (op. cit., pages 305, note). Henry Maine pense, lui aussi, que les Anglais ont tenté de justifier leur exigence de la propriété du territoire entier de l'Inde, exigence qu'il désapprouve sur l'exemple de leurs prédécesseurs musulmans: « The assumption which the English first made was one which they inherited from their Mahometan predecessors. It was, that all the soil belonged in absolute property to the sovereign, and that all private property in land existed by his sufferance. The Mahometan theory and the corresponding Mahometan practice had put out of sight the ancient view of the sovereign rights, which, though it assigned to him a far larger share of the produce of the land than any western ruler has ever claimed, yet in nowise denied the existence of private property in land ». (*Village communities in the East and the West*, 5e ed., 1890, p. 104). En revanche, Maxime Kowalewsky a prouvé que la prétendue « théorie et pratique musulmane » n'est qu'une légende d'origine anglaise (voir à ce sujet sa remarquable étude en langue russe : *La propriété collective du sol ; causes, historique et conséquences de sa désintégration*, Moscou, 1879, 1re partie.)

En vertu de cette régie, dès 1793, dans la province du Bengale, les Anglais offrirent la propriété des terres de leur district aux Zemindars, qui sont les collecteurs d'impôts musulmans, ou encore aux surintendants héréditaires de marchés qu'ils avaient trouvés en place. Ils s'assurèrent ainsi des appuis parmi les indigènes dans leur campagne contre la masse paysanne. Par la suite, ils adoptèrent la même politique pour leurs nouvelles conquêtes dans la province d'Agram, à Oudh et dans les Provinces Centrales. Il s'ensuivit une série d'insurrections paysannes, où souvent les collecteurs d'impôts furent chassés. A la faveur de la confusion et de l'anarchie générales, les capitalistes anglais réussirent à s'approprier une grande partie des territoires.

En outre, les charges fiscales furent si brutalement augmentées qu'elles engloutissaient presque tous les fruits du travail de la population. La situation s'aggrava à un tel point dans les districts de Delhi et d'Allahabad que (d'après le témoignage officiel des inspecteurs britanniques des impôts en 1854) les paysans eurent intérêt à louer ou à hypothéquer leurs terres pour un prix équivalant au montant de leurs impôts. Ce système de contributions favorisa la naissance de l'usure, qui s'établit dans la commune indienne, minant de l'intérieur l'organisation sociale comme un cancer ¹. Pour accélérer ce processus, les Anglais promulguèrent une loi qui heurtait toutes les traditions et le système juridique de la communauté paysanne : ils instituèrent l'adjudication obligatoire des terrains communaux pour arrérages d'impôts. En vain l'ancienne communauté familiale chercha-t-elle à se protéger contre cette loi en affirmant son droit d'option sur l'achat appartenant à l'ensemble de la communauté ou aux diverses familles. La désintégration se poursuivait rapidement. Des adjudications avaient lieu, des membres de la communauté familiale perdaient, les paysans s'endettaient et étaient expropriés. Conformément à leur tactique habituelle dans les Colonies ², les Anglais cherchaient ainsi à donner l'impression que leur politique de force, qui avait attaqué les bases du système de propriété et entraîné à la faillite l'économie

Les savants anglais, ainsi du reste que leurs collègues français soutiennent actuellement une théorie fantaisiste semblable à propos de la Chine, prétendant, par exemple, que toute la terre était la propriété de l'empereur (voir la réfutation de cette légende dans l'ouvrage du Dr O. Franke, *Die Rechtsverhältnisse am Grundeigentum in China*, 1903).

¹ « *The partition of inheritances and execution for debt levied on land are destroying the communities - this is the formula heard now-a-days everywhere in India* » (Henry Maine, op. cit., p. 113).

² On trouve des explications analogues de la politique coloniale officielle de l'Angleterre chez Lord Roberts of Kandahar, qui représenta pendant des années la puissance anglaise en Inde ; il ne trouve rien de mieux que d'attribuer pour cause la révolte des Sepoy les « malentendus » à propos des intentions paternelles des régents anglais : « On a reproché à tort à la commission de colonisation d'avoir fait preuve d'injustice en vérifiant, comme c'était son devoir, les droits et les titres de propriété de chaque propriétaire foncier, et en imposant ensuite au propriétaire légal une taxe foncière... Quand la paix et l'ordre furent rétablis, il fallut contrôler la propriété foncière car la terre avait souvent été acquise par le pillage et par la force, comme c'est la coutume chez les régents et dans les dynasties indigènes. Dans cette perspective, on entreprit l'examen des droits de propriété, etc. L'enquête découvrit que beaucoup de familles de haut rang et occupant une position élevée s'étaient approprié les terres de voisins moins influents ou levaient sur eux des impôts proportionnels à la valeur de leur domaine. On mit fin à cet état de choses dans un esprit de justice. Bien que les mesures eussent été prises avec beaucoup de prudence et dans les meilleures intentions, elles déplurent fortement aux classes supérieures, sans réussir à gagner l'appui des masses. Les familles régnantes nous reprochèrent d'essayer de procéder à un partage équitable des droits et d'introduire un système égalitaire d'impôts fonciers... Par ailleurs, la population paysanne, qui tirait avantage de notre gouvernement, ne pouvait comprendre cependant que ces mesures étaient destinées à améliorer son sort. » (*Forty one years in India*, Londres, 1901, p. 233.)

rurale des Hindous, leur avait été imposée précisément dans l'intérêt des paysans pour les protéger contre les tyrans et leurs exploités indigènes.

D'abord les Anglais créèrent artificiellement une aristocratie terrienne en Inde aux dépens des droits de propriété traditionnels des communautés paysannes, prétendant ensuite protéger les paysans contre ces oppresseurs et amener le terrain « illégalement usurpé » entre les mains des capitalistes anglais. C'est ainsi qu'en peu de temps l'Inde vit naître la grande propriété foncière, tandis que sur d'immenses espaces les paysans furent transformés en une masse prolétarisée de petits fermiers à court bail. Enfin la méthode spécifique de la colonisation capitaliste se traduit par un fait caractéristique. Les Anglais furent les premiers conquérants de l'Inde à manifester une indifférence brutale à l'égard des grands travaux d'utilité publique. Les Arabes, les Afghans et les Mongols dirigèrent et protégèrent en Inde de grands ouvrages de canalisation, sillonnèrent le pays de routes, construisirent des ponts, firent creuser des puits. L'ancêtre de la dynastie mongole en Inde, Timour¹ ou Tamerlan, se préoccupait de l'agriculture, de l'irrigation, de la sécurité des routes et de l'approvisionnement des voyageurs. « Les *radjahs primitifs de l'Inde, les conquérants afghans ou mongols, qui se montraient parfois cruels à l'égard des individus, marquaient du moins leur règne par des constructions magnifiques que l'on rencontre aujourd'hui à chaque pas et qui semblent être l'œuvre d'une race de géants. La Compagnie (des Indes orientales, qui a gouverné l'Inde jusqu'en 1858) n'a pas découvert une seule source, creusé un seul puits, construit un seul canal ni bâti un seul pont dans l'intérêt des Indiens!*² »

Un autre témoin, l'Anglais James Wilson écrit : « *Dans la province de Madras, chacun est frappé d'admiration à la vue des anciens et grandioses travaux d'irrigation dont les traces ont subsisté jusqu'à notre époque. Des systèmes de barrage canalisant les fleuves formaient de véritables lacs d'où partaient des canaux distribuant l'eau à 60 et 70 lieues à la ronde. On trouvait parfois jusqu'à 30 ou 40 écluses de cette sorte sur le cours des grands fleuves... L'eau de pluie qui coulait des montagnes était rassemblée dans de grands bassins construits à cet usage, dont beaucoup existent aujourd'hui encore, et mesurent 15 à 25 lieues de circonférence. Ces travaux gigantesques étaient presque tous achevés avant 1750. A l'époque des guerres de la Compagnie des Indes contre les souverains mongols, et, il faut le dire, pendant toute la durée de notre domination aux Indes, ils sont tombés en décrépitude*³. »

¹ Les Maximes de gouvernement de Timour (traduites du persan en anglais en 1783) contiennent le passage suivant : « *And I commanded that they should build places of worship, and monasteries in every city ; and that they should erect structures for the reception of travellers on the high roads and that they should make bridge across the rivers.*

And I ordained, whoever undertook the cultivation of waste lands, or built an aqueduct, or made a canal, or planted a grove, or restored to culture a deserted district, that in the first year nothing should be taken from him, and that in the second year, whatever the subject voluntarily offered should be received, and that in the third year the duties should be collected according to the regulation. » (James Mill, *The History of British India*, 4e éd., vol. 2, pp. 492-498.)

² Comte Warren, De l'état moral de la population indigène ; cité par Kowalewsky, op. cit., p. 164.

³ *Historical and descriptive account of British India from the most remote period to the conclusion of the Afghan war*, by Hugh Murray. James Wilson, Greville, Prof. Jameson, William Wallace and Captain Dalrymple, Edimbourg, 4e éd., 1843, vol. 2, p. 427 ; cité par Kowalewsky, op. cit.

C'est tout naturel : il importait peu au capital anglais de maintenir les communautés indiennes et de les soutenir économiquement. Au contraire il fallait les détruire et les dépouiller de leurs forces productives. La cupidité impétueuse et croissante de l'accumulation, que sa nature oblige à ne tenir compte que des « conjonctures » du marché, et qui est incapable de songer au lendemain, ne saurait voir plus loin et apprécier la valeur des travaux publics d'une civilisation ancienne. En Égypte il y a quelque temps, des ingénieurs anglais, chargés de construire pour une entreprise capitaliste d'énormes barrages sur le Nil, ont fiévreusement essayé de retrouver les traces d'anciens systèmes de canalisation comme celles que, dans les provinces indiennes, on avait laissées complètement tomber en ruines avec une incurie stupide de barbares. Les Anglais n'ont appris qu'en 1867 à apprécier les résultats de leurs nobles efforts ; cette année-là, en effet, une famine terrible avait provoqué la mort d'un million d'hommes dans la seule province d'Orissa, ce qui donna lieu à une enquête du Parlement anglais sur les causes de la misère. A l'heure actuelle, le gouvernement anglais a pris des mesures administratives pour chercher à protéger les paysans contre l'usure. Le Punjab Alienation Act (1900) interdit de vendre ou d'hypothéquer des terrains appartenant aux paysans à des membres de castes autres que celles qui cultivent le sol ; les exceptions qui peuvent être faites dans des cas individuels sont soumises à l'autorisation de l'inspecteur des finances¹. Les Anglais, après avoir systématiquement détruit les liens protecteurs des anciennes organisations sociales des Hindous et favorisé l'établissement d'un système d'usure où le taux d'intérêt atteignait habituellement 15 %, mettent le paysan indien ruiné et réduit à la misère sous la tutelle du fisc et de ses employés, autrement dit sous la « protection » de ceux qui le saignent à blanc.

A côté de l'Inde britannique et de son martyre, l'Algérie sous la domination politique française tient une place d'honneur dans les annales de l'économie coloniale capitaliste. Lorsque les Français conquièrent l'Algérie, la masse de la population kabyle était dominée par des institutions sociales et économiques très anciennes qui, à travers l'histoire mouvementée du pays, se sont maintenues jusqu'au XIXe siècle et en partie jusqu'à aujourd'hui. Sans doute la propriété privée existait-elle dans les villes parmi les Maures et les Juifs, chez les marchands, les artisans et les usuriers. Sans doute la suzeraineté turque avait-elle confisqué dans la campagne de grandes étendues de terre comme domaines d'État. Cependant presque la moitié de la terre cultivée était restée propriété collective des tribus arabes kabyles, qui gardaient des mœurs patriarcales très anciennes. Beaucoup de tribus arabes menaient au XIXe siècle la même vie nomade qu'elles avaient toujours menée, et qui ne semble instable et désordonnée qu'à un regard superficiel, mais qui en réalité est réglée de manière stricte et souvent monotone ; chaque été, avec les femmes et les enfants, emmenant les troupeaux et les tentes, elles émigraient vers la région côtière de Tell, au climat rafraîchi par le vent, et chaque hiver les ramenait à la chaleur protectrice du désert. Chaque tribu et chaque famille avaient leurs itinéraires déterminés, et les stations d'hiver ou d'été où elles plantaient leurs tentes étaient fixes. De même, chez les Arabes agriculteurs, la terre était la plupart du temps propriété collective des tribus. La grande famille kabyle avait également des mœurs patriarcales et vivait selon des règles traditionnelles sous la direction de ses chefs élus.

¹ Victor v. Leyden, *Agrarverfassung und Grundsteuer in Britisch-Ostindien. Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft. XXXVIe année, cahier 4, p. 1855.*

Dans ce large cercle familial, la direction commune des affaires domestiques était confiée à la femme la plus âgée, qui pouvait également être élue par les autres membres de la famille, ou encore à chacune des femmes successivement. L'organisation de la grande famille kabyle au bord du désert africain ressemblait assez curieusement à la « zadruga » des pays slaves du Sud ; la famille possédait en commun non seulement le soi, mais tous les outils, les armes et l'argent nécessaires à l'activité professionnelle de ses membres et acquis par eux. Chaque homme possédait en propre un seul costume, et chaque femme simplement les vêtements et les bijoux qu'elle avait reçus en cadeau de noces. Mais tous les vêtements plus précieux et les bijoux étaient considérés comme propriété indivise de la famille et ne pouvaient être portés par chacun des membres qu'avec la permission de tous. Si la famille était peu nombreuse, elle prenait ses repas à une table commune, les femmes faisaient la cuisine à tour de rôle, et les femmes âgées étaient chargées de servir les plats. Si le cercle familial était trop large, le chef de la tribu distribuait une ration mensuelle de vivres non préparés, les répartissant avec une stricte égalité entre les diverses familles, qui se chargeaient de les préparer. Ces communautés étaient réunies par des liens étroits d'égalité, de solidarité et d'assistance mutuelle, et les patriarches avaient coutume en mourant de recommander à leurs fils de demeurer fidèles à la communauté ¹.

La domination turque qui s'était établie en Algérie au XVI^e siècle avait déjà fait de sérieuses entailles dans cette organisation sociale. Cependant ce sont les Français qui inventèrent la légende selon laquelle les Turcs auraient confisqué toute la terre au bénéfice du fisc. Seuls des Européens pouvaient imaginer une idée aussi absurde, qui est en contradiction avec tous les fondements économiques de l'Islam et des croyants. Au contraire les Turcs respectèrent généralement la propriété collective des villages et des grandes familles. Es reprirent seulement aux familles une grande partie des terres non cultivées pour les transformer en domaines d'État (beyliks) qui, sous la direction d'administrateurs locaux turcs, furent soit gérés directement par l'État avec l'aide d'une main-d'œuvre indigène, soit affermés en échange d'un bail ou de redevances en nature. En outre les Turcs profitèrent de chaque rébellion des tribus soumises et de chaque trouble dans le pays pour agrandir les domaines fiscaux par des confiscations de terrains, y fondant des colonies militaires ou bien vendant aux enchères publiques les biens confisqués, qui tombaient généralement entre les mains d'usuriers turcs ou autres. Pour échapper aux confiscations ou à la pression fiscale, beaucoup de paysans se plaçaient, comme au Moyen Âge en Allemagne, sous la protection de l'Église, qui devint ainsi propriétaire d'immenses domaines. Enfin, la répartition des propriétés en Algérie se présentait, après ces nombreuses vicissitudes, de la manière suivante : les domaines d'État comprenaient 1 500 000 hectares de terrain ; 3 000 000 d'hectares de terres non cultivées appartenaient également à l'État comme « propriété commune de tous les croyants » (*bled el Islam*) ; 3 000 000 d'hectares étaient la propriété privée des Berbères, depuis l'époque romaine ; en outre, sous la domination turque, 1 500 000 hectares étaient devenus propriété privée. Les tribus arabes gardaient en indivision 5 000 000 d'hectares. Quant au Sahara, il comprenait environ 3 000 000 d'hectares de terres cultivables dans le domaine des

¹ « Presque toujours le père de famille en mourant recommande à ses descendants de vivre dans l'indivision, suivant l'exemple de leurs aïeux : c'est là sa dernière exhortation et son vœu le plus cher. » (A. Hanotaux et A. Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, 1873, tome 2, Droit civil, pp. 468-473.) Les auteurs ont le front de faire précéder cette description du commentaire suivant : « Dans la ruche laborieuse de la famille associée tous sont réunis dans un but commun, tous travaillent dans un intérêt général mais nul n'abdique sa liberté et ne renonce à ses droits héréditaires. Cher aucune nation on ne trouve de combinaison qui soit plus près de l'égalité et plus loin du communisme ! »

oasis, qui appartenait soit à des domaines gérés collectivement par les grandes familles, soit à des domaines privés. Les 23 000 000 d'hectares restants étaient pratiquement déserts.

Après la conquête de l'Algérie, les Français firent grand bruit autour de leur oeuvre de civilisation. On sait que l'Algérie, qui s'était délivrée au début du XVIII^e siècle du joug turc, était devenue un repaire de pirates infestant la Méditerranée et se livrant au trafic d'esclaves chrétiens. L'Espagne et l'Union Nord-Américaine, qui elles-mêmes à l'époque pouvaient se glorifier de hauts faits dans le domaine du trafic d'esclaves, déclarèrent une guerre sans merci aux infamies des Musulmans. La Révolution française prêcha également une croisade contre l'anarchie algérienne. La France avait donc entrepris la conquête de l'Algérie en proclamant les mots d'ordre de la lutte contre l'esclavage et de l'instauration de la civilisation. La pratique allait bientôt montrer ce qui se cachait derrière ces phrases. On sait qu'au cours des quarante années écoulées depuis la conquête de l'Algérie, aucun État européen n'a changé aussi souvent de régime politique que la France. A la Restauration avait succédé la révolution de Juillet et la royauté bourgeoise, celle-ci fut chassée par la révolution de Février qui fut suivie de la seconde République, du second Empire, enfin de la débâcle de 1870 et de la troisième République. La noblesse, la haute finance, la petite bourgeoisie, les larges couches de la moyenne bourgeoisie se cédaient successivement le pouvoir politique. Mais la politique française en Algérie demeura immuable à travers ces vicissitudes, elle resta orientée du début à la fin vers le même but : au bord du désert africain elle découvrait le centre d'intérêt de tous les bouleversements politiques en France au XIX^e siècle : la domination de la bourgeoisie capitaliste et de sa forme de propriété.

Le 30 juin 1873, le député Humbert, rapporteur de la Commission pour le règlement de la situation agricole en Algérie, déclara à une séance de la Chambre : *« Le projet de loi que nous proposons à votre étude n'est rien d'autre que le couronnement de l'édifice dont le fondement a été posé par une série d'ordonnances, de décrets, de lois et de senatus-consultes, qui tous ensemble et chacun en particulier poursuivent le même but : l'établissement de la propriété privée chez les Arabes. »*

La destruction et le partage systématiques et conscients de la propriété collective, voilà le but et le pôle d'orientation de la politique coloniale française pendant un demi-siècle, quels que fussent les orages qui secouèrent la vie politique intérieure. On servait en ceci un double intérêt clairement reconnu.

Il fallait détruire la propriété collective surtout pour abattre la puissance des familles arabes comme organisations sociales, et briser ainsi la résistance opiniâtre contre la domination française ; cette résistance se manifestait, malgré la supériorité de la puissance militaire française, par de constantes insurrections de tribus, ce qui entraînait un état de guerre permanent dans la colonie ¹.

¹ « Nous devons nous hâter - déclara le député Didier, rapporteur de la Commission à une séance de la Chambre en 1851 - de dissoudre les associations familiales, car elles sont le levier de toute opposition contre noire domination. »

En outre la ruine de la propriété collective était la condition préalable à la domination économique du pays conquis; il fallait en effet arracher aux Arabes les terres qu'ils possédaient depuis un millénaire pour les confier aux mains des capitalistes français. A cet effet on jouait de cette même fiction, que nous connaissons déjà, selon laquelle toute la terre appartiendrait, conformément à la loi musulmane, aux détenteurs du pouvoir politique. Comme les Anglais en Inde, les gouverneurs de Louis-Philippe en Algérie déclaraient « impossible » l'existence de la propriété collective des grandes familles. Sur la base de cette fiction, la plupart des terres cultivées, notamment les terrains communaux, les forêts et les prairies furent déclarées propriété de l'État et utilisées à des buts de colonisation. On construisit tout un système de cantonnements par lequel les colons français s'installèrent au milieu des territoires indigènes, tandis que les tribus elles-mêmes se trouvèrent parquées dans un territoire réduit au minimum. Les décrets de 1830, 1831, 1840, 1844, 1845 et 1846, « légalisèrent » ces vols de terrains appartenant aux tribus arabes. Mais ce système de cantonnements ne favorisa aucunement la colonisation. Il donna simplement libre cours à la spéculation et à l'usure. La plupart du temps, les Arabes s'arrangèrent pour racheter les terrains qui leur avaient été volés, ce qui les obligea naturellement à s'endetter. La pression fiscale française accentua cette tendance. En particulier la loi du 16 juin 1851, qui proclamait les forêts domaines d'État, vola ainsi 2 400 000 hectares de pâturages et de taillis privant les tribus éleveuses de bétail de leurs moyens d'existence. Cette avalanche de lois, d'ordonnances et de décrets donna lieu à une confusion indescriptible dans les réglementations de la propriété. Pour exploiter la fièvre de spéculation foncière et dans l'espoir de récupérer bientôt leurs terres, beaucoup d'indigènes vendirent leurs domaines à des Français, mais ils vendaient souvent le même terrain à deux ou trois acheteurs à la fois ; parfois il s'agissait d'un domaine qui ne leur appartenait pas en propre, mais était la propriété commune et inaliénable de leur tribu. Ainsi une société de spéculation de Rouen crut avoir acheté 20 000 hectares de terre, tandis qu'en réalité elle n'avait un titre - contestable - de propriété que pour un lot de 1 370 hectares. Une autre fois, un terrain de 1 230 hectares se réduisit après la vente et le partage à 2 hectares. Il s'ensuivit une série infinie de procès, où les tribunaux faisaient droit par principe à toutes les réclamations des acheteurs et respectaient tous les partages. L'insécurité de la situation, la spéculation, l'usure et l'anarchie se répandaient universellement. Mais le plan du gouvernement français, qui voulait s'assurer le soutien puissant d'une masse de colons français au milieu de la population arabe, échoua misérablement. C'est pourquoi la politique française sous le Second Empire changea de tactique : le gouvernement, après avoir pendant trente ans nié la propriété collective des tribus, fut obligé, sous la pression des faits, d'en reconnaître officiellement l'existence, mais d'un même trait de plume il proclamait la nécessité de la partager de force. Le sénatus-consulte du 22 avril 1863 a cette double signification : « *Le gouvernement, déclarait le général Allard au Sénat, ne perd pas de vue que le but commun de la politique est d'affaiblir l'influence des chefs de tribus et dissoudre ces tribus. De cette manière les derniers restes de féodalisme (!) seront supprimés, les adversaires du projet gouvernemental sont les défenseurs de ce féodalisme... L'établissement de la propriété privée, l'installations de colons français au milieu des tribus arabes... seront les moyens les plus sûrs pour accélérer le processus de dissolution des tribus* ¹. »

¹ Cité par Kowalesky, op. cit., p. 217. Comme on le sait, il est d'usage en France, depuis la Révolution de stigmatiser toute opposition au gouvernement comme une apologie ouverte ou indirecte du « féodalisme ».

Pour procéder au partage des terres, la loi de 1863 instaura des commissions particulières composées de la manière suivante : un général de brigade ou un capitaine comme président, puis un sous-préfet, un employé des autorités militaires arabes et un fonctionnaire de l'Administration des Domaines. Ces experts tout désignés des questions économiques et sociales africaines avaient une triple tâche : il fallait d'abord délimiter les frontières des territoires des tribus, puis répartir le domaine de chaque tribu entre les branches diverses des grandes familles, enfin diviser ces terrains familiaux eux-mêmes en petites parcelles individuelles. Cette expédition des généraux de brigade fut ponctuellement exécutée à l'intérieur de l'Algérie. Les commissions se rendirent sur place. Elles jouaient à la fois le rôle d'arpenteurs, de distributeurs de parcelles, et en outre, de juges dans tous les litiges qui s'élevaient à propos des terres. C'était au gouverneur général de l'Algérie de confirmer en dernière instance les plans de répartition. Dix ans de travaux difficiles des commissions aboutirent au résultat suivant : de 1863 à 1873, sur 700 propriétés des tribus arabes, 400 furent réparties entre les grandes familles. Ici déjà se trouvait en germe l'inégalité future entre la grande propriété foncière et le petit lotissement, car selon la grandeur des terrains et le nombre des membres de la tribu, chaque membre se vit attribuer tantôt des parcelles de 1 à 4 hectares, tantôt des terrains de 100 et parfois même de 180 hectares. Le partage des terres n'alla cependant pas plus loin. Malgré les généraux de brigade, les mœurs des Arabes offraient des résistances insurmontables au partage ultérieur des terres familiales. Le but de la politique française : l'établissement de la propriété privée et la transmission de cette propriété aux Français, avait donc encore une fois échoué dans l'ensemble.

Seule la Troisième République, régime officiel de la bourgeoisie, a trouvé le courage et le cynisme d'aller droit au but et d'attaquer le problème de front, sans s'embarasser de démarches préliminaires. En 1873, l'Assemblée élabora une loi, dont le but avoué était le partage immédiat des terres des 700 tribus arabes en parcelles individuelles, l'introduction de la propriété privée par la force. Le prétexte de cette loi était la situation désespérée qui régnait dans la colonie. Il avait fallu autrefois la grande famine indienne de 1866 pour éclairer l'opinion publique en Angleterre sur les beaux résultats de la politique coloniale anglaise et provoquer l'institution d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la situation désastreuse de l'Inde. De même, à la fin des années 1860, l'Europe fut alarmée par les cris de détresse de l'Algérie, où quarante ans de domination française se traduisaient par la famine collective et par un taux de mortalité extraordinairement élevé parmi les Arabes. On réunit une commission chargée d'étudier les causes et l'effet des lois nouvelles sur la population arabe ; l'enquête aboutit à la conclusion unanime que la seule mesure susceptible de sauver les Arabes était l'instauration de la propriété privée. En effet, la propriété privée seule permettrait à chaque Arabe de vendre et d'hypothéquer son terrain et le sauverait ainsi de la ruine. On déclara ainsi que le seul moyen de soulager la misère des Arabes qui s'étaient endettés parce que les Français leur avaient volé leurs terres et les avaient soumis à un lourd système d'impôts, était de les livrer aux mains des usuriers. Cette farce fut exposée à la Chambre avec le plus grand sérieux et les dignes membres de l'Assemblée l'accueillirent avec non moins de gravité. Les vainqueurs de la Commune de Paris triomphaient sans pudeur.

La Chambre invoquait surtout deux arguments pour appuyer la nouvelle loi. Les avocats du projet de loi gouvernementale répétaient sans relâche que les Arabes eux-mêmes souhaitaient ardemment l'introduction de la propriété privée. En effet ils la souhaitaient, surtout les spéculateurs de terrains et les usuriers algériens, qui avaient

le plus grand intérêt à « libérer » leurs victimes des liens protecteurs des tribus et de leur solidarité. Tant que le droit musulman était en vigueur en Algérie, les propriétés des tribus et des familles restaient inaliénables, ce qui opposait des difficultés insurmontables à l'hypothèque des terres. Il fallait à présent abolir complètement l'obstacle pour laisser libre champ à l'usure. Le deuxième argument était d'ordre « scientifique ». Il faisait partie du même arsenal intellectuel où puisait l'honorable James Mill lorsqu'il étalait les preuves de sa méconnaissance du système de propriété indien : l'économie politique classique anglaise. Les disciples de Smith et de Ricardo proclamaient avec emphase que la propriété privée est la condition nécessaire de toute culture du sol intensive en Algérie, qui seule parviendrait à supprimer la famine; il est évident en effet que personne ne veut investir ses capitaux ou faire une dépense intensive de travail dans une terre qui ne lui appartient pas et dont il ne peut goûter seul les produits. Mais les faits parlaient un autre langage. Ils démontraient que les spéculateurs français se servaient de la propriété privée, instaurée par eux en Algérie, à de tout autres fins qu'à une culture plus intensive et à une meilleure exploitation du sol. En 1873, sur les 400 000 hectares de terres appartenant aux Français, 120 000 hectares étaient aux mains de compagnies capitalistes, la Compagnie Algérienne et la Compagnie de Sétif ; celles-ci, loin de cultiver elles-mêmes les terres, les affermaient aux indigènes, qui les cultivaient selon les méthodes traditionnelles. Un quart des propriétaires français restants se désintéressaient également de l'agriculture. Il était impossible de susciter artificiellement des investissements de capitaux et des méthodes intensives de culture, comme il est impossible de créer des conditions capitalistes à partir de rien. C'étaient là des rêves nés de l'imagination avide des spéculateurs français et de la confusion doctrinale de leurs idéologues, les économistes classiques. Abstraction faite des prétextes et des ornements par lesquels on voulait justifier la loi de 1873, il s'agissait simplement du désir non dissimulé de dépouiller les Arabes de leur terre, qui était la base de leur existence. Malgré toute la pauvreté de l'argumentation et l'hypocrisie manifeste de sa justification, la loi qui devait ruiner la population algérienne et anéantir sa prospérité matérielle fut votée à la quasi-unanimité le 26 juillet 1873.

Cependant cette politique de brigandage devait échouer avant longtemps. La Troisième République ne sut pas mener à bien la difficile politique qui consistait à substituer d'un coup aux liens familiaux communistes ancestraux la propriété bourgeoise privée. Le Second Empire y avait également échoué. En 1890, la loi de 1873, complétée par celle du 28 avril 1887, ayant été appliquée pendant dix-sept ans, on avait le résultat suivant : on avait dépensé 14 millions de francs pour aménager 1 600 000 hectares de terres. On calculait que cette méthode aurait dû être poursuivie jusqu'en 1950 et qu'elle aurait coûté 60 millions de francs supplémentaires. Cependant, le but, qui était de supprimer le communisme tribal, n'aurait pas encore été atteint. Le seul résultat que l'on atteignit incontestablement fut la spéculation foncière effrénée, l'usure florissante et la ruine des indigènes.

Puisqu'on avait échoué à l'établissement par la force de la propriété privée, on tenta une nouvelle expérience. Bien que dès 1890, les lois de 1873 et de 1887 aient été étudiées et condamnées par une commission instituée par le gouvernement général d'Algérie, sept ans s'écoulèrent avant que les législateurs des bords de la Seine eussent le courage d'entreprendre une réforme dans l'intérêt du pays ruiné. La nouvelle politique abandonnait le principe de l'instauration forcée de la propriété privée à l'aide de méthodes administratives. La loi du 27 février 1897 ainsi que

l'instruction du gouvernement général d'Algérie du 7 mars 1898 prévoient que l'instauration de la propriété privée se fera surtout à la demande des propriétaires ou des acquéreurs ¹.

Cependant certaines clauses permettaient à un seul propriétaire l'accession à la propriété privée sans qu'il ait besoin du consentement des copropriétaires du sol ; en outre, à tous moments, la pression de l'usurier pouvait s'exercer sur les propriétaires endettés pour les pousser à l'accession « volontaire » à la propriété ; ainsi la nouvelle loi offrait des armes aux capitalistes français et indigènes pour poursuivre la désintégration et le pillage des territoires des tribus et des grandes familles.

La mutilation de l'Algérie dure depuis quatre-vingts ans; les Arabes y opposent aujourd'hui d'autant moins de résistance qu'ils sont, depuis la soumission de la Tunisie en 1881 et plus récemment du Maroc, de plus en plus encerclés par le capital français et lui sont livrés pieds et poings liés. La dernière conséquence de la politique française en Algérie est l'émigration massive des Arabes en Turquie d'Asie ².

¹ Cf. G. K. Anton, Neuere Agrarpolitik in Algerien und Tunesien, Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft, 1900, p. 1341 et suiv.

² Dans son discours du 20 juillet 1912 devant la Chambre des Députés, le rapporteur de la commission pour la réforme de l'indigénat (c'est-à-dire de la justice administrative) en Algérie, Albin Rozet, lit état de l'émigration de milliers d'Algériens dans le district de Sétif. Il rapporta que l'année précédente, en un mois, 1 200 indigènes avaient émigré de Tlemcen. Le but de l'émigration est la Syrie. Un émigrant écrivait de sa nouvelle patrie : « *Je me suis établi maintenant à Damas et je suis parfaitement heureux. Nous sommes ici, en Syrie, de nombreux Algériens, émigrants comme moi ; le gouvernement nous donne une terre ainsi que les moyens de la cultiver.* » Le gouvernement d'Algérie lutte contre l'émigration de la manière suivante : il refuse les passeports (voir le Journal Officiel du 21 mai 1912, p. 1594 et suiv.).

28

L'introduction de l'économie marchande

[Retour à la table des matières](#)

La seconde condition indispensable à l'acquisition de moyens de production ainsi qu'à la réalisation de la plus-value, c'est l'accession au commerce et l'intégration au sein de l'économie marchande des organisations sociales dont l'économie naturelle a été détruite.

Toutes les classes et sociétés non capitalistes doivent acheter les marchandises produites par le capital et lui vendre leurs propres produits. Il semble qu'on puisse ici au moins commencer à parier de « paix » et d'« égalité », du « *do ut des* », et d'« action civilisatrice ». Le capitalisme peut bien arracher par la violence leurs moyens de production aux structures sociales étrangères et forcer les travailleurs à devenir les objets de l'exploitation capitaliste, mais il ne peut pas les contraindre par la violence à acheter ses marchandises, il ne peut pas les forcer à réaliser sa plus-value. L'introduction des moyens de transport - chemins de fer, bateaux, canaux - est la condition préalable de l'expansion de l'économie marchande dans les territoires où règne une économie naturelle, ce qui semble confirmer cette hypothèse. La conquête de l'économie marchande commence généralement par la création d'ouvrages grandioses de civilisation, par la construction de transports modernes, comme les lignes de chemin de fer traversant les forêts vierges et franchissant les montagnes, les télégraphes tendant leurs fils au-dessus des déserts, les paquebots qui font escale dans les ports du monde entier. Cependant le caractère pacifique de ces bouleversements techniques est illusoire. Les relations commerciales des compagnies des Indes orientales avec les pays fournisseurs d'épices étaient des actes de brigandage, de chantage ou des escroqueries grossières accomplis sous la bannière du commerce, comme le sont aujourd'hui les relations des capitalistes américains avec les Indiens du Canada à qui ils achètent des fourrures, ou celles des marchands allemands avec les nègres d'Afrique. Un exemple classique du commerce « pacifique » avec les sociétés arriérées est fourni par l'histoire moderne de la Chine à laquelle les Européens ont fait la guerre tout au long du XIXe siècle pour l'ouvrir par la force au commerce. Persécutions des

chrétiens provoquées par les missionnaires, désordres suscités par les Européens, massacres périodiques où une population de paysans pacifiques et sans défense dut se mesurer avec la technique perfectionnée des forces européennes alliées, lourdes contributions de guerre, système de la dette publique, d'emprunts européens, de contrôle européen des finances avec comme conséquence l'occupation des forteresses chinoises, ouverture forcée de ports libres et concessions de chemin de fer obtenues sous la pression des capitalistes européens, telles furent les méthodes employées pour ouvrir la Chine au commerce des marchandises depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à la révolution chinoise.

L'ère de l'ouverture de la Chine à la civilisation européenne, c'est-à-dire à l'échange de marchandises avec le capital européen, fut inaugurée par la guerre de l'opium, par laquelle la Chine fut contrainte d'acheter ce poison des plantations indiennes pour aider les capitalistes anglais à le monnayer. Au XVIIe siècle la culture de l'opium fut introduite au Bengale par la Compagnie anglaise des Indes orientales et l'usage du stupéfiant fut répandu en Chine grâce à sa filiale de Canton. Au début du XIXe siècle, le prix de l'opium avait tellement baissé qu'il devint bientôt un « objet de consommation du peuple ». En 1821 encore 4 628 caisses d'opium étaient importées en Chine pour un prix moyen de 1 325 dollars, puis le prix tomba de 50 %, et en 1825 l'importation chinoise s'éleva à 9 621 caisses, en 1830 à 26 670 caisses ¹.

Les effets désastreux de la drogue et notamment de l'espèce la plus commune et la moins chère dont usait la population pauvre, devinrent une calamité publique et obligèrent la Chine à en prohiber l'importation. Dès 1828, le vice-roi de Canton avait interdit l'importation de l'opium, mais cette mesure ne réussit qu'à détourner le trafic vers d'autres ports. L'un des censeurs de Pékin fut chargé d'une enquête à ce sujet et rédigea le rapport suivant :

« J'ai appris que les fumeurs d'opium ont un tel désir de cette drogue néfaste qu'il font tout pour s'en procurer la jouissance. S'ils n'ont pas l'opium à l'heure habituelle, ils se mettent à trembler, des gouttes de sueur coulent sur leur front et sur leur visage et ils sont incapables de se livrer à la moindre occupation. Mais dès qu'on leur apporte une pipe d'opium, ils en aspirent quelques bouffées et sont aussitôt guéris.

« L'opium est donc devenu pour tous ceux qui le fument un besoin absolu, et il ne faut pas s'étonner que lorsqu'ils sont convoqués par l'Autorité publique ils préfèrent subir n'importe quel châtement plutôt que de révéler le nom de celui qui leur fournit l'opium. Parfois on apporte des présents aux autorités locales pour les inciter à tolérer ce mal ou à interrompre une enquête commencée. La plupart des marchands qui fournissent des marchandises à Canton vendent également de l'opium au marché noir.

« Je suis d'avis que l'opium est un mal bien plus grand que le leu et qu'il faudrait punir les fumeurs d'opium aussi sévèrement que les joueurs. »

¹ En 1854, 77 379 caisses d'opium furent importées. Plus tard l'importation diminua un peu à cause de l'extension de la production Indigène. Cependant la Chine resta le client principal des plantations Indiennes. En 1873-1874, 6400 000 kilos d'opium furent récoltés en Inde, dont 6 100 000 kilos furent vendus à la Chine. Aujourd'hui encore l'Inde exporte annuellement 4 800 000 kilos pour une valeur de 150 millions de marks, et ceci presque exclusivement à la Chine et à l'archipel malais.

Le censeur proposait de condamner chaque fumeur d'opium découvert à quatre-vingts coups de bambou, celui qui refuserait d'indiquer le nom du vendeur à cent coups de bambou et à un exil de trois ans. Et avec une franchise inconnue des autorités européennes, le Caton de Pékin terminait son rapport par la réflexion suivante : *« Il semble que l'opium soit surtout importé par des fonctionnaires indignes qui, en accord avec des négociants cupides, le font parvenir à l'intérieur du pays ; là ce vice est d'abord pratiqué par des jeunes gens de bonne famille, par de riches particuliers et des marchands et il se répand finalement dans le peuple. J'ai appris qu'il existe des fumeurs d'opium dans toutes les provinces, non seulement parmi les fonctionnaires civils mais aussi dans l'armée. Tandis que les fonctionnaires des différents districts renforcent par des édits l'interdiction légale de la vente de l'opium, leurs parents, leurs amis, leurs subordonnés, leurs serviteurs continuent à fumer comme auparavant et les négociants profitent de l'interdiction pour faire monter les prix. La police, elle-même, gagnée à ces habitudes, achète la drogue au lieu d'aider à la faire disparaître, et c'est aussi la raison pour laquelle les interdictions et les mesures légales restent peu appliquées ¹. »*

A la suite de ce rapport, on promulgua en 1833 une loi plus sévère qui rendait chaque fumeur d'opium passible de cent coups de bambou et de deux mois de pilori. Les gouverneurs des provinces durent rendre compte dans leurs rapports annuels des résultats de la lutte contre l'opium. La campagne eut le double effet suivant : d'une part on se mit à cultiver le pavot sur une grande échelle à l'intérieur de la Chine, en particulier dans les provinces de Honan, de Se-Tchouan et de Kweitchan, et, d'autre part, l'Angleterre déclara la guerre à la Chine pour l'obliger à lever l'embargo sur l'opium. C'est alors que commença « l'ouverture P glorieuse de la Chine à la culture européenne sous la forme de pipes d'opium.

La première attaque porta sur Canton. Les fortifications de la ville sur le bras principal de l'estuaire du fleuve Perle étaient très primitives. La seule défense consistait, chaque jour au coucher du soleil, à barrer le fleuve par des chaînes de métal fixées à des poteaux ancrés dans l'eau à des distances différentes. Il faut ajouter que les canons chinois n'avaient pas de hausse leur permettant de régler leur tir, ils étaient donc assez inoffensifs. C'est avec ces défenses primitives, tout juste bonnes à empêcher quelques navires de commerce d'entrer dans le port, que les Chinois subirent la première attaque anglaise. Dix navires de guerre anglais suffirent pour forcer l'entrée du port, le 7 septembre 1839. Les 16 jonques de guerre et les 13 bateaux-pompes que les Chinois mirent en ligne pour leur défense furent bombardés et dispersés en trois quarts d'heure. Après cette première victoire les Anglais réussirent à renforcer leur flotte de guerre et passèrent au début de 1841 à une nouvelle attaque. Cette fois ils attaquèrent à la fois la flotte et le port. La flotte chinoise consistait en un certain nombre de jonques de guerre. La première fusée incendiaire pénétra dans la chambre à poudre d'une jonque, faisant sauter celle-ci avec tout son équipage. Peu de temps après, Il jonques, y compris le bateau amiral, furent détruites, le reste de la flotte chercha son salut dans une fuite éperdue. Les opérations à terre prirent un peu plus de temps. L'artillerie chinoise était totalement inefficace ; les Anglais avancèrent au beau milieu des fortifications, grimpèrent jusqu'à un point stratégique qui n'était même pas gardé et massacrèrent d'en haut les Chinois sans

¹ Cité par le major J. Scheibert, *Der Krieg in China*, 1903, p. 179.

défense. La bataille se solda par les pertes suivantes : du côté chinois 600 morts, du côté anglais 1 mort et 30 blessés, dont plus de la moitié avaient été atteints par l'explosion accidentelle d'un réservoir de poudre. Quelques semaines plus tard les Anglais se livraient à un nouvel exploit. Il s'agissait de s'emparer des forts d'Anunghoy et de Nord Wantong. Les Anglais disposaient pour cette tâche de 12 vaisseaux de ligne entièrement équipés. Par ailleurs, les Chinois négligeant encore une fois l'essentiel, avaient omis de fortifier l'île de Sud Wantong. Ainsi les Anglais purent débarquer en toute tranquillité une batterie pour bombarder le fort d'un côté tandis que les croiseurs le prenaient sous leur feu de l'autre côté. Quelques minutes suffirent pour chasser les Chinois des forts. Le débarquement eut lieu sans rencontrer la moindre résistance. La scène inhumaine qui suivit - selon un rapport anglais - restera toujours dans la mémoire des officiers anglais comme un sujet de remords. Les Chinois, en effet, cherchant à s'enfuir de leurs retranchements, étaient tombés dans les fossés, qui étaient remplis de soldats sans défense suppliant qu'on leur fasse grâce. Les Sepoys tirèrent sans relâche - contre l'ordre de leurs officiers, paraît-il - sur cette masse de corps humains étendus à terre. C'est ainsi que Canton fut ouverte au commerce des marchandises.

Les autres ports connurent le même sort. Le 4 juillet 1841 trois bateaux de guerre anglais armés de 120 canons apparurent au large des îles à l'entrée de la ville de Mingpo. Le lendemain d'autres vaisseaux se joignirent aux premiers. Le soir l'amiral anglais envoya un message au gouverneur chinois exigeant la capitulation des îles. Le gouverneur déclara qu'il n'était pas en mesure de résister mais qu'il ne pouvait se rendre sans ordre de Pékin : il demandait donc un délai. Ce délai ne lui fut pas accordé, et à deux heures et demie du matin, les Anglais assaillirent l'île sans défense. En neuf minutes, le fort et les maisons situées sur la plage étaient réduits en un tas de cendres fumantes. Les troupes débarquèrent sur la côte abandonnée et couverte de lances, de sabres, de boucliers, de fusils brisés, où gisaient quelques morts ; ils s'avancèrent jusqu'aux remparts de la ville insulaire de Tinghaï. Le lendemain matin, avec le renfort des équipages de bateaux nouvellement arrivés, ils posèrent des échelles contre les murailles qui étaient à peine protégées et, quelques minutes plus tard ils étaient maîtres de la ville. Les Anglais proclamèrent cette victoire glorieuse dans un ordre du jour modeste : « *Le sort avait décidé que le matin du 5 juillet 1841 serait un jour mémorable où le drapeau de Sa Majesté d'Angleterre flotterait au-dessus de la plus belle île de l'Empire Céleste du Milieu, première bannière européenne s'élevant victorieuse au-dessus de ces contrées florissantes* ¹ ».

Le 25 août 1841, les Anglais arrivèrent en vue de la ville d'Amoy dont les forts étaient équipés de plusieurs centaines de canons du plus grand calibre chinois. Comme la plupart de ces canons étaient parfaitement inefficaces et comme par ailleurs les commandants chinois étaient peu préparés à soutenir une attaque, la prise du port fut, une fois encore, un jeu d'enfants. Protégés par un tir continu, les vaisseaux anglais s'approchèrent des murailles de Koulangsou, puis les marins débarquèrent et repoussèrent après une courte résistance les troupes chinoises. 26 jonques de guerre équipées de 120 petits canons qui avaient été abandonnées par leur équipage, furent prises par les Anglais. Une batterie servie par des Tatares résista héroïquement au feu réuni de cinq bateaux anglais. Après avoir débarqué, les Anglais les attaquèrent par derrière et les massacrèrent dans un bain de sang.

¹ Major Scheibert, op. cit., p. 207.

C'est ainsi que se termina la glorieuse guerre de l'opium. Par le traité de paix du 27 août 1842, l'île de Hong-Kong fut cédée aux Anglais: en outre, Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Mingpo et Shangaï furent ouvertes au commerce. Quinze ans plus tard il y eut une deuxième guerre contre la Chine. menée cette fois par les Anglais et les Français réunis. En 1857, les troupes alliées attaquèrent Canton avec le même héroïsme que pendant la première guerre. La paix de Tientsin en 1858 avait pour clauses la libre exportation de l'opium, l'ouverture du pays au commerce et le droit pour les missions de pénétrer à l'intérieur de la Chine. Dès 1859, les Anglais ouvrirent à nouveau les hostilités et décidèrent de détruire les fortifications chinoises au bord du Peiho. Mais ils furent repoussés après une bataille meurtrière qui fit 464 victimes, morts et blessés ¹.

L'Angleterre et la France avaient de nouveau réuni leurs forces. A la fin du mois d'août 1860, des troupes anglaises de 12 600 hommes et des troupes françaises de 7 500 hommes, réunies sous le commandement du général Cousin-Montauban, commencèrent par s'emparer des forts de Takou sans tirer un seul coup de fusil, puis pénétrèrent jusqu'à Tientsin et enfin avancèrent jusque devant Pékin. Le 21 septembre 1860 eut lieu la bataille sanglante de Palikao, qui livra Pékin aux puissances européennes. Les vainqueurs entrèrent dans la ville à peu près désertée et absolument sans défense et commencèrent par piller le palais impérial ; le général Cousin, plus tard maréchal et « comte de Palikao », participa personnellement et activement au pillage. Mais Lord Elgin fit incendier le palais « en guise de représailles » ².

¹ Un édit impérial du 3e jour de la 3e lune de la 10e année Hsien-Feng (6 septembre 1860) proclame : « Nous n'avons jamais interdit ni à l'Angleterre ni à la France le commerce avec la Chine, et pendant de longues années la paix a régné entre ces pays et nous-mêmes; mais il y a trois ans, les Anglais ont envahi notre ville de Canton, animés d'intentions malveillantes, et ont emprisonné nos fonctionnaires. Nous avons à cette époque réfréné nos désirs de vengeance et avons évité les représailles, parce que nous avons dû reconnaître que l'entêtement du vice-roi Yeh était jusqu'à un certain point responsable des hostilités. Il y a deux ans, le chef barbare Elgin est monté vers le Nord et nous avons ordonné au vice-roi de Schihli, T'an-Ting-Siang d'examiner la situation avant de passer aux négociations. Mais le barbare a profité de notre surprise pour attaquer les forts de Takou et avancer vers Tientsin. Soucieux d'éviter à notre peuple les horreurs de la guerre, nous réfrînâmes encore une fois notre désir de vengeance et ordonnâmes à Kuei-Liang de procéder à des négociations de paix. Malgré les exigences scandaleuses des barbares, nous donnâmes l'ordre à Kuei-Liang de se rendre à Shangaï en vue de négocier le traité commercial proposé, et nous acceptâmes même de le ratifier en signe de notre bonne foi.

« Malgré cela, le chef barbare Bruce fit de nouveau preuve d'un entêtement déraisonnable et, au cours de la 8e lune, il apparut avec une escadre de bateaux de guerre dans le port de Takou. Sur ce, Seng Ko Liu Th'in l'attaqua violemment et l'obligea à une retraite précipitée. De tout cela il ressort que la Chine n'a pas rompu les relations et que les barbares étaient dans leur tort. Au cours de l'année, les chefs barbares Elgin et Gros sont apparus de nouveau au large de nos côtes, mais la Chine, ne souhaitant pas en venir à des mesures extrêmes, leur permit de débarquer et de se rendre à Pékin en vue de ratifier le traité. Qui aurait pu croire que pendant tout ce temps les barbares n'avaient rien fait d'autre que semer l'intrigue, qu'ils amenaient une armée de soldats et de l'artillerie, grâce auxquels ils attaquèrent par derrière les forts de Takou et marchèrent sur Tientsin après en avoir chassé les défenseurs ! » (China unter der Kaiserinwitwe, Berlin 1912, p. 25 - Cf. dans le même ouvrage le chapitre intitulé « Die Flucht nach Jehol ».)

² Les exploits des héros européens pour l'ouverture de la Chine au commerce sont liés à un joli épisode de l'histoire intérieure de la Chine. Juste en revenant du pillage du palais d'été des souverains mandchous, le « Gordon chinois » entreprit une campagne contre les rebelles de Taiping et il prit même en 1863 le commandement des forces armées Impériales. La répression de la rébellion fut l'œuvre de l'armée anglaise. Mais tandis qu'un nombre considérable d'Européens, parmi lesquels un amiral français, sacrifiaient leur vie pour maintenir la dynastie mandchoue en Chine, les représentants du commerce européen profitèrent de ces combats pour conclure de bonnes affaires, fournissant des armes aux champions européens de l'ouverture de la Chine au commerce aussi bien qu'aux rebelles contre qui ils se battaient. « En outre, par amour des affaires,

Les puissances européennes obtinrent alors le droit d'avoir des ambassadeurs à Pékin et à Tientsin, et d'autres villes furent ouvertes au commerce. Tandis qu'en Angleterre, à Londres, à Manchester et dans d'autres régions industrielles une ligue anti-opium luttait contre la diffusion de ce stupéfiant, et qu'une commission nommée par le Parlement en proclamait la nocivité, la convention de Tchifou en 1876 garantissait la libre exportation de l'opium en Chine. En même temps tous les traités signés avec la Chine garantissaient aux Européens - négociants ou missionnaires - le droit d'acquérir des terres. La fraude consciente joua ici son rôle à côté de la force des armes. Non seulement l'ambiguïté des textes du traité préparait les voies à l'extension progressive des territoires occupés par le capital européen dans les ports affermés, mais des falsifications reconnues du texte chinois de la convention supplémentaire française de 1860, traduit par l'abbé Delamarre, missionnaire catholique, permirent d'extorquer des concessions aux Chinois : les missions reçurent l'autorisation d'acquérir du terrain non seulement dans les ports affermés mais encore dans toutes les provinces de l'empire. La diplomatie française et les missions protestantes en particulier furent unanimes à condamner l'escroquerie raffinée du religieux ; elles n'en tinrent pas moins à exiger l'application de ce droit élargi des missions françaises et à en réclamer l'extension aux missions protestantes ¹.

L'ouverture de la Chine au commerce, introduite par la guerre de l'opium, fut scellée par la série des « affermages » et par l'expédition chinoise de 1900, où la défense des intérêts commerciaux du capital européen se transforma ouvertement en un pillage international des terres. L'impératrice douairière soulignait ce contraste entre la théorie initiale et la pratique des « civilisateurs » européens en Chine, lorsqu'elle écrivait à la reine Victoria après la prise des forts de Takou :

« A Votre Majesté, salut ! Au cours de toutes les négociations entre l'Angleterre et l'empire chinois depuis le début des relations entre les deux pays, il n'a jamais été question d'extension territoriale de la part de la Grande-Bretagne, mais uniquement de son désir ardent de servir les intérêts de son commerce. Constatant le fait que notre pays est précipité dans une guerre pénible, nous nous rappelons que 70 % ou 80 % du commerce chinois se font avec l'Angleterre. En outre, vos tarifs douaniers maritimes sont les plus bas du monde et vous imposez peu de limitations à l'importation étrangère dans vos ports. Pour ces raisons nos relations amicales avec les négociants anglais dans les ports affermés se sont maintenues sans interruption pendant le dernier demi-siècle pour notre avantage à tous deux. Mais un changement soudain s'est produit et une méfiance générale s'est élevée contre nous. C'est pourquoi nous vous prions de songer que, si par quelque combinaison de circonstances, notre Empire venait à perdre son indépendance et si les puissances s'unissaient pour exécuter leur plan concerté de longue date, à savoir s'emparer de notre territoire - (dans une dépêche envoyée en même temps à l'empereur du Japon, l'impulsive Tsou Hsi parle ouvertement « des puissances avides de l'Occident dont les regards de

le commerçant le plus honnête fut amené à fournir des armes et des munitions aux deux parties ; comme les difficultés d'approvisionnement étaient plus grandes pour les rebelles que pour les forces impériales, que par conséquent les prix de livraison étaient plus élevés pour les premiers, on traita de préférence avec eux ces marchés qui leur permettaient de résister non seulement aux troupes de leur propre gouvernement, mais encore aux troupes anglaises et françaises. » (M. v. Brandt, 88 Jahre in Ostasien, 1901, vol. 3 « China », p. 11.)

¹ Dr O. Franke, *Die Rechtsverhältnisse am Grundeigentum En China*. Leipzig, 1903, pp. 82 et suiv.

tigre affamé se portent en notre direction ») - cette action aurait des conséquences désastreuses pour votre commerce. Actuellement notre empire s'efforce de mettre sur pied une armée et d'assurer les moyens de sa défense. Cependant nous faisons confiance à vos bons offices de médiation et nous attendons impatiemment votre décision ¹. »

Entre-temps, au cours de chaque guerre, les civilisateurs européens se livraient au pillage et au vol sur une grande échelle dans les palais impériaux chinois, dans les bâtiments publics et les monuments de la civilisation antique, tant en 1860, lorsque les Français pillèrent le palais impérial avec ses trésors inestimables, qu'en 1900, lorsque « toutes les nations » dérobèrent à l'envi les biens publics et privés. Destruction des villes les plus anciennes et les plus importantes, ruine de l'agriculture dans de vastes régions, pression fiscale insupportable pour le paiement des contributions de guerre, tels étaient les phénomènes qui accompagnaient chaque attaque européenne et allaient de pair avec les progrès du commerce. Chacun des plus de quarante ports afferchés chinois (treaty-ports) a été acheté par des flots de sang, des massacres et des ruines.

¹ *China unter der Kaiserin-Witwe, p. 334.*

29

La lutte contre l'économie paysanne

[Retour à la table des matières](#)

Un dernier et très important chapitre de la lutte contre l'économie naturelle est la séparation de l'agriculture et de l'artisanat, l'élimination des métiers paysans de l'économie paysanne. A l'origine de sa carrière historique, l'artisanat est une occupation annexe de l'agriculture, chez les peuples civilisés sédentaires il s'y rattache comme catégorie subsidiaire. L'histoire de l'artisanat européen au Moyen Âge est l'histoire de son émancipation de l'agriculture, de sa séparation du domaine féodal, de sa spécialisation et de sa constitution en branche indépendante de production organisée dans les villes sous l'égide des corporations. Malgré la transformation ultérieure de la production artisanale en manufacture, puis en grande industrie capitaliste, l'artisanat restait dans les fermes étroitement lié à l'agriculture. Dans l'économie paysanne, l'artisanat jouait un rôle important comme travail annexe à domicile, accompli en surplus du travail agricole dans le temps de loisir pour satisfaire les besoins domestiques ¹.

Le développement de la production capitaliste arrache à l'économie paysanne tous ses métiers l'un après l'autre pour les concentrer dans la production massive industrielle. L'histoire de l'industrie textile en est un exemple typique. Mais la même chose se produit plus discrètement dans toutes les branches artisanales de l'agriculture. Pour obliger la masse des paysans à acheter ses marchandises, le capital s'efforce de rédui-

¹ En Chine les industries domestiques ont été longtemps pratiquées même par la bourgeoisie jusqu'à une époque très récente, et même dans les villes commerciales aussi grandes et aussi anciennes que par exemple Ningpo avec ses 300 000 habitants. « Dans la génération précédente, les femmes faisaient elles-mêmes les souliers, les chapeaux, les chemises et tout ce dont leurs maris et elles-mêmes avaient besoin. A Ningpo, une jeune femme qui achetait chez un *marchand* un objet qu'elle aurait pu confectionner de ses mains était très mal vue. » (Dr Nyok Shing Tsur, *Die gewerblichen Betriebsformen der Stadt Ningpo*, Tübingen, 1909, p. 51.)

re l'économie paysanne à la seule branche dont il ne peut s'emparer immédiatement ni sans difficulté, étant donné les rapports de propriété en Europe : l'agriculture ¹.

Extérieurement, tout semble se passer pacifiquement. Ce processus paraît s'effectuer insensiblement, par des moyens purement économiques. Il est évident que l'industrie domestique des paysans ne peut soutenir la comparaison avec la production massive industrielle, à la spécialisation poussée, aux outils perfectionnés, capable d'utiliser l'analyse scientifique et d'organiser le processus de production, d'avoir accès aux sources de matières premières du monde entier. Mais en réalité ce processus de la séparation de l'agriculture et de l'artisanat est introduit par des facteurs tels que la pression fiscale, la guerre, la vente forcée et la monopolisation des terrains nationaux, c'est-à-dire par des méthodes ressortissant de l'économie nationale, du pouvoir politique et du code pénal. Nulle part ces méthodes n'ont été employées aussi radicalement qu'aux États-Unis d'Amérique.

Les chemins de fer, c'est-à-dire le capital européen et surtout anglais, conduisirent les fermiers américains dans les régions immenses de l'Est et de l'Ouest où ils exterminèrent les Indiens par les armes à feu, les chiens policiers, l'eau-de-vie et la syphilis, les refoulant de plus en plus vers l'Ouest ; après quoi ils s'approprièrent leurs terres, devenues « vacantes », les déboisèrent et les défrichèrent. Le fermier américain, l'« homme des bois » de la bonne vieille époque d'avant la guerre de Sécession était un autre type d'homme que le fermier d'aujourd'hui. Il savait à peu près tout faire, et dans sa ferme isolée, il se suffisait presque tout à fait à lui-même sans avoir besoin du monde extérieur. « *Le fermier américain d'aujourd'hui - écrivait au début des années 1890 le sénateur Peffer, un des dirigeants de la Farmers Alliance - est un tout autre type d'homme que son ancêtre d'il y a 50 à 100 ans. Beaucoup de gens aujourd'hui se souviennent de l'époque où les fermiers étaient dans une grande mesure des artisans, où ils fabriquaient eux-mêmes une grande partie de ce dont ils avaient besoin dans la vie quotidienne. Chaque fermier avait une collection d'outils à l'aide desquels il fabriquait des instruments en bois, tels que des fourches, des pelles, des manches de pelles et de charrues, des moyeux de voitures et une foule d'autres ustensiles en bois. En outre, le fermier produisait le chanvre et le lin, la laine des moutons et le coton. On travaillait ces fibres à la ferme même, on les filait et les tissait; de même les vêtements, le linge étaient confectionnés à la maison, tout cela pour la consommation domestique. Dans chaque ferme il y avait un petit atelier destiné aux travaux de charpenterie, de menuiserie et de mécanique. Dans la maison même se trouvait un métier à carder et à tisser; on tissait les tapis, les couvertures et on faisait toute la literie sur place. Dans chaque ferme on élevait des oies; les duvets et les plumes servaient à garnir les oreillers et les édredons, le surplus était vendu au marché de la ville voisine. En hiver, le froment, la farine, le maïs étaient apportés au marché dans des voitures attelées de 6 ou 8 chevaux. Ce marché était parfois éloigné de 100 ou 200 milles. On y achetait pour toute l'année suivante de l'épicerie, certaines étoffes et autres marchandises semblables. On trouvait parfois parmi les fermiers des artisans spécialisés. Pour fabriquer une voilure à la ferme, il fallait un ou deux ans. On rassemblait les matériaux nécessaires dans le voisinage ; le contrat passé avec le voisin prévoyait exactement l'espèce du bois à utiliser; celui-ci devait être fourni à un moment donné, puis séché en un temps déterminé, si bien que lorsque la*

¹ Sans doute la situation est-elle renversée dans la dernière phase de l'histoire de l'économie paysanne, lorsque la production capitaliste fait sentir ses derniers effets. Chez les petits paysans ruinés, le travail agricole incombe entièrement aux femmes, aux vieillards et aux enfants, tandis que les hommes font un travail salarié à l'usine ou un travail à domicile pour des entreprises capitalistes. Un exemple typique est celui des petits paysans du Wurtemberg.

voiture était terminée, les deux parties du contrat savaient d'ou venait tel morceau de bois et combien de temps il avait séché. Pendant l'hiver, le charpentier du voisinage fabriquait les fenêtres, les plafonds, les portes, les manteaux de cheminées, les poutres pour la saison suivante. Quand les gels d'automne arrivaient, le cordonnier s'installait dans un coin de la demeure du fermier et fabriquait des souliers pour toute la famille. Tout cela se faisait chez soi, on payait une partie des dépenses en produits de la ferme. Lorsque l'hiver venait, il était temps de songer aux provisions de viande ; celle-ci était préparée et fumée pour la conservation. Le verger fournissait les fruits pour le moût, la compote de pommes et toutes sortes de conserves qui suffisaient parfaitement à satisfaire les besoins de la famille pendant toute l'année et même au-delà. On battait le blé au fur et à mesure (les besoins, juste autant qu'il fallait d'argent liquide. On mettait tout en conserves, qui étaient utilisées pour la consommation personnelle. Le résultat d'une telle gestion était qu'on avait besoin de peu d'argent pour faire marcher l'entreprise. 100 dollars suffisaient probablement en moyenne dans la ferme la plus importante pour entretenir des valets, réparer les instruments de travail et faire face à d'autres dépenses éventuelles ¹.

La Guerre de Sécession devait brusquement mettre fin à cette vie idyllique. L'énorme dette de 6 milliards de dollars dont elle avait grevé l'Union provoqua une augmentation considérable de toutes les charges fiscales. Après la guerre, des tarifs protectionnistes croissants favorisèrent le développement rapide des transports modernes, de l'industrie en général et de l'industrie des constructions mécaniques en particulier. Pour encourager la construction des chemins de fer et la colonisation du pays par les fermiers, on offrit généreusement aux compagnies de chemins de fer des terrains nationaux immenses : dans la seule année 1867, les compagnies reçurent plus de 74 millions d'hectares de terrain. Le réseau des chemins de fer s'agrandit de manière extraordinaire. En 1860 il comprenait moins de 50 000 km, dès 1870 il couvrait plus de 85 000 km, dès 1880 plus de 150 000 km (pendant la même période, entre 1870 et 1880, le réseau européen entier était passé de 130 000 à 169 000 km). Les chemins de fer et les spéculateurs de terrains attirèrent une émigration massive d'Europe aux États-Unis. Pendant la période de vingt-trois ans allant de 1869 à 1892, plus de 4 millions et demi d'immigrants arrivèrent aux États-Unis. En même temps l'Union s'émancipait peu à peu de l'industrie européenne et notamment de l'industrie anglaise : elle créait ses propres manufactures, développait sa propre industrie textile, métallurgique et de constructions mécaniques. L'agriculture subit la révolution la plus rapide. Dès les premières années qui suivirent la guerre civile, les propriétaires de plantations du Sud furent obligés par l'émancipation des nègres d'introduire l'emploi de la charrue à vapeur. A l'ouest en particulier, où l'on avait construit des lignes de chemin de fer, de nouvelles fermes avaient surgi, et s'étaient mises immédiatement au niveau de la technique la plus moderne. Le rapport de la Commission agricole des États-Unis pour l'année 1867 écrivait : « *En même temps que l'emploi des machines révolutionne l'agriculture à l'Ouest, réduisant la part du travail humain au minimum connu jusqu'à présent (...) l'agriculture tirait profit de talents d'administration et de gestion remarquables. Des fermes de plusieurs milliers d'hectares sont gérées avec plus de compétence, les moyens existants sont utilisés plus rationnellement et plus économiquement, et le rendement est plus élevé que dans les fermes de 40 hectares ².* »

¹ W. A. Peffer, *The Farmer's side. His troubles and their remedy*, New York, 1891. Part. II: How we got here. Chap. I : Changed condition of the Farmer. pp. 56-57. Cf. aussi A. M. Simons, *The American Farmer*, 2e éd. Chicago 1906, p. 71 et suiv

² Cité par Lafargue « *Getreidebau und Getreidehandel in den Vereinigten Staaten* », *Die Neue Zeit*, 1885, p. 344 (l'article a paru d'abord en 1883 dans une revue russe).

Pendant ce temps, les charges fiscales, directes et indirectes, augmentèrent considérablement. Pendant la guerre civile, on promulgua une nouvelle loi financière. La loi sur les contributions de guerre du 30 juin 1864, qui constitue la base fondamentale du système actuellement en vigueur, augmenta énormément les impôts sur la consommation et sur le revenu. En même temps, les contributions de guerre servirent de prétexte à une véritable orgie de tarifs protectionnistes destinés à compenser les taxes qui grevaient la production du pays ¹.

Les Morill, Stevens et consorts qui profitaient de la guerre pour renforcer leur programme protectionniste, créèrent un système par lequel ils se servaient ouvertement et cyniquement de la politique douanière pour tous les intérêts privés du profit. Chaque producteur autochtone réclamant au Congrès une douane spéciale pour son profit particulier voyait ses vœux exaucés avec complaisance. On éleva les tarifs douaniers aussi haut que chacun le demandait. « *La guerre - écrit l'Américain Taussig - avait exercé à plusieurs égards une action noble et énergique sur notre vie nationale, mais son influence immédiate sur les affaires et sur toute la législation concernant les intérêts financiers était démoralisante. Les législateurs perdaient souvent de vue la ligne de partage entre le devoir public et les intérêts privés. Des fortunes énormes s'étaient créées grâce à des modifications législatives, réclamées et mises en oeuvre par les mêmes hommes qui en étaient les bénéficiaires. Le pays constatait à regret que l'honneur et l'honnêteté des politiciens n'étaient pas sans tache.* » Cette loi sur le tarif douanier, qui allait provoquer une révolution dans la vie économique du pays et devait rester en vigueur pendant vingt ans sans subir aucune modification, qui constitue aujourd'hui encore la base de la législation douanière américaine, fut votée en trois jours au Congrès et en deux jours au Sénat - sans critique, sans débat, sans opposition d'aucune sorte ².

Ce cours nouveau dans la politique financière des États-Unis ouvrait l'ère de la corruption parlementaire éhontée, de la manipulation cynique et avouée des élections, de la législation et de la presse aux fins des intérêts particuliers du grand capital.

« *Enrichissez-vous* » *, devint le mot d'ordre de la vie publique, après celui de la « noble guerre » pour libérer l'humanité de la « plaie de l'esclavage » ; à la Bourse, le Yankee libérateur de nègres faisait des orgies de spéculations frauduleuses ; au Congrès, il s'attribuait à lui-même, comme législateur, les terrains nationaux, s'enrichissait grâce aux tarifs douaniers et aux impôts, aux monopoles et à l'émission d'actions fictives, au vol des biens publics. L'industrie devint prospère. Les temps étaient révolus où le petit et le moyen fermier vivaient presque sans argent liquide et pouvaient eux-mêmes battre leur blé selon leurs besoins d'argent. A présent le fermier

¹ « The three revenue acts of June 30, 1864, practically form one measure, and that probably the greatest measure of taxation which the world has seen. The internal revenue act was arranged, as Mr David A. Wells had said, on the principle of the Irishman at Donnybrook fair : « Whenever you see a head, hit it ; whenever you see a commodity, tax it. » Everything was taxed, and taxed heavily » (F. W. Taussig, *The Tariff History of the United States*, New York, 1888, p. 164).

² « The necessity of the situation, the critical state of the country, the urgent need of revenue, may have justified this haste, which, it is safe to say, is unexampled in the history of civilised countries » (Taussig, *op. cit.*, p. 168).

* En français dans le texte.

devait toujours disposer d'argent, de beaucoup d'argent pour payer ses impôts. Bientôt il lui fallut vendre tous ses produits pour racheter aux industriels ce dont il avait besoin sous forme de marchandises. « Si nous regardons le présent, écrit Peffer, nous constatons un changement presque universel. Dans tout l'Ouest en particulier, les fermiers battent leur blé presque tous en même temps, ils le vendent également en une seule fois. Le fermier vend son bétail et achète de la viande fraîche, ou du lard, il vend ses cochons et achète du jambon ou de la viande de porc, il vend ses légumes et ses fruits et les rachète sous la forme de conserves. S'il cultive du chanvre, il bat le chanvre au lieu de le filer, de tisser de la toile et de confectionner du linge pour ses enfants comme c'était le cas il y a cinquante ans; aujourd'hui il vend la semence mais brûle la paille. Sur cinquante fermiers, un seul peut-être élève des moutons; les autres comptent sur les grandes fermes d'élevage et achètent la laine toute prête sous forme d'étoffes ou de vêtements. Le costume du fermier n'est plus cousu à la maison mais acheté à la ville; au lieu de fabriquer lui-même les outils dont il a besoin, fourches, pelles, etc., il achète à la ville le manche de sa hache ou de son marteau, les cordes et les ficelles et autres marchandises de ce genre, les tissus pour ses vêtements ou les vêtements eux-mêmes, les fruits en conserves, le lard, la viande, le jambon; il achète aujourd'hui presque tout ce qu'il produisait autrefois, et pour tout cela il lui faut de l'argent. En outre il faut noter le fait suivant, qui paraît plus étrange que tout le reste: tandis qu'autrefois le foyer de l'Américain était libre de dettes - dans un cas sur mille, une maison était grevée d'hypothèques en garantie d'un prêt - et que, l'entreprise pouvant être gérée à peu de frais, les fermiers avaient toujours assez d'argent; aujourd'hui, où l'on a besoin de dix fois plus d'argent, on n'en trouve presque plus. A peu près la moitié des fermes sont grevées d'hypothèques qui engloutissent toute leur valeur, et les intérêts sont exorbitants. Ce sont les industriels qui sont cause de ce bouleversement étrange, avec leurs fabriques de laine et de toile, leurs usines de bois, leurs usines textiles, leurs fabriques de conserves de viande et de fruits, etc.; les petits ateliers des fermes ont cédé la place aux grandes usines de la ville. L'atelier du charron local a fait place à l'énorme fabrique de la ville où 100 à 200 voitures sont fabriquées par semaine, l'échoppe du cordonnier est remplacée par la grande usine de la ville où la plus grande partie du travail s'effectue à l'aide de machines ¹. »

Enfin le travail agricole s'est lui-même mécanisé. « Aujourd'hui le fermier laboure, sème et fauche avec des machines. La machine fauche, lie les gerbes et on bat le blé à la vapeur; le fermier peut lire soir journal du matin tout en labourant, et il est assis sur le siège d'une machine couverte pour faucher ². »

Cette révolution de l'agriculture américaine depuis la « grande guerre » n'était pourtant pas la fin mais le début des bouleversements où le fermier se trouvait entraîné. L'histoire du fermier nous introduit elle-même dans la deuxième phase de l'accumulation capitaliste, dont elle est une illustration exemplaire. Le capitaliste combat et repousse partout l'économie naturelle, la production pour la satisfaction des seuls besoins domestiques, la combinaison de l'agriculture avec l'artisanat, et leur substitue l'économie marchande simple. Il a besoin de l'économie marchande comme débouché pour sa propre plus-value. La production marchande est la seule forme générale sous

¹ W. A. Peffer, op. cit., p. 58.

² W. A. Peffer, op. cit., Introduction p. 6. Sering évalue au milieu des années 1880 l'argent liquide nécessaire pour un « début très modeste » de la ferme la plus petite dans le Nord-Ouest à la somme de 1 200 à 1 400 dollars. (Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas, Leipzig, 1887, p. 431.)

laquelle puisse se développer le capitalisme. Mais dès que l'économie marchande s'est installée sur les ruines de l'économie naturelle, le capital lui déclare la guerre. Le capitalisme entre en concurrence avec l'économie marchande ; après l'avoir fait surgir, il lui dispute les moyens de production, la main-d'œuvre et les débouchés. Tout d'abord il s'agissait d'isoler le producteur, de l'arracher aux liens protecteurs de la communauté, puis de séparer l'agriculture de l'artisanat ; à présent le capitalisme se donne pour but de séparer le petit producteur de marchandises de ses moyens de production.

Nous avons vu qu'à la suite de la « grande guerre » de l'Union américaine, les grandes sociétés capitalistes monopolistiques et les spéculateurs isolés s'étaient livrés au pillage des terrains nationaux. La construction accélérée de chemins de fer et encore plus la spéculation sur les chemins de fer donnèrent lieu à une spéculation foncière effrénée, qui livra des fortunes immenses et des duchés entiers aux escrocs et aux compagnies. En outre, une nuée d'agents, employant toutes les méthodes de la publicité la plus tapageuse et la plus dénuée de scrupules, attirèrent un flot immense d'immigrants venus d'Europe, à qui ils faisaient miroiter toutes sortes d'avantages. Les immigrants s'établirent d'abord dans les États de l'Est, sur la côte Atlantique. Mais plus l'industrie se développait, plus l'agriculture était refoulée vers l'Ouest. Le « centre du froment », qui se trouvait en 1850 à Columbus dans l'Ohio, se déplaça au cours des cinquante années suivantes et se trouva repoussé de 99 milles vers le Nord et de 680 milles vers l'Ouest. En 1850, les États de la côte Atlantique fournissaient 51,4 % de la récolte entière de blé, en 1880, ils n'en fournissaient plus que 13,6 %, tandis que les États du Centre et du Nord produisaient en 1880 71,7 % et les États de l'Ouest, 9,4 % de la récolte.

En 1825, le Congrès de l'Union, sous la direction de Monroe, avait décidé de transplanter les Indiens de l'Est du Mississippi au-delà du fleuve à l'Ouest. Les Peaux-Rouges résistèrent désespérément, mais ceux qui avaient survécu aux massacres des quarante campagnes menées contre eux furent évacués vers l'Ouest, comme des troupeaux de buffles, pour y être parqués dans des réserves comme les animaux sauvages. L'Indien devait céder la place au fermier. A son tour le fermier dut céder la place au capital. Il fut refoulé même au-delà du Mississippi.

Suivant le tracé des chemins de fer, le fermier allait en direction de l'Ouest et du Nord-Ouest, vers la Terre Promise que les agents des grands spéculateurs fonciers faisaient miroiter à ses yeux. Mais les terres les plus fertiles et les mieux situées étaient prises par les compagnies et constituaient des grandes entreprises gérées selon des méthodes capitalistes. Le fermier transplanté dans le désert vit surgir à côté de lui un concurrent dangereux et un ennemi moi-tel, la « ferme Bonanza », c'est-à-dire l'entreprise agricole capitaliste, inconnue jusqu'à présent, dans l'ancien comme dans le nouveau monde. Tous les moyens de la science et de la technique moderne y étaient mis en action pour produire de la plus-value.

Lafargue écrivait en 1880: « On peut considérer Olivier Dalrymple, dont le nom aujourd'hui est célèbre des deux côtés de l'Atlantique, comme le représentant le plus typique de l'agriculture financière. Depuis 1874 il dirige à la fois une ligne de

bateaux à vapeur sur la Rivière Rouge et six fermes appartenant à une société financière et couvrant une superficie globale de 30 000 hectares. Il divisa chacune d'elles en sections de 800 hectares, dont chacune à son tour était divisée en trois sous-sections de 267 hectares, gérées par des chefs de travaux et clés contremaîtres. Dans chaque section il y avait des baraquements pouvant loger 50 hommes et des écuries polir les chevaux et les mulets, ainsi que clés cuisines, des magasins polir les vivres destinés aux hommes et aux animaux, des remises pour les machines, enfin des ateliers de forge et de serrurerie. Chaque section possédait son équipement complet : vingt paires de chevaux, huit doubles charrues, douze semeuses, tirées par des chevaux, douze herses à dents d'acier, douze faucheuses-lieuses, deux batteuses et seize voitures ; tout est prévu pour que les machines et les animaux de trait (hommes, chevaux, mulets) soient gardés en bon état et assurent le meilleur rendement. Toutes les sections sont reliées entre elles et avec la direction centrale par téléphone.

Dans ces six fermes de 30 000 hectares travaille une armée de 600 ouvriers organisés militairement; à l'époque de la moisson, la direction centrale embauche encore 500 à 600 ouvriers auxiliaires qui sont répartis parmi les différentes sections. A l'automne, les travaux terminés, on congédie les ouvriers à l'exception des chefs de travaux et de dix hommes par section. Dans beaucoup de ternies du Dakota et du Minnesota, ni les chevaux ni les mulets ne passent l'hiver à leur lieu de travail. Dès que les chaumes sont arrachés, on conduit les chevaux par troupeaux de 100 à 200 paires à une distance de 1000 à 1500 kilomètres en direction du Sud; ils ne reviennent qu'au printemps.

« Les mécaniciens à cheval suivent les charrues, les semeuses et faucheuses mécaniques pour en surveiller le fonctionnement, dès que se produit un incident quelconque, ils galopent jusqu'à la machine pour la réparer immédiatement et la remettre en marche. Les céréales récoltées sont portées jusqu'à la batteuse qui est en marche jour et nuit sans interruption. Ce sont des boîtes de paille qui servent de combustible, on les enfourne dans le foyer de la batteuse par des tuyaux. Des machines battent, secouent, pèsent et mettent en sacs le blé. Puis on le porte jusqu'à une voie de chemin de fer qui passe à côté de la fertile ; de là il est expédié à Duluth ou à Buffalo. Chaque année Dalrymple ensemence 2 000 hectares supplémentaires de terres. En 1880 ses champs de blé avaient une surface de 10 000 hectares ¹. »

A la fin des années 1870, il existait déjà quelques capitalistes et quelques compagnies possédant de 14 000 à 18 000 hectares de terres à blé. Depuis l'époque où Lafargue écrivait ces lignes, l'agriculture capitaliste américaine avait fait des progrès énormes et s'était dans une grande mesure mécanisée.

Le Report of the U. S. Commissioner of Labor pour 1898 présente le tableau suivant pour illustrer les avantages du travail mécanique par rapport au travail manuel :

Travail	Temps de travail exécuté à la machine par unité donnée		Temps de travail pour le même travail exécuté manuellement par unité	
	heures	min.	heures	min.
Planter les petites céréales	1	32,7	10	55

¹ Lafargue, loc. cit., p. 345.

Travail	Temps de travail exécuté à la machine par unité donnée		Temps de travail pour le même travail exécuté manuellement par unité	
	heures	min.	heures	min.
Moissonner et battre les petites céréales	1	—	46	40
Planter le maïs	—	37,5	6	15
Faucher le maïs	3	4,5	5	—
Éplucher le maïs	—	3,6	66	40
Planter le coton	1	3,0	8	48
Cultiver le coton	12	5,1	60	—
Faucher le foin (faux/machine)	1	0,6	7	20
Rentrer et botteler le foin	11	3,4		35
Planter les pommes de terre	1	2,5		15
Planter les tomates	1	4,0	10	—
Récolter et cultiver les tomates	134	5,2	324	20

Le fermier américain ne pouvait soutenir la concurrence avec des entreprises capitalistes de cette envergure. Au même moment où le bouleversement général des finances, de la production, des transports, le forçait à abandonner toute forme de production destinée aux seuls besoins domestiques et à produire exclusivement pour le marché, l'expansion gigantesque de l'agriculture fit baisser les prix des produits agricoles. Au même moment où le sort de la masse des fermiers était étroitement dépendant du marché, le marché agricole de l'Union américaine, qui était un marché purement local, se transforma en marché mondial, chasse gardée d'un petit nombre d'entreprises capitalistes gigantesques et de leurs spéculations.

L'année 1879 marque une étape dans l'histoire de l'agriculture européenne et américaine, elle ouvre l'ère de l'exportation massive de froment américain en Europe.

Voici les chiffres de l'exportation de froment des États-Unis en Europe
(en millions de bushels) :

1868/69	17,9
1874/75	71,8
1879/80	153,2
1885/86	57,7
1890/91	55,1
1899/1900	101,9

(Jurascheks Uebersichten der Weltwirtschaft, vol. VII, sect. I, p. 32.) En même temps le prix du bushel de froment dans la ferme baissait dans les proportions suivantes (en cents) :

1870/79	105
1880/89	83
1895	51
1896	73
1897	81
1898	58

Depuis 1899, où il a atteint le point le plus bas avec le prix de 58 cent% par bushel, le prix a remonté :

1900	62
1901	62
1902	63
1903	70
1904	92

(Juraschek ... p. 18.)

D'après les Monatliche Nachweise über den auswärtigen Handel, le prix de la tonne de blé atteignait en juin 1912 (en marks) :

à Berlin	227,82
à Mannheim	247,93
à Odessa	173,94
à New York	178,08
à Londres	170,96
à Paris	243,69

Les avantages de cette extension des débouchés furent naturellement monopolisés par le capital : d'une part. les fermes gigantesques s'agrandirent encore, écrasant de leur concurrence le petit fermier, et, d'autre part, celui-ci devint la proie des spéculateurs qui lui achetaient toutes ses céréales. afin d'exercer une pression sur le marché mondial. Réduit à l'impuissance par le pouvoir immense du capital, le fermier s'endetta.. signe typique du déclin de l'agriculture. L'hypothèque des fermes devint bientôt une calamité publique. En 1890, le ministre de l'Agriculture des États-Unis. Rusk. écrivait dans une circulaire spéciale au sujet de la situation désespérée des fermiers : « *Le poids des hypothèques sur les fermes, les maisons et les terres prend des proportions assez inquiétantes ; dans certains cas petit-être les emprunts furent faits un peu hâtivement. mais dans l'ensemble, c'est la nécessité qui contraignait à les contracter... Ces emprunts qui comportaient des intérêts énormes, sont devenus des charges très lourdes dit fait de la baisse des prix des produits agricoles ; le fermier risque bien souvent d'y perdre sa maison et sa terre. C'est un problème très difficile pour toits ceux qui s'efforcent de remédier à la situation des fermiers. On constate d'après les prix actuels que pour gagner un dollar destiné à payer ses dettes, un fermier est obligé de vendre litre quantité plus grande de produits qu'à l'époque oit il a emprunté ce dollar. Les intérêts s'accablent, tandis qu'il est devenu pratiquement*

impossible d'éponger le gros de la dette elle-même; et, étant donné cette situation, le renouvellement de l'hypothèque est devenu très difficile ¹.

D'après le recensement du 29 mai 1891, 2,5 millions d'entreprises sont hypothéquées, dont les deux tiers sont exploitées par le propriétaire lui-même. La dette de ces derniers se monte à peu près à 2,2 milliards de dollars. « Ainsi, conclut Peffer, la situation des fermiers est tout à fait critique (*farmers are passing through the « valley and shadow of death »*).

« *La ferme est devenue une affaire peu rentable, le prix des produits agricoles a baissé de 50 % depuis la grande guerre. Depuis dix ans, la valeur des fermes a diminué d'environ 25 à 50 % ; les fermiers sont endettés jusqu'au cou, les emprunts sont garantis par des hypothèques sur leurs exploitations, la plupart du temps ils ne sont pas en mesure de renouveler l'emprunt, car l'hypothèque se dévalorise de plus en plus ; beaucoup de fermiers perdent leur exploitation, et ils continuent d'être écrasés par l'engrenage des dettes. Nous sommes les victimes d'une puissance sans pitié; la ferme va à la ruine* ². »

Le fermier, endetté et ruiné, n'avait plus d'autre ressource que de s'embaucher comme ouvrier agricole pour gagner de l'argent en dehors de son exploitation, ou alors d'abandonner la ferme et de secouer la poussière de la « Terre promise », du « Paradis du froment » - devenu son enfer; mais ce n'était possible que si son insolvabilité n'avait pas livré sa ferme aux griffes du créancier, ce qui fut le cas de milliers de fermes. On pouvait voir autour des années 1880, des quantités de fermes abandonnées et en ruines. « *Si le fermier ne peut rembourser ses dettes dans les délais prévus, écrivait Sering en 1887, les intérêts qu'il doit payer s'élèvent à 12,15 puis à 20 %. La banque, le fabricant de machines, l'épicier, le harcèlent et le privent des bénéfices de son travail. Le fermier finit par devenir simplement locataire de sa ferme, ou alors il va plus loin vers l'Ouest, pour tenter une nouvelle fois sa chance. Nulle part en Amérique du Nord je n'ai vu autant de fermiers endettés, déçus et mécontents que dans les régions à céréales des prairies du Nord-Ouest. Je n'ai rencontré dans le Dakota aucun fermier qui ne fût disposé à vendre sa ferme* ³. »

Le commissaire de l'Agriculture du Vermont écrivait en 1889 à propos de l'abandon fréquent des fermes : « *Dans cet État, on voit de grandes étendues de terres en friche, mais propres à la culture, que l'on peut acheter à des prix approchant ceux de l'Ouest. En outre, ces terrains sont situés près d'églises et d'écoles et bénéficient des avantages de la proximité des chemins de fer. Le commissaire n'a pas visité tous les districts de l'État dont il est question dans le rapport, mais il en a vu assez pour se convaincre qu'un territoire considérable, aujourd'hui abandonné, niais autrefois cultivé, est devenu un désert ; cependant une partie importante des terres pourrait, au prix d'un travail assidu, produire un bon revenu.* »

En 1890, le commissaire de l'État du New Hampshire publia une brochure de 67 pages consacrée à la description de fermes à vendre aux prix les plus minimes. Il y est question de 1442 fermes en ruines y compris les locaux d'habitation, et abandonnées depuis peu. Le même état de choses existe dans d'autres régions. Des milliers d'acres

¹ Peffer, op. cit., part. 1 : « Where we are », chap. 2 : « Progress of Agriculture », pp. 30-31.

² Peffer, op. cit., p. 42.

³ Sering, *Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas*, p. 433.

de terres à froment et à maïs étaient en friche et se transformaient en désert. Les spéculateurs fonciers faisaient une publicité habile pour repeupler ce territoire abandonné, ils attiraient dans le pays des groupes d'immigrants, nouvelles victimes qui connurent en moins de temps encore le même sort que leurs prédécesseurs ¹.

Dans une lettre privée, on peut lire la description suivante :

« Il n'y a plus nulle part de terrains d'État à proximité des chemins de fer et des marchés, tout se trouve entre les mains des spéculateurs. Le colon s'installe sur une terre vacante et paye un bail. Mais sa ferme ne le fait vivre qu'à grand'peine, et il ne peut pas soutenir la concurrence avec les grands fermiers. Il cultive juste la partie de ses terres prescrite par la loi, mais il est obligé de trouver une source annexe de revenus à côté de l'agriculture. Dans l'Orégon, par exemple, j'ai rencontré un colon qui fut pendant cinq ans propriétaire de 160 acres, mais qui durant l'été, dès la fin du mois de juin, travaillait douze heures par jour à l'entretien ou à la construction de routes pour gagner 1 dollar. Ce fermier figurait donc lui aussi sur la liste des 5 millions de cultivateurs recensés en 1890. Ou encore dans l'Eldorado, j'ai rencontré par exemple des fermiers qui ne cultivaient que la surface de terre nécessaire pour nourrir leur bétail et eux-mêmes, refusant de produire pour le marché, ce qui ne leur aurait rien rapporté. Leur source principale de revenus était la recherche de l'or, l'abattage et la vente du bois, etc. Ces gens vivent dans l'aisance, mais cette aisance n'est pas due à l'agriculture. Il y a deux ans, nous travaillions à Long Cañon dans le comté d'Eldorado, et nous habitions tout le temps dans une hutte bâtie sur un lopin de terre dont le propriétaire ne venait qu'une fois par an quelques jours, mais travaillait le reste du temps aux chemins de fer à Sacramento. Son lopin de terre n'était pas du tout cultivé. Il y a quelques années une petite partie du terrain avait étéensemencée pour satisfaire à la loi, quelques acres sont entourés de fils de fer et il y a une remise et une log cabin. Mais depuis ces dernières années, tout est vide. La clef de la hutte se trouve chez le voisin, qui a mis aussi à notre disposition cette hutte. Au cours de nos pérégrinations, nous avons vu beaucoup de lopins de terre abandonnés après qu'on y ait fait des essais de culture. Il y a trois ans, on m'a proposé de reprendre une ferme et sa maison d'habitation pour 100 dollars. Plus tard, la maison vide s'est effondrée sous le poids de la neige. Dans l'Orégon, nous avons vu des fermes abandonnées avec de petites maisons d'habitation et des jardins potagers. L'une d'entre elles, que nous avons visitée, était très belle de construction : c'était un bloc solide, construit de main de maître, contenant quelques instruments, mais tout avait été abandonné par le fermier. Chacun pouvait prendre possession du tout sans déboursier un sou ². »

Que fait donc le fermier ruiné de l'Union? Il prend son bâton et suit la direction du centre du froment et des chemins de fer. Le « paradis du froment » s'est déplacé partiellement vers le Canada. près du Saskatchevan et du fleuve Mackenzie ; là le froment pousse encore le long du 62e parallèle. Une partie des fermiers de l'Union a suivi cette ligne ³, pour subir ensuite le même sort au Canada. Depuis ces dernières années, le Canada a fait son apparition sur le marché mondial parmi les pays

¹ Peffer, op. cit., pp. 35-36.

² Cité par Nikolai-on, op. cit., p. 224.

³ En 1901, le Canada avait accueilli 49 149 immigrants. En 1911, plus de 300 000 personnes ont immigré, dont 138 000 sujets britanniques et 134 000 sujets américains. Comme l'atteste un rapport de Montréal à la fin du mois d'août 1912, l'arrivée des fermiers américains se poursuivit au cours de ce même printemps.

exportateurs de blé, mais là, plus encore qu'ailleurs, l'agriculture est dominée par le grand capital ¹.

Mais la vente massive des terrains publics à des sociétés capitalistes privées a été faite au Canada sur une échelle beaucoup plus large qu'aux États-Unis. Le *Charter and Landgrant* de la Canadian Pacific Railways est un exemple inouï de brigandage public par le capital privé. Non seulement la société s'est vu attribuer le monopole de la construction des chemins de fer pour vingt ans, concéder gratuitement l'étendue du terrain à construire d'environ 713 milles anglais, et d'une valeur approximative de 35 millions de dollars ; non seulement elle reçut de l'État une garantie de dix ans à 3 % pour un capital d'actions de 100 millions de dollars ainsi qu'un prêt de 27 millions 1/2 de dollars ; pour couronner le tout, la société se vit offrir un territoire de 25 millions d'acres à choisir parmi les terres les plus fructueuses et les mieux situées se trouvant à proximité immédiate de la voie de chemin de fer. Tous les colons futurs de cette surface immense de terre étaient donc d'avance livrés sans merci au bon vouloir de la société ferroviaire. La Compagnie réalisa immédiatement en argent 5 millions d'acres, les vendant à la Compagnie territoriale du Nord-Ouest, qui est une société de capitalistes anglais dirigée par le duc de Manchester. Le deuxième groupe capitaliste qui se vit offrir des terrains publics est la Compagnie de l'Hudsonsbay; en échange de la renonciation à ses privilèges au Nord-Ouest, la Compagnie avait droit à 1/20 de toutes les terres situées entre le lac Winnipeg, qui est la frontière des États-Unis, les Rocky Mountains et le Saskatchevan du Nord. Ces groupes de capitaux ont ainsi reçu à eux deux 5/9 de toutes les terres colonisables. Une grande partie des terrains restants avaient été attribués par l'État à 26 « Compagnies coloniales » capitalistes ².

C'est ainsi que le fermier du Canada se trouve presque partout livré au pouvoir du capital et de la spéculation. Malgré cela, on constate une immigration massive venue non seulement d'Europe mais encore des États-Unis.

Tels sont donc les grands traits de la domination capitaliste dans le monde. Le capitalisme, après avoir dépouillé le paysan anglais de sa terre, l'a contraint à fuir à l'Est des États-Unis, puis de là, le refoula à l'Ouest pour le transformer, sur les ruines de l'économie indienne, en un petit producteur de marchandises ; puis, après l'avoir ruiné une fois encore, il le chasse de l'Ouest vers le Nord, où l'ont précédé les

¹ « Je n'ai visité au cours de mon voyage dans l'Ouest canadien qu'une seule ferme, comprenant moins de 1 000 acres. D'après le recensement du Dominion of Canada de 1881, il y avait au Manitoba à l'époque du recensement 2 384 337 acres de terrain occupés par seulement 9 077 propriétaires ; chacun possédait donc environ 2 017 acres. C'est une surface moyenne plus considérable que ce que l'on trouve dans n'importe quel État de l'Union américaine » (Sering, op. cit., p. 376). Sans doute la grande propriété était-elle peu répandue au au-début des années 1880. Cependant Sering décrit déjà la « Bell-farm », appartenant à une société par actions, qui comprenait une surface de 26 680 hectares et était manifestement organisée sur le modèle de la ferme Dalrymple. Dans les années 1880, Sering, qui considérait avec un certain scepticisme les perspectives de la concurrence canadienne, a estimé que la « ceinture fertile » du Canada de l'Ouest occupait une superficie de 311000 m², c'est-à-dire un territoire correspondant à 3/5 de l'Allemagne ; dans cette superficie il calculait que, selon les méthodes de culture extensive, il n'y avait que 38 millions d'acres de terres cultivables ; de ces terres cultivables, seulement 15 millions d'acres étaient propres, selon lui, à l'éventuelle culture du froment (Sering, op. cit., pp. 337-338). Selon les estimations de la « Manitoba Free Press » du milieu de juin 1912, la surface cultivée de froment de printemps au Canada comprenait en été 1912 11,2 millions d'acres pour une surface de 19,2 d'acres de froment de printemps aux États-Unis (cf. Berliner Tageblatt, Handelszeitung n° 305 du 8 juin 12).

² Sering, op. cit., p. 361 et suiv.

chemins de fer et où la ruine le suit ; le fermier a le capital comme guide devant lui et comme bourreau derrière lui. L'enchérissement croissant des produits agricoles a succédé à la chute des prix des années 1890. mais le petit fermier américain n'en tire pas plus de profit que le paysan européen.

Certes le nombre des fermes s'accroît sans cesse. Dans les dix dernières années du XIXe siècle, il est passé de 4,6 millions à 5.7 millions, et au cours des dix années suivantes il a continué d'augmenter en valeur absolue. En même temps la valeur totale des fermes s'est accrue pendant les dix dernières années, elle est passée de 751,2 millions de dollars à 1 652,8 millions de dollars ¹.

Il semble que l'augmentation générale des prix des produits agricoles aurait dû aider le cultivateur à se maintenir à la surface. Cependant nous voyons que le nombre de ceux qui ne sont que locataires de leurs fermes augmente encore plus vite que le nombre total des cultivateurs. Voici quelle en était la proportion aux États-Unis :

en 1880	25 %
en 1890	28,4 %
en 1900	35,3 %
en 1910	37,2 %

Malgré l'augmentation des prix agricoles, les cultivateurs propriétaires des fermes cèdent de plus en plus la place aux fermiers locataires. Mais ceux-ci, qui représentent donc plus d'un tiers de tous les cultivateurs de l'Union, correspondent aux États-Unis comme couche sociale à nos ouvriers agricoles européens ; comme eux, ce sont les véritables esclaves salariés du capital, un élément toujours fluctuant ; au prix d'une tension extrême de toutes leurs forces, ils produisent des richesses pour le capital, sans gagner pour eux-mêmes autre chose qu'une existence misérable et incertaine.

Dans un cadre historique différent - en Afrique du Sud - le même processus dévoile plus clairement encore les « méthodes pacifiques » de la concurrence du capital avec le petit producteur de marchandises.

A la colonie du Cap et dans les républiques boers, une économie purement pay-sanne régnait jusqu'aux alentours de 1860. Pendant longtemps, les Boers menèrent la vie d'éleveurs nomades, ils avaient pris aux Hottentots et aux Cafres les meilleurs pâturages, les avaient exterminés ou chassés autant qu'ils le pouvaient. Au XVIIIe siècle, la peste apportée par les bateaux de la Compagnie des Indes orientales leur rendait de grands services en anéantissant des tribus entières de Hottentots et en libérant ainsi des terres pour les immigrants hollandais.

En avançant vers l'Est, ils se heurtèrent aux tribus bantoues et commencèrent la longue série des guerres contre les Cafres. Les Hollandais pieux et grands liseurs de la Bible se regardaient comme le peuple élu, se faisant grand mérite de leur morale puritaine démodée et de leur connaissance parfaite de l'Ancien Testament ; cepen-

¹ Ernst Schultze, Das Wirtschaftsleben der Vereinigten Staaten. Jahrbuch für Gesetzg., Verw. und Volksw. 1912, cahier IV, p. 1721.

dant, non contents de dépouiller les indigènes de leurs terres, ils constituèrent leur économie paysanne comme des parasites sur le dos des nègres, contraignant ceux-ci à travailler pour eux comme esclaves et les affaiblissant systématiquement dans ce but. L'eau-de-vie joua dans ce processus un rôle capital, si important même, que la prohibition de l'alcool ne put être maintenue par le gouvernement anglais dans la colonie du Cap à cause de la résistance des puritains.

En général l'économie des Boers resta, jusqu'aux alentours de 1860, patriarcale et fondée sur l'économie naturelle. Ce n'est qu'en 1859 que le premier chemin de fer fut construit en Afrique du Sud. Certes, le caractère patriarcal n'empêchait nullement les Boers d'être durs et brutaux. On sait que Livingstone se plaignait bien plus des Boers que des Cafres. Les nègres leur semblaient un objet prédestiné par Dieu et par la nature à travailler pour eux comme esclaves, et comme tels, le fondement indispensable de l'économie paysanne ; c'était à tel point que l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises en 1836 provoqua parmi eux le « grand Trek », bien que les propriétaires eussent reçu un dédommagement de 3 millions de livres sterling. Les Boers quittèrent la colonie du Cap, traversant le fleuve Orange et le Vaal, refoulant les Matabélés vers le Nord au-delà du Limpopo et les déchaînant contre les Makalakas. Comme le fermier américain avait chassé l'Indien devant lui vers l'Ouest sous la poussée de l'économie capitaliste, de même le Boer refoulait les nègres vers le Nord. Les « républiques libres » entre l'Orange et le Limpopo furent créées en protestation de la violation par la bourgeoisie anglaise du droit sacré de l'esclavage. Les minuscules républiques des Boers menaient une guérilla permanente contre les nègres bantous. Et c'est sur le dos des nègres que fut menée la guerre, longue de dizaines d'années, entre les Boers et le gouvernement anglais. Le prétexte du conflit entre les Anglais et les républiques boers était la question noire, ou plutôt l'émancipation des nègres que prétendait introduire la bourgeoisie anglaise. En réalité, il s'agissait de la concurrence entre l'économie paysanne et la politique coloniale du grand capitalisme autour des Hottentots et des Cafres, c'est-à-dire autour de leurs territoires et de leurs forces de travail. Le but des deux concurrents était le même : ils voulaient asservir, chasser ou exterminer les indigènes, détruire leur organisation sociale, s'appropriier leurs terres et les contraindre au travail forcé pour les exploiter. Seules les méthodes étaient différentes. Les Boers préconisaient l'esclavage périmé comme fondement d'une économie naturelle patriarcale ; la bourgeoisie anglaise voulait introduire une exploitation moderne du pays et des indigènes sur une grande échelle. La loi fondamentale de la république du Transvaal proclamait avec une brutalité obtuse : « *Le peuple ne tolère pas l'égalité entre les blancs et les noirs ni dans l'État ni à l'église* ». Dans l'Orange et le Transvaal un nègre n'avait pas le droit de posséder de terres, de voyager sans passeport ni de se trouver dans la rue après la tombée de la nuit. Bryce raconte l'histoire d'un paysan, à l'est de la colonie du Cap (un Anglais pour préciser), qui avait fouetté un Cafre à mort. Après que le paysan eût comparu devant le tribunal et eût été acquitté, ses voisins le raccompagnèrent chez lui, musique en tête. Très souvent les blancs essayaient de se dispenser de payer les travailleurs indigènes libres, en les contraignant par des mauvais traitements à s'enfuir, une fois leur travail achevé.

La bourgeoisie anglaise poursuivait une tactique complètement opposée. Elle se posa longtemps comme la protectrice des indigènes, flattant en particulier les chefs de tribus, elle appuyait leur autorité et s'ingéniait à leur octroyer le droit de disposer de terres. Plus encore, elle rendait, autant que possible, les chefs propriétaires du territoire tribal, selon une méthode éprouvée, bien que ce fût absolument contraire à la

tradition et à la situation sociale des noirs. Dans toutes les tribus, en effet, la terre était propriété collective, et même les souverains les plus cruels et les plus despotiques, tels que Lobengula, chef des Matabélés, avaient pour seul droit et pour seule tâche d'attribuer à chaque famille une parcelle de terrain à cultiver ; cette parcelle n'appartenait à la famille que tant que celle-ci la cultivait. Le but final de la politique anglaise était clair: depuis longtemps, elle se préparait à piller les terres sur une grande échelle, en se servant des chefs indigènes comme d'instruments. D'abord elle se contenta de « pacifier » les noirs par de grandes opérations militaires. Jusqu'en 1879, elle entreprit neuf expéditions sanglantes en pays cafre pour vaincre la résistance des Bantous.

Mais le capital anglais ne dévoila ouvertement et énergiquement ses intentions véritables qu'à l'occasion de deux événements importants : la découverte des mines de diamants de Kimberley de 1867 à 1870 et la découverte des mines d'or du Transvaal de 1882 à 1885, ouvrirent une ère nouvelle dans l'histoire de l'Afrique du Sud. La Compagnie anglo-sud-africaine, c'est-à-dire Cecil Rhodes, entra en action. L'opinion publique anglaise se retourna brusquement, et l'envie de s'approprier les trésors de l'Afrique du Sud poussa le gouvernement anglais à prendre des mesures énergiques. La bourgeoisie anglaise ne recula devant aucun frais ni aucun sacrifice sanglant pour s'emparer des territoires d'Afrique du Sud. Les immigrants se ruèrent en Afrique. Jusqu'alors l'immigration était peu importante ; les Etats-Unis détournaient de l'Afrique toute l'émigration européenne. Depuis la découverte des mines de diamant et d'or, le nombre de blancs dans la colonie sud-africaine fit un bond en avant : entre 1885 et 1895, 100 000 Anglais avaient émigré dans la seule colonie du Witwaterrand. La modeste économie paysanne passa à l'arrière-plan, l'industrie extractive prit la première place et avec elle le capital minier.

La politique du gouvernement britannique changea alors de cours. Aux environs de 1850, l'Angleterre avait reconnu les républiques boers par les traités de Sand River et de Bloemfontein. A présent les Anglais entreprirent l'encerclement politique des États boers en occupant tous les territoires à l'entour, pour empêcher toute expansion de leur part ; en même temps ils sacrifièrent les nègres qu'ils avaient longtemps protégés et privilégiés. Le capital anglais avança d'étape en étape. En 1868, l'Angleterre prit possession du Basutoland - naturellement à la « demande répétée » des indigènes¹. En 1871, les Anglais séparèrent les terres à diamants du Witwaterrand de l'État d'Orange et en firent une colonie de la Couronne sous le nom de « Griqualand-Ouest ». En 1879, ils conquièrent le Zoulouland et l'intégrèrent à la colonie du Natal. En 1885, ils s'emparèrent du Betchoualand et l'annexèrent à la colonie du Cap. En 1888, ils soumirent les Matabélés et le Macholand; en 1889, la Compagnie anglo-sud-africaine obtint une concession dans ces deux derniers territoires - ceci également

¹ « *Moshesh, the great Basuto leader, tho whose courage and statesmanship the Basutos owed their very existence as a people, was still alive at the time, but constant war with the Boers of the Orange Free State had brought him and his followers to the last stage of distress. Two thousand Basuto warriors had been killed, cattle had been carried off, native homes had been broken up and crops destroyed. The tribe was reduced to the position of starving refugees, and nothing could save them but the protection of the British Government, which they had repeatedly implored.* » (C. P. Lucas, *A historical Geography of the British Colonies. Oxford, vol. IV, p. 60.*)

à la demande instante des indigènes et pour leur être agréable ¹. En 1884 et en 1887 la baie de Sainte-Lucie et toute la côte Est jusqu'aux frontières des colonies Portugaises furent annexées ; en 1894, l'Angleterre s'empara du Tongaland. Les Matabélés et les Machanas s'insurgèrent dans un dernier sursaut désespéré, mais la société, Rhodes en tête, commença par étouffer la rébellion dans le sang, pour user ensuite des méthodes éprouvées de civilisation et de pacification des indigènes : deux grandes lignes de chemin de fer furent construites dans le territoire rebelle.

Les républiques boers se sentaient de plus en plus menacées par cet encerclement soudain. Mais à l'intérieur aussi le désordre régnait. Le flot immense de l'immigration et les vagues de la nouvelle et tumultueuse économie capitaliste menaçaient d'abattre les frontières des petites républiques paysannes. Il y avait un contraste frappant entre l'économie paysanne à la campagne et dans l'État d'une part, et les exigences et les besoins de l'accumulation capitaliste d'autre part. Les républiques manquèrent à chaque instant à leur tâche. Une administration primitive et maladroite, la menace permanente d'une insurrection cafre, vue non sans quelque satisfaction par l'Angleterre, la corruption introduite dans les rouages du « *Volksrad* » et jouant le jeu des grands capitalistes grâce à la concussion, l'absence d'une police sûre capable de maintenir l'ordre dans cette société indisciplinée d'aventuriers, l'insuffisance d'approvisionnement de l'eau et des moyens de transports pour une colonie de 100 000 immigrants brusquement surgie du sol, une législation du travail incapable de régler et d'assurer l'exploitation des nègres dans les mines, des barrières douanières considérables enchérissant encore le prix de la main-d'œuvre pour les capitalistes, les prix élevés de transport du charbon - tous ces facteurs provoquèrent la faillite brusque et éclatante des républiques des Boers.

Dans leur stupidité obtuse, les Boers se défendirent contre le cataclysme capitaliste qui les anéantissait par la méthode la plus primitive qu'on puisse imaginer dans l'arsenal de paysans entêtés et bornés : ils privèrent de tous droits politiques les étrangers (*Uitlanders*), qui leur étaient bien supérieurs en nombre et incarnaient en face d'eux le capital, la puissance et le sens de l'histoire. Mais c'était là une mauvaise plaisanterie et les temps étaient graves. La gestion maladroite des Boers provoqua une chute de dividendes, ce qui ne put être longtemps toléré. Le capital des mines perdit patience. La Société anglo-sud-africaine construisit des chemins de fer, vainquit les Cafres, fomenta des insurrections d'étrangers, enfin provoqua la guerre des Boers. L'ère de l'économie paysanne était close. Aux États-Unis, la guerre avait été le point de départ de la révolution capitaliste, en Afrique du Sud elle en fut l'aboutissement, avec le même résultat dans les deux pays : le capital triompha de la petite économie paysanne, construite elle-même sur les ruines de l'économie naturelle, incarnée par l'organisation primitive des indigènes. La résistance des républiques boers contre l'Angleterre fut aussi inefficace et aussi désespérée que l'avait été celle du fermier américain contre la domination capitaliste aux États-Unis. C'est le capital qui prit officiellement les rênes du pouvoir dans la nouvelle Union Sud-Africaine, qui remplaça les petites républiques boers par un grand État moderne, réalisant le programme impérialiste de Cecil Rhodes. Au conflit ancien entre les Hollandais et les Anglais succéda le conflit entre le capital et le travail : un million d'exploiteurs blancs des deux nations conclurent une alliance fraternelle à l'intérieur de l'Union, s'entendant

¹ « *The eastern section of the territory is Mashonaland, where, with the permission of King Lobengula, who claimed it, the British South Africa Company first established themselves.* » (Lucas, op. cit., p. 77.)

pour priver une population de 5 millions de travailleurs noirs de leurs droits civiques et politiques. Cet accord ne toucha pas seulement les nègres des républiques boers, mais également les nègres de la colonie du Cap, à qui autrefois le gouvernement anglais avait accordé l'égalité civique et qui ont perdu partiellement leurs droits. Ce noble ouvrage, où la politique impérialiste des conservateurs culminait dans un coup de force cynique, devait être achevé par le parti libéral, avec l'approbation enthousiaste des « crétins libéraux d'Europe » qui voyaient avec fierté et émotion dans la liberté et l'autonomie octroyées par l'Angleterre à une poignée de blancs en Afrique du Sud la preuve de la force créatrice et de la grandeur du libéralisme anglais.

La destruction du petit artisanat indépendant par la concurrence du capital est un chapitre à part, moins spectaculaire sans doute, mais tout aussi douloureux. Le paragraphe le plus sombre en est l'histoire du travail industriel à domicile. Nous ne pouvons ici analyser en détail ce phénomène.

Voici donc le résultat général de la lutte entre le capitalisme et la production marchande simple : le capital se substitue à l'économie marchande simple, après avoir installé celle-ci à la place de l'économie naturelle. Si le capitalisme vit des formations et des structures non capitalistes, il vit plus précisément de la ruine de ces structures, et s'il a absolument besoin pour accumuler d'un milieu non capitaliste, c'est qu'il a besoin d'un sol nourricier aux dépens duquel l'accumulation se poursuit en l'absorbant. Vue dans une perspective historique, l'accumulation capitaliste est une sorte de métabolisme entre les modes de production capitaliste et précapitaliste. Sans les formations précapitalistes, l'accumulation ne peut se poursuivre, mais en même temps elle consiste dans leur désintégration et leur assimilation. L'accumulation capitaliste ne peut donc pas plus exister sans les structures non capitalistes que celles-ci coexister avec l'accumulation. L'accumulation du capital a pour condition vitale la dissolution progressive et continue des formations précapitalistes.

L'hypothèse de base du schéma marxien de l'accumulation ne correspond donc qu'à la tendance historique objective du mouvement de l'accumulation et à son terme théorique. L'accumulation tend à substituer à l'économie naturelle l'économie marchande simple, et l'économie capitaliste à l'économie marchande simple ; elle tend enfin à établir la domination absolue et générale de la production capitaliste dans tous les pays et dans toutes les branches de l'économie. Mais le capital s'engage ici dans une impasse. Le résultat final une fois acquis - en théorie du moins - l'accumulation devient impossible, la réalisation et la capitalisation de la plus-value deviennent des problèmes insolubles. Au moment où le schéma marxien de la reproduction élargie correspond à la réalité, il marque l'arrêt, les limites historiques du processus de l'accumulation, donc la fin de la production capitaliste. L'impossibilité de l'accumulation signifie du point de vue capitaliste l'impossibilité du développement ultérieur des forces de production, et donc la nécessité historique objective de l'effondrement du capitalisme. D'où le comportement contradictoire du capitalisme dans la phase ultime de sa carrière historique : l'impérialisme.

Le schéma marxien de la reproduction élargie ne correspond donc pas aux conditions de l'accumulation tant que celle-ci se poursuit: l'accumulation ne se laisse pas enfermer dans le cadre rigide des échanges réciproques et de l'interdépendance entre les deux grandes sections de la production sociale (section des moyens de production

et section des moyens de consommation), ainsi que l'indique le schéma. L'accumulation n'est pas seulement un rapport interne entre les branches de l'économie capitaliste, mais elle est surtout un rapport entre le capital et le milieu non capitaliste, où chacune des deux grandes sections de la production peut effectuer l'accumulation partiellement de manière autonome et indépendamment de l'autre section, où cependant les mouvements des deux sections s'entrecroisent et s'enchevêtrent continuellement. Les rapports compliqués qui résultent de ces mouvements, la différence de rythme et de direction dans le cours de l'accumulation des deux sections, leurs relations matérielles et leurs rapports de valeur avec les modes de production non capitalistes ne se laissent pas réduire à une expression schématique exacte. Le schéma marxien de l'accumulation n'est que l'expression théorique du moment précis où la domination capitaliste a atteint sa dernière limite ou va l'atteindre, et en ce sens il a le même caractère de fiction scientifique que le schéma de la reproduction simple qui formulait théoriquement le point de départ de la production capitaliste. L'analyse exacte de l'accumulation capitaliste et de ses lois se trouve quelque part entre ces deux fictions.

30

L'emprunt international

[Retour à la table des matières](#)

La phase impérialiste de l'accumulation - ou phase de la concurrence mondiale du capital - est celle de l'industrialisation et de l'émancipation capitaliste de l'arrière-pays aux dépens duquel le capital réalisait jusque-là sa plus-value. Les méthodes spécifiques de cette phase sont : les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer, les révolutions et les guerres. La période de 1900 à 1910 est particulièrement caractéristique pour l'action impérialiste du capital dans le monde, notamment en Asie et sur les confins européens de l'Asie : Russie, Turquie, Perse, Inde, Japon, Chine, ainsi qu'en Afrique du Nord. L'extension de la production marchande succédant à l'économie naturelle, l'extension de la production capitaliste succédant à l'économie marchande simple ont été marquées par des guerres, des crises sociales et par la destruction de formations sociales entières. De même, aujourd'hui l'émancipation capitaliste des pays économiquement dépendants du capital et des colonies s'accomplit au travers de guerres et de révolutions. Dans ce processus de l'émancipation capitaliste des pays économiquement dépendants du capital, la révolution est nécessaire pour briser les formes d'État périmées datant des époques de l'économie naturelle et de la production marchande simple et pour créer un appareil d'État moderne conforme aux exigences de la production capitaliste. C'est dans cette catégorie qu'il faut classer les révolutions russe, turque et chinoise. Ces révolutions, notamment la révolution russe et la révolution chinoise, ne servent pas immédiatement les buts politiques de la domination capitaliste, elles font apparaître à côté des antagonismes anciens précapitalistes des contradictions nouvelles menaçant déjà la domination capitaliste ; c'est ce qui conditionne leur profondeur et leur élan puissant, mais entrave et retarde en même temps leur cours victorieux. La guerre est généralement le moyen par lequel un jeune État capitaliste secoue la tutelle de l'ancien État, le baptême du feu et la mise à l'épreuve de l'indépendance capitaliste d'un État moderne. C'est pourquoi la réforme militaire ainsi que la réforme des finances constituent partout le prélude à l'émancipation économique.

L'extension du réseau ferré reflète à peu près la marche en avant du capital. En Europe, l'accroissement du réseau ferroviaire fut le plus rapide autour des années 1840, en Amérique autour de 1850, autour de 1860 en Asie, autour de 1870 et 1880 en Australie, autour de 1890 en Afrique.

Le réseau de chemins de fer comprenait (en kilomètres) :					
	en Europe	en Amérique	en Asie	en Afrique	en Australie
1840	2 925	4754			
1810	23 504	15 064			
1860	61 862	53 935	1393	455	367
1870	104 914	93 139	8185	1 786	1 765
1880	168 983	174 666	16287	4 646	7847
1890	223 869	131 417	33 724	9 386	18 889
1900	283 878	402 171	60 301	20 114	24 014
1910	333 848	526 382	101 916	36 854	31 014

Le taux d'accroissement était donc le suivant :					
	Europe	Amérique	Asie	Afrique	Australie
1840-50	710 %	215 %			
1850-80	121 %	257 %			
1880-70	102%	73 %	486%	350 %	350%
1870-80	62%	88 %	99 %	156 %	333 %
1880-90	32%	89 %	107 %	104 %	142 %
1890-1900	27 %	21%	79 %	114 %	27 %

L'emprunt international lié à la construction des voies ferrées et à l'augmentation des armements accompagne toutes les phases de l'accumulation capitaliste : l'avènement de l'économie marchande, l'industrialisation de l'arrière-pays du capitalisme, et la transformation capitaliste de l'agriculture, ainsi que l'émancipation des jeunes États capitalistes. Les fonctions de l'emprunt international dans l'accumulation capitaliste sont très variées : il sert à transformer en capital l'argent de couches non capitalistes, argent qui est d'une part l'équivalent de marchandises (épargnes de la petite bourgeoisie moyenne) et d'autre part le fonds de consommation des classes parasites du capitalisme ; il sert à transformer le capital-argent en capital productif au moyen d'entreprises nationales comme la construction de voies ferrées et la fourniture d'armements ; il sert à transférer le capital accumulé des anciens pays capitalistes dans les nouveaux pays capitalistes. Au XVIe et au XVIIe siècle, des emprunts transfèrent du capital des villes italiennes en Angleterre, au XVIIIe siècle de Hollande en Angleterre, au XIXe d'Angleterre aux républiques américaines et en Australie, de France, d'Allemagne et de Belgique en Russie, actuellement d'Allemagne en Turquie, d'Angleterre, d'Allemagne et de France en Chine et, par l'intermédiaire de la Russie en Perse. Dans la période impérialiste, le capital joue le rôle le plus important comme moyen d'émancipation des jeunes pays capitalistes.

Les contradictions de la phase impérialiste se manifestent très nettement dans les contradictions du système des emprunts internationaux. Ces emprunts sont indispensables à l'émancipation des jeunes États capitalistes ascendants et en même temps ils constituent le moyen le plus sûr pour les vieux pays capitalistes de tenir les jeunes pays en tutelle, de contrôler leurs finances et d'exercer une pression sur leur politique étrangère, douanière et commerciale. Ils sont le moyen le plus efficace d'ouvrir de nouvelles sphères d'investissement au capital accumulé des vieux pays, mais aussi de créer à ceux-ci en même temps des concurrences nouvelles, d'élargir brusquement le champ d'action de l'accumulation capitaliste tout en le rétrécissant en même temps.

Ces contradictions du système international des emprunts démontrent combien les conditions de la réalisation et celles de la capitalisation de la plus-value diffèrent quant au temps et au lieu. La réalisation de la plus-value n'exige que l'extension générale de la production marchande ; la capitalisation de la plus-value en revanche exige le refoulement progressif de la production marchande simple par la production capitaliste, ce qui enserme dans des limites de plus en plus étroites aussi bien la réalisation de la plus-value que sa capitalisation. L'emploi du capital international pour l'extension du réseau de chemins de fer mondial reflète ces transformations. Entre 1830 et 1860, la construction de chemins de fer et les emprunts contractés à cette fin servaient surtout à refouler l'économie naturelle et à étendre l'économie marchande. C'est le cas des chemins de fer d'Amérique du Nord construits à l'aide du capital européen, et des chemins de fer russes construits autour de 1860 à l'aide d'emprunts. Par contre, la construction de chemins de fer en Asie et en Afrique depuis environ vingt ans sert presque exclusivement les buts de la politique impérialiste, c'est-à-dire la monopolisation économique et la domination politique de l'arrière-pays du capitalisme. C'est le cas de la construction des chemins de fer d'Extrême-Orient et de Russie d'Asie. On sait que l'occupation militaire de la Mandchourie par la Russie avait été préparée par l'envoi de troupes destinées à protéger les ingénieurs russes qui travaillaient à la construction du chemin de fer de Mandchourie. Les concessions de chemins de fer accordées à la Russie en Perse ont la même fonction, ainsi que les entreprises allemandes en Asie Mineure et en Mésopotamie, et les entreprises anglaises et allemandes en Afrique.

Il nous faut ici dissiper un malentendu au sujet des placements de capitaux dans les pays étrangers et de la demande de capitaux de ces pays. L'exportation de capitaux anglais en Amérique était de la plus haute importance dès les alentours de 1820, c'est elle qui fut la cause principale de la première véritable crise industrielle et commerciale en 1825. Depuis 1824, la Bourse de Londres était submergée de titres émis par les pays de l'Amérique du Sud. En 1824-1825 les nouveaux États d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale contractèrent à Londres des emprunts se chiffrant à plus de 20 millions de livres sterling. En outre, le marché anglais fut inondé d'énormes masses d'actions industrielles sud-américaines. Le brusque essor industriel et l'ouverture des marchés américains ont entraîné une exportation énorme de marchandises anglaises dans les pays sud-américains et d'Amérique centrale. L'exportation de marchandises britanniques dans ces pays est passée de 2 900 000 livres en 1821 à 6 400 000 livres en 1825.

Les cotonnades constituaient l'objet le plus important de cette exportation. Sous l'impulsion d'une forte demande, la production anglaise de coton s'agrandit rapidement. Beaucoup de nouvelles usines furent créées. Le coton brut travaillé en Angleterre passa de 129 millions de livres sterling en 1821 à 167 millions de livres sterling en 1825.

Ainsi tous les éléments de la crise étaient donnés. Tougan-Baranowsky demande : « Où les pays d'Amérique du Sud ont-ils pris les moyens d'acheter en 1825 deux fois plus de marchandises qu'en 1821 ? Ce sont les Anglais eux-mêmes qui leur ont fourni ces moyens. Les emprunts contractés à la Bourse de Londres ont servi à payer les marchandises importées. Les fabricants anglais s'illusionnèrent sur la demande qu'ils avaient créée eux-mêmes et durent se convaincre combien leurs espoirs étaient exagérés »¹.

Tougan considérait donc le fait que la demande sud-américaine de produit anglais avait été suscitée par le capital anglais comme une « illusion », comme un rapport économique anormal. Il reprend ici la doctrine d'un théoricien avec qui il prétendait ne rien avoir de commun. Vidée que la crise anglaise de 1825 peut s'expliquer par le développement « étrange » du rapport entre le capital anglais et la demande sud-américaine est contemporaine de cette crise : Sismondi en personne avait posé la même question que Tougan-Baranowsky, et décrivait la situation avec une grande précision dans ses *Nouveaux principes d'économie politique* :

« L'ouverture de l'immense marché qu'offrait aux producteurs industriels l'Amérique espagnole, m'avait paru l'événement qui pouvait le plus soulager les manufactures anglaises. Le gouvernement britannique en jugea de même; et dans les sept ans qui se sont écoulés depuis la crise commerciale de 1818, une activité inouïe s'est exercée pour faire pénétrer le commerce anglais jusque dans les parties les plus reculées du Mexique, de Colombie, du Brésil, de Rio de la Plata, du Chili et du Pérou. Avant que le ministère se fût déterminé à reconnaître ces nouveaux États, il eut soin d'y protéger le commerce anglais par des stations fréquentes de vaisseaux de ligne, dont les commandants remplissaient des fonctions plus diplomatiques que militaires. Il a ensuite bravé les clameurs de la Sainte Alliance et reconnu les nouvelles républiques, au moment où toute l'Europe, ait contraire, conjurait leur ruine. Mais quelque immense que fût le débouché qu'offrait l'Amérique libre, il n'attrait point encore suffi pour absorber toutes les marchandises que l'Angleterre avait produites par-delà les besoins de la consommation, si les emprunts des nouvelles républiques n'avaient tout à coup augmenté démesurément leurs moyens d'acheter des marchandises anglaises. Chaque État de l'Amérique emprunta aux Anglais une somme suffisante pour mettre en action son gouvernement: et, quoique ce fut un capital, il la dépensa entièrement dans l'année comme un revenu, c'est-à-dire qu'il l'employa tout entière à acheter des marchandises anglaises pour le compte du public, où à payer celles qui avaient été expédiées pour le compte des particuliers. De nombreuses compagnies furent en même temps formées, avec d'immenses capitaux, pour exploiter toutes les mines d'Amérique, niais tout l'argent qu'elles ont dépensé est de même revenu en Angleterre pour payer ou les machines dont elles ont directement fait usage, ou les marchandises expédiées aux lieux où elles devaient travailler. Tant qu'a duré ce singulier commerce, où les Anglais demandaient seulement aux Américains de vouloir bien acheter, avec des capitaux anglais, des marchandises anglaises, et de les consommer pour l'amour d'eux, la prospérité des manufactures anglaises a paru brillante. Non plus le revenu, mais le capital anglais a été employé à activer la consommation ; les Anglais achetant et payant eux-mêmes leurs propres

¹ Tougan-Baranowsky, *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen*, p. 74.

*marchandises qu'ils envoyaient en Amérique, ne se sont épargné que le plaisir d'en jouir eux-mêmes*¹. »

Sismondi en tire pour sa part la conclusion personnelle que seul le revenu, c'est-à-dire la consommation personnelle, constitue la limite réelle du marché capitaliste, et il profite de cet exemple pour mettre en garde une fois de plus contre les dangers de l'accumulation.

En réalité les événements qui avaient précédé la crise de 1825 sont restés jusqu'à nos jours typiques pour la période de croissance et d'expansion du capital, et les rapports « étranges » constituent l'une des bases de l'accumulation capitaliste. Notamment dans l'histoire du capital anglais, ces rapports se répètent régulièrement avant chaque crise, comme Tougan-Baranowsky le prouve lui-même par les chiffres et les faits suivants : la crise de 1836 avait pour cause immédiate la saturation des marchés américains par les marchandises anglaises. C'est encore l'argent anglais qui avait payé ces marchandises. En 1834, aux Etats-Unis, l'importation de marchandises dépassa les exportations de 6 millions de dollars, en même temps l'importation de métaux précieux dépassait l'exportation de presque 16 millions de dollars ; en 1836, l'année de la crise, l'excédent des marchandises importées se monta à 52 millions de dollars, et cependant l'excédent de métaux précieux importés s'élevait encore à 9 millions de dollars. Cet afflux d'argent et de marchandises provenait surtout d'Angleterre, où les actions de chemins de fer des Etats-Unis étaient achetées en masse. En 1835 et 1836, 61 nouvelles banques furent fondées aux Etats-Unis avec un capital de 52 millions de dollars - principalement d'origine anglaise. Ainsi, cette fois encore, les Anglais payaient eux-mêmes leur exportation. De la même manière, à la fin des années 1850, on trouve encore le capital anglais derrière l'essor industriel sans précédent du Nord des Etats-Unis, qui finalement conduisit à la guerre civile. Ce capital créa à nouveau aux Etats-Unis des débouchés élargis pour l'industrie anglaise.

Ce n'est pas uniquement le capital anglais, mais le capital européen tout entier qui prit part, dans la mesure de ses possibilités, à ce « commerce étrange » ; Schöffle écrit qu'en cinq ans, entre 1849 et 1854, il y eut dans les Bourses d'Europe au moins un million de florins investis dans des valeurs américaines. L'essor industriel général provoqué par ces investissements aboutit au krach mondial de 1857. Autour de 1860, le capital anglais s'empessa de créer en Asie une situation analogue à celle des Etats-Unis. Le capital afflua en Asie Mineure et en Inde, finançant la construction de grandes lignes ferroviaires - en 1860 le réseau de chemins de fer des Indes britanniques comprenait 1 350 km, en 1870, 7 685 km, en 1880, 14 977 km, en 1890 27 000 km - en conséquence la demande de marchandises anglaises augmenta. Mais en même temps, le capital anglais, à peine la guerre de Sécession était-elle terminée, se tourna à nouveau vers les Etats-Unis, finançant la plus grande partie des énormes constructions de chemins de fer de l'Union entre 1860 et 1870 : en 1850, le réseau ferroviaire comprenait 14 151 km, en 1860 49 292 km, en 1870 85 139 km, en 1880 150 717 km, en 1890 268 409 km. Les matériaux nécessaires aux constructions ferroviaires étaient également fournis par l'Angleterre ; c'est là l'une des causes principales de l'expansion soudaine de l'industrie anglaise du charbon et de l'acier, et

¹ J. C. L. Simonde de Sismondi, Nouveaux principes d'économie politique ou : de la richesse dans ses rapports avec la population, Genève-Paris, Jeheber, 1951-1953, 3e édition, vol. 1, 24, chap. 4, pp. 277-279. « Comment la richesse commerciale suit l'accroissement du revenu. »

c'est pourquoi ces branches de production furent tellement affectées par les crises américaines de 1866, de 1873 et de 1874. Ce que Sismondi regardait comme une folie évidente s'est réalisé dans cet exemple : les Anglais construisaient aux États-Unis des chemins de fer avec leur propre fer et leurs propres matériaux, les payant avec leur propre capital et s'abstenant de « jouir » de ces chemins de fer. Malgré toutes les crises périodiques, le capital européen tirait un tel profit de cette folie que, vers 1875, la Bourse de Londres fut saisie d'une fièvre de prêts à l'étranger.

Entre 1870 et 1875, les emprunts furent contractés à Londres pour une valeur de 260 millions de livres sterling - ce qui entraîna immédiatement une croissance rapide des exportations de marchandises anglaises dans les pays d'outre-mer. Bien que ces pays fissent périodiquement faillite, le capital continua à y affluer en masse. A la fin des années 1870, certains pays avaient partiellement ou complètement suspendu le paiement des intérêts : la Turquie, l'Égypte, la Grèce, la Bolivie, Costa-Rica, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, Saint-Domingue, le Pérou, l'Uruguay, le Venezuela. Cependant, dès la fin des années 1880, la fièvre de prêts aux États d'outremer reprenait : des États d'Amérique du Sud, des colonies d'Afrique du Sud, absorbent d'énormes quantités de capital européen. Ainsi les emprunts de la République argentine s'élevaient en 1874 à 10 millions de livres sterling, en 1890 à 59,1 millions de livres sterling. Là aussi l'Angleterre construisait des chemins de fer avec son propre fer et son propre charbon et les payait de son propre capital. Le réseau de chemins de fer argentin comprenait en 1883 3 123 km, en 1896 13 691 km.

En même temps les exportations anglaises augmentaient. En voici les chiffres (en livres sterling) :

	Fer	Machines	Charbon
1886	21,8 millions	10,1 millions	9,8
1890	31,6 millions	16,4	19

En Argentine en particulier l'importation globale de produits anglais passa de 4,7 millions de livres en 1885 à 10,7 millions de livres quatre ans plus tard.

En même temps le capital anglais affluait en Australie sous forme de prêts d'État. Dans les trois colonies de Victoria, de la Nouvelle Galles du Sud et de Tasmanie, les emprunts s'élevaient à la fin des années 1880 à 112 millions de livres, dont 81 millions furent investis dans la construction ferroviaire. Les chemins de fer d'Australie comprenaient en 1881 4 900 milles, en 1895 15 600 milles. Ici aussi l'Angleterre fournissait à la fois le capital et les matériaux de construction. C'est pourquoi elle fut également touchée par les crises de 1890 en Argentine, au Transvaal, au Mexique, en Uruguay et par celle de 1893 en Australie.

Depuis vingt ans, il s'est produit un seul phénomène nouveau les capitaux allemands, français et belges participèrent à côté du capital anglais aux investissements à l'étranger, et notamment aux prêts. Entre les années 1850 et la fin des années 1880, la construction ferroviaire en Asie Mineure fut financée par le capital anglais. Ensuite le capital allemand envahit l'Asie Mineure et entreprit d'exécuter l'énorme projet de construction du chemin de fer d'Anatolie et de Bagdad. Les investissements des capitaux allemands en Turquie entraînent un accroissement des exportations allemandes dans ce pays. Celles-ci s'élevaient en 1896 à 28 millions de marks, en 1911 à 113 millions de marks ; en 1901, pour la seule Turquie d'Asie, elles comprenaient 12 mil-

lions et en 1911 37 millions de marks. Ici aussi les marchandises allemandes importées sont payées en grande partie par le capital allemand et les Allemands s'abstiennent seulement - selon le mot de Sismondi - du plaisir de consommer leurs propres produits.

Examinons les choses de plus près. La plus-value réalisée qui, faute de pouvoir être capitalisée, ne trouve pas d'emploi en Angleterre ou en Allemagne, est investie dans les chemins de fer, les canaux ou les mines en Argentine, en Australie, en Afrique ou en Mésopotamie, etc. Les machines, le matériel, etc., sont fournis par le pays d'origine du capital et payés par ce même capital. Mais c'est exactement ce qui se passe dans le pays même de production capitaliste : avant de pouvoir fonctionner, le capital doit acheter lui-même ses éléments productifs et s'incarner en eux. Sans doute ici les produits sont-ils consommés dans le pays même, tandis que dans le premier cas ils le sont à l'étranger. Cependant le but de la production capitaliste n'est pas la consommation de ses produits, mais la plus-value, l'accumulation. Le capital sans emploi n'avait pas la possibilité d'accumuler dans son pays d'origine faute de demande de produits additionnels. Mais à l'étranger, où la production capitaliste n'est pas encore développée, une demande additionnelle a surgi de gré ou de force dans des milieux non capitalistes. C'est précisément le *transfert* de la « jouissance » des produits qui est décisif, car la consommation des deux classes de la société capitaliste : capitalistes et ouvriers, n'entre pas en ligne de compte pour le capital. Les nouveaux consommateurs doivent naturellement payer la « jouissance » des produits, réaliser la plus-value, ce qui implique des moyens de paiement. Ceux-ci leur sont fournis en partie par les échanges de marchandises qui surgissent avec la pénétration du capital. La construction de chemins de fer, l'exploitation des mines (mines d'or, etc.) entraînent immédiatement un commerce actif, qui réalise peu à peu le capital investi dans les chemins de fer et les mines ainsi que la plus-value produite par le capital. Le capital exporté peut chercher à opérer par lui-même comme société anonyme, ou bien il peut participer, par l'intermédiaire de l'État débiteur (emprunts), à la nouvelle activité industrielle ou aux moyens de transports du pays ; les créanciers peuvent parfois perdre partiellement ou totalement le capital ainsi placé, car les sociétés anonymes font assez souvent faillite lorsqu'elles sont basées sur des évaluations inexacts ou sous de fausses spéculations, ou encore l'État débiteur peut être lui-même acculé à la banqueroute. Mais tout cela ne change rien à l'opération comme telle.

Le capital individuel peut aussi souvent être englouti par les crises dans son pays d'origine. L'essentiel, c'est que le capital accumulé du vieux pays capitaliste trouve dans le pays jeune une nouvelle possibilité de produire et de réaliser la plus-value, c'est-à-dire de continuer l'accumulation. Les nouveaux pays possèdent d'immenses domaines dominés par l'économie naturelle, à laquelle se substitue l'économie marchande, ou, s'il y règne une économie marchande simple, celle-ci est refoulée par le capital. La construction de chemins de fer et l'exploitation de mines (notamment de mines d'or) sont des exemples typiques d'investissement de capital des vieux pays capitalistes dans de jeunes pays ; ces investissements ont la propriété de provoquer brusquement, dans des conditions d'économie naturelle, un commerce actif de marchandises ; dans l'histoire économique, ils sont tous deux les signes de la dissolution rapide des anciennes formations économiques, ils marquent l'avènement de crises sociales, le développement d'une économie moderne, en particulier de l'économie marchande, puis de la production capitaliste.

Le rôle des emprunts internationaux et des placements de capitaux dans des actions de mines ou de chemins de fer étrangers est aussi la meilleure illustration critique du schéma de la reproduction élargie de Karl Marx. Dans ces deux cas, la reproduction élargie est la capitalisation de la plus-value déjà réalisée précédemment (à moins que les emprunts ne soient alimentés par les épargnes de couches petites-bourgeoises ou semi-prolétariennes). La forme, le moment et les circonstances de la réalisation préalable du capital exporté par les vieux pays, tout cela n'a rien à voir avec son nouveau champ d'accumulation. Le capital anglais investi dans les chemins de fer d'Argentine était peut-être auparavant de l'opium indien réalisé en Chine. En outre le capital anglais qui construit des chemins de fer en Argentine est d'origine anglaise, non seulement sous sa forme de valeur, comme capital-argent, mais encore sous sa forme matérielle : le fer, le charbon, les machines, etc., sont fournis par l'Angleterre ; cela signifie que la plus-value se présente dès l'origine en Angleterre sous une forme matérielle propice à l'accumulation. La force de travail, forme matérielle du capital variable, est le plus souvent d'origine étrangère : elle est constituée par la main-d'œuvre indigène que le capital des vieux pays s'assujettit comme nouvel instrument d'exploitation.

Mais nous pouvons envisager par hypothèse le cas où la main-d'œuvre elle-même est immigrée du pays d'origine du capital. Il est de fait, par exemple, que des mines d'or nouvellement découvertes attirent, surtout dans les premiers temps, une immigration massive des vieux pays capitalistes, et qu'elles sont souvent exploitées par la main-d'œuvre de ces pays. Nous pouvons imaginer le cas où dans un pays nouveau, le capital-argent, les moyens de production et les forces de travail proviennent d'un vieux pays capitaliste, par exemple l'Angleterre. Pourtant l'accumulation n'a pu s'effectuer en Angleterre, bien que toutes les conditions matérielles de l'accumulation y fussent données : la plus-value réalisée sous forme de capital-argent, le surproduit sous sa forme productive et des réserves de main-d'œuvre. L'Angleterre ni les clients pour lesquels elle produisait jusqu'alors n'avaient pas besoin de chemins de fer ni d'une extension de l'industrie. Seule l'ouverture de vastes territoires non capitalistes, en agrandissant le cercle des consommateurs, a pu permettre au capital de poursuivre la reproduction élargie, c'est-à-dire l'accumulation.

Cependant, qui sont ces nouveaux consommateurs ? Qui paie en dernier ressort l'emprunt international, qui réalise la plus-value des entreprises capitalistes fondées avec ces emprunts ? L'histoire de l'Égypte et de la Turquie fournit une réponse classique à cette question. L'histoire de l'Égypte dans la seconde moitié du XIXe siècle est caractérisée par trois faits saillants : la création d'entreprises capitalistes modernes de grande envergure, l'accroissement inouï de la dette publique et l'effondrement de l'économie paysanne. En Égypte, le servage s'est maintenu jusqu'à l'époque moderne, et le Wali, puis le Khédive ont poursuivi dans le domaine de la propriété foncière leur politique personnelle par des méthodes de force. Mais, précisément cette situation primitive offrait un terrain extrêmement favorable pour les opérations du capital européen. D'un point de vue économique, il suffisait de créer les conditions nécessaires à une économie fondée sur le capital. Pour ce faire, on fit jouer directement l'autorité de l'État, et Méhemet Ali, le créateur de l'Égypte moderne, employa jusqu'aux années 1830 une méthode d'une simplicité patriarcale : chaque année, il « achetait » aux fellahs, au nom de l'État, leur récolte entière, pour leur revendre au prix fort le minimum nécessaire à leur subsistance et à l'ensemencement des terres. Par ailleurs, il faisait venir du coton des Indes, de la canne à sucre d'Amérique, de l'indigo et du poivre et prescrivait aux fellahs, au nom de l'État, la quantité qu'ils

devaient planter, le coton et l'indigo étant déclarés monopoles d'État, ne pouvant donc être vendus qu'à l'État, et rachetés également par l'État. C'est par de telles méthodes que le commerce fut introduit en Égypte. Sans doute Méhemet Ali contribua-t-il grandement à l'augmentation de la productivité du travail : il fit remettre en état les anciennes canalisations, creuser des puits et surtout il entreprit la construction du grand barrage de Kalioub sur le Nil, le premier de la série des grandes entreprises capitalistes en Égypte. Celles-ci comprirent par la suite quatre grands secteurs : il y eut en premier lieu les travaux de canalisation, parmi lesquels le barrage de Kalioub, qui fut construit entre 1845 et 1853, et coûta 50 millions de marks, sans compter le travail gratuit des paysans - mais se révéla d'abord inutilisable ; ensuite des voies de circulation, dont la plus importante, le canal de Suez, devait avoir des conséquences fatales pour l'histoire de l'Égypte ; puis l'introduction de la culture du coton et de la canne à sucre. Avec la construction du canal de Suez, l'Égypte s'était déjà mise sous la dépendance du capital européen, bientôt elle lui fut livrée pieds et poings liés. Le capital français fut le premier, suivi par le capital anglais ; la concurrence des deux pays se poursuivit pendant les vingt années suivantes à travers tous les désordres et les troubles intérieurs de l'Égypte. Les opérations du capital français, qui finança la construction du barrage inutilisable sur le Nil ainsi que le percement du canal de Suez, offraient peut-être l'exemple le plus curieux de l'accumulation du capital européen aux dépens de la situation primitive de l'Égypte. Pour prix des bienfaits de ce canal, qui devait détourner d'Égypte tout le commerce d'Europe et d'Asie et diminuer sensiblement la participation égyptienne à ce commerce, le pays s'engageait tout d'abord à fournir pendant des années le travail gratuit de 20 000 serfs, et ensuite à acheter pour 70 millions de marks d'actions, soit 40 % du capital total de la Compagnie de Suez. Ces 70 millions constituèrent le noyau de l'énorme dette égyptienne qui, vingt ans plus tard, entraîna l'occupation militaire du pays par l'Angleterre. On introduisit un bouleversement soudain dans les méthodes d'irrigation: on remplaça par des pompes à vapeur les antiques « sakias », c'est-à-dire les norias actionnées par des bœufs ; dans le seul delta, 50 000 de ces norias fonctionnaient pendant sept mois de l'année. A présent, des bateaux à vapeur modernes assuraient la circulation sur le Nil entre Le Caire et Assouan. Le changement le plus profond dans la situation économique de l'Égypte fut produit par la culture du coton. A la suite de la guerre de Sécession américaine et de la disette anglaise de coton, qui avaient fait monter le prix du kilo de 60 ou 80 pfennigs à 4 ou 5 marks, l'Égypte s'empessa à son tour de cultiver le coton. Tout le monde en plantait, mais surtout la famille du vice-roi. Le vice-roi sut agrandir rapidement ses propriétés, soit par le pillage pratiqué sur une grande échelle, soit par la confiscation, par l'« achat », forcé ou par le vol pur et simple. D'innombrables villages devinrent brusquement propriété du vice-roi sans que personne sût expliquer le fondement légal de tels actes. En un temps incroyablement court, cet ensemble immense de domaines devait être transformé en plantations de coton, ce qui bouleversa entièrement toute la technique de l'agriculture égyptienne traditionnelle. On construisit des digues pour protéger les champs de coton des crues périodiques du Nil, en même temps on introduisait un système d'irrigation artificielle abondante et régulière. Ces travaux, ainsi que le labourage continu en profondeur, inconnu des fellahs qui ne faisaient qu'égratigner le sol avec une charme datant du temps des Pharaons, enfin le travail intensif au moment de la récolte - tout cela posait des exigences énormes à la main-d'œuvre égyptienne. Celle-ci était encore constituée par les paysans astreints à la corvée, et l'État s'arrogeait le droit d'en disposer sans réserve. Les fellahs étaient déjà employés de force par milliers à la construction du barrage de Kalioub et du canal de Suez ; à présent ils étaient occupés à la construction de digues et de canaux, et à des travaux de culture dans les propriétés du vice-roi. Le Khédive avait maintenant besoin pour lui-même des 20 000 serfs qu'il

avait mis à la disposition de la Compagnie de Suez, d'où le premier conflit avec le capital français. Une sentence d'arbitrage de Napoléon III attribua à la Compagnie de Suez un dédommagement de 67 millions de marks ; le Khédive accepta cette sentence d'autant plus volontiers qu'il pouvait extorquer la somme à ces mêmes fellahs qui étaient l'objet du conflit. On entreprit donc les travaux de canalisation. On commanda en Angleterre et en France un grand nombre de machines à vapeur, de pompes centrifuges et de locomotives. Par centaines, ces machines étaient expédiées d'Angleterre à Alexandrie, ensuite elles étaient transportées par bateau sur les canaux et le Nil, puis à dos de chameau dans l'intérieur du pays. Pour travailler le sol, on avait besoin de charrues à vapeur d'autant plus qu'en 1864 une épidémie avait décimé le cheptel. Ces machines provenaient aussi la plupart du temps d'Angleterre. La maison Fowler fut agrandie aux frais de l'Égypte spécialement pour les besoins du vice-roi ¹.

l'Égypte eut brusquement besoin d'une troisième sorte de machines : des appareils à égrener et des presses à emballer le coton. Par douzaines, les installations furent dressées dans les villes du delta. Sagasig, Tanta, Samanud et d'autres villes encore se mirent à fumer comme les villes industrielles anglaises. De grandes fortunes circulaient dans les banques d'Alexandrie et du Caire. Dès l'année suivante il y eut un effondrement des cours du coton : après la paix de l'Union américaine, le prix du coton tomba en quelques jours de 27 pence la livre à 15, 12, puis finalement à 6 pence la livre. L'année suivante Ismaïl Pacha se lança dans une nouvelle spéculation : la production de la canne à sucre. Le travail forcé des fellahs devait faire concurrence aux États du Sud de l'Union où l'esclavage avait été aboli. Pour la seconde fois, il y eut une révolution dans l'agriculture égyptienne. Les capitalistes français et anglais trouvèrent un nouveau champ d'accumulation rapide. En 1868 et 1869, l'Égypte com-

¹ « Il y eut, rapporte l'ingénieur Eyth, représentant de la maison Fowler, un échange fiévreux de télégrammes entre Le Caire, Londres et Leeds. Quand sera-t-il possible à Fowler de livrer 150 charrues à vapeur ? - Réponse : dans un an. Tous les efforts seront faits en ce sens. - Cela ne suffit pas. 150 charrues à vapeur doivent parvenir à Alexandrie avant le printemps. - Réponse : impossible. La maison Fowler, dans ses dimensions d'alors, pouvait en effet à peine fabriquer trois charrues à vapeur par semaine. Il faut songer du reste qu'une telle machine coûtait 50 000 marks, qu'il s'agissait donc d'une commande de 7,5 millions de marks.

Télégramme suivant d'Ismaïl Pacha : *Que coûterait l'agrandissement immédiat de la fabrique ? Le vice-roi est prêt à fournir l'argent nécessaire. - Vous pouvez penser qu'à Leeds, on battait le fer tant qu'il était chaud. Mais d'autres usines anglaises et françaises reçurent des commandes de charrues à vapeur. L'arsenal d'Alexandrie, qui était le débarcadère des propriétés du vice-roi était envahi à hauteur de maison de roues, de cuves, de tambours, de câbles, de caisses et de bottes de toute sorte, et les hôtels de deuxième ordre du Caire se remplissaient de techniciens frais émoulus que l'on avait recrutés en toute hâte parmi des mécaniciens, des forgerons, de jeunes paysans et des jeunes gens pleins de promesses mais sans formation professionnelle précise, car chacune de ces charrues à vapeur devait être montée par au moins un pionnier spécialisé de la civilisation. Hommes et matériel étaient expédiés en masse par les effendis vers l'intérieur du pays, simplement pour gagner de la place, afin qu'au moins le bateau suivant puisse décharger sa marchandise. Il faut imaginer comment tout cela arrive au lieu de destination prévu, ou plutôt partout ailleurs qu'au lieu de destination. Il y avait d'un côté 10 cuves au bord du Nil, et 10 lieues plus loin les machines dont elles faisaient partie ; d'un côté, un énorme tas de câbles, et à 20 heures de marche de là vers le Nord, les bobines d'enroulage des câbles. Ici un monteur anglais était assis, affamé et désespéré, sur une montagne de caisses françaises, ailleurs un autre ouvrier vidait bouteille sur bouteille d'alcool de son pays. Les effendis et les katibs couraient - invoquant l'aide d'Allah - entre Stut et Alexandrie, et dressaient des listes infinies de choses dont ils n'allaient pas la moindre idée. Et pourtant, en fin de compte, une partie de ces appareils se mit à fonctionner. La charrue à vapeur fumait dans la Haute Égypte. La civilisation et le progrès avaient fait fin pas en avant. » (Lebendige Kräfte, Sieben Vorträge aus dem Gebiete der Technik, Berlin, 1908, p. 219.)*

manda dix-huit énormes fabriques de sucre, capables de produire chacune 200 000 kilos de sucre par jour, quatre fois plus que les installations connues jusqu'alors. Six d'entre elles furent commandées en Angleterre, douze en France. Cependant, à cause de la guerre franco-allemande, on repassa la plus grande partie de la commande à l'Angleterre. On devait construire ces fabriques à des intervalles de 10 kilomètres le long du Nil, elles devaient chacune être le centre d'un district de canne à sucre d'une superficie de 10 km². Pour fonctionner à plein, chaque fabrique avait besoin d'une livraison quotidienne de 2 000 tonnes de canne à sucre. Tandis qu'il y avait là 100 vieilles charrues à vapeur cassées, datant de l'époque du coton, on en commanda 100 nouvelles pour la culture de la canne à sucre. Les fellahs furent amenés par milliers dans les plantations, tandis que des milliers d'autres étaient employés de force à la construction du canal d'Ibrahīniya. Le bâton et le fouet ne chômaient pas. Bientôt il y eut un problème de transport : il fallut bientôt construire autour de chaque fabrique pour y amener les masses de canne à sucre, un réseau de chemins de fer, des rails mobiles, des lignes de câbles volants, des locomotives pour routes. Ces commandes énormes furent passées au capital anglais. En 1872, on ouvrit la première fabrique géante. Provisoirement, 4 000 chameaux pourvoient au transport de la canne à sucre. Mais on vit bientôt qu'il était impossible de livrer la quantité de canne nécessaire au fonctionnement de l'entreprise. Le personnel était tout à fait incompetent, le fellah, habitué au travail forcé, ne pouvait pas être transformé à coups de fouet en ouvrier moderne. L'entreprise s'effondra, avant que beaucoup de machines commandées ne fussent même installées. Avec la spéculation sur le sucre se termine en 1873 l'ère des grandes entreprises capitalistes en Égypte.

Qui fournit le capital pour ces entreprises ? Les emprunts internationaux. En 1863, un an avant sa mort, Saïd Pacha contracte le premier emprunt d'une valeur nominale de 68 millions de marks, mais qui, déduction faite des commissions, de l'es-compte, etc., se montait à 50 millions de marks nets. Il légua cette dette à Ismaïl, ainsi que le traité de Suez qui imposait à l'Égypte une contribution de 340 millions de marks. En 1864, Ismaïl contracta un premier emprunt d'une valeur nominale de 114 millions à 7 %, et d'une valeur réelle de 97 millions à 8,25 %. Cet emprunt fut dépensé en un an, 67 millions servirent à dédommager la Compagnie de Suez, et le reste fut englouti dans l'épisode du coton. En 1865, la Banque anglo-égyptienne accorda le premier « prêt de Daira », comme on l'appelle. Les propriétés privées du Khédive servaient de caution à ce prêt, qui était d'une valeur nominale de 68 millions à 9 % et d'une valeur réelle de 50 millions à 12 %. En 1866, Frühling et Göschen accordèrent un nouveau prêt d'une valeur nominale de 60 millions et d'une valeur réelle de 52 millions ; en 1867, la Banque Ottomane accorda un prêt d'une valeur nominale de 40 millions, d'une valeur réelle de 34 millions. La dette en suspens se montait alors à 600 millions. Pour en consolider une partie, on contracta auprès de la banque Oppenheim et Neffen un emprunt d'une valeur de 238 millions à 4 %, en réalité Ismaïl ne reçut que 162 millions à 13,5 %. Cette somme permit d'organiser la grande fête d'inauguration du canal de Suez, qui fut célébrée devant toutes les personnalités du monde de la finance, des cours et du demi-monde européen. Une prodigalité insensée fut déployée à cette occasion ; en outre, une nouvelle commission de 20 millions fut offerte au chef turc. le sultan. En 1870, un Prêt fut accordé par la maison Bischoffsheim et Goldschmidt pour une valeur nominale de 242 millions à 7 %, et pour une valeur réelle de 100 millions à 13 %. Puis, en 1872 et 1873, Oppenheim accorda deux prêts, l'un, modeste, de 80 millions à 14 %, et l'autre très important, d'une valeur nominale de 640 millions à 8 % ; ce dernier réussit à réduire de moitié la

dette en suspens, mais comme il fut utilisé à racheter les lettres de change qui étaient aux mains des banquiers européens, il ne rapporta en fait que 220 millions.

En 1874, on tenta encore un emprunt de 1 000 millions de marks en échange d'une rente annuelle de 9 % ; mais il ne rapporta que 68 millions. Les papiers égyptiens étaient de 54 % au dessous de leur valeur nominale. En treize ans, depuis la mort de Saïd Pacha, la dette publique était passée de 3 293 000 livres sterling à 94 110 000 livres sterling, c'est-à-dire environ 2 milliards de marks ¹. La faillite était à la porte.

Au premier regard ces opérations financières semblent le comble de l'absurdité. Un emprunt chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des emprunts nouveaux. on paie les énormes commandes industrielles faites au capital anglais et français avec l'argent emprunté au capital anglais et français.

Mais en réalité, bien que tout le monde en Europe soupirât et déplorât la gestion insensée d'Ismaïl, le capital européen réalisa en Égypte des bénéfices sans précédent - nouvelle version de la parabole biblique des vaches grasses, unique dans l'histoire mondiale du capital. Et surtout chaque emprunt était l'occasion d'une opération usuraire qui rapportait aux banquiers européens 115 et même 1/3 ou davantage de la somme prétendument prêtée. Ces bénéfices usuraires devaient cependant être payés d'une manière ou d'une autre. Où en puiser les moyens ? C'est l'Égypte qui devait les livrer, et la source en était - le fellah égyptien. C'est l'économie paysanne qui livrait en dernier ressort tous les éléments des grandioses entreprises capitalistes. Elle fournissait la terre, puisque les soi-disant propriétés du khédive, acquises aux dépens des villages grâce au pillage et au chantage, avaient pris des proportions immenses depuis quelque temps ; elles étaient la base des plans de canalisation, des plantations de coton et de sucre. L'économie paysanne fournissait également une main-d'œuvre gratuite, qui devait en outre pourvoir à ses propres frais d'entretien pendant tout le temps de son exploitation. Les miracles techniques créés par les ingénieurs européens et les machines européennes dans le secteur des canalisations, des transports, de l'agriculture et de l'industrie égyptiennes étaient réalisés grâce au travail forcé des paysans. Des masses énormes de paysans travaillaient au barrage de Kalioub et au canal de Suez, à la construction de chemins de fer et de digues, dans les plantations de coton et dans les sucreries ; ils étaient exploités sans bornes selon les besoins du moment et passaient d'un travail à l'autre. Bien que les limites techniques de l'utilisation du travail forcé Pour les buts du capital moderne fussent à chaque instant manifestes, cette insuffisance était compensée par la domination absolue exercée sur la main-d'œuvre : la quantité des forces de travail, la durée de l'exploitation, les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre dépendaient entièrement du bon vouloir du capital.

En outre l'économie paysanne ne fournissait pas seulement la terre et la main-d'œuvre, mais aussi l'argent, par l'intermédiaire du système fiscal. Sous l'influence de l'économie capitaliste, les impôts extorqués aux petits paysans devenaient de plus en plus lourds. L'impôt foncier augmentait sans cesse : à la fin des années 1860, il s'élevait à 55 marks par hectare, tandis que les grandes propriétés n'étaient imposées que

¹ Earl of Cromer, *Egypt today*, Londres, 1908, vol. I, p. 11.

de 18 marks par hectare, et que la famille royale ne payait aucun impôt sur ses immenses domaines. A cela s'ajoutaient encore des taxes spéciales, par exemple celles destinées à l'entretien des travaux de canalisation qui servaient presque uniquement aux propriétés du vice-roi ; elles se montaient à 2,50 marks par hectare. Le fellah devait payer, pour chaque dattier qu'il possédait, une taxe de 1,35 mark, pour la case où il habitait, 75 pfennigs. En outre il y avait un impôt personnel de 6,50 marks pour chaque individu masculin âgé de plus de dix ans. Sous le gouvernement de Méhemet Ali, les fellahs payaient au total 50 millions de marks d'impôts, sous celui de Saïd 100 millions de marks, sous celui d'Ismaïl 163 millions de marks.

Plus la dette envers le capital européen s'accroissait, plus il fallait extorquer d'argent à l'économie paysanne ¹. En 1869 tous les impôts furent augmentés de 10 % et perçus d'avance pour l'année 1870. En 1870, l'impôt foncier fut augmenté de 10 marks par hectare. Les villages de Haute Égypte commencèrent à se dépeupler, on démolissait les cases, on laissait le sol en friche pour éviter de payer des impôts. En 1876, l'impôt sur les dattiers fut augmenté de 50 pfennigs. Les hommes sortirent des villages pour abattre leurs dattiers, et on dut les en empêcher par des feux de salve. On raconte qu'en 1879 10 000 fellahs moururent de faim au nord de Siut faute de se procurer l'argent nécessaire pour payer la taxe sur l'irrigation de leurs champs et qu'ils avaient tué leur bétail pour éviter de payer l'impôt ².

On avait maintenant saigné à blanc le fellah. L'État égyptien avait rempli sa fonction de collecteur d'argent au service du capital européen, on n'avait plus besoin de lui. Le Khédive Ismaïl fut congédié. Le capital pouvait maintenant liquider les opérations.

En 1875 l'Angleterre avait racheté 172 000 actions du canal de Suez pour 80 millions de marks, pour lesquelles l'Égypte devait encore 360 000 livres égyptiennes d'intérêts. Des commissions anglaises chargées de la « remise en ordre » des finances égyptiennes entrèrent maintenant en action. Chose étrange, le capital européen n'était pas effrayé par l'état désespéré de ce pays en faillite, mais offrait sans cesse de nouveaux prêts considérables pour le « sauver ». Cowe et Stokes proposèrent un prêt de 1 520 millions de marks à 7 % pour convertir toutes les dettes, Rivers Wilson estimait nécessaire un prêt de 2 060 millions de marks. Le Crédit Foncier acheta des millions de lettres de change en suspens et essaya de consolider la dette totale par un prêt de 1 820 millions de marks, sans y réussir toutefois. Mais plus la situation financière paraissait désespérée et sans issue, plus s'avançait irrémédiablement le moment où le pays entier devait devenir la proie du capital européen, ainsi que toutes ses forces productives. En octobre 1878, les représentants des créanciers européens abordèrent à Alexandrie. Le capital français et le capital anglais procédèrent à un double contrôle des finances. Puis, au nom de ce double contrôle, on introduisit de nouveaux

¹ Du reste l'argent extorqué aux fellahs égyptiens parvint au capital européen par le détour de la Turquie. Les emprunts turcs de 1854, 1855, 1871, 1877 et 1886 se fondent sur le tribut égyptien augmenté plusieurs fois, et payé directement à la banque d'Angleterre.

² « *It is stated by residents in the Delta* », rapportait le *Times d'Alexandrie* le 31 mars 1879, « *that the third quarter of the year's taxation is now collected, and the old methods of collection applied. This sounds strangely by the side of the news that people are dying by the roadside, that great tracts of country are uncultivated, because of the fiscal burdens, and that the farmers have sold their cattle, the women their finery, and that the usurers are filling the mortgage offices with their bonds and the courts with their suits of foreclosure.* » (Cité par Th. Rothstein, *Egypt's Ruin*, 1910, pp. 69-70.)

impôts, les paysans furent battus et opprimés, de telle sorte que les paiements des intérêts partiellement suspendus en 1876 purent être repris en 1877 ¹.

C'est alors que les droits du capital européen devinrent le pivot de la vie économique et le seul point de vue régissant le système financier. En 1878, on constitua une nouvelle commission et un ministère à moitié européen. En 1879, les finances égyptiennes furent soumises à un contrôle permanent du capital européen, représenté par la Commission de la Dette Publique égyptienne au Caire. En 1878 les Tshifliks, c'est-à-dire les terres de la famille du vice-roi, d'une superficie de 451 000 acres, furent transformés en domaine de l'État et hypothéqués aux capitalistes européens en garantie de la dette d'État. Il en fut de même des terrains de Daira appartenant au Khédive, situés pour la plupart en Haute Égypte et comprenant 85 131 acres ; ils furent par la suite vendus à un consortium. Quant aux autres grandes propriétés privées, elles passèrent aux mains des sociétés capitalistes, notamment à la Compagnie de Suez. Les domaines ecclésiastiques des mosquées et des écoles furent réquisitionnés par l'Angleterre pour couvrir les frais de son occupation. On n'attendait plus qu'un prétexte pour le coup final : il fut fourni par la rébellion de l'armée égyptienne, affamée par le contrôle financier européen, tandis que les fonctionnaires européens touchaient des salaires énormes, et par une révolte, machinée de l'extérieur, de la population d'Alexandrie qui était saignée à blanc. En 1882, l'armée anglaise occupa l'Égypte pour ne plus en sortir. La soumission du pays était l'aboutissement des opérations grandioses du capital en Égypte depuis vingt ans, et la dernière étape de la liquidation de l'économie paysanne égyptienne par le capital européen ². On se rend compte ici que la transaction apparemment absurde entre le capital prêté par les banques européennes et le capital industriel européen se fondait sur un rapport très rationnel et très sain du point de vue de l'accumulation capitaliste, bien que les commandes égyptiennes fussent payées par le capital emprunté et que les intérêts d'un emprunt fussent couverts par le capital de l'autre emprunt. Si l'on fait abstraction de tous les échelons intermédiaires qui masquent la réalité, on peut ramener ce rapport au fait que l'économie égyptienne a été engloutie dans une très large mesure par le capital européen. D'immenses étendues de terres, des forces de travail considérables et une masse de produits transférés à l'État sous forme d'impôts, ont été finalement transformés en capital européen et accumulés. Il est évident que cette transaction qui fit s'accomplir en deux ou trois décennies une évolution historique qui eût duré des siècles dans des circonstances normales, ne fut rendue possible que par le fouet. C'est précisément l'état primitif de l'organisation sociale égyptienne qui offrait au capital européen cette base d'opérations incomparable pour son accumulation. A côté de l'accroissement incroyable du capital, le résultat économique en est la ruine de l'éco-

¹ « This produce », écrivait le correspondant du Times à Alexandrie, consists wholly of taxes paid by the peasants in kind, and when one thinks of the poverty stricken, over-driven, under-fed fellaheen in their miserable hovels, working late and early to fill the pockets of the creditors, the punctuai poliment of the coupon ceases to be wholly a subject of gratification. » (Cité par Th. Rothstein, op. cit., p. 49.)

² Eyth, parfait représentant de la civilisation capitaliste dans les pays primitifs, conclut son étude remarquable sur l'Égypte, qui nous a fourni les données principales, par une profession de foi impérialiste caractéristique : « La leçon du passé a aussi une importance capitale pour l'avenir : même si l'on ne peut éviter des conflits vers dans lesquels le Droit et l'Injustice sont difficiles à distinguer, et où la justice politique et historique signifie le malheur de millions de gens, tandis que leur salut serait lié à une Injustice politique, l'Europe doit poser une main ferme sur ces pays qui ne sont plus capables, par leurs propres moyens, d'être à la hauteur de la vie moderne ; dans le monde entier, l'autorité la plus ferme mettra fin aux désordres, et il en sera de même sur les bords du Nil » (op. cit., p. 247). Rothstein (op. cit.) nous renseigne suffisamment sur l'« ordre » créé par l'Angleterre « au bord du Nil ».

nomie paysanne en même temps que le développement des échanges commerciaux obtenu au prix d'une exploitation intensive des forces productives du pays. Sous le gouvernement d'Ismail, la surface des terres cultivées et endiguées passa de 2 à 2,7 millions d'hectares, le réseau de canalisations de 73 000 à 87 000 km, le réseau ferroviaire de 410 à 2 020 km. A Suez et à Alexandrie, on construisit des docks, et à Alexandrie de grandes installations portuaires. On mit en service une ligne de bateaux à vapeur pour les pèlerins de La Mecque sur la mer Rouge et le long des côtes syriennes et de l'Asie Mineure. Le chiffre des exportations égyptiennes passa de 89 millions de marks en 1861 à 288 millions en 1864. Les importations qui s'élevaient à 24 millions sous le gouvernement de Saïd Pacha, montèrent sous le gouvernement d'Ismail à 100 ou 110 millions de marks. Le commerce qui, après l'ouverture du canal de Suez, n'avait repris que dans les années 1880, comprenait en 1890 des importations pour une valeur de 163 millions de marks, et des exportations pour une valeur de 249 millions de marks; en 1911, les marchandises importées atteignaient une valeur de 355 millions de marks, les marchandises exportées une valeur de 593 millions de marks. Sans doute l'Égypte elle-même est-elle devenue, dans ce développement brutal de l'économie marchande, la proie du Capital européen. En Égypte comme en Chine ou plus récemment au Maroc, on découvre comme agent d'exécution de l'accumulation le militarisme caché derrière les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer, les travaux de canalisation et autres ouvrages de civilisation. Pendant que les pays orientaux évoluent avec une hâte fiévreuse de l'économie naturelle à l'économie marchande et de celle-ci à la production capitaliste, ils sont dévorés par le capital européen, car ils ne peuvent s'engager dans cette transformation révolutionnaire sans se livrer à lui pieds et poings liés.

Un autre exemple récent est celui des grandes affaires du capital allemand en Turquie d'Asie. Très tôt, le capital européen et notamment le capital anglais avaient essayé de s'emparer de ces territoires qui se trouvent sur l'ancienne route commerciale entre l'Europe et l'Asie ¹.

Dans les années 1850 et 1860, le capital anglais finança la construction des lignes de chemins de fer de Smyrne-Aïdin-Diner, et Smyrne-Kassaba-Alachehir ; il obtint également une concession pour le prolongement de la ligne jusqu'à Afiunkarahissar, enfin il afferma la première ligne de la voie d'Anatolie, Haïdar-Pacha-Ismid. Peu à peu, le capital français obtint de participer à la construction de chemins de fer. En 1888 le capital allemand entre en scène. Des négociations secrètes, où le groupe capitaliste français, représenté par la Banque Ottomane, joua un grand rôle, aboutirent à la fusion des intérêts internationaux ; l'entreprise d'Anatolie et de la voie de Bagdad devait être financée à 60 % par le groupe allemand et à 40 % par le groupe international ². La Compagnie de chemins de fer d'Anatolie, société turque, soutenue

¹ Dès le début des années 1830, le gouvernement anglo-indien donna l'ordre au colonel Chesney de chercher à savoir si l'Euphrate était navigable, afin d'établir le plus vite possible une liaison entre la Méditerranée et le Golfe Persique ou l'Inde. Une première mission de reconnaissance eut lieu pendant l'hiver 1831 lis après de longs préparatifs, l'expédition proprement dite se fit entre 1835 et 1837. A la suite de quoi des fonctionnaires et des officiers britanniques explorèrent et contrôlèrent de grandes régions de la Mésopotamie orientale. Ces travaux se poursuivirent jusqu'en 1866 sans résultat pratique pour le gouvernement anglais. L'idée d'établir une voie de communication entre la Méditerranée et l'Inde en passant par le Golfe Persique fut reprise plus tard en Angleterre sous une autre forme ; ce fut le projet du chemin de fer du Tigre. En 1879, Cameron entreprit, à la demande du gouvernement anglais, un voyage à travers la Mésopotamie pour étudier le tracé de la voie projetée (Baron Max von Oppenheim. Vom Mittel meer zum Persischen Golf durch den Hauran, die Syrische Wüste und Mesopotamien, vol. II, pp. 5 et 36.)

² S. Schneider, Die Deutsche Bagdadbahn, 1900, p. 3.

principalement par la Deutsche Bank, fut fondée le 14 Redcheb de l'an 1306, c'est-à-dire le 4 mars 1889 ; elle devait reprendre la ligne de Haidar-Pacha à Ismid qui était en service depuis le début des années 1870, ainsi que la concession de la ligne Ismid-Eskichehir-Angora (845 km). La société est également habilitée à exécuter les travaux de la ligne Haidar-Pacha-Skutari et les embranchements vers Brussa, et à construire une ligne complémentaire d'Eskichehir à Konia (environ 445 km), enfin la ligne d'Angora à Césarée (425 km). Le gouvernement turc offrait à la société une garantie d'État assurant des recettes brutes annuelles de 10 300 francs par kilomètre pour le parcours Haidar-Pacha-Ismid, de 15 000 francs pour la ligne Ismid-Angora. A cette fin le gouvernement nomma comme agent d'exécution l'Administration de la Dette Publique Ottomane ; celle-ci devait percevoir les dîmes des sandchaks d'Ismid, d'Ertigul, de Kutahia et d'Antora. Sur le produit de ces dîmes, l'Administration de la Dette Ottomane devait prélever la part correspondant à la recette annuelle et la verser à la société de chemins de fer. Le gouvernement garantit pour le parcours d'Angora à Césarée une recette brute annuelle de 775 livres-or turques, c'est-à-dire de 17 800 francs-or par kilomètre ; et pour le parcours d'Eskichehir à Konia, une recette de 604 livres turques équivalant à 17 741 francs. à condition toutefois dans ce dernier cas que les recettes n'excèdent pas la garantie de plus de 219 livres turques, soit 4995 francs par kilomètre. Dans le cas où la recette brute dépasserait le plafond garanti, le gouvernement devait obtenir 25 % du surplus. Les dîmes des sandchaks de Trébizonde et de Gumuchhané seront payées directement à l'administration de la Dette Publique qui, de son côté, fournit les compléments de garantie nécessaires à la société de chemins de fer. Les dîmes destinées à assurer la garantie gouvernementale constituent un tout. En 1898, la garantie offerte pour le parcours d'Eskichehir à Konia est passée de 219 livres turques à 296.

En 1899, la société obtint une concession pour la construction et la mise en service d'un port et des installations portuaires à Haïdar-Pacha, pour la construction d'élévateurs à grains et d'entrepôts de marchandises de toutes sortes, elle acquit le droit de faire charger et décharger les marchandises par son propre personnel, et enfin, dans le domaine de la police des douanes, l'autorisation d'installer une sorte de port franc.

En 1901, la société obtint une concession pour la construction du trajet de Konia-Bagdad-Basra au golfe Persique (2400 km), qui se rattache à la voie d'Anatolie par l'embranchement de Konia-Eregli-Burgulu. Pour reprendre la concession, l'ancienne société anonyme fonda une nouvelle société qui chargea une société de chantiers fondée à Francfort de la construction de la ligne.

De 1893 à 1910, le gouvernement turc a donné des garanties supplémentaires de 48,4 millions de francs pour la ligne de Haidar-Pacha à Angora, et de 1,8 million de livres turques pour la ligne d'Eskichehir à Konia, donc au total environ 90,8 millions de francs ¹.

En 1907, la société acquit une concession pour les travaux d'assèchement du lac de Karaviran et d'irrigation de la plaine de Konia. Ces travaux doivent être exécutés pour le compte du gouvernement en l'espace de six ans. Cette fois, la société avance au gouvernement les capitaux nécessaires jusqu'à concurrence de 19,5 millions de francs, avec intérêt de 5 % et un délai de remboursement de trente-six ans. Pour cela

¹ Saling, *Börsenjahrbuch*, 1911-1912, p. 2211.

le gouvernement a hypothéqué : 1) une somme annuelle de 25 000 livres turques, payables sur les surplus des dîmes versées à l'Administration de la Dette Publique comme garantie kilométrique ou comme garantie des divers emprunts

2) Le surplus des dîmes perçues sur les territoires irrigués dépassant la moyenne des cinq dernières années ; 3) les bénéfices nets tirés des installations d'irrigation ; 4) les bénéfices de la vente des terrains asséchés ou irrigués. Pour exécuter les installations, la société de Francfort fonda une société « pour l'irrigation de la plaine de Konia » au capital de 135 millions de francs.

En 1908, la société obtint une concession pour le prolongement de la ligne de Konia jusqu'à Bagdad et jusqu'au golfe Persique, assortie d'une garantie kilométrique. Pour payer cette garantie, un emprunt du chemin de fer de Bagdad à 4 % avait été contracté, en trois tranches de 54, 108 et 119 millions de francs; il était cautionné par les dîmes des vilayets d'Aïdin, de Bagdad, de Mossul, de Diarbekir, d'Urfa et d'Aleppo et par les taxes sur les moutons des vilayets de Konia, d'Adana et d'Aleppo. etc.

On voit apparaître ici le fondement de l'accumulation. Le capital allemand construit en Turquie d'Asie des chemins de fer, des ports et des barrages. Pour toutes ces entreprises, il extorque une plus-value nouvelle aux Asiatiques qu'il emploie comme main-d'œuvre.

Saling, op. cit., pp. 360-361. L'ingénieur Pressel, originaire du Wurtemberg, qui travaillait en Turquie pour le compte du baron von Hirsch, fait le compte total des contributions que le gouvernement turc devait verser au capital européen pour la construction des chemins de fer. Il donne les chiffres éloquentes que voici : ¹

	Longueur en km	Garantie payée (en francs)
Les trois lignes de Turquie d'Europe	1 888,8	33 099 352
Réseau construit jusqu'en 1900 en Turquie d'Asie	2 513,2	53 811 338

¹ Notons que tout ceci ne se rapporte qu'à la période allant jusqu'en 1899 : c'est seulement à partir de cette date que la garantie kilométrique sera payée. Il n'y avait pas moins de 28 sandchaks parmi les 74 de Turquie d'Asie dont les dîmes étaient confisquées pour la garantie kilométrique. Et toutes ces contributions permirent de construire en Turquie d'Asie, entre 1856 et 1900, en tout 2 513 kilomètres de voies ferrées. (W. von Bressel, Les chemins de fer en Turquie d'Asie, Zurich, 1900, p. 59.)

Pressel donne, comme expert, un exemple des procédés employés par les sociétés de chemins de fer à l'égard de la Turquie. Il affirme que la Société d'Anatolie s'était engagée, par la concession de 1873 à construire d'abord la ligne de Bagdad, via Angora ; mais qu'elle déclara ensuite qu'il lui était impossible d'exécuter son propre projet, abandonnant à son sort la ligne assurée par la garantie kilométrique et entreprenant la construction d'un autre itinéraire via Konia. « Au moment où les sociétés réussirent à acquérir la ligne Smyrne-Aidin-Dine, elles en exigèrent le prolongement jusqu'à la ligne de Konia, et une fois cet embranchement construit, les sociétés remueront ciel et terre pour faire passer le trafic de marchandises par ce nouvel itinéraire, qui n'est pas assorti de garantie kilométrique et qui, surtout, n'est absolument pas tenu de partager les bénéfices avec le gouvernement. Résultat : le gouvernement n'aura aucun bénéfice sur la ligne d'Aidin et les sociétés encaisseront des millions. Le gouvernement paiera pour la construction des lignes de Kassaba et d'Angora presque tout le montant de la garantie kilométrique et ne pourra espérer jamais profiter des 25 % du surplus des recettes brutes *dépassant* 15 000 francs, part qui lui était garantie dans le contrat. » (Loc. cit., p. 7.)

Commissions et autre frais payés à la Dette Publique au titre de la garantie kilométrique	9 351 209
Total	96 262 000

Mais il s'agit de réaliser cette plus-value en même temps que les moyens de production venant d'Allemagne (matériaux ferroviaires, machines, etc.). Comment y parvient-on ? En partie grâce aux échanges commerciaux suscités par les chemins de fer, les installations portuaires, etc., et entretenus artificiellement dans les conditions de l'économie naturelle d'Asie Mineure ; en partie par la force, si les échanges commerciaux n'augmentent pas assez vite pour les besoins du capital ; l'État use alors de son autorité pour transformer les revenus en nature de la population en marchandises d'abord, puis en argent, et pour les employer à réaliser le capital ainsi que la plus-argent, et pour les employer à réaliser le capital ainsi que la plus-value. C'est là la fonction de la « garantie kilométrique » assurant les recettes brutes des entreprises autonomes du capital étranger, ainsi que des cautions des emprunts. Dans les deux cas, les « dîmes » (ueschürs) prélevées selon des modalités variables à l'infini, sont des tributs en nature versés par les paysans turcs ; elles sont passées peu à peu de 12 à 12,5 %. Le paysan des vilayets d'Asie doit verser des dîmes, sinon elles sont prélevées de force par les gendarmes et les autorités centrales ou locales. Les dîmes, manifestation très ancienne du despotisme asiatique fondé sur l'économie naturelle, ne sont pas directement perçues par le gouvernement turc, mais par l'intermédiaire de collecteurs d'impôts analogues aux fermiers généraux de l'ancien régime, c'est-à-dire que l'État leur adjuge séparément, par vente aux enchères, à l'avance la recette probable des tributs de chaque vilayet (ou province). Si la dîme d'une province est achetée par un spéculateur isolé ou par un consortium, ceux-ci revendent la dîme de chaque sandchak (ou district) à d'autres spéculateurs qui, à leur tour, cèdent leur part à toute une série de petits agents. Tous ces intermédiaires veulent couvrir leurs frais et retirer le plus de profit possible ; si bien qu'au moment où la dîme est perçue, elle a grossi dans des proportions énormes. Le collecteur d'impôts cherche à se dédommager de ses erreurs de calcul aux frais du paysan. Ce dernier, généralement couvert de dettes, attend impatiemment l'instant où il pourra vendre sa récolte. Mais souvent, après avoir fauché son blé, il doit attendre pour le battre des semaines entières, jusqu'au moment où il conviendra au collecteur de dîmes de prélever la part qui lui revient. La récolte menace de pourrir sur pied, et le collecteur, généralement lui-même marchand de grains, exploite cette situation pour obliger à lui vendre le blé à un prix très bas ; il sait s'assurer l'appui des fonctionnaires, notamment des mouktars (chefs locaux), contre les protestations des mécontents ¹.

En même temps que les taxes sur les tabacs, les spiritueux, la dîme sur la soie et les redevances des pêcheries, le Conseil International d'Administration de la Dette Publique Ottomane perçoit les dîmes qui servent de caution à la garantie kilométrique des chemins de fer et aux emprunts. Dans chaque cas, le Conseil se réserve le droit d'intervenir dans les contrats des fermiers-collecteurs à propos des dîmes, et de faire verser les recettes de chaque vilayet directement dans les caisses régionales du Conseil. Si l'on ne réussit pas à trouver de collecteur, les dîmes sont emmagasinées en nature par le gouvernement turc ; les clés des dépôts sont confiées au Conseil, celui-ci revend les dîmes pour son propre compte.

¹ Charles Morawitz, *Die Türkei im Spiegel ihrer Finanzen*, 1903, p. 84.

Ainsi le métabolisme économique entre la petite paysannerie d'Asie Mineure, de Syrie et de Mésopotamie et le capital allemand s'effectue de la manière suivante : dans les plaines des vilayets de Konia, de Bagdad, de Basra, etc., le grain vient au monde comme simple produit d'usage de l'économie paysanne primitive ; immédiatement il passe en la possession du collecteur d'impôts en tant que tribut versé à l'État. C'est seulement entre les mains de ce dernier que le blé devient marchandise, puis, de marchandise, se transforme en argent, pour être versé à l'État. Cet argent n'est pas autre chose que le blé du paysan sous une forme modifiée ; il n'a pas été produit en tant que marchandise. Maintenant, comme garantie d'État, il sert à payer en partie la construction et le trafic ferroviaires, c'est-à-dire à réaliser à la fois la valeur des moyens de production qui y sont utilisés et la plus-value extorquée aux paysans et aux ouvriers asiatiques pendant la construction et la mise en service. En outre, comme les moyens de production utilisés à la construction du chemin de fer sont fabriqués en Allemagne, le blé du paysan, transformé en argent, sert encore à réaliser la plus-value extorquée aux ouvriers allemands pendant la fabrication de ces moyens de production. En accomplissant cette fonction, l'argent passe des caisses de l'État turc dans celles de la Deutsche Bank pour y être accumulé comme plus-value capitaliste, sous forme de profits d'émission, tantièmes, dividendes et intérêts au profit des sieurs Gwinner, Siemens, de leurs co-administrateurs, des actionnaires et des clients de la Deutsche Bank et de tout le système compliqué des sociétés filiales.

S'il n'y a pas de fermier-collecteur, comme le cas est prévu dans les concessions, la série compliquée des métamorphoses se réduit à sa forme la plus simple et la plus claire : le blé du paysan revient directement à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, c'est-à-dire aux représentants du capital européen, et devient, sous sa forme naturelle même, un revenu du capital allemand et étranger. Il fait s'accomplir l'accumulation du capital européen avant même de s'être départi de sa forme d'usage propre, qui est paysanne et asiatique ; il réalise la plus-value capitaliste avant d'être devenu marchandise et d'avoir réalisé sa propre valeur. Le métabolisme s'effectue d'une manière brutale et directe entre le capital européen et l'économie paysanne asiatique, tandis que l'État turc est réduit à son rôle réel d'appareil politique destiné à exploiter l'économie paysanne pour le compte du capital - ce qui est la fonction véritable de tous les États orientaux dans la période de l'impérialisme capitaliste. L'affaire qui consiste à payer les marchandises allemandes avec le capital allemand n'est pas, comme on pourrait le croire, un cercle vicieux absurde, où les braves Allemands offriraient aux Turcs malins la « jouissance » des grands ouvrages de civilisation ; il s'agit au fond d'un échange entre le capital allemand et l'économie paysanne asiatique, un échange qui s'accomplit par la pression de l'État. D'une part les progrès de l'accumulation capitaliste et l'extension des « sphères d'intérêts » servent de prétexte à l'expansion politique et économique du capital allemand en Turquie ; d'autre part la désagrégation rapide, la ruine et l'exploitation de l'économie paysanne par l'État favorisent l'établissement des échanges commerciaux et des chemins de fer, tandis que l'État turc devient de plus en plus dépendant financièrement et politiquement du capital européen ¹.

¹ « Du reste dans ce pays tout est difficile et compliqué. Dès que le gouvernement veut créer un monopole pour le papier de cigarettes ou les cartes à jouer, aussitôt la France et l'Autriche-Hongrie interviennent pour mettre un veto dans l'intérêt de leur commerce. S'il s'agit de pétrole, c'est la Russie qui soulèvera des objections et même les puissances les moins intéressées feront dépendre leur accord sur n'importe quelle question de quelque autre accord. L'histoire de la Turquie ressemble au dîner de Sancho Pança : dès que le ministre des Finances veut entreprendre

31

Le protectionnisme et l'accumulation

[Retour à la table des matières](#)

L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde. Géographiquement, ce milieu représente aujourd'hui encore la plus grande partie du globe. Cependant le champ d'expansion offert à l'impérialisme apparaît comme minime comparé au niveau élevé atteint par le développement des forces productives capitalistes ; il faut tenir compte en effet de la masse énorme du capital déjà accumulé dans les vieux pays capitalistes et qui lutte pour écouler son surproduit et pour capitaliser sa plus-value, et, en outre, de la rapidité avec laquelle les pays pré-capitalistes se transforment en pays capitalistes. Sur la scène internationale, le capital doit donc procéder par des méthodes appropriées. Avec le degré d'évolution élevé atteint par les pays capitalistes et l'exaspération de la concurrence des pays capitalistes pour la conquête des territoires non capitalistes, la poussée impérialiste, aussi bien dans son agression contre le monde non capitaliste que dans les conflits plus aigus entre les pays capitalistes concurrents, augmente d'énergie et de violence. Mais plus s'accroissent la violence et l'énergie avec lesquelles le capital procède à la destruction des civilisations non capitalistes, plus il rétrécit sa base d'accumulation. L'impérialisme est à la fois une méthode historique pour prolonger les jours du capital et le moyen le plus sûr et le plus rapide d'y mettre objectivement un terme. Cela ne signifie pas que le point final ait besoin à la lettre d'être atteint. La seule tendance vers ce but de l'évolution capitaliste se manifeste déjà par des phénomènes qui font de la phase finale du capitalisme une période de catastrophes. Les économistes classiques, dans la période du « Sturm und Drang » de l'économie, exprimaient l'espoir d'un développement pacifique de l'accumulation capitaliste et célébraient « le commerce et l'industrie qui ne peuvent prospérer que par la paix » ; ils prêchaient l'idéologie officielle manches-

quelque chose, un diplomate se lève, l'interrompt et lui oppose son veto. » Morawitz: op. cit., p. 70.)

térienne de l'harmonie des intérêts entre les nations industrielles de la terre - autre aspect de l'harmonie des intérêts entre le capital et le travail ; ces espoirs semblèrent se confirmer dans la courte période de libre-échange qui régna en Europe autour de 1860 et 1870 ; ils se fondaient sur le faux dogme de l'école de Manchester, selon lequel l'échange de marchandises est la seule condition de l'accumulation capitaliste, et l'accumulation identique à la simple production marchande. L'école de Ricardo identifiait, comme nous l'avons vu, l'accumulation capitaliste et les conditions de sa reproduction avec la production marchande simple et avec les conditions de la circulation simple de marchandises. Cette doctrine se manifesta avec plus d'évidence encore chez le libre-échangisme vulgaire tourné vers la pratique. Toute l'argumentation des libre-échangistes groupés autour de Cobden ne faisait que traduire les intérêts des cotonniers du Lancashire. Leur attention était surtout dirigée sur les acheteurs à gagner et leur dogme était le suivant : « Nous devons acheter à l'étranger afin de trouver à notre tour des acheteurs pour nos produits industriels, c'est-à-dire pour les cotonnades. » Cobden et Bright, en réclamant le libre-échange, notamment l'abaissement des prix des biens de consommation, prétendaient défendre les intérêts du consommateur : mais il ne s'agissait pas de l'ouvrier qui mange du pain, mais du capitaliste qui consomme la force de travail.

Cet évangile ne traduisait jamais réellement les intérêts de l'accumulation capitaliste dans son ensemble. En Angleterre même, il fut démenti dès les années 1840 par les guerres de l'opium, qui prêchaient par la canonnade l'harmonie des intérêts des nations commerçantes en Extrême-Orient. passant ensuite, avec l'annexion de Hong-Kong, à l'opposé de cette doctrine, au système des « sphères d'intérêts »¹. Sur le continent européen, le libre-échange des années 1860 n'exprima jamais les intérêts du capital industriel, parce que les pays libre-échangistes du continent étaient à l'époque des pays principalement agricoles, et que la grande industrie y était peu développée. Le système du libre-échange fut bien plutôt appliqué comme une mesure politique en vue de constituer des nouveaux États nationaux en Europe centrale. En Allemagne, selon les vues de Manteuffel et de Bismarck, c'était un instrument spécifiquement prussien pour mettre l'Autriche à la porte de la Confédération allemande et de l'union douanière, et pour créer le nouvel empire allemand sous l'hégémonie de la Prusse. Économiquement, le libre-échange s'appuyait seulement sur les intérêts du capital marchand, notamment sur le capital des villes hanséatiques pour qui le commerce international était d'importance vitale, et sur les intérêts agricoles des consommateurs ; quant à l'industrie elle-même, seule celle du fer put être gagnée au libre-échange et encore ne put-on lui arracher que la concession de l'abolition des douanes rhénanes.

¹ *Ce n'est pas seulement le cas de l'Angleterre. « Dès 1859 une brochure diffusée dans toute l'Allemagne, et dont la rédaction est attribuée au fabricant Diergardt de Viersen, adjurait l'Allemagne de s'assurer à temps le marché d'Extrême-Orient. Une seule méthode permet, affirmait la brochure, d'obtenir quelque chose des Japonais et des Asiatiques en général, c'est le déploiement de la force militaire. La flotte allemande construite avec les économies du peuple avait été un rêve de jeunesse, elle était depuis longtemps vendue aux enchères par Hannibal Fischer. La Prusse avait quelques bateaux mais pas de puissance navale imposante. Cependant on décida d'armer une escadre en vue d'entamer des négociations commerciales en Extrême-Orient. Le royale d'Eulenburq., l'un des hommes d'État prussiens les plus capables et les plus pondérés, prit la direction de cette expédition, dont les buts étaient également scientifiques. Cet homme mena à bien sa mission dans les conditions les plus difficiles avec une grande habileté. On dut renoncer au projet de relations commerciales avec les îles Hawaï. Par ailleurs l'entreprise atteignit son but. Bien que la presse berlinoise jouât les prophètes et déclarât, à chaque nouvelle difficulté survenue, que tout cela était prévisible depuis longtemps et que ces dépenses pour les manœuvres navales étaient une dilapidation de l'argent des contribuables, le ministère de la nouvelle ère politique ne se laissa pas troubler. La gloire du succès revint aux successeurs. » (W. Lotz, Die Ideen der Deutschen Handelspolitik, p. 80.)*

L'industrie textile d'Allemagne du Sud resta intransigeante et maintint son opposition protectionniste. En France, les ailes qui inaugurèrent le libre-échange par les clauses préférentielles furent conclus par Napoléon III sans le consentement et même contre la volonté de la Chambre, constituée par les industriels et les agrariens. Le gouvernement du Second Empire se contenta d'instaurer comme pis-aller des traités commerciaux, qui furent acceptés faute de mieux par l'Angleterre - pour ne pas susciter d'opposition parlementaire en France et pour établir en fin de compte le libre-échange sur une base internationale derrière le dos du corps législatif. Le premier traité important entre la France et l'Angleterre surprit l'opinion publique française ¹. Entre 1853 et 1862, le vieux système protectionniste français fut aboli par trente-deux décrets impériaux, qui furent ratifiés en 1863 « par voie législative », afin que les formes fussent respectées. En Italie le libre-échange était une arme de la politique de Cavour, et résultait du besoin où il était de s'appuyer sur la France. Dès 1870, sous la poussée de l'opinion publique, une enquête fut ouverte, qui révéla le peu d'intérêt des milieux concernés pour la politique libre-échangiste. Enfin, en Russie, la tendance libre-échangiste des années 1860 ne fit que jeter les bases de l'économie marchande et de la grande industrie : elle accompagna l'abolition du servage et la construction d'un réseau ferré ².

Ainsi le libre-échange comme système international ne pouvait être a priori qu'un épisode dans l'histoire de l'accumulation du capital, pour cette raison même, il est faux d'attribuer le revirement général et le retour au protectionnisme qui eut lieu à la

¹ « Une négociation officielle fut ouverte [entre les gouvernements français et allemand, après que Michel Chevalier ait eu les premières conversations préliminaires avec Gobden. R.L.] au bout de peu de jours : elle fut conduite avec le plus grand mystère. Le 7 janvier 1860, Napoléon III annonça ses intentions dans une lettre-programme adressée au ministre d'État, M. Fould. Cette déclaration éclata comme un coup de foudre. Après les incidents de l'année qui venait de finir on comptait qu'aucune modification dit régime douanier ne serait tentée avant 1861. L'émotion fut générale, néanmoins le traité fut signé le 23 janvier. » (Auguste Devers, La politique commerciale de la France depuis 1960. Écrits de la ligue politique sociale, II, p. 136.)

² A la suite de la débâcle de la campagne de Crimée, des réformes durent être instaurées : la révision du tarif douanier russe dans un sens libéral en 1857 et 1868, la suppression définitive du système douanier insensé de Kankrin, en étaient l'expression et le complément. Mais la réduction des tarifs douaniers répondait surtout aux intérêts immédiats des propriétaires fonciers nobles, qui, à la fois comme consommateurs de marchandises étrangères et comme producteurs de blé pour l'exportation, avaient tout à gagner de la suppression des barrières douanières entre la Russie et l'Europe occidentale. Le journal qui représentait les intérêts agricoles, le *Freie Oekonomische Gesellschaft*, constate en effet : « Entre 1822 et 1882, le plus grand producteur de la Russie, qui est l'agriculture, a subi quatre fois des pertes considérables, ce qui l'a mise dans une situation extrêmement critique, et chaque fois la cause directe en était l'élévation énorme des tarifs douaniers. Inversement la période de trente-deux ans qui va de 1915 à 1877, pendant laquelle les tarifs étaient modérés, s'est écoulée sans heurt, mises à part les trois guerres et une guerre civile [l'auteur entend par là la révolte polonaise de 1863, R. L.], dont chacune provoqua des sacrifices financiers plus ou moins grands de la part de l'État. » (Memorandum der Kaiserlichen Freien Oekonomischen Gesellschaft in Sachen der Revision des russischen Zolltarifs, Petersburg, 1890, p. 148.)

La preuve qu'en Russie, jusqu'à une époque très récente, les avocats du libre-échange ou du moins de l'abaissement des tarifs douaniers, ne peuvent être considérés comme les défenseurs des intérêts du capital industriel, c'est que l'organe scientifique du mouvement libre-échangiste, la *Freie Oekonomische Gesellschaft*, combattait le protectionnisme, dans les années 1890 encore, y voyant une méthode de « transplantation artificielle » de l'industrie capitaliste en Russie ; c'est dans l'esprit d'un « populisme réactionnaire » que la revue attaqua le capitalisme comme donnant naissance au prolétariat moderne, « ces masses de gens inaptes au service militaire, sans propriété et sans patrie, qui n'ont rien à perdre, et ont depuis longtemps une mauvaise réputation ». (Op. cit., p. 171.)

fin des années 1870, à une réaction de défense des autres pays capitalistes contre le libre-échange de la Grande-Bretagne ¹.

Cette idée est démentie par plusieurs faits : ainsi en Allemagne, en France et en Italie, ce furent les agrariens qui prirent l'initiative du retour au protectionnisme, non contre la concurrence de l'Angleterre, mais contre celle des États-Unis; par ailleurs, les menaces contre l'industrie naissante en Russie, par exemple, venaient plutôt de l'Allemagne que de l'Angleterre, et, en Italie, plutôt de la France. De même, ce n'est pas le monopole industriel de l'Angleterre qui est cause de la dépression universelle et permanente qui suivit la crise des années 1870, et qui avait suscité le désir du protectionnisme. Le revirement protectionniste avait des causes plus générales et plus profondes. Les purs principes libre-échangistes qui entretenaient l'illusion de l'harmonie des intérêts sur le marché mondial furent abandonnés dès que le grand capital industriel eut pris suffisamment pied dans les principaux États du continent européen pour se rendre compte des conditions de l'accumulation. Or, ces conditions d'accumulation battent en brèche la vieille doctrine de la réciprocité des intérêts des États capitalistes. Elles provoquent au contraire leur antagonisme et la concurrence pour la conquête des milieux non capitalistes.

Au début de l'ère du libre-échange, les guerres contre la Chine commençaient seulement à ouvrir l'Extrême-Orient au commerce, et le capital européen faisait ses premiers pas en Égypte. Aux alentours de 1880, en même temps que le protectionnisme, la politique d'expansion est pratiquée avec une intensité croissante : une succession ininterrompue d'événements se poursuit à travers les années 1880 : l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre, les conquêtes coloniales allemandes en Afrique, l'occupation française de Tunis et l'expédition au Tonkin, les percées de l'Italie à Assab et Massua, la guerre d'Abyssinie et la création de l'Érythrée, les conquêtes anglaises en Afrique du Sud. Le conflit entre l'Italie et la France pour la sphère d'intérêts de Tunis fut le préambule caractéristique de la guerre douanière franco-italienne ; sept ans plus tard, cet épisode violent a mis fin sur le continent européen à l'harmonie des intérêts, chère à la doctrine du libre-échangiste. Le mot d'ordre

du capital devint la monopolisation des régions non capitalistes, aussi bien à l'intérieur des vieux États capitalistes qu'à l'extérieur, dans les pays d'outre-mer. En revanche, le libre-échange, la politique de la « porte ouverte » devinrent l'expression spécifique du désarmement économique des pays non capitalistes en face du capitalisme international, l'expression de l'équilibre entre les diverses puissances industrielles concurrentes le prélude à l'occupation partielle ou totale des pays non capita-

¹ Fr. Engels partageait cette opinion. Dans une lettre à Nikolai-on, il écrit le 18 juin 1892 : « *Des écrivains anglais, aveuglés par les intérêts patriotiques, ne peuvent pas comprendre pourquoi le libre-échange, dont l'Angleterre a donné l'exemple, est refusé partout avec tant d'opiniâtreté et remplacé par le protectionnisme. Naturellement ils n'osent tout simplement pas admettre que ce système - aujourd'hui presque universel - du protectionnisme est une mesure de défense plus ou moins sensée (dans certains cas même parfaitement absurde) contre ce même libre-échange anglais, qui amena le monopole industriel anglais à son apogée. Dans le cas de l'Allemagne, qui est devenue un grand État Industriel grâce au libre-échange, cette réaction est stupide ; le protectionnisme s'y étend aujourd'hui aux produits agricoles et aux matières premières, ce qui augmente les prix de revient de la production industrielle ! Je regarde ce retour général au protectionnisme non comme un hasard, mais comme une réaction contre le monopole industriel de l'Angleterre, qui semble intolérable. Comme je l'ai déjà dit, la forme de cette réaction peut être fautive, inadéquate ou pire encore, mais la nécessité historique de cette réaction me semble claire et évidente.* » (Briefe... p. 71.)

listes soit comme colonies, soit comme sphères d'influence. Si l'Angleterre seule est restée jusqu'ici fidèle au libre-échange, cela tient en première ligne à ce qu'elle était l'empire colonial le plus ancien et qu'elle trouva dès le début dans ses immenses possessions territoriales extra-capitalistes une base d'opérations offrant à son accumulation des perspectives illimitées jusqu'à nos jours, et la soustrayant en fait à la concurrence des autres pays capitalistes. C'est ce qui explique la tendance générale des pays capitalistes à s'isoler les uns des autres par des tarifs douaniers ; cependant, en même temps, ils développaient de plus en plus les échanges commerciaux, et devenaient toujours plus dépendants les uns des autres quant au renouvellement des conditions matérielles de leur reproduction. Pourtant, du point de vue du développement technique des forces productives, le protectionnisme est aujourd'hui superflu et il contribue même parfois à la conservation artificielle de méthodes de production périmées. Comme celle qui est au fond des emprunts internationaux, la contradiction immanente de la politique protectionniste ne fait que refléter la contradiction historique entre les intérêts de l'accumulation - c'est-à-dire la réalisation et la capitalisation de la plus-value - et le pur point de vue de l'échange de marchandises.

Ceci se manifeste dans le fait que le système moderne de hauts tarifs douaniers, exigés par l'expansion coloniale et les conflits plus aigus à l'intérieur du milieu capitaliste, fut introduit surtout en vue d'accroître les armements. En Allemagne comme en France, en Italie et en Russie, le retour au protectionnisme fut lié à l'extension du militarisme et introduit en fonction de celui-ci ; il servit de base à la course aux armements de terre, puis de mer, qui se développa à cette époque. Le libre-échange européen auquel correspondait le système militaire continental avec la priorité donnée à l'armée de terre, a cédé la place au protectionnisme comme fondement et complément du système militaire impérialiste où la priorité était toujours donnée à la marine.

L'accumulation capitaliste, dans son ensemble, a donc, comme processus historique concret, deux aspects différents : l'un concerne la production de la plus-value - à l'usine, dans la mine, dans l'exploitation agricole - et la circulation de marchandises sur le marché. Considérée de ce point de vue, l'accumulation est un processus purement économique dont la phase la plus importante est une transaction entre le capitaliste et le salarié. Dans les deux phases cependant, à l'usine comme sur le marché, elle reste exclusivement dans les limites d'un échange de marchandises, d'un échange de grandeurs équivalentes, sous le signe de la paix, de la propriété privée et de l'égalité. Il a fallu toute la dialectique acérée d'une analyse scientifique pour découvrir comment, au cours de l'accumulation, le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe.

L'autre aspect de l'accumulation capitaliste concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes, il a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement, sans masque, et il est difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques.

La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la « concurrence pacifique », des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises ; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure.

En réalité, la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste. La carrière historique du capital ne peut être appréciée qu'en fonction de ces deux aspects. Le capital n'est pas qu'à sa naissance « dégouttant de sang et de boue par tous les pores », mais pendant toute sa marche à travers le monde ; c'est ainsi qu'il prépare, dans des convulsions toujours plus violentes, son propre effondrement.

32

Le militarisme, champ d'action du capital

[Retour à la table des matières](#)

Le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation. Dans ce qu'on appelle la période de l'« accumulation primitive », c'est-à-dire au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes ; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de leurs moyens de production, à introduire par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies. Il aide à créer et à élargir les sphères d'intérêts du capital européen dans les territoires extra-européens. à extorquer des concessions de chemins de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste.

Le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation. En recherchant quels étaient les acheteurs des masses de produits recelant la plus-value capitalisée, nous avons à plusieurs reprises écarté l'État et ses organes. Nous les avons classés parmi les couches à revenu dérivé, dans les catégories annexes qui tirent leurs ressources de la plus-value (et dans une certaine mesure du salaire), et où l'on trouve également les représentants des professions libérales ainsi que toutes sortes de parasites de la société actuelle (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire... »). Mais cette interprétation repose sur deux hypothèses : à savoir premièrement que nous supposons, conformément au schéma marxien de la reproduction, que l'État tire ses impôts

uniquement de la plus-value et du salaire capitaliste ¹; et deuxièmement que nous ne considérons l'État et ses organes que comme des consommateurs. S'il s'agit en effet de la consommation personnelle des fonctionnaires de l'État (donc du « mercenaire »), cela signifie qu'une partie de la consommation de la classe ouvrière est transférée aux parasites de la classe capitaliste, dans la mesure où ce sont les travailleurs qui y pourvoient.

Supposons un instant que tout l'argent extorqué aux travailleurs sous forme d'impôts indirects et représentant une diminution de leur consommation soit employé à payer des traitements aux fonctionnaires et à ravitailler l'armée. Alors il n'y aura pas de modification dans la reproduction du capital social total. La section des moyens de consommation, et par conséquent aussi celle des moyens de production, restent inchangées, car l'ensemble des besoins de la société n'a varié ni en qualité ni en quantité. Ce qui a changé, c'est simplement le rapport de valeur entre v , c'est-à-dire la marchandise - force de travail, et les produits de la section II, c'est-à-dire les moyens de subsistance. Ce même v , qui est l'expression en argent de la force de travail, est échangé maintenant contre une quantité moindre de moyens de consommation. Que deviennent les produits restants de la section II ? Au lieu d'être consommés par les ouvriers, ils sont distribués aux fonctionnaires de l'État et à l'armée. A la consommation des ouvriers se substitue, pour une quantité égale, celle des organes de l'État capitaliste. Dans des conditions de reproduction identiques, il y a donc eu transformation dans la répartition du produit total : une portion des produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière, en équivalent de v , est désormais allouée à la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation. Du point de vue de la reproduction sociale, tout se passe comme si la plus-valeur relative s'était accrue d'une certaine somme, qui s'ajouterait à la consommation de la classe capitaliste et de ses parasites. Ainsi l'exploitation brutale de la classe ouvrière par le mécanisme des impôts indirects, qui servent à l'entretien de l'appareil de l'État capitaliste, aboutit à une augmentation de la plus-value, ou plutôt de la partie *consommée* de la plus-value ; il faut simplement mentionner que ce partage supplémentaire entre la plus-value et le capital variable a lieu après coup, c'est-à-dire une fois l'échange entre le capital et la force de travail accompli. Mais la consommation des organes de l'État capitaliste ne contribue en rien à la réalisation de la plus-value capitalisée, parce que cet accroissement de la plus-value consommée - même s'il se fait aux dépens de la classe ouvrière - se produit après coup. Inversement on peut dire : si la classe ouvrière ne supportait pas la plus grande partie des frais d'entretien des fonctionnaires de l'État et du « mercenaire », les capitalistes eux-mêmes en auraient la charge. Une partie correspondante de la plus-value devrait être directement assignée à l'entretien des

¹ Cette hypothèse est formulée par le Dr Renner, qui en fait la base de son traité des impôts : Il écrit : « Toute quantité de valeur créée en une année se répartit en quatre catégories. Les impôts d'une année ne peuvent être prélevés que sur ces quatre sources: le profit, l'intérêt, la rente et le salaire. » (Das arbeitende Volk und die Steuern, 1909, p. 9.)

Cependant Renner mentionne aussitôt après l'existence des paysans, mais ne leur consacre qu'une phrase : « Un paysan par exemple est en même temps entrepreneur, ouvrier et propriétaire foncier, son entreprise lui rapporte à la fois un salaire, un profit et une rente. » C'est évidemment une abstraction pure que de répartir la paysannerie dans toutes les catégories de la production capitaliste, et de considérer le paysan comme réunissant dans sa personne un entrepreneur (le sien propre), un ouvrier salarié et un propriétaire foncier. Si l'on veut comme Renner envisager la paysannerie comme une catégorie unique, sans faire de distinction, sa spécificité économique réside précisément dans le fait qu'elle ne peut être rattachée ni à l'entreprise capitaliste, ni au prolétariat, et qu'elle représente une production marchande simple, et non pas capitaliste.

organes de leur domination de classe ; elle serait prélevée sur leur propre consommation qu'ils restreindraient d'autant, ou encore, ce qui est plus vraisemblable, sur la portion de la plus-value destinée à la capitalisation. Ils ne pourraient pas capitaliser autant, parce qu'ils seraient obligés de dépenser davantage pour l'entretien direct de leur propre classe. Les charges de l'entretien de leurs parasites étant rejetées en grande partie sur la classe ouvrière (et sur les représentants de la production simple de marchandises : le paysan, l'artisan), les capitalistes peuvent consacrer une partie plus importante de la plus-value à la capitalisation. Mais cette opération de transfert n'implique aucunement la possibilité de la capitalisation, en d'autres termes elle ne crée aucun marché nouveau qui permette d'utiliser la plus-value libérée à produire et à réaliser des marchandises nouvelles. La question change d'aspect si les ressources concentrées entre les mains de l'État par le système des impôts sont utilisées à la production des engins de guerre.

Par le système des impôts indirects et des tarifs protectionnistes, les frais du militarisme sont principalement supportés par la classe ouvrière et la paysannerie. Il faut considérer séparément les deux sortes d'impôts. D'un point de vue économique, les choses se passent de la manière suivante, en ce qui concerne la classe ouvrière : à moins que les salaires n'augmentent de manière à compenser l'enchérissement des vivres - or ce n'est pas le cas actuellement pour la grande masse de la classe ouvrière, et même pour la minorité organisée dans les syndicats à cause de la pression des cartels et des organisations d'employeurs - les impôts indirects représentent le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État¹. Le capital variable, représenté par une certaine somme d'argent, mobilisera comme auparavant une quantité correspondante de travail vivant, autrement dit il sert à employer la quantité correspondante de capital constant à la production et à produire la quantité correspondante de plus-value. Cette circulation du capital une fois accomplie, il se fait un partage entre la classe ouvrière et l'État : une partie de la somme reçue par les ouvriers en échange de leur force de travail passe à l'État ; autrefois, le capital s'appropriait tout le capital variable sous sa forme matérielle comme pouvoir d'achat ; aujourd'hui, la classe ouvrière ne retient sous forme d'argent qu'une partie du capital variable, le reste passant à l'État. Cette opération a lieu invariablement une fois le cycle du capital achevé, entre le capital et le travail et pour ainsi dire derrière le dos du capital. Elle ne modifie nullement directement les étapes fondamentales de la circulation du capital et de la production de la plus-value, et ne les concerne pas tout d'abord.

Mais elle affecte en réalité les conditions de la reproduction du capital total. Le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État signifie une réduction correspondante de la participation de la classe ouvrière à la consommation des moyens de subsistance. Pour le capital total, cela implique qu'il produira une quantité moindre de moyens de subsistance pour la classe ouvrière, à supposer que le capital variable (sous forme d'argent et comme force de travail) et la quantité de plus-value appropriée restent constants ; il y aura donc une diminution de la part du prolétariat dans le produit total de la société. Au cours de la reproduction du capital total, on produira donc une quantité de moyens de subsistance inférieure à celle correspondant à la grandeur de valeur du capital variable, puisqu'il y a eu modification du

¹ Nous ne traiterons pas ici du problème des cartels et des trusts comme phénomènes spécifiques de la phase impérialiste, issus de la concurrence interne entre les différents groupes capitalistes pour la monopolisation des champs d'accumulation existants et pour la répartition du profit ; cela dépasserait les limites que nous nous sommes fixées.

rapport de valeur entre le capital variable et la quantité de moyens de subsistance où il est réalisé : la quantité des impôts indirects s'exprime par l'enchérissement du prix des moyens de subsistance, tandis que conformément à notre hypothèse la force de travail comme valeur argent reste invariable, ou du moins ne varie pas en proportion de l'enchérissement des moyens de subsistance. En quel sens se produira la modification des rapports matériels de reproduction ? Quand on réduit les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de la force de travail, on libère par là même une quantité correspondante de capital constant et de travail vivant. Ce capital constant et ce travail vivant peuvent être employés à une production différente, s'il y a pour cette production dans la société une demande effective *. C'est l'État qui représente cette nouvelle demande. puisqu'il s'est approprié une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière grâce à la législation fiscale. Cette fois cependant l'État ne demande pas de moyens de subsistance - nous négligeons ici la demande de moyens de subsistance pour l'entretien des fonctionnaires de l'État, fournis également par les impôts : nous en avons déjà tenu compte sous la rubrique des « tierces personnes » - mais une catégorie spécifique de produits, les engins de guerre du militarisme, les armements navals ou de terre.

Nous reprenons l'exemple du deuxième schéma marxien de l'accumulation, afin d'examiner de plus près les transformations de la reproduction sociale :

I. $5\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 7\ 000$ moyens de production.

II. $1\ 430\ c + 8\ 285\ v + 285\ pl = 2\ 000$ moyens de consommation.

Supposons maintenant qu'à la suite des impôts indirects et de l'enchérissement consécutif des moyens de subsistance, le salaire réel, c'est-à-dire la consommation de la classe ouvrière. soit réduit de 100. Les ouvriers reçoivent donc comme auparavant un salaire en argent de $1000\ v + 285\ v = 1285\ v$ (en argent), mais pour cette somme ils ne peuvent acheter des moyens de subsistance que pour une valeur de 1 185. La somme de 100, correspondant à l'enchérissement des moyens de subsistance, passe à l'État sous forme d'impôt. En outre les paysans. etc. lui versent 150 sous forme de taxe d'armement, il reçoit donc en tout 250. Ces 250 unités représentent une nouvelle demande, très exactement une demande d'armements. Cependant nous ne nous occuperons provisoirement que des 100 unités prélevées sur les salaires ouvriers. Cette demande d'armements pour une valeur de 100 nécessite la création d'une branche de production correspondante qui doit avoir un capital constant de 71.5 et un capital variable de 14,25 en admettant une composition organique du capital identique, c'est-à-dire moyenne, à celle du schéma de Marx :

$71,5\ c + 14,25\ v + 14,25\ pl = 100$ (armements).

En outre cette branche de production a besoin de moyens de production pour une valeur de 71.5 et de moyens de subsistance pour une valeur d'environ 13 (presque équivalente à la diminution des salaires réels de 1/13, valable également pour ces ouvriers).

* Nous traduisons l'expression « zahlungsfähige Nachfrage » par « demande effective » au sens classique du terme. (N. d. T.)

On peut objecter immédiatement que le profit résultant de cette extension des débouchés n'est qu'apparent, puisque la diminution de la consommation réelle de la classe ouvrière aura pour conséquence inévitable un rétrécissement de la production des moyens de subsistance. Ce rétrécissement prendra, dans la section II, la forme suivante :

$$71,5 c + 14,25 v + 14,25 pl = 100.$$

En outre la section des moyens de production devra également restreindre sa production si bien que, par suite de la réduction de la consommation de la classe ouvrière, les deux sections présenteront le tableau suivant :

$$\text{I. } 4949 c + 989,75 v + 989,75 pl = 6\,928,5$$

$$\text{II. } 1358,5 c + 270,75 v + 270,75 pl = 1900.$$

Si maintenant, par l'intermédiaire de l'État, 100 unités donnent lieu à une production d'armements pour une même valeur et simultanément stimulent la production des moyens de production, il semble au premier abord qu'il s'agisse d'une simple transformation extérieure de la forme matérielle de la production sociale : on produirait à la place d'une certaine quantité de moyens de subsistance une quantité équivalente d'engins de guerre. Le capital n'a fait que gagner d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre. Mais on peut donner une interprétation différente : ce qu'un grand nombre de capitalistes produisant des moyens de subsistance pour la masse ouvrière perdent comme débouchés profite à un petit groupe de grands industriels de la branche des armements.

Les choses ne se passent ainsi que tant que l'on envisage le capitaliste individuel. Il importe peu à celui-ci que la production soit orientée vers telle ou telle branche. Pour le capitaliste individuel il n'existe pas de sections de la production globale telles que les établit le schéma. Il n'y a que des marchandises et des acheteurs ; il est donc tout à fait indifférent au capitaliste individuel de produire des vivres ou des engins de mort, des conserves de viande ou des plaques blindées.

Les adversaires du militarisme se réclament souvent de ce point de vue pour montrer que les armements de guerre comme investissements économiques pour le capital ne font que faire passer les profits de certains capitalistes dans la poche des autres ¹.

¹ Dans une réponse à Vorontsov, très appréciée des marxistes russes, le professeur Manuilov écrivait « Il faut faire ici une distinction très nette entre le groupe d'entrepreneurs qui produit des engins de guerre et l'ensemble de la classe capitaliste. Pour les fabricants de canons, de fusils et de tout autre matériel de guerre, l'existence de l'armée est sûrement avantageuse, probablement même indispensable. Il est tout à fait possible que la suppression du système de la paix armée signifierait la ruine pour Krupp; mais nous ne parlons pas d'un groupe particulier d'entrepreneurs, mais des capitalistes en tant que classe et de la production capitaliste dans son ensemble. » De ce dernier point de vue, il faut constater que « si le poids des impôts repose principalement sur la masse de la population ouvrière, chaque accroissement de ses charges diminue le pouvoir d'achat de la population et en même temps la demande de marchandises ». Ce

D'autre part le capital et son sycophante cherchent à imposer ce point de vue à la classe ouvrière, essayant de la persuader que les impôts indirects et la demande de l'État ne font qu'entraîner une modification de la forme matérielle de la reproduction ; on substitue à certaines marchandises la production de croiseurs et de canons qui donnent à l'ouvrier du travail et du pain autant et même davantage, quelle que soit la branche de production.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur le schéma pour vérifier la part d'exactitude dans ces affirmations en ce qui concerne les ouvriers. Supposons, pour simplifier la comparaison, que la production des engins de guerre emploie exactement autant d'ouvriers qu'autrefois la production de moyens de subsistance pour les salariés ; nous aurons le résultat suivant : pour un travail accompli correspondant au salaire de 2 285 v, ils pourront acheter des moyens de subsistance pour 1 185.

Les conséquences sont différentes du point de vue du capital total, pour qui les 100 unités prélevées par l'État et représentant une demande de matériel de guerre constituent un débouché nouveau. A l'origine, cette somme était du capital variable, comme telle elle a rempli sa fonction, a été échangée contre du travail vivant, qui a produit de la plus-value. Par la suite, elle interrompt la circulation du capital variable, s'en sépare et réapparaît comme propriété de l'État sous forme d'un pouvoir d'achat nouveau. En quelque sorte créée à partir de rien, elle semble constituer un nouveau champ de débouchés. Sans doute la vente des moyens de subsistance aux ouvriers sera-t-elle d'abord réduite de 100 unités. Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est un consommateur et acheteur de marchandises aussi valable que n'importe quel autre, qu'un capitaliste, que l'État, le paysan « étranger », etc. N'oublions pas cependant que pour le capital total, l'entretien de la classe ouvrière n'est qu'un mal nécessaire et détourne du but véritable de la production, qui est la création et la réalisation de la plus-value. Si l'on réussit à extorquer la même quantité de plus-value sans être obligé de fournir à la force de travail la même quantité de moyens de subsistance, l'affaire n'en est que plus brillante. C'est comme si le capital était parvenu, sans enchérissement des moyens de subsistance, à réduire d'autant les salaires sans diminuer le rendement des ouvriers. Une réduction constante des salaires entraîne pourtant à la longue la diminution de la production de moyens de subsistance. S'il réduit fortement les salaires, le capital se moque de produire une quantité moindre de moyens de subsistance pour les ouvriers, au contraire il profite de chaque occasion pour le faire ; de même le capital pris dans son ensemble n'est pas mécontent si, grâce aux impôts indirects sans compensation d'augmentation de salaires, la demande de moyens de subsistance de la classe ouvrière diminue. Sans doute, quand il y a réduction directe des salaires, le capitaliste empoche-t-il la différence de capital variable, et celle-ci fait augmenter la plus-value relative dans le cas où les prix des marchandises sont restés stables ; maintenant au contraire, cette différence est encaissée par l'État. Seulement par ailleurs il est difficile d'obtenir les réductions générales et permanentes de salaires à n'importe quelle époque, mais en particulier lorsque les organisations syndicales ont atteint un degré élevé de développement. Les vœux pieux du capital se heurtent alors à des barrières sociales et politiques très puissantes. En revanche, la diminution des salaires réels peut être obtenue rapidement, aisément et dans tous les domaines par le système des impôts indirects, et il faut attendre longtemps avant qu'une résistance se manifeste, celle-ci s'exprime du reste sur le plan politique et n'est pas suivie de

fait prouve « que le militarisme considéré du point de vue de la production du matériel de guerre enrichit sans doute certains capitalistes, mais nuit aux autres, représente un gain d'un côté, mais une perte de l'autre » (Vesnik Pravda. Journal de jurisprudence, Saint-Pétersbourg, 1890, no 1, Militarisme et Capital »).

résultat économique immédiat. La restriction consécutive de la production des moyens de subsistance apparaît du point de vue du capital total non pas comme une diminution de la vente, mais comme une économie de frais généraux dans la production de la plus-value. La production de moyens de subsistance pour les ouvriers est une condition *sine qua non* de la création de la plus-value, c'est-à-dire de la reproduction de la force de travail vivante ; elle n'est jamais un moyen de réaliser la plus-value.

Reprenons notre exemple :

- | |
|--|
| <p>I. $5\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 7\ 000$ moyens de production.
 II. $1\ 430\ c + 285\ v + 285\ pl = 2\ 000$ moyens de consommation.</p> |
|--|

Au premier abord il semble que la section II produise et réalise de la plus-value même dans la production des moyens de consommation pour les ouvriers, ainsi que la section I dans la mesure où elle produit les moyens de production nécessaires à la production de ces mêmes moyens de subsistance. Cependant l'illusion se dissipe lorsque nous considérons le produit social total. Celui-ci se présente comme suit :

$6\ 430\ c + 1\ 285\ v + 1\ 285\ pl = 9\ 000.$
--

Maintenant supposons que la consommation des ouvriers soit diminuée de 100 unités. La réduction correspondante dans les deux sections se manifesterait dans des modifications de la reproduction, exprimées par le tableau suivant :

- | |
|--|
| <p>I. $4\ 949\ c + 989,75\ v + 989,75\ pl = 6\ 928,5.$
 II. $1\ 358,5\ c + 270,75\ v + 270,75\ pl = 1\ 900.$</p> |
|--|

Et le produit social global sera :

$6\ 307,5\ c + 1\ 260,5\ v + 1\ 260,5\ pl = 8\ 828,5.$
--

On constate au premier coup d'œil une diminution générale du volume total de la production, et également de la production de la plus-value. Cette impression n'est valable que tant que nous envisageons les grandeurs abstraites de valeur dans la composition du produit total, sans tenir compte de sa composition matérielle. En examinant les choses de plus près, nous constatons que la réduction n'affecte que les frais d'entretien de la force de travail. Dorénavant on produira moins de moyens de subsistance ou de moyens de production, mais ceux-ci serviraient exclusivement à l'entretien des ouvriers. Il y a moins de capital employé et le produit social est moindre. Mais le but de la production capitaliste n'est pas d'employer dans l'absolu le plus de capital possible, mais de créer la plus grande quantité possible de plus-value. Le capital n'a diminué que parce que l'entretien des ouvriers exige moins de capital. Tandis qu'autrefois l'ensemble des frais d'entretien des ouvriers occupés dans la

société était exprimé par 1 285 unités, aujourd'hui il faut déduire de ces frais d'entretien le déficit survenu dans le produit global, qui est de 171,5 (9 000 - 8 828,5), et nous obtenons alors le produit social modifié comme suit :

$$6\,430\,c + 1\,113,5\,v + 1\,285\,pl = 8\,828,5.$$

Le capital constant et la plus-value n'ont pas changé. Seul le capital variable de la société, le travail payé a diminué. Ou encore si l'on est surpris que le capital constant n'ait pas changé, supposons, comme c'est le cas en réalité, une diminution du capital constant correspondant à la diminution des moyens de subsistance des ouvriers ; nous obtenons alors un produit social total qui se compose comme suit :

$$6\,307,5\,c + 1\,236\,v + 1\,285\,pl = 8\,828,5.$$

Dans les deux cas, la plus-value reste inchangée, malgré la diminution du produit total, car les frais d'entretien des ouvriers, et seulement ceux-ci, ont diminué.

On peut imaginer les choses comme suit : le produit social total peut être divisé, d'après sa valeur, en trois parties proportionnelles représentant exclusivement d'une part le capital constant global, d'autre part le capital variable global et enfin la plus-value globale. Tout se passe alors comme si la première portion de produits ne contenait pas un atome de travail nouvellement ajouté, et comme si la deuxième et la troisième portion ne contenaient pas un seul moyen de production. Dans sa forme matérielle, la masse des produits est le résultat de la période de production dont elle est issue ; bien que le capital constant comme grandeur de valeur résulte de périodes de production antérieures et ne soit que transféré sur de nouveaux produits, on peut donc diviser aussi le nombre global des ouvriers occupés en trois catégories : ceux qui ne font que produire le capital total constant de la société, ceux qui ont pour tâche exclusive de pourvoir à l'entretien de l'ensemble des ouvriers et enfin ceux qui créent la plus-value entière de la classe capitaliste.

Si la consommation des ouvriers diminue, il n'y aura de réduction que dans la seconde catégorie d'ouvriers, dont un certain nombre seront licenciés. Mais par définition ces ouvriers ne créent pas de plus-value pour le capital, leur licenciement ne représente donc pas, du point de vue du capital, une perte mais un profit, puisqu'il diminue les frais de production de la plus-value.

En revanche, la demande de l'État qui se produit simultanément présente l'attrait d'une nouvelle sphère de réalisation de la plus value. Une partie de l'argent, mobilisé dans la circulation du capital variable, se détache du cycle et constitue comme propriété de l'État une demande nouvelle. Pratiquement, du point de vue de la technique fiscale, le processus est évidemment différent : en fait le montant des impôts indirects est avancé à l'État par le capital et c'est le consommateur qui le rembourse au capitaliste au cours de la vente des marchandises ; mais cela ne change rien à la réalité économique des choses. L'essentiel, du point de vue économique, est que la

somme ayant fonction de capital variable serve d'abord de véhicule à l'échange entre le capital et la force de travail ; ensuite au cours de l'échange entre l'ouvrier comme consommateur et le capitaliste comme vendeur de marchandises, elle passe des mains de l'ouvrier aux caisses de l'État sous forme d'impôt. La somme mise en circulation par le capital ne remplit que de cette manière sa fonction dans l'échange avec la force de travail, mais ensuite elle commence une carrière entièrement nouvelle par l'intermédiaire de l'État, comme pouvoir d'achat nouveau, étranger au capital et à la classe ouvrière, orienté vers une branche particulière de la production qui ne sert ni à l'entretien de la classe capitaliste ni à celui de la classe ouvrière ; ainsi elle offre au capital une occasion nouvelle à la fois de créer et de réaliser de la plus-value. Nous constatons tout à l'heure que lorsque les impôts indirects sont utilisés à pourvoir aux salaires des fonctionnaires et à l'entretien de l'armée, « l'économie » faite sur la consommation des ouvriers permet de faire peser les frais de la consommation personnelle des parasites de la classe capitaliste et des instruments de sa domination sur les ouvriers plutôt que sur les capitalistes, de les prélever sur le capital variable plutôt que sur la plus-value et en même temps de libérer une quantité équivalente de plus-value pour la capitalisation. A présent nous voyons que les impôts indirects extorqués aux ouvriers, s'ils sont utilisés à la production de matériel de guerre, offrent au capital un nouveau champ d'accumulation.

Pratiquement, sur la base du système d'impôts indirects, le militarisme remplit ces deux fonctions : en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière, il assure d'une part l'entretien des organes de la domination capitaliste, l'armée permanente, et d'autre part il fournit au capital un champ d'accumulation privilégié ¹.

Examinons la deuxième source du pouvoir d'achat de l'État, dans notre exemple les 150 unités de la somme globale des 250, investies en armements. Ces 150 se distinguent essentiellement des 100 unités que nous avons considérées jusqu'à présent. Ces 150 unités ne sont pas prélevées sur les ouvriers, mais sur la petite bourgeoisie - artisans et paysans - (nous laissons de côté la participation relativement minime de la classe capitaliste aux impôts).

La somme d'argent extorquée à la masse paysanne - que nous choisissons ici pour représenter la masse des consommateurs non prolétaires - et transférée à l'État sous forme d'impôts n'est pas à l'origine avancée par le capital, elle ne se détache pas de la circulation capitaliste. Dans la main des paysans, cette somme est l'équivalent de marchandises réalisées, la valeur d'échange de la production simple de marchandises. L'État bénéficie d'une partie du pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes, autrement dit d'un pouvoir d'achat qui de prime abord sert au capital à réaliser la plus-value à des fins d'accumulation. On peut se demander quelles transformations économiques découlent pour le capital et de quel ordre, du transfert du pouvoir d'achat de ces couches non capitalistes à l'État à des fins militaires. Il semble au premier abord qu'il s'agisse de transformation dans la forme matérielle de la reproduction. Le capital produira, au lieu d'une quantité donnée de moyens de production et de subsistance pour les consommateurs paysans, du matériel de guerre pour l'État pour une somme

¹ En fin de compte, la détérioration des conditions normales de renouvellement de la force de travail provoque une détérioration de la force de travail elle-même, la diminution du rendement et de la productivité moyenne du travail, menace donc les conditions de la production de la plus-value. Mais le capital ne ressentira ces résultats que bien plus tard, aussi n'en tient-il tout d'abord pas compte dans ses calculs économiques. Ces résultats se font seulement sentir dans le durcissement des réactions de défense des travailleurs.

équivalente. En fait la transformation est plus profonde. Surtout l'État peut mobiliser, grâce au mécanisme des impôts, des sommes prélevées sur le pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes plus considérables que celles que ceux-ci auraient dépensées pour leur propre consommation.

En réalité, c'est le système fiscal moderne qui est dans une large mesure responsable de l'introduction forcée de l'économie marchande chez les paysans. La pression fiscale oblige le paysan à transformer progressivement en marchandises une quantité toujours plus grande de ses produits, et en même temps le force à acheter toujours davantage ; elle fait entrer dans la circulation le produit de l'économie paysanne et contraint les paysans à devenir acheteurs de marchandises capitalistes. Enfin, si nous considérons toujours la production paysanne de marchandises, le système de taxation prive l'économie paysanne d'un pouvoir d'achat bien supérieur à celui qui eût été mis en jeu réellement. Les sommes que les paysans ou les classes moyennes auraient économisées pour les placer dans les caisses d'épargne et dans les banques, attendant d'être investies, sont à présent disponibles dans les caisses de l'État et constituent l'objet d'une demande, et offrent des possibilités d'investissement pour le capital. En outre, la multiplicité et l'éparpillement des demandes minimales de diverses catégories de marchandises, qui ne coïncident pas dans le temps et peuvent être satisfaites par la production marchande simple, qui n'intéressent donc pas l'accumulation capitaliste, font place à une demande concentrée et homogène de l'État. La satisfaction d'une telle demande implique l'existence d'une grande industrie développée à un très haut niveau, donc des conditions très favorables à la production de la plus-value et à l'accumulation. De plus, le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme de commandes de matériel de guerre faites par l'État, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie des armements sera douée d'une régularité presque automatique, d'une croissance rythmique. C'est le capital lui-même qui contrôle ce mouvement automatique et rythmique de la production pour le militarisme, grâce à l'appareil de la législation parlementaire et à la presse, qui a pour tâche de faire l'opinion publique. C'est pourquoi ce champ spécifique de l'accumulation capitaliste semble au premier abord être doué d'une capacité d'expansion illimitée. Tandis que toute extension des débouchés et des bases d'opération du capital est liée dans une large mesure à des facteurs historiques, sociaux et politiques indépendants de la volonté du capital, la production pour le militarisme constitue un domaine dont l'élargissement régulier et par bonds paraît dépendre en première ligne de la volonté du capital lui-même.

Les nécessités historiques de la concurrence toujours plus acharnée du capital en quête de nouvelles régions d'accumulation dans le monde se transforme ainsi, pour le capital lui-même, en un champ d'accumulation privilégié. Le capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par le moyen du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les forces de travail des pays ou des couches non capitalistes. En même temps, dans les pays capitalistes, ce même militarisme travaille à priver toujours davantage les couches non capitalistes, c'est-à-dire les représentants de la production marchande simple ainsi que la classe ouvrière, d'une partie de leur pouvoir d'achat ; il dépouille progressivement les premiers de leur force productive et restreint le niveau de vie des seconds, pour accélérer puissamment l'accumulation aux dépens de ces deux couches sociales. Cependant, à un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital.

Plus s'accroît la violence avec laquelle à l'intérieur et à l'extérieur le capital anéantit les couches non capitalistes et avilit les conditions d'existence de toutes les classes laborieuses, plus l'histoire quotidienne de l'accumulation dans le monde se transforme en une série de catastrophes et de convulsions, qui, se joignant aux crises économiques périodiques finiront par rendre impossible la continuation de l'accumulation et par dresser la classe ouvrière internationale contre la domination du capital avant même que celui-ci n'ait atteint économiquement les dernières limites objectives de son développement.

Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagande ; il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui. Et pourtant il est en même temps la première forme économique incapable de subsister seule, à l'aide de son seul milieu et de son soi nourricier. Ayant tendance à devenir une forme mondiale, il se brise à sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production. Il offre l'exemple d'une contradiction historique vivante ; son mouvement d'accumulation est à la fois l'expression, la solution progressive et l'intensification de cette contradiction. A un certain degré de développement, cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre.

IV

Critique des critiques ou : Ce que épigones ont fait de la théorie marxiste

[Retour à la table des matières](#)

1

[Retour à la table des matières](#)

Habent sua fata libelli - les livres ont leur destin. En écrivant *l'Accumulation*, j'étais parfois tourmentée par la pensée que tous ceux qui s'intéressent à l'aspect théorique de la doctrine marxiste trouveraient évidentes, comme allant de soi, les idées que je cherche à exposer et à prouver avec tant de conscience. J'imaginai que personne n'avait envisagé les choses différemment ; que cette solution du problème était la seule possible et la seule concevable. Le résultat fut tout autre : un grand nombre de critiques dans la presse social-démocrate ont déclaré que j'avais manqué mon livre à sa base même, car il n'y a selon eux aucun problème à résoudre dans ce domaine ils ont vu en moi la victime d'un simple malentendu. Il y a plus à la parution de mon livre se sont produits des événements assez inhabituels. Le compte rendu publié dans le *Vorwärts* du 16 février 1913 surprend, par son ton et son contenu, même les lecteurs peu familiarisés avec cette matière, et il frappe d'autant plus que le livre critiqué présente un caractère purement théorique, ne contient de polémique contre aucun marxiste vivant, s'en tenant au contraire à une objectivité rigoureuse.

Ce n'était pas assez. Les autorités lancèrent une campagne, qui fut menée en particulier par l'organe central du parti, avec un zèle étrange contre ceux qui avaient parlé favorablement du livre. C'est un fait sans exemple et presque comique : à propos de l'étude théorique d'un problème difficile, purement scientifique, toute la rédaction d'un quotidien politique - dont deux membres tout au plus ont pu lire le livre - rend un jugement collectif, déniait toute compétence dans les questions d'économie politique à des hommes tels que Franz Mehring et J. Karski, et désigne comme « experts » ceux-là seuls qui ont refusé tout mérite à mon livre!

Jamais que je sache dans la littérature du Parti depuis ses origines, une oeuvre nouvelle n'avait connu un tel sort, et pourtant les maisons d'édition social-démocrates n'ont pas toujours publié que des chefs-d'œuvre dans les dernières décennies. Ce qui est curieux dans cette opération, c'est que, manifestement, d'autres passions que celle de la « science pure » ont été touchées par mon ouvrage. Cependant, pour émettre un jugement correct il faut d'abord connaître la matière dont on parle, du moins pour l'essentiel.

De quoi traite ce livre si violemment attaqué ? Le sujet en paraît assez rébarbatif aux lecteurs, à cause d'une adjonction en elle-même accessoire : les formules mathématiques qui y sont largement utilisées. Or dans les critiques de l'ouvrage, la plus grande importance est accordée à ces formules et certains de mes censeurs ont même entrepris pour mon édification personnelle d'établir de nouvelles formules encore plus compliquées, dont le seul aspect donnerait le frisson à un individu normal. Nous verrons plus loin que ce n'est pas par hasard que les experts aiment les schémas mathématiques, mais que cette prédilection est en rapport étroit avec leur point de vue sur le sujet. Cependant le problème de l'accumulation en lui-même est d'une nature purement économique et sociale, il n'a rien à faire avec des formules mathématiques, et l'on peut l'exposer et le comprendre sans leur secours. Sans doute Marx a-t-il construit des schémas mathématiques dans la partie du *Capital* consacrée à la reproduction du capital social total, comme l'avait fait, un siècle avant lui, Quesnay, créateur de l'école des physiocrates et fondateur de l'économie politique comme science exacte, mais ces deux tableaux servaient simplement à faciliter l'exposé du problème et à le rendre plus clair. Marx et Quesnay ont voulu également mettre en évidence le fait qu'en dépit de son aspect et du règne apparent de l'arbitraire individuel, la vie économique de la société bourgeoise est régie dans ses rapports par des lois aussi bien que les phénomènes physiques. Comme mes thèses sur l'accumulation se fondaient sur l'exposé de Marx, qu'elles discutaient et critiquaient en même temps - en effet, dans la question de l'accumulation Marx n'a pas été au-delà de la construction des schémas et n'a fait qu'en esquisser l'analyse, et c'est à partir de là que j'ai entrepris mon travail critique - je devais naturellement entrer dans le détail des Schémas. D'une part je n'avais pas le droit de les éliminer arbitrairement de l'exposé de Marx, et d'autre part je voulais précisément montrer ce que sa démonstration avait d'insuffisant.

Essayons à présent de saisir le problème sous sa forme la plus simple sans nous embarrasser des formules mathématiques. Le processus de la production capitaliste est dominé par le profit. Pour chaque capitaliste la production n'a de sens et de but que si elle lui permet d'empocher tous les ans un « bénéfice net », c'est-à-dire le profit qui subsiste après déduction des frais de renouvellement du capital. Mais la loi fondamentale de la production capitaliste, à la différence de toute autre forme économique fondée sur l'exploitation, n'est pas simplement la poursuite d'un profit tangible, mais d'un profit toujours *croissant*. A cette fin le capitaliste, à la différence essentielle des autres types historiques de l'exploiteur, utilise le bénéfice qu'il tire de l'exploitation, non pas exclusivement ni même d'abord pour son luxe personnel, mais toujours davantage pour augmenter le taux de l'exploitation. La plus grande partie du profit obtenu devient du capital nouveau et sert à élargir la production. Le capital s'amoncelle ainsi, il est, selon l'expression de Marx, « accumulé » et - condition première aussi bien que conséquence de l'exploitation - la production capitaliste s'élargit indéfiniment.

Pour obtenir ce résultat, la volonté des capitalistes ne suffit pas. Le processus est lié à des conditions sociales objectives que l'on peut présenter brièvement ainsi :

Tout d'abord, pour que l'exploitation soit possible, il doit y avoir des forces de travail en quantité suffisante. Une fois le mode de production capitaliste instauré dans l'histoire et suffisamment consolidé, le capital y pourvoit par le mécanisme même de cette production. Il y parvient : 1° en permettant - mais en permettant seulement - aux

ouvriers qu'il emploie de vivre plus ou moins bien grâce à leur salaire pour être à nouveau exploités, et d'augmenter leur nombre par la reproduction naturelle. 2° en créant une armée de réserve du prolétariat industriel toujours disponible par la prolétarisation constante des couches moyennes et par la concurrence constituée par la machine dans la grande industrie.

Cette condition une fois remplie, quand il y a donc un matériel d'exploitation toujours disponible sous forme de prolétariat et quand le mécanisme de l'exploitation est réglé à son tour par le système du salaire, un nouveau facteur fondamental de l'accumulation capitaliste entre en jeu : la possibilité permanente de vendre les marchandises produites par les ouvriers pour récupérer sous forme d'argent aussi bien les frais du capitaliste que la plus-value extorquée aux ouvriers.

« *La première condition de l'accumulation est que le capitaliste ait réussi à vendre ses marchandises et à transformer à nouveau en capital la plus grande partie de l'argent ainsi obtenu* » (*Capital*, I. I, chap. 7, introduction).

Pour que l'accumulation se produise et se poursuive en un processus ininterrompu, il faut au capital des possibilités toujours accrues de débouchés pour les marchandises. La condition fondamentale de l'exploitation, nous l'avons vu, est créée par le capital lui-même. Dans le premier livre du *Capital*, Marx a analysé et décrit en détail ce processus. Mais que savons-nous des possibilités de réaliser le produit de l'exploitation, autrement dit des possibilités de débouchés ? De quoi dépendent-elles ? Le capital est-il en mesure ? le mécanisme même de la production permet-il d'élargir les débouchés conformément à ses besoins, comme il adapte le nombre des forces de travail à ses besoins ? Il n'en est rien. C'est ici que se manifeste la dépendance du capital à l'égard des conditions sociales. La production capitaliste a en commun avec les autres modes historiques de production - malgré des différences essentielles et bien qu'en dernier ressort elle n'ait en vue qu'un seul but : le profit - la nécessité objective de satisfaire tous les besoins matériels de la société ; elle ne peut atteindre son but subjectif (le profit) que dans la mesure où elle remplit cette tâche objective. Les marchandises capitalistes ne peuvent être vendues, le profit qu'elles recèlent ne peut être réalisé en argent que dans la mesure où ces marchandises répondent au besoin de la société. L'élargissement constant de la production capitaliste, c'est-à-dire l'accumulation constante du capital dépend donc d'une extension également constante du besoin social.

Mais qu'est-ce que le besoin social, peut-on le définir plus exactement, le mesurer en quelque sorte, ou bien devons-nous nous contenter de ce concept vague ?

Le phénomène reste insaisissable si on le considère tel qu'il se manifeste à la surface de la vie économique, dans la pratique quotidienne, si on l'examine du point de vue du capitaliste isolé. Un capitaliste produit et vend des machines. Ses acheteurs sont d'autres capitalistes qui lui achètent ses machines pour fabriquer selon le mode de production capitaliste d'autres marchandises. Le premier fabricant vendra donc ses marchandises d'autant plus facilement que les autres capitalistes élargiront leur production. Il pourra accumuler à un rythme d'autant plus rapide que les autres accumuleront dans leur propre branche de production. Dans cet exemple le « besoin social » auquel est soumis notre capitaliste serait le besoin des autres capitalistes ; l'extension de sa production dépendrait de l'élargissement de la leur. Un autre capita-

liste produit et vend des moyens de subsistance pour les ouvriers. Il les écoulera d'autant mieux, il pourra accumuler d'autant plus de capital qu'il y aura plus d'ouvriers employés par d'autres capitalistes et dans sa propre fabrique, plus la production et l'accumulation des autres capitalistes sera considérable. Mais d'où vient que les « autres » peuvent élargir leur entreprise ? Apparemment cet élargissement dépend du fait que les « premiers » capitalistes, par exemple les producteurs de machines ou de moyens de subsistance, achètent en quantité toujours plus grande les marchandises des « autres ». Le « besoin social » auquel est soumise l'accumulation capitaliste semble donc, lorsqu'on examine la chose de plus près, identique à l'accumulation capitaliste elle-même. Plus le capital accumule, plus il accumule - la conclusion de l'examen paraît être une tautologie ou un cercle vicieux. On ne voit pas d'où part l'impulsion initiale. Nous tournons en rond et le problème nous échappe quand nous voulons le saisir. Les choses se passent bien ainsi dans la réalité, mais seulement si nous nous plaçons au point de vue du capital individuel, si nous restons à la surface du marché : c'est la perspective préférée des économistes vulgaires ¹.

Mais les contours se dessinent dès que nous considérons la production capitaliste dans son ensemble du point de vue du capital total, qui est le seul point de vue finalement juste et déterminant. Marx expose pour la première fois systématiquement cette vue globale dans le deuxième livre du *Capital*, bien qu'il ait implicitement fondé sur elle sa théorie tout entière.

En fait, l'existence autonome du capital individuel n'est qu'une forme extérieure, elle constitue la surface de la vie économique, et seul l'économiste vulgaire y voit l'essence des choses et la source unique de la connaissance. Cette surface et les oppositions de la concurrence voilent le caractère d'unité sociale que revêtent ensemble les capitaux individuels, dont l'existence et le mouvement sont régis par des lois sociales communes masquées au regard des capitalistes isolés par le désordre et l'anarchie du système actuel et opérant à leur insu au travers de déviations multiples.

En découvrant le caractère global de la production capitaliste nous saisirons bientôt le besoin social comme une grandeur tangible qui se divise concrètement.

Imaginons qu'on entasse chaque année en un grand monceau toutes les marchandises produites par la société capitaliste, et dont la masse entière devrait être utilisée. Ce magma informe de marchandises se divise tout naturellement en plusieurs grandes portions de différentes catégories aux destinations différentes.

Dans toutes les formes de sociétés et à toutes les époques la production devait Pourvoir à deux sortes de besoins d'une manière ou d'une autre. Il fallait premièrement nourrir et vêtir les hommes et satisfaire par des biens matériels tous les autres besoins d'une société civilisée. Il fallait en résumé produire des *moyens de subsistance* au sens le plus large de ce terme pour toutes les couches sociales de la population et toutes les catégories d'âge. Deuxièmement toutes les formes de production devaient, pour permettre à la société de continuer à vivre et assurer la poursuite du travail, fournir au fur et à mesure de nouveaux *moyens de production* pour remplacer

¹ On trouve l'exemple d'une telle platitude dans le compte rendu de mon livre, paru dans le *Vorwärts*. Le critique Eckstein, après quelques mots solennels d'introduction promettant au lecteur de l'instruire des besoins sociaux, tourne en rond comme un chat autour de sa queue et finit par déclarer que la chose n'est « ni simple facile ». C'est exact. il est beaucoup plus simple et plus facile de lancer des remarques méprisantes.

ceux qui avaient été usés : matières premières, outils, bâtiments, etc. Sans la satisfaction de ces deux besoins fondamentaux de toute société humaine, la civilisation et le progrès eussent été impossibles ; la production capitaliste doit, elle aussi, répondre à ces exigences élémentaires, même à travers l'anarchie du système, en tenant compte des intérêts et du profit.

Dans l'amoncellement indifférencié de marchandises capitalistes que nous avons imaginé nous trouverons donc d'abord une grande portion de marchandises correspondant au renouvellement des moyens de production usés l'année précédente. Il s'agit de matières premières, de machines, de bâtiments neufs... etc. (ou encore, selon l'expression de Marx, de « *capital constant* ») fournis ou fabriqués par les divers capitalistes les uns pour les autres ; ceux-ci doivent les échanger entre eux pour que la production se poursuive dans chaque entreprise à la même échelle. Les entreprises capitalistes fournissant elles-mêmes (selon notre hypothèse) les moyens de production nécessaires à la marche de l'ensemble du travail social, l'échange des marchandises sur le marché est en quelque sorte une affaire interne concernant les seuls capitalistes entre eux. L'argent nécessaire à cet échange multilatéral de marchandises vient de la classe capitaliste elle-même, puisque chaque entrepreneur doit disposer à l'avance pour sa fabrique du capital-argent correspondant et cet argent retourne naturellement, une fois l'échange accompli, à la classe capitaliste.

Si nous ne considérons ici que le renouvellement des moyens de production à la même échelle que l'année précédente, la même somme d'argent suffira bon an mal an à permettre périodiquement aux capitalistes de s'acheter réciproquement des moyens de production, et cette somme reviendra toujours, après un temps d'arrêt, dans leur poche.

La deuxième grande section de la masse de marchandises capitalistes doit comprendre, comme dans toute société, les moyens de subsistance de la population. Comment, dans la société capitaliste, la population est-elle structurée et comment acquiert-elle ses moyens de subsistance ? Deux phénomènes fondamentaux caractérisent le mode de production capitaliste : premièrement : l'échange général de marchandises, ce qui signifie que personne dans la population n'obtient le moindre moyen de subsistance sans posséder les moyens de l'acheter, c'est-à-dire l'argent ; deuxièmement : le système capitaliste des salaires, c'est-à-dire un rapport selon lequel la grande masse de la population laborieuse n'acquiert les moyens de paiement pour l'achat des marchandises qu'en vendant au capital sa force de travail, et où la classe possédante n'acquiert ses moyens de subsistance qu'en exploitant ce rapport. La production capitaliste implique donc par elle-même deux grandes classes de population : les capitalistes et les ouvriers, qui sont dans une position fondamentalement différente quant à la répartition des moyens de subsistance. Même si les capitalistes individuellement se préoccupent peu du sort des ouvriers, il faut au moins assurer leur nourriture, maintenir intacte leur force de travail afin de pouvoir en continuer l'exploitation aux fins du capital. De la masse totale des marchandises qu'ils auront produites, les ouvriers se verront allouer chaque année par la classe capitaliste une certaine quantité de moyens de subsistance déterminée très précisément en fonction des possibilités de leur emploi dans la production. Les ouvriers reçoivent de leurs employeurs un salaire sous forme d'argent qui leur permet d'acheter des marchandises. Par le système de l'échange, la classe ouvrière reçoit donc chaque année en contrepartie de sa force de travail une certaine somme d'argent qu'elle échange ensuite contre une portion de la masse de marchandises - elle-même propriété des capitalistes - sous forme de moyens de subsistance ; la quantité de moyens de subsistance qui lui est allouée dépend du

degré de civilisation et de l'état de la lutte des classes. L'argent qui sert de véhicule à ce deuxième grand échange social est également fourni par la classe capitaliste : chaque capitaliste doit avancer, pour faire marcher son entreprise, ce que Marx appelle le « capital variable », c'est-à-dire le capital-argent nécessaire à l'achat de la force de travail. Mais quand les ouvriers ont acheté ici et là les moyens de subsistance indispensables à leur entretien personnel et à celui de leur famille, cet argent revient entièrement, à un sou près, aux capitalistes dans leur ensemble comme classe sociale : ce sont des entrepreneurs capitalistes qui vendent aux ouvriers les moyens de subsistance. Venons-en maintenant à la consommation des capitalistes eux-mêmes. Avant tout échange, la classe capitaliste possède ses moyens de subsistance comme faisant partie de la masse de marchandises en vertu du rapport capitaliste selon lequel toutes les marchandises - à l'exception de la force de travail - sont a priori la propriété du capital. Sans doute les moyens de subsistance « de luxe » n'appartiennent-ils a priori, précisément parce que ce sont des marchandises, qu'à des petits capitalistes privés dispersés, et sont-ils la propriété privée de chaque capitaliste individuel. Pour que la classe capitaliste accède à la jouissance de la masse de moyens de subsistance dignes d'elle, il faut que se produise - comme pour le capital constant - un échange général, un passage de main en main, à l'intérieur de la classe capitaliste. Cet échange social se fait lui aussi par le véhicule de l'argent, et la somme nécessaire est mise en circulation par les capitalistes eux-mêmes ; il s'agit, cette fois encore, comme pour le renouvellement du capital constant, d'une affaire interne de famille, concernant la classe des capitalistes. Et ici encore, l'échange accompli, la somme avancée retourne à la classe entière des capitalistes. Le même mécanisme de l'exploitation capitaliste qui règle le système général des salaires assure effectivement chaque année aux capitalistes la portion de moyens de subsistance qui leur est due, y compris le luxe nécessaire. Si les ouvriers ne produisaient que la quantité de moyens de subsistance indispensables à leur entretien personnel, leur travail serait du point de vue capitaliste une absurdité. Leur travail n'a de sens que s'ils pourvoient non seulement à leur entretien - dans une mesure déterminée par leur salaire - mais encore à l'entretien de « ceux qui leur donnent du pain ». c'est-à-dire s'ils créent pour le capitalisme ce que Marx appelle de la « plus-value ». Et cette plus-value doit servir entre autres choses à assurer l'entretien indispensable de la classe capitaliste et son luxe - comme c'était déjà le cas auparavant pour toutes les classes d'exploiteurs. Les capitalistes n'ont plus alors, en échangeant entre eux des marchandises correspondantes et en avançant les sommes nécessaires à cet échange, que la tâche pénible d'assurer à leur propre classe une existence austère et pleine de privations, ainsi que leur reproduction naturelle !

Voilà donc deux grandes parties de notre monceau de marchandises : la première comprenant les moyens de production pour le renouvellement du processus de travail, et la seconde, les moyens de subsistance destinés à l'entretien de la population, ou plus précisément de la classe ouvrière d'une part et de la classe capitaliste d'autre part.

Notons en passant que notre tableau peut sembler tout à fait fantaisiste. Quel capitaliste saurait aujourd'hui - et se soucierait de savoir - quelles choses et quelles sommes sont nécessaires au remplacement du capital total usé, à l'entretien de la classe ouvrière et de la classe capitaliste ? Chaque entrepreneur produit à l'aveuglette, le plus possible, pour soutenir la concurrence avec les autres capitalistes, sans voir plus loin que le bout de son nez. Cependant derrière le chaos de la concurrence et de l'anarchie se cachent des lois invisibles qui sont respectées, sinon la société capitaliste se serait déjà effondrée. Or c'est précisément la tâche de l'économie politique comme science - et c'était en particulier le but avoué de la doctrine économique de Marx -

que de dévoiler ces lois secrètes qui, à travers le chaos des entreprises privées, maintiennent l'ordre et la cohérence de l'ensemble social. Nous entreprendrons à présent de rechercher ces lois objectives invisibles de l'accumulation capitaliste, définie comme l'accroissement du capital par l'élargissement constant de la production. Certes ces lois que nous exposons ici ne déterminent pas l'attitude consciente des capitalistes individuels dans leurs actes. et il n'existe en fait aucun organe suprême représentant la société entière qui aurait la tâche d'établir ces lois et les mettrait à exécution ; mais cela signifie seulement que la production actuelle remplit ses fonctions en oscillant toujours entre le trop et le trop peu. en donnant lieu à des variations de prix et à des crises. Mais, précisément, ces oscillations de prix et ces crises ont pour la société dans son ensemble la fonction d'un régulateur : à chaque instant et périodiquement, elles corrigent les déviations de la production privée chaotique et rétablissent la cohérence de l'ensemble. En cherchant comme Marx à établir sommairement le rapport de la production capitaliste totale avec les besoins sociaux, nous faisons seulement abstraction des *méthodes* spécifiques du capitalisme, oscillations de prix et crises, grâce auxquelles il maintient ces rapports et nous examinons le fond du problème.

La masse sociale de marchandises ne comprend pas seulement les deux portions que nous avons déjà vues. Si l'exploitation des travailleurs ne faisait que permettre aux exploités une vie luxueuse, nous aurions une sorte d'esclavagisme modernisé ou une société de caractère féodal, et non une économie capitaliste moderne. La société capitaliste a pour but et pour tâche le profit matérialisé sous forme d'argent, l'accumulation de capital-argent. Le sens historique de la production capitaliste commence seulement là où l'exploitation franchit les bornes de la consommation des exploités. La plus-value ne doit pas simplement offrir à la classe capitaliste une existence « digne d'elle », elle doit en outre comprendre une partie destinée à l'accumulation. Plus encore, cet objectif est tellement déterminant que les ouvriers ne sont employés, et donc mis en mesure de se procurer des moyens de subsistance pour leurs besoins personnels, que s'ils produisent ce profit destiné à l'accumulation, et s'il existe une perspective de pouvoir accumuler ce profit sous forme d'argent.

Notre monceau de marchandises doit donc comprendre une troisième portion, celle-là destinée non plus au renouvellement des moyens de production usés ni à l'entretien des ouvriers et des capitalistes - toutes choses dont nous avons déjà traité. La troisième portion de marchandises comprendra cette part inestimable de la plus-value extorquée aux ouvriers qui représente en fait le but essentiel du capital : le profit destiné à la capitalisation, à l'accumulation. De quelles sortes de marchandises s'agit-il et qui, dans la société, en a besoin, autrement dit qui les achète aux capitalistes pour leur permettre de réaliser enfin en espèces sonnantes la partie la plus importante du profit ? Nous touchons au cœur même du problème de l'accumulation et nous devons en examiner toutes les solutions possibles.

Les ouvriers peuvent-ils être les acheteurs en question de la dernière portion de notre monceau de marchandises ? Mais les ouvriers ne possèdent pas de moyens de paiement autres que les salaires que leur versent les entrepreneurs ; ils achètent, dans les strictes limites de ces salaires, la part infime du produit social total qui leur est allouée. Au-delà de ces limites ils ne peuvent acheter, même pour quelques centimes, aucune marchandise capitaliste, même s'ils ont d'autres besoins non satisfaits. La classe capitaliste a tendance à mesurer chichement, plutôt que largement, cette part du produit social total consommée par les ouvriers et les moyens de paiement qu'elle

leur verse. Car, du point de vue de la classe entière des capitalistes - il est important de maintenir cette distinction entre le point de vue de la classe entière et les idées confuses des capitalistes individuels - les ouvriers ne sont pas des acheteurs de marchandises, ni des « clients » comme les autres, ils représentent simplement la force de travail, à l'entretien de laquelle les capitalistes sont malheureusement obligés de subvenir à l'aide de leurs propres produits, en le réduisant au strict minimum socialement possible.

Les capitalistes ne pourraient-ils pas être eux-mêmes les acheteurs de cette dernière portion de la masse de marchandises, en augmentant leur consommation personnelle ? La chose n'est pas impossible, bien que le luxe de la classe dominante, y compris toutes les folies imaginables, soit déjà assuré. Seulement si les capitalistes dépensaient pour leur propre plaisir toute la plus-value extorquée à leurs ouvriers, l'accumulation ne pourrait avoir lieu. Il y aurait alors un retour inimaginable du point de vue capitaliste à une économie esclavagiste modernisée ou au féodalisme. Cependant le phénomène inverse est concevable et se pratique parfois : un système d'accumulation capitaliste avec des formes d'exploitation héritées de l'esclavagisme et du servage a pu être observé jusque dans les années 1860 aux Etats-Unis, on en voit aujourd'hui encore des exemples en Roumanie et dans des colonies outre-mer. Mais le cas opposé : forme moderne de l'exploitation, c'est-à-dire situation de salariat libre, où la plus-value serait ensuite dépensée entièrement, à la manière antique ou féodale, et l'accumulation en revanche négligée, ce péché contre le Saint-Esprit capitaliste est tout simplement inconcevable. A cet égard le point de vue du capital total se distingue essentiellement, notons-le une fois encore, du point de vue du capitaliste individuel. A ce dernier le luxe des « grands capitalistes » paraît souhaitable, puisqu'il lui offre une possibilité d'élargir ses débouchés, donc une occasion privilégiée d'accumuler. Mais pour l'ensemble des capitalistes pris comme classe, la consommation totale de la plus-value par le luxe est une pure folie, un suicide économique parce qu'elle étouffe pour ainsi dire l'accumulation dans son germe.

Qui donc achètera, consommera la portion de marchandises dont la vente rendra seule possible l'accumulation ? Une chose est claire: ce ne seront ni les ouvriers ni les capitalistes eux-mêmes.

N'existe-t-il pas dans la société d'autres couches de population qui ne peuvent être comptées ni au nombre des ouvriers ni au nombre des capitalistes : les fonctionnaires, l'armée, le clergé, les savants, les artistes ? Toutes ces catégories sociales ne doivent-elles pas elles aussi satisfaire leurs besoins, ne peuvent-elles précisément fournir les acheteurs des marchandises excédentaires ? Encore une fois : pour le capitaliste individuel, sûrement ! Mais il en est autrement si nous considérons les capitalistes dans leur ensemble comme classe, si nous avons en vue le capital social total. Dans la société capitaliste, les couches sociales et les professions que nous venons d'énumérer sont économiquement dépendantes de la classe capitaliste. Les revenus des fonctionnaires, des militaires, des prêtres, des artistes, etc., sont pour une part tirés de la poche des capitalistes et pour une autre part dérivés, « par l'intermédiaire du système des impôts indirects », des salaires des ouvriers. Du point de vue du capital total, ces couches sociales ne peuvent économiquement compter pour une classe de consommateurs à part puisqu'ils ne possèdent pas de source autonome de revenus, mais vivent en parasites des deux grandes classes : la classe des capitalistes et celle des ouvriers, dont la consommation inclut déjà la leur.

Nous ne voyons donc pour l'instant pas d'acheteurs pour la dernière portion de marchandises dont la vente pourra seule permettre l'accumulation.

La solution de ce problème est sans doute extrêmement simple. Peut-être ressemblons-nous à ce cavalier qui cherchait partout le cheval sur lequel il était assis. Les capitalistes s'achètent peut-être les uns aux autres cette dernière portion de marchandises, non pas pour la gaspiller dans le luxe, mais pour l'investir en élargissant la production, pour l'accumulation. Qu'est-ce que l'accumulation en effet sinon précisément l'extension de la production capitaliste ? Seulement les marchandises, pour remplir cette fonction, doivent être non pas des objets de luxe destinés à la consommation personnelle des capitalistes mais des moyens de production divers (autrement dit du capital constant nouveau) et des moyens de subsistance pour les ouvriers.

Bien. Mais une telle solution ne fait qu'ajourner la difficulté. Car en supposant que l'accumulation a eu lieu et que la production ainsi élargie jette sur le marché l'année suivante une masse de marchandises encore plus volumineuse que l'année précédente, nous sommes encore une fois obligés de poser la question : où trouver *maintenant* les acheteurs pour la masse de marchandises accrue ?

Si nous répondons : eh bien ! les capitalistes échangeront entre eux l'année suivante encore, cette masse de marchandises accrue et élargiront de nouveau la production - et ainsi de suite d'année en année -, alors nous avons une sorte de manège de foire qui tourne à vide. Ce n'est pas l'accumulation capitaliste qui a lieu, c'est-à-dire un accroissement de capital sous forme d'argent, mais, au contraire, on produit des marchandises pour le plaisir de produire, ce qui est du point de vue capitaliste une pure absurdité. Si les capitalistes comme classe sont à eux-mêmes leurs propres acheteurs de leur propre masse de marchandises - à l'exception de la partie qu'ils sont obligés d'allouer à la classe ouvrière pour son entretien -, s'ils s'achètent mutuellement avec leur propre argent les marchandises et s'ils doivent « réaliser en espèces sonnantes » la plus-value qu'elles recèlent, l'accumulation devient absolument impossible pour la classe capitaliste dans son ensemble. Pour que l'accumulation puisse avoir lieu, les capitalistes doivent trouver ailleurs des acheteurs pour la portion de marchandises qui recèle le profit destiné à l'accumulation ; ces acheteurs doivent avoir de; moyens de paiement provenant d'une source autonome et non pas avancés par les capitalistes comme c'est le cas pour les ouvriers ou les collaborateurs du capital : organes de l'État, armée, clergé, professions libérales. Il doit s'agir d'acheteurs qui se procurent des moyens de paiement grâce à un système d'échange de marchandises, donc sur la base d'une production de marchandises, et cette production doit nécessairement se trouver à l'extérieur du système capitaliste de production ; les moyens de production de ces producteurs ne doivent pas entrer en ligne de compte comme capital, eux-mêmes n'entreront pas dans l'une des deux catégories de capitalistes ou d'ouvriers, et cependant ils ont besoin de marchandises capitalistes.

Mais où trouver de tels acheteurs ? En dehors des capitalistes et de leur escorte de parasites, il n'y a pas dans la société actuelle d'autres classes ni d'autres couches sociales.

Ici nous touchons au cœur même du problème. A la base du deuxième livre du *Capital* ainsi que du premier, il y a l'hypothèse de l'exclusivité du capitalisme comme

mode de production. Marx écrit dans le premier livre : « *On fait ici abstraction du commerce étranger au moyen duquel une nation peut convertir des articles de luxe en moyens de production ou en subsistances de première nécessité et vice versa. Pour débarrasser l'analyse générale d'incidents inutiles, il faut considérer le monde commerçant comme une seule nation, et supposer que la production capitaliste s'est établie partout et s'est emparée de toutes les branches d'industrie* » (I, p. 544, note 21 a. Trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 22, note 1). Il écrit dans le deuxième livre : « *D'après notre hypothèse - domination générale et exclusive de la production capitaliste - il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière* » (II, p. 321. Trad. Éditions Sociales, tome 4, p. 323). Certes, dans ces conditions, la société se compose en effet exclusivement de capitalistes, avec leur escorte de parasites, et de prolétaires; il n'existe pas d'autres producteurs de marchandises ni d'autres consommateurs, mais en ce cas l'accumulation capitaliste se trouve placée devant une difficulté insurmontable; c'est le problème que j'ai essayé d'exposer.

De quelque côté qu'on se tourne, tant que nous maintenons l'hypothèse qu'il n'y a pas d'autre classe en dehors des capitalistes et des ouvriers, les capitalistes comme classe totale ne peuvent pas vendre leurs marchandises excédentaires ni réaliser leur plus-value en argent, ce qui leur permettrait d'accumuler du capital.

Il ne s'agissait cependant pour Marx que d'une hypothèse théorique, destinée à simplifier et faciliter l'étude des problèmes. Tout le monde sait, et Marx le souligne parfois lui-même dans le *Capital*, que la production capitaliste n'occupe pas une position unique ni exclusive. En réalité dans tous les pays capitalistes, et même dans ceux où la grande industrie est très développée, il existe, à côté des entreprises capitalistes, de nombreuses entreprises industrielles et agricoles de caractère artisanal et paysan, où règne une économie marchande simple. A côté des vieux pays capitalistes il existe, même en Europe, des pays où la production paysanne et artisanale domine encore aujourd'hui de loin l'économie, par exemple la Russie, les pays balkaniques, la Scandinavie, l'Espagne. Enfin, à côté de l'Europe capitaliste et de l'Amérique du Nord, il existe d'immenses continents où la production capitaliste ne s'est installée qu'en certains points peu nombreux et isolés, tandis que par ailleurs les territoires de ces continents présentent toutes les structures économiques possibles, depuis le communisme primitif jusqu'à la société féodale, paysanne et artisanale. Non seulement toutes ces formes de sociétés et de production subsistent et ont subsisté à côté du capitalisme sur le mode d'une tranquille coexistence, mais, depuis le début de l'ère capitaliste, on a vu se développer entre elles et le capital européen des relations d'échange très intenses d'un ordre particulier. Le capitalisme comme production massive est nécessairement dépendant d'acheteurs issus des couches paysannes et artisanales dans les vieux pays industriels ainsi que de consommateurs de pays arriérés ; de son côté il ne peut techniquement se passer des produits de ces pays et de ces couches non capitalistes - qu'il s'agisse de moyens de production ou de moyens de subsistance. C'est ainsi que s'est développé dès le début, entre la production capitaliste et le milieu non capitaliste qui l'entoure, un ensemble de rapports grâce auxquels le capital a pu à la fois réaliser sa propre plus-value en argent pour poursuivre la capitalisation, se procurer toutes les marchandises nécessaires à l'extension de sa propre production, et enfin, en détruisant les formes de production non capitalistes, s'assurer un apport constant de forces de travail qu'il transforme en prolétaires.

Voilà, dans sa sécheresse, le contenu économique de ces relations.

Dans leur forme concrète, elles offrent toute la variété du drame historique du développement du capitalisme sur la scène mondiale.

L'échange du capital avec son milieu non capitaliste se heurte en effet d'abord aux barrières de l'économie naturelle, à la sécurité et à la stabilité des rapports sociaux, aux besoins limités de l'économie paysanne patriarcale ainsi que de l'artisanat. Ici le capital a recours aux « moyens héroïques », autrement dit à la violence politique. En Europe, son premier geste fut l'abolition par la révolution de l'économie naturelle féodale. Dans les pays d'outre-mer, le capital marqua son entrée sur la scène mondiale en soumettant et en détruisant les communes traditionnelles ; depuis lors ces actes accompagnent constamment l'accumulation. C'est en ruinant l'économie naturelle paysanne et patriarcale de ces pays que le capital européen ouvre la voie à l'échange et à la production de marchandises ; c'est ainsi qu'il transforme les habitants en acheteurs de marchandises capitalistes et qu'il accélère en même temps sa propre accumulation, en pillant directement les trésors et les richesses naturelles entassées par les Peuples soumis. A ces méthodes s'ajoutent depuis le début du XIX^e siècle, l'exportation hors d'Europe du capital accumulé et l'investissement dans les pays non capitalistes d'outremer; le capital trouve là, sur les ruines de la production indigène, de nouveaux acheteurs pour ses marchandises et de ce fait même un nouveau champ d'accumulation. Ainsi le capitalisme ne cesse de croître grâce à ses relations avec les couches sociales et les pays non capitalistes, poursuivant l'accumulation à leurs dépens mais en même temps les décomposant et les refoulant pour s'implanter à leur place. Mais à mesure qu'augmente le nombre des pays capitalistes participant à la chasse aux territoires d'accumulation et à mesure que se rétrécissent les territoires encore disponibles pour l'expansion capitaliste la lutte du capital pour ses territoires d'accumulation devient de plus en plus acharnée et ses campagnes engendrent à travers le monde une série de catastrophes économiques et politiques : crises mondiales, guerres, révolutions.

Par ce processus, le capital prépare doublement son propre effondrement : d'une part en s'étendant aux dépens des formes de production non capitalistes, il fait avancer le moment où l'humanité tout entière ne se composera plus effectivement que de capitalistes et de prolétaires et où l'expansion ultérieure, donc l'accumulation, deviendront impossibles. D'autre part, à mesure qu'il avance, il exaspère les antagonismes de classe et l'anarchie économique et politique internationale à tel point qu'il provoquera contre sa domination la rébellion du prolétariat international bien avant que l'évolution économique ait abouti à sa dernière conséquence : la domination absolue et exclusive de la production capitaliste dans le monde.

Voici, résumés brièvement, le problème et sa solution tels que je les envisage. Il peut sembler au premier coup d'œil qu'on ait affaire à des élucubrations purement théoriques. Et pourtant l'importance pratique de ce problème est évidente : il touche le fait dominant de la vie publique actuelle, l'impérialisme. Les phénomènes extérieurs typiques de la période impérialiste : la lutte des États capitalistes pour les colonies et les sphères d'influence qui permettent l'investissement du capital européen; le système des emprunts internationaux ; le militarisme, le protectionnisme, la prépondérance du capital bancaire et de l'industrie cartellisée dans la politique mondiale sont aujourd'hui universellement connus. La liaison de ces phénomènes avec la dernière phase de l'évolution capitaliste et leur importance pour l'accumulation du capital sont si évidentes que les partisans et les adversaires de l'impérialisme sont unanimes à les reconnaître. La social-démocratie ne peut cependant se contenter de cette connaissance empirique. Elle doit rechercher avec précision les lois économiques de cet

ensemble de phénomènes variés qui constituent l'impérialisme et en mettre à nu les causes profondes.

Car, comme toujours dans un tel cas, seule la compréhension théorique exacte du problème pris à la racine peut donner à notre lutte pratique contre l'impérialisme, cette sûreté de but et cette force indispensables à la politique du prolétariat. Les faits de l'exploitation, du surtravail, du profit étaient connus avant la publication du *Capital*. Mais ce n'est que par la connaissance exacte des lois de la plus-value et de sa formation, de la loi des salaires et de l'armée industrielle de réserve telles que Marx les a établies dans sa théorie de la valeur que la lutte des classes a pu acquérir dans la pratique la base ferme à partir de laquelle se sont développés le mouvement ouvrier allemand et, à sa suite, le mouvement international jusqu'à la guerre mondiale. Certes la théorie seule ne suffit pas, la meilleure théorie du monde peut s'accompagner d'une pratique tout à fait déficiente : l'effondrement actuel de la social-démocratie allemande le prouve assez. Mais cet effondrement ne s'est pas produit à cause de la théorie de Marx, mais malgré elle, et le mouvement ouvrier ne retrouvera sa vigueur que dans la mesure où il mettra la pratique en accord avec la théorie. Ici comme sur tous les points importants de la lutte des classes notre position n'aura d'assises solides que si elle se fonde sur la théorie de Marx, sur les nombreuses richesses non encore exploitées que recèlent ses oeuvres fondamentales. Il est hors de doute que l'explication des racines économiques de l'impérialisme découle des lois de l'accumulation capitaliste, auxquelles elle doit être rattachée ; en effet, d'après toutes les observations empiriques, l'impérialisme dans son ensemble n'est pas autre chose qu'une méthode spécifique de l'accumulation. Mais il est impossible d'admettre cette explication si l'on s'en tient aveuglément à l'hypothèse, évoquée par Marx dans le deuxième livre du *Capital*, d'une société dominée exclusivement par la production capitaliste et composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers. On peut certes diverger quant à une définition plus précise des ressorts économiques internes de l'impérialisme. Mais il y a au moins une chose claire et universellement reconnue : l'impérialisme consiste précisément dans l'expansion du capitalisme vers de nouveaux territoires et dans la lutte économique et politique que se livrent les vieux pays capitalistes pour se disputer ces territoires. Or, dans le deuxième livre du *Capital*, Marx imaginait le monde entier comme une « nation capitaliste », et supposait que toutes les autres formations économiques et sociales avaient déjà disparu. Comment expliquer alors l'impérialisme dans une telle société, puisqu'il ne disposerait plus d'aucun espace libre ?

C'est ici qu'intervient ma critique. L'hypothèse théorique d'une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers est parfaitement justifiée pour faciliter l'étude de certaines questions, par exemple dans le premier livre du *Capital*, lorsque Marx analyse le capital individuel et ses méthodes d'exploitation à l'usine ; mais elle me semble inutile et gênante lorsqu'il s'agit de l'accumulation du capital social total. L'accumulation, qui est le processus historique réel du développement capitaliste, reste incompréhensible si l'on fait abstraction de toutes les conditions de cette réalité historique. Depuis son origine jusqu'à nos jours, l'accumulation du capital comme processus historique se fraie une voie à travers un milieu de formations précapitalistes diverses, au prix d'une lutte politique constante et grâce à des échanges économiques continus avec ces formations. Comment explique-t-on ce processus et ses lois dynamiques internes à partir d'une fiction théorique abstraite qui ne tient pas compte de ce milieu, de cette lutte et de ces échanges ? Il me semble nécessaire et conforme à l'esprit de la doctrine de Marx d'abandonner à présent cette hypothèse, qui a prouvé son utilité dans le premier volume du *Capital*, nous étudierons désormais l'accumulation comme processus total à partir de la base concrète de l'échange entre le capital

et son milieu historique. Si l'on adopte cette méthode, les théories fondamentales de Marx nous fourniront l'explication de ce processus, qui s'accorde parfaitement alors avec toutes les autres parties de son oeuvre économique.

Marx lui-même a posé la question de l'accumulation du capital total mais il ne l'a pas résolue. Il a commencé son analyse en partant de l'hypothèse d'une société purement capitaliste; mais il n'a pas poursuivi, sur cette base, l'analyse que la mort a interrompue à un point crucial. Pour rendre plus concrète sa théorie, il avait construit quelques schémas mathématiques, mais il avait à peine commencé à les interpréter, à examiner leurs conséquences et à les vérifier de ce point de vue, que la maladie et la mort lui arrachèrent la plume des mains. Il léguait la tâche de résoudre ce problème, comme bien d'autres, à ses disciples, et mon *Accumulation* voulait être une tentative en ce sens. La solution proposée par mon livre peut être considérée comme juste ou fautive, on peut la critiquer, l'attaquer, la compléter, indiquer une autre solution. Rien de tout cela n'a eu lieu. Il s'est produit une chose tout à fait inattendue. Les « experts » ont déclaré que le problème n'existait pas ! Ils jugèrent que Marx donnait dans le 2e livre du *Capital* une explication suffisante de l'accumulation, que les schémas prouvaient clairement que le capital peut parfaitement croître et la production s'étendre, sans qu'il y ait dans le monde d'autre mode de production que la production capitaliste : celle-ci trouve en elle-même, d'après eux, ses propres débouchés ; c'est seulement mon incompréhension absolue des schémas de Marx qui m'a conduite à voir là un problème.

Que l'on veuille bien réfléchir aux points suivants :

Il est de fait que l'économie politique connaît depuis un siècle des controverses au sujet du problème de l'accumulation, de la réalisation de la plus-value : aux alentours de 1820, ce furent les discussions entre Sismondi et Say, Ricardo, Mac Culloch ; vers 1850, la controverse entre Rodbertus et von Kirchmann ; dans les années 1880 et 1890 les polémiques entre les « populistes » et les marxistes russes ; les économistes les plus remarquables de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Russie n'ont cessé de poser ces questions, avant et après la publication du *Capital*. Le problème a préoccupé les savants, partout où l'économie politique recevait un souffle nouveau sous l'impulsion des critiques sociales violentes.

Il est de fait que le deuxième livre du *Capital* n'est pas une oeuvre achevée comme le premier, il est resté incomplet, c'est une juxtaposition de fragments plus ou moins élaborés et d'esquisses telles qu'un savant les note pour lui-même; mais la mise au point en fut toujours freinée et interrompue par la maladie. En particulier l'objet de notre étude, l'analyse de l'accumulation du capital total, est traitée dans le dernier chapitre et à ce titre est la moins développée : elle n'occupe que 35 pages des 450 du livre et s'interrompt au milieu d'une page.

Il est de fait que Marx estimait, selon le témoignage d'Engels, que ce dernier chapitre « *avait un urgent besoin d'être remanié* » ; Engels écrivait encore qu'il « *n'offrait qu'une solution provisoire du problème* ». D'ailleurs, et jusqu'à la fin du manuscrit, Marx revenait constamment au cours de son analyse sur le problème de la réalisation de la plus-value, ne cessait d'exprimer ses doutes sous des formes toujours nouvelles, témoignant par là de la difficulté du problème.

Il est de fait qu'il y a des contradictions flagrantes entre les hypothèses du court fragment de la fin du deuxième livre, où Marx traite de l'accumulation, et l'exposé du « mouvement *total du capital* » dans le troisième livre, et plusieurs lois importantes du premier ; j'évoque et j'analyse ces contradictions dans mon livre. On constate la ruée du capital vers les pays non capitalistes, depuis les débuts du capitalisme et au cours de tout son développement. On la voit s'accroître, jusqu'à devenir depuis un quart de siècle, dans la phase de l'impérialisme, le facteur dominant de la vie sociale.

Personne n'ignore qu'un pays dominé exclusivement par la production capitaliste et peuplé uniquement de capitalistes et de salariés n'existe pas encore et n'a jusqu'à présent jamais existé nulle part. La société évoquée par l'hypothèse du deuxième livre du *Capital* ne se rencontre pas dans la réalité.

Et malgré tout cela, les « experts » officiels du marxisme déclarent que le problème de l'accumulation est inexistant et que Marx a définitivement tout résolu !

L'étrange hypothèse au sujet de l'accumulation dans le deuxième livre du *Capital* ne les a jamais troublés, ils n'ont jamais vu là rien de particulier ! Depuis qu'on leur a fait remarquer ce que cette conception a de curieux, ils persistent à la trouver tout à fait normale et s'accrochent à cette idée, accablant de coups celui qui découvre un problème là où le marxisme officiel s'est bercé pendant des dizaines d'années d'une satisfaction béate.

Je ne saurais citer qu'un seul exemple analogue de la déformation d'esprit des épigones : c'est une anecdote venue de milieux universitaires ; il s'agit de l'histoire des « feuilles interverties » dans les *Prolégomènes* de Kant.

On s'est disputé toute une année dans le monde philosophique à propos des diverses énigmes que recèle la doctrine kantienne, et en particulier les *Prolégomènes* et de leur interprétation. Ceci dura jusqu'à ce que le professeur Vaihinger eût éclairci le plus simplement du monde l'énigme la plus obscure : il montra qu'une partie du paragraphe 4 des *Prolégomènes*, qui en fait n'a rien à voir avec le reste du chapitre, faisait partie du paragraphe 2 dont il avait été détaché dans l'édition originale par une erreur de l'imprimeur. Aujourd'hui la chose paraît évidente pour tout lecteur non prévenu ; mais ce n'est pas le cas pour les savants de profession qui pendant un siècle ont échafaudé des théories profondes à partir d'une faute d'impression. Il se trouva un homme très savant, professeur à Bonn, qui affirma avec indignation tout au long de quatre articles parus dans les *Philosophische Monatshefte*, que « cette prétendue erreur de pagination » n'avait jamais eu lieu, que c'était le Kant authentique qui s'était révélé dans ce passage, que quiconque osait y voir une faute d'impression n'avait rien compris à la philosophie kantienne.

L'attitude des « experts », qui s'accrochent à l'hypothèse du deuxième livre du *Capital* et aux schémas mathématiques construits à partir de cette hypothèse n'est pas différente. J'exprime des doutes à propos des schémas mathématiques, objectant qu'ils ne peuvent absolument rien prouver dans le problème de l'accumulation puisque l'hypothèse historique sur laquelle ils sont construits est insoutenable. On me répond : les schémas offrent des résultats chiffrés justes, *donc* le problème de l'accumulation est résolu, il est inexistant !

Voici un exemple de culte des formules. Otto Bauer examine dans la *Neue Zeit* le problème de la réalisation de la plus-value que j'ai posé. Il procède de la manière suivante : il construit quatre grands tableaux de chiffres où il ne se contente plus des lettres romaines utilisées par Marx pour désigner le capital constant et le capital variable. Bauer y ajoute encore quelques lettres grecques. Ses tableaux sont encore plus rébarbatifs que tous les schémas du *Capital*. A l'aide de cet appareil il veut démontrer comment les capitalistes, après avoir renouvelé leur capital usé, vendent l'excédent de marchandises recelant la plus-value destinée à la capitalisation : « *En outre [après avoir remplacé les moyens de production usés] les capitalistes veulent utiliser la plus-value accumulée au cours de la première année pour étendre, agrandir les fabriques déjà existantes ou pour en fonder de nouvelles. Pour disposer l'année suivante d'un capital augmenté de 12 500, ils doivent dès cette année construire de nouveaux ateliers de travail, de nouvelles machines, accroître leurs réserves de matières premières, etc.* » (*Neue Zeit*, 1913, n° 24, p. 863.)

Ainsi serait résolu le problème. « Si les capitalistes veulent » élargir leur production, ils ont besoin naturellement de plus de moyens de production qu'auparavant, et se les achètent les uns aux autres. En même temps ils ont besoin d'un plus grand nombre d'ouvriers et pour ces ouvriers d'une plus grande quantité de moyens de subsistance, qu'ils produisent eux-mêmes. Ainsi tout l'excédent de moyens de production et de moyens de subsistance a trouvé son emploi et l'accumulation peut avoir lieu. Comme on le voit, tout dépend de la « volonté » des capitalistes d'élargir la production. Et pourquoi ne le voudraient-ils pas ? Sans doute, ils le « veulent » ! « *Ainsi toute la valeur de la production des deux sphères et, en même temps, toute la plus-value se trouvent réalisées* », déclare Bauer triomphalement ; et de tirer la conclusion suivante :

« *On peut se convaincre de la même manière d'après le tableau IV que non seulement la première année niais toutes les années suivantes, la valeur entière de la production des deux sphères sera vendue sans difficulté, que toute la plus-value sera réalisée. L'hypothèse de la camarade Luxemburg selon laquelle la partie de la plus-value destinée à l'accumulation ne peut être réalisée se révèle fausse* » (*loc. cit.*, p. 866).

Bauer ne voit pas qu'il n'aurait pas eu besoin, pour parvenir à ces résultats éclatants, de calculs aussi longs ni aussi détaillés, ni de quatre tableaux où s'étalent des formules en longueur et en largeur, en ovale, parfois sur quatre étages. Le résultat obtenu par Bauer West pas dû à ces tableaux, niais il est donné à l'avance par lui-même. Bauer suppose tout simplement a priori ce qu'il fallait prouver, c'est en cela que consiste toute sa « démonstration ».

Si les capitalistes veulent élargir la production dans une mesure équivalant à peu près à leur capital excédentaire, il leur suffira d'investir ce capital excédentaire dans leur propre production - en supposant évidemment qu'ils produisent eux-mêmes tous les moyens de production et tous les moyens de subsistance dont ils ont besoin ! il ne leur restera plus alors d'excédent invendable de marchandises ; imagine-t-on rien de plus simple, et a-t-on besoin de tout un arsenal de formules, de lettres latines et de lettres grecques pour « démontrer » une chose aussi évidente ?

Or la question était de savoir si ces capitalistes, qui certainement « veulent » toujours accumuler, le *peuvent* réellement, c'est-à-dire s'ils trouvent toujours des débouchés sans cesse plus larges et où ils les trouvent. A cette question aucune opération

arithmétique faite sur le papier avec des chiffres arbitraires ne peut répondre, seule l'analyse des rapports sociaux et économiques de la production apportera la solution.

Si l'on objecte aux « experts » : « Les capitalistes veulent élargir leur production, nous en sommes d'accord, mais à qui vendront-ils leur masse de marchandises accrue ? » ; ils répondent alors : « Les capitalistes achèteront eux-mêmes ces quantités croissantes de marchandises pour leurs propres fabriques, parce qu'ils veulent sans cesse élargir la production. »

« *Les schémas montrent précisément qui sont les acheteurs des produits* », déclare en une formule lapidaire le critique du *Vorwärts*, E. Eckstein ¹.

En résumé, les capitalistes augmentent chaque année la production dans une mesure exactement équivalente à la plus-value qu'ils ont « épargnée » ; ils sont à eux-mêmes leurs propres acheteurs. c'est pourquoi le problème des débouchés ne les préoccupe pas. Cette *affirmation* est le point de départ de toute la « démonstration ». Une telle affirmation n'a pas besoin d'être traduite en formules mathématiques ni d'être prouvée par de telles formules.

L'idée que les formules mathématiques seraient ici l'essentiel et pourraient démontrer la *possibilité* économique de l'accumulation est une naïveté réjouissante de la part des gardiens du marxisme orthodoxe ; ce quiproquo suffirait à faire se retourner Marx dans sa tombe.

Marx n'a jamais pensé que ses schémas mathématiques puissent *prouver* la possibilité effective de l'accumulation dans une société composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers. Il a étudié le mécanisme interne de l'accumulation capitaliste et a déterminé les lois économiques précises sur lesquelles elle est fondée. Il a exposé le problème de la manière suivante : pour que l'accumulation du capital total, c'est-à-dire dans toute la classe des capitalistes, puisse avoir lieu, il faut qu'il y ait certains rapports quantitatifs précis entre les deux grandes sections de la production sociale : production des moyens de production et production des moyens de subsistance. Ce n'est que lorsque ces rapports quantitatifs sont respectés, de telle manière qu'une section de la production travaille toujours en fonction de l'autre, que l'extension croissante de la production peut se poursuivre dans les deux sections, et, par là même, l'accumulation croissante de capital, but final de la production, avoir lieu. Pour rendre sa pensée plus claire, Marx a eu recours à un exemple mathématique, à un schéma aux données numériques imaginaires, à l'aide desquels il montre que les différents éléments du schéma (capital constant, capital variable, plus-value) doivent être dans tel et tel rapport les uns avec les autres pour que l'accumulation se produise.

Il faut bien comprendre que les schémas mathématiques sont pour Marx un exemple, l'illustration de sa pensée économique, comme le tableau économique de Quesnay était une illustration de sa théorie ou comme, pour prendre un autre exemple, les anciens atlas du monde illustraient les conceptions géographiques et astronomiques des différentes époques. L'exactitude des lois de l'accumulation établies ou

¹ De même Pannekoek, dans la *Bremer Bürgerzeitung*, du 29 janvier 1913 : « La réponse est simple, le schéma la donne : on trouve là [c'est-à-dire sur le papier de la *Bremer Bürgerzeitung*] des *débouchés* pour tous les produits. Les acheteurs sont les capitalistes et les ouvriers eux-mêmes... Il n'existe donc aucun problème à résoudre. »

plutôt indiquées fragmentairement par Marx ne peut être prouvée que par une analyse économique, par une comparaison avec d'autres lois établies par lui, par l'étude des diverses conséquences qui en découlent, par la vérification des hypothèses sur lesquelles elles reposent, etc. Mais que penser de « marxistes » qui condamnent un tel examen critique comme une entreprise absurde, parce que, disent-ils, l'exactitude des lois est *prouvée par les schémas!* Je me permets d'exprimer des doutes au sujet de la possibilité de l'accumulation dans une société composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers, telle que Marx l'admet comme base de ses schémas, et j'ose émettre l'opinion que le développement de la production capitaliste dans son ensemble déborde le cadre d'un schéma de rapports mathématiques entre des entreprises purement capitalistes. Ce à quoi les « experts » me répondent que l'accumulation est parfaitement possible, qu'elle est démontrée de manière éclatante « par le tableau IV », « que les schémas en font la preuve » - autrement dit des rangées de chiffres imaginés pour les besoins de l'exemple se prêtent sans résistance à toutes les additions et soustractions sur le papier !

Dans l'antiquité on croyait à l'existence d'êtres fabuleux : des nains, des hommes qui n'avaient qu'un seul oeil, qu'un seul bras ou une seule jambe, etc. Personne imaginerait-il aujourd'hui qu'il ait réellement existé des êtres semblables? Pourtant nous les voyons indiqués sur les anciens atlas du monde, est-ce que ce n'est pas la *preuve* que les idées des anciens correspondaient à la réalité ?

Prenons un exemple plus prosaïque. En faisant le projet de construction d'un chemin de fer de la ville X à la ville Y on établit un devis et on calcule exactement quel devrait être chaque année le trafic de personnes et de marchandises pour qu'on amortisse non seulement le prix de revient, les dépenses courantes de fonctionnement et les « faux-frais » habituels, mais qu'on obtienne des dividendes « convenables », par exemple d'abord de 5 %, puis de 8 %. Les fondateurs de la société de chemins de fer se préoccupent naturellement de savoir si l'on peut réellement attendre sur la ligne projetée le trafic de voyageurs et de marchandises qui doit assurer la rentabilité prévue par le projet et le devis. Il est nécessaire, pour répondre avec certitude, d'avoir des données précises sur l'intensité actuelle de la circulation sur le parcours de cette ligne, sur son importance pour le commerce et pour l'industrie, sur la croissance de la population dans les villes et les villages qui la bordent, et sur d'autres éléments de la situation économique et sociale.

Que penserait-on de quelqu'un qui s'écrierait : Vous demandez si la ligne est rentable ? Mais bien sûr, c'est écrit là, noir sur blanc, le devis l'indique précisément. Vous pouvez y lire tout ce qui concerne le trafic de voyageurs et de marchandises, que ses recettes donneront d'abord des dividendes de 5 %, puis de 8 %. Si vous ne voyez pas cela, messieurs, eh bien ! vous n'avez rien compris à l'importance, au but et à la signification de ce devis ¹ !

Des gens réalistes hausseraient les épaules et diraient à ce cuistre qu'il a besoin de se faire soigner. Chez les gardiens officiels du marxisme. de tels cuistres constituent précisément l'aréopage des « experts », ce sont eux qui distribuent les bonnes et les

¹ « Les schémas montrent justement qui achète les produits. La camarade Luxemburg a mal compris le caractère, le but, et la signification des schémas de Marx. » (E. Eckstein, *Vorwärts*, compte rendu du 16 février 1913, supplément.)

mauvaises notes, et décident si les autres ont compris « l'essence, le but et la signification des schémas de Marx ». ou non.

Quel est donc le nœud de la théorie prétendument « prouvée » par les schémas ? J'avais fait l'objection suivante : l'accumulation implique des débouchés sans cesse accrus pour les marchandises, afin que soit transformé en argent le profit qui y est renfermé. C'est en ce cas seulement que l'extension croissante de la production, c'est-à-dire une accumulation continue, est possible. Où les capitalistes trouvent-ils ces débouchés sans cesse élargis ? A cela mes censeurs répondent : ils constituent eux-mêmes ce marché. En agrandissant toujours leurs propres entreprises (ou bien en en créant de nouvelles) ils ont eux-mêmes besoin d'une quantité toujours croissante de moyens de production pour leurs usines et de moyens de subsistance pour leurs ouvriers. La production capitaliste constitue elle-même son propre marché, celui-ci s'agrandit donc automatiquement avec l'extension de la production. Cependant le problème essentiel du point de vue capitaliste est celui-ci : peut-on de cette manière obtenir ou entasser du profit ? On ne peut parler d'accumulation du capital qu'en ce cas.

Prenons encore une fois un exemple simple : le capitaliste A extrait du charbon, le capitaliste B fabrique des machines, le capitaliste C produit des moyens de subsistance. Imaginons que ces trois personnes représentent tous les entrepreneurs capitalistes. Si B produit toujours plus de machines, A peut lui vendre toujours plus de charbon et, de ce fait, lui acheter un plus grand nombre de machines pour l'extraction minière. Tous deux emploient un nombre d'ouvriers toujours plus grand, et ceux-ci à leur tour ont besoin d'une quantité toujours accrue de moyens de subsistance. Ainsi C a-t-il toujours des débouchés de plus en plus importants ; il achète à son tour toujours plus de charbon et de machines pour faire marcher son entreprise. Le mécanisme fonctionne ainsi et la production continue à s'accroître aussi longtemps que nous opérons dans l'espace abstrait. Mais considérons les choses d'une manière plus concrète.

Accumuler du capital ne signifie pas toujours produire de plus grandes quantités de marchandises, mais transformer de plus en plus de marchandises en capital-argent. Il y a entre l'amoncellement de la plus-value sous forme de marchandises et l'investissement de cette plus-value pour l'extension de la production une rupture, un pas décisif, que Marx appelle le saut périlleux de la production marchande : l'acte de vendre pour de l'argent. Mais peut-être ceci ne concerne-t-il que le capitaliste individuel sans s'appliquer à la classe entière, à la société globale ? Non pas. Car si nous considérons le problème du point de vue de la société, « il faut se garder, écrit Marx, de tomber dans le travers où est tombé Proudhon dans son imitation de l'économie bourgeoise : il ne faut pas considérer qu'une société de type de production capitaliste perdrait son caractère spécifique, son caractère économique déterminé par l'histoire, si on la considérait en bloc comme un tout. Au contraire. On a affaire alors au capitaliste collectif » (Capital, I, II, p. 409. Trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 84). Or l'accumulation du profit sous forme de capital-argent constitue précisément un caractère spécifique essentiel de la production capitaliste, valable pour la classe entière aussi bien que pour l'entrepreneur isolé. Marx évoque avec insistance, dans l'étude de l'accumulation du capital total « la création de nouveaux capitaux-argent allant de pair avec l'accumulation réelle et la conditionnant dans la production capitaliste » (Capital, I, II, p. 485, Éditions Sociales, tome 5, p. 146. Complété et revu par nous. N. d. T.).

Il revient toujours à la question suivante : comment l'accumulation de capital-argent est-elle possible dans la classe capitaliste ?

Examinons de ce point de vue l'ingénieuse théorie des « experts ». Le capitaliste A vend ses marchandises à B. reçoit donc de B une plus-value sous forme d'argent ; celui-ci vend ses marchandises à A et reçoit à son tour de A l'argent qui lui permet de réaliser sa propre plus-value. Tous deux vendent leurs marchandises à C, reçoivent donc de ce même C la somme en argent correspondant à leur plus-value. Mais d'où C a-t-il son argent ? De A et de B. D'après cette théorie il n'existe pas d'autre source de réalisation de la plus-value, c'est-à-dire d'autre consommateur de marchandises. Mais comment peut-il se produire un enrichissement de A, B et C par formation de nouveau capital-argent ? Supposons un instant que la quantité de marchandises destinées à l'échange augmente chez ces trois entrepreneurs, que la production s'élargisse sans difficultés et que la masse de plus-value accumulée sous forme de marchandises s'accroisse. L'exploitation aurait eu lieu. L'enrichissement, l'accumulation seraient possibles. Mais pour que cette possibilité devienne réalité, il faut qu'ait lieu l'échange. la réalisation de la nouvelle plus-value ainsi augmentée en nouveau capital-argent. Nous ne poserons pas la même question que Marx. qui avait demandé à plusieurs reprises au cours du deuxième livre du Capital : d'où vient l'argent nécessaire à la circulation de la plus-value ? pour répondre en dernière analyse : « il vient du chercheur d'or ». Notre question est la suivante : « Comment un capital-argent nouveau vient-il entre les mains des capitalistes puisque - si l'on fait abstraction des ouvriers - ils s'achètent entre eux les marchandises ? » Le capital-argent ne fait que changer sans cesse de mains.

Mais peut-être nos questions sont-elles absolument oiseuses ? Peut-être l'accumulation de profit consiste-t-elle précisément dans le passage incessant des pièces d'or de main en main, permettant la réalisation successive des profits individuels ; alors la somme globale de capital-argent n'aurait pas besoin de s'accroître puisque, sauf dans la théorie abstraite, il n'existe rien de semblable dans la classe capitaliste ?

Une telle hypothèse nous obligerait, hélas, à jeter au feu le troisième livre du Capital. Marx y a mis au centre de ses réflexions une de ses découvertes théoriques les plus importantes : la doctrine du profit moyen. Cette doctrine éclaire la théorie de la valeur exposée dans le premier livre ; la théorie de la valeur est à son tour le pilier de la théorie de la plus-value dans le deuxième livre ; ainsi le Capital tout entier serait à jeter. La théorie économique de Marx est fondée sur la conception du capital social total comme grandeur concrète ; cette grandeur s'exprime dans le profit global capitaliste et dans sa distribution : son mouvement invisible est à l'origine de tous les mouvements visibles des capitaux individuels. Le profit global capitaliste est une grandeur économique bien plus réelle que par exemple la somme globale des salaires payés par les capitalistes. Cette dernière n'apparaît que comme le résultat d'une addition, comme un nombre statistique valable pour une période donnée, tandis que le profit global se manifeste comme phénomène d'ensemble dans le mécanisme de l'économie sous forme de « profit moyen usuel » ou de « superprofit » distribué par la concurrence et le mouvement des prix aux capitaux individuels.

Nous maintenons donc l'idée que le capital social total ne cesse de viser à un profit global sous forme d'argent, qui doit augmenter constamment en vue de l'accumulation.

mulation globale. Or comment la somme globale peut-elle augmenter si ses parties ne font que circuler de main en main ?

En apparence - du moins l'avons-nous supposé jusqu'à présent la masse totale des marchandises où s'incarne le profit peut augmenter au cours de ces opérations tandis que seule la réalisation sous forme d'argent offrirait des difficultés ; or ce dernier point peut être une simple question technique de circulation monétaire. Mais les apparences nous leurrent, de telles conclusions découlent d'un examen superficiel. La masse totale de marchandises elle-même n'augmentera pas et l'élargissement de la production n'aura pas lieu puisque dans le système capitaliste la condition préalable en est, dès le premier instant et à chaque étape, la réalisation du profit en argent. A ne peut vendre à B, B ne peut vendre à C et C ne peut à son tour revendre à A et à B des quantités accrues de marchandises ni réaliser son profit que si au moins l'un d'entre eux trouve un débouché en dehors de ce cercle fermé. Si ce n'est pas le cas, le manège de foire s'arrête après quelques tours.

On peut maintenant juger à sa juste valeur la profondeur de vues de mes censeurs lorsqu'ils écrivent par exemple ceci : « *D'après le raisonnement de la camarade Luxemburg, nous sommes enfermés dans un cercle. Produire des moyens de consommation à seule fin de pouvoir entretenir un plus grand nombre d'ouvriers et produire une plus grande quantité de moyens de production à seule fin d'employer toujours plus d'ouvriers est, d'après elle, une absurdité du point de vue capitaliste. Il est difficile de savoir comment appliquer ce raisonnement aux schémas de Marx. Le but de la production capitaliste est le profit; or des opérations mentionnées plus haut découle un profit pour les capitalistes, profit qui, loin d'être une absurdité de leur point de vue, incarne au contraire la raison, c'est-à-dire le désir du profit* » (E. Eckstein, Vorwärts du 16 février 1916, supplément).

Il est en fait « difficile de savoir » ce qui l'emporte chez Eckstein de l'incapacité absolue et naïvement avouée de comprendre la distinction fondamentale que fait Marx entre le capital total social et le capital individuel, ou bien de la méconnaissance du problème que j'ai posé. Je dis qu'élargir sans cesse la production pour le seul amour de la production est une absurdité du point de vue capitaliste parce que - selon l'hypothèse à laquelle les 4 experts » s'accrochent - la réalisation du profit et donc son accumulation sont impossibles pour la classe entière des capitalistes. Ce à quoi on me répond : il n'y a pas là d'absurdité, puisque par ces opérations du profit est accumulé ! Et comment le savez-vous, chers experts ? Eh bien, nous savons que l'accumulation du profit a lieu ... par les schémas mathématiques ! ces schémas où, en toute liberté d'esprit, nous pouvons aligner sur le papier des rangées de chiffres après des rangées de chiffres, et où les opérations arithmétiques sont forcément justes, puisqu'on fait abstraction du capital-argent !

Il est évident qu'aucune critique ne peut ébranler la « science » des « experts », parce que ceux-ci se limitent à la perspective du capitaliste isolé ; cette perspective, valable pour l'analyse du processus de l'exploitation, autrement dit du processus de la production, permet de comprendre le premier livre du Capital, mais est fausse quand il s'agit de la circulation et de la reproduction du capital. Le deuxième et le troisième livres du Capital, dominés par l'idée du capital social global, sont restés pour eux lettre morte ; ils ont appris par cœur les formules des schémas sans en comprendre l'esprit. Marx lui-même n'avait rien de commun avec les « experts » d'aujourd'hui, car loin de se fier aux « opérations » arithmétiques des schémas, il n'a cessé de poser la question : comment l'accumulation globale, comment la formation de nouveau capital

argent sont-elles possibles dans la classe capitaliste ? C'est le privilège éternel des épigones que de transformer les hypothèses fructueuses du maître en dogmes rigides et de se bercer de consolations rassurantes là où un esprit créateur éprouve des doutes féconds.

La perspective des « experts » mène cependant à une série de conséquences intéressantes qu'ils n'ont pas pris la peine de considérer.

Première conséquence : Si la production capitaliste constitue elle-même son propre marché illimité, c'est-à-dire si production et marché sont identiques, les crises deviennent tout à fait inexplicables comme phénomènes périodiques. Si la production peut « comme le prouvent les schémas » accumuler à l'infini en se servant de sa croissance même pour s'élargir encore, on ne comprend pas comment ni pourquoi il arrive que la production capitaliste ne trouve pas de débouchés suffisants pour ses marchandises. Il lui suffit pourtant, selon la recette des « experts », d'absorber elle-même les marchandises excédentaires et de les réinvestir dans la production (en partie sous forme de moyens de production, en partie sous forme de moyens de subsistance pour les ouvriers) « et ainsi de suite chaque année suivante », comme le montre le « tableau IV » d'Otto Bauer. L'excédent de marchandises non consommées se transformerait au contraire en une nouvelle source d'accumulation et de profit. En tout cas la théorie spécifiquement marxienne selon laquelle les crises résultent de la tendance du capital à dépasser périodiquement les limites données du marché à des intervalles de temps toujours plus rapprochés, cette théorie devient absurde. Comment en effet la production pourrait-elle dépasser les limites du marché puisqu'elle constitue elle-même son propre marché, puisque le marché s'élargit automatiquement en même temps que la production ? Comment, en d'autres termes, la production capitaliste pourrait-elle se dépasser périodiquement elle-même ? Comme si quelqu'un pouvait sauter par-dessus son ombre ! La crise capitaliste devient un phénomène incompréhensible, ou alors il ne reste qu'une seule explication : la crise résulterait, non pas d'un déséquilibre entre la capacité d'extension de la production capitaliste et la capacité de croissance des débouchés, mais simplement d'une disproportionnalité entre les différentes branches de production. Celles-ci pourraient certes s'acheter les unes aux autres leurs produits, mais du fait de l'anarchie de la production les proportions justes entre les catégories de marchandises ne seraient pas respectées ; on produirait trop d'une sorte et trop peu de l'autre. Avec cette thèse nous tournerions le dos à Marx et nous adopterions les vues de Say, l'ancêtre de l'économie vulgaire dont Marx s'est si souvent moqué, nous reprendrions la doctrine de l'école de Manchester et des harmonies bourgeoises. Say proclamait en 1803 que l'idée que l'on puisse produire trop de toutes choses était absurde ; il peut y avoir des crises partielles mais non des crises générales : si une nation possède trop d'une certaine catégorie de produits, cela prouve seulement qu'elle a produit trop peu d'une autre catégorie.

Deuxième conséquence : Si la production capitaliste constitue un marché suffisant pour ses produits, l'accumulation capitaliste (prise objectivement) a devant elle un avenir illimité. Même si le monde entier est dominé par le capital, même si l'humanité entière se compose exclusivement de capitalistes et de prolétaires, la production pourra se développer sans entraves, c'est-à-dire qu'elle pourra accroître indéfiniment ses forces productives, l'extension économique du capitalisme ne se heurtera à aucune barrière ; mais alors un des piliers du socialisme marxiste s'effondre. Pour Marx, la

rébellion des ouvriers, la lutte des classes - et c'est là ce qui assure leur force victorieuse - sont les reflets idéologiques de la nécessité historique objective du socialisme, qui résulte elle-même de l'impossibilité économique objective du capitalisme à un certain stade de son développement. Bien entendu cela ne signifie pas - il faut toujours préciser pour mes « experts » les principes élémentaires du marxisme - que le processus historique doit nécessairement (ou même puisse) être mené jusqu'à son terme, jusqu'à la limite de l'impossibilité économique du capitalisme. La tendance objective du développement capitaliste suffit à provoquer, avant même qu'il ait atteint cette limite, l'exaspération des antagonismes sociaux et politiques et une situation si insoutenable que le système doit s'effondrer. Mais ces conflits sociaux ou politiques ne sont en dernier ressort que le résultat de l'impossibilité *économique* du capitalisme, et ils s'exaspèrent dans la mesure où cette impossibilité devient sensible.

Supposons au contraire avec les « experts » la possibilité d'une croissance illimitée de l'accumulation : le socialisme perd alors le fondement de granit de la nécessité historique objective, et nous nous enfonçons dans les brumes des systèmes et des écoles pré-marxistes qui prétendaient faire découler le socialisme de l'injustice et de la noirceur du monde actuel, ainsi que de la volonté révolutionnaire des classes laborieuses ¹.

Troisième conséquence : Si la production capitaliste constitue elle-même un débouché suffisant pour ses produits et si son extension n'est limitée que par la grandeur de la valeur accumulée, un autre phénomène de l'histoire moderne devient inexplicable : la chasse aux marchés et aux débouchés les plus lointains, et l'exportation des capitaux, ces signes les plus marquants de l'impérialisme actuel. C'est un fait incompréhensible ! Pourquoi tout ce remue-ménage ? Pourquoi la conquête des colonies, pourquoi les guerres de l'opium de 1840 et de 1860, les conflits actuels autour des marais du Congo et des déserts de Mésopotamie ? Que le capital reste donc dans son pays d'origine et qu'il gagne honnêtement son pain. Krupp n'aurait qu'à produire pour Thyssen, Thyssen pour Krupp, il leur suffirait de réinvestir leurs capitaux dans leurs propres entreprises qu'ils agrandiraient les uns pour les autres, et ainsi de suite en cercle fermé. Le mouvement historique du capital devient incompréhensible, et avec lui l'impérialisme actuel.

Ou alors, nous avons l'explication impayable de Pannekoek dans la *Bremer Bürgerzeitung* : la chasse aux marchés non capitalistes serait « un fait, mais non une nécessité », ce qui est véritablement le comble pour un adepte du matérialisme historique. Du reste il n'a pas tort ! Avec l'hypothèse des « experts », le socialisme comme but final ainsi que l'impérialisme comme dernière étape cessent d'être une nécessité historique, le socialisme devient une aspiration louable de la classe ouvrière et l'impérialisme apparaît comme le fait de la malveillance ou de la folie de la bourgeoisie.

¹ Ou alors il reste la consolation vague du petit « expert » de la Dresdener Volkszeitung, qui, après avoir exécuté mon livre, déclare que le capitalisme finira par s'effondrer, « à cause de la baisse du taux de profit ». Comment ce brave homme imagine-t-il les choses ? Arrivée à un certain point, la classe capitaliste, désespérée de l'insignifiance du taux de profit ne pendra-t-elle collectivement, ou bien déclarera-t-elle que, puisque les affaires vont si mal, il ne vaut pas la peine de s'embarasser de soucis et de tourments, passera-t-elle alors la main au prolétariat ? En tout cas cette consolation est réduite à néant par une seule phrase de Marx : « Pour les grands capitalistes, la baisse du taux de profit est compensée par sa masse. » Il coulera encore de l'eau sous les ponts avant que la baisse du taux de profit ne provoque l'effondrement du capitalisme.

Ainsi les « experts » se trouvent placés devant une alternative à laquelle ils ne peuvent échapper. Ou bien la production capitaliste et le marché sont identiques, comme ils le déduisent des schémas de Marx, et il faut alors abandonner la théorie marxiste des crises, le fondement marxiste du socialisme et l'explication de l'impérialisme par le déterminisme historico-matérialiste. Ou bien le capital ne peut accumuler que si la société lui fournit des consommateurs en dehors des capitalistes et des ouvriers, et on est obligé de se rallier à l'hypothèse fondamentale de l'accumulation, qui est l'existence de débouchés toujours plus larges dans des pays et des couches sociales non capitalistes.

Les conséquences qui découlent de la thèse des « experts » sont confirmées par un témoin peu suspect, « expert » au premier chef, qui appuie ma critique.

En 1901 paraissait un ouvrage intitulé *Théorie et histoire des crises en Angleterre*, par le professeur marxiste russe Michael von Tougan-Baranowsky. Tougan « révisait » la théorie de Marx de telle manière qu'il la remplaçait morceau par morceau par les lieux communs de l'économie vulgaire bourgeoise ; il soutenait l'opinion, entre autres paradoxes, que les crises découlent simplement d'un défaut de proportionnalité et non de l'insuffisance de la consommation solvable par rapport à la capacité d'extension de la production. Il empruntait ce lieu commun à Say. Ce qui apparut comme une nouveauté sensationnelle, c'est qu'il prouvait cette thèse à l'aide des schémas de la reproduction sociale exposés dans le deuxième livre du *Capital!*

« *S'il est possible, écrivait Tougan, d'augmenter la production sociale, si les forces productives sont suffisantes, la demande s'accroît nécessairement dans le cadre d'une répartition proportionnelle de la production, car chaque marchandise nouvellement produite représente un pouvoir d'achat nouveau pour l'acquisition d'autres marchandises* » (p. 25). Et ceci est « prouvé » par les schémas de Marx, que Tougan se contente de reproduire en utilisant d'autres chiffres et qu'il commente ainsi pour conclure : « *Les schémas cités prouvaient de manière évidente un principe en lui-même très simple, mais qui peut être contesté si l'on n'est pas familiarisé avec le processus de la reproduction du capital social, à savoir le principe selon lequel la production sociale se crée à elle-même son marché* » (souligné par nous, R. L.).

Dans son amour du paradoxe, Tougan-Baranowsky conclut que la production capitaliste est, « en un certain sens », indépendante de la consommation humaine. Cependant les mots d'esprit de Tougan ne nous intéressent pas ici, mais seulement le « *principe très simple* », sur lequel il a bâti tout son ouvrage. Nous constatons à ce propos que ce que les « experts » disent aujourd'hui contre mon livre, Tougan-Baranowsky l'écrivait dès 1902, posant deux affirmations significatives :

1° La production capitaliste constitue par son extension un marché pour ses produits, si bien qu'il ne doit pas y avoir de problème de débouchés dans le processus de l'accumulation.

2° La preuve en est fournie par les schémas mathématiques d'après le modèle de Marx, c'est-à-dire par une série de calculs, d'additions et de soustractions auxquelles le papier se prête sans résistance.

Telle était la doctrine de Tougan-Baranowsky en 1902. Mais le pauvre homme ne savait pas ce qui l'attendait. Karl Kautsky s'empressa d'attaquer, dans la *Nette Zeit*, le

livre, dès sa parution, et soumit les absurdités paradoxales du révisionniste russe, en particulier son fameux « principe », à une critique impitoyable.

« *Si c'était exact*, écrivait Kautsky [c'est-à-dire le fait, affirmé par Tougan-Baranowsky, que dans le cadre d'une répartition proportionnelle de la production sociale, il n'y aurait pas d'autre limite à l'extension du marché que les forces productives dont dispose la société] *alors l'industrie anglaise devrait se développer d'autant plus vite que sa richesse en capital serait plus grande. Mais en réalité la croissance industrielle est stoppée, le capital accru émigre en Russie, en Afrique du Sud, au Japon, etc. Ce phénomène trouve son explication naturelle dans notre théorie, qui fait découler les crises en dernière analyse de la sous-consommation, il constitue l'un des piliers de cette théorie ; il reste incompréhensible du point de vue de Tougan-Baranowsky* » (*Neue Zeit*, 1902, n° 5 (31), p. 140).

Quelle est donc cette « théorie » que Kautsky oppose à celle de Tougan ? La voici, exposée par Kautsky lui-même :

« *Les capitalistes et les ouvriers qu'ils exploitent constituent un marché pour les moyens de consommation produits par l'industrie, marché qui s'agrandit avec l'accroissement de la richesse des premiers et le nombre des seconds, moins vite cependant que l'accumulation du capital et que la productivité du travail, et qui ne suffit pas à lui seul pour absorber les moyens de consommation produits par la grande industrie capitaliste. L'industrie doit chercher des débouchés supplémentaires à l'extérieur de sa sphère dans les professions et les nations qui ne produisent pas encore selon le mode capitaliste. Elle les trouve et les élargit sans cesse, mais trop lentement. Car ces débouchés supplémentaires ne possèdent pas, et de loin, l'élasticité et la capacité d'extension de la production capitaliste.*

« *Depuis le moment où la production capitaliste s'est développée en grande industrie, comme c'était déjà le cas en Angleterre au XIXe siècle, elle possède la faculté d'avancer par grands bonds, si bien qu'elle dépasse en peu de temps l'extension du marché. Ainsi chaque période de prospérité qui suit une extension brusque du marché est condamnée à une vie brève, la crise y met un terme inévitable. Telle est en quelques mots la théorie des crises adoptée généralement, pour autant que nous le sachions, par les « marxistes orthodoxes » et fondée par Marx » (*ibid.*, n° 3 (29), p. 80. C'est moi qui souligne - R. L.).*

Ne tenons pas compte de l'ambiguïté des termes de Kautsky, qui appelle cette théorie une explication des crises « *par la sous-consommation* » ; or une telle explication fait l'objet des railleries de Marx dans le deuxième livre du *Capital* (p. 289). Faisons abstraction également du fait que Kautsky ne s'intéresse qu'au problème des crises sans voir, semble-t-il, que l'accumulation capitaliste, en dehors même des variations de la conjoncture, constitue à elle seule un problème. Enfin n'insistons pas sur le caractère vague des affirmations de Kautsky - la consommation des capitalistes et des ouvriers ne croît « *pas assez vite* » pour l'accumulation, celle-ci a donc besoin d'un « *marché supplémentaire* » - qui ne cherche pas à saisir avec plus de précision le mécanisme de l'accumulation. Ce qui nous intéresse ici, c'est que Kautsky défend l'opinion, qui est, dit-il, « *une théorie généralement adoptée par les marxistes orthodoxes* » : 1° que les capitalistes et les ouvriers ne peuvent constituer à eux seuls un marché suffisant pour l'accumulation, 2° que l'accumulation capitaliste a besoin de

« débouchés supplémentaires » qu'elle trouve dans les couches sociales et les nations non capitalistes.

Il reste que Kautsky a réfuté en 1902, dans l'ouvrage de Tougan-Baranowsky, exactement les mêmes arguments que ceux que les « experts » opposent aujourd'hui à ma théorie de l'accumulation, et que les « experts » officiels du marxisme attaquent dans mon livre comme une déviation de la foi orthodoxe ce qui n'est que le développement exact, appliqué au problème de l'accumulation, des thèses soutenues par Kautsky il y a quatorze ans contre le révisionniste Tougan-Baranowsky et qu'il appelle « *la théorie des crises généralement adoptée par les marxistes orthodoxes* ». Comment Kautsky démontre-t-il à son adversaire la fausseté de ses opinions ? En lui opposant les schémas de Marx ? Kautsky montre à Tougan que les schémas, si l'on s'en sert correctement - j'ai dit dans mon livre et ne veux pas répéter ici comment Kautsky lui-même manie les schémas - prouvent non pas la thèse de Tougan-Baranowsky, mais au contraire sa propre théorie des crises par « sous-consommation ». Le monde est à l'envers. L'expert en chef se serait-il lui aussi mépris sur « l'essence, le but et la signification des schémas de Marx », plus encore que Tougan-Baranowsky ?... Kautsky développe la conception de Tougan-Baranowsky jusque dans ses dernières conséquences : nous avons déjà vu que la théorie de Tougan contredit, d'après Kautsky, la théorie des crises de Marx et qu'elle ne permet pas de comprendre le phénomène de l'exportation de capitaux dans des pays non capitalistes. Il expose en outre les implications générales d'une telle position.

« *Quelle valeur pratique ont (...) nos différends théoriques ?* », demande Kautsky. Que les crises aient leur cause première dans la sous-consommation ou dans la disproportionnalité de la production sociale, est-ce autre chose qu'une querelle scolastique ? « *C'est ce qu'un « homme d'action » pourrait être tenté de penser. En fait cette question a une grosse importance pratique pour nos différends tactiques tels qu'ils sont discutés dans le parti. Ce n'est pas par hasard que le révisionnisme a attaqué avec une violence particulière la théorie des crises de Marx.* »

Et Kautsky expose en long et en large que la théorie des crises de Tougan-Baranowsky aboutit au fond à une prétendue « atténuation des antagonismes de classes », c'est-à-dire appartient au bagage théorique de la tendance qui veut faire de la social-démocratie, parti de la lutte de classe prolétarienne, « un parti démocratique ou l'aile gauche du parti démocratique de réformes sociales » (*ibid.*, n° 5 (31), p. 141).

Voilà comment, il y a quatorze ans, l'expert en chef exécutait dans toutes les règles de l'art l'hérétique Tougan-Baranowsky tout au long d'un article de trente-six pages publié dans la *Neue Zeit* ; à la fin il portait en emportant le scalp du vaincu à sa ceinture.

Aujourd'hui les « experts », disciples fidèles de leur maître, attaquent mon analyse de l'accumulation au nom du même « principe » qui valut au révisionniste russe une exécution capitale dans les colonnes de la *Neue Zeit*.

Que devient dans cette aventure la « théorie des crises généralement adoptée - pour autant que nous le sachions - par les marxistes orthodoxes » ?

Cependant il advint quelque chose d'encore plus original. Après que mon *Accumulation* eut été anéantie avec les armes de Tougan-Baranowsky dans le *Vorwärts*,

dans la *Bremer Bürgerzeitung*, dans la *Dresdener Volkszeitung*, dans la *Frankfurter Volksstimme*, la *Neue Zeit* publia une critique d'Otto Bauer. Certes cet « expert » croit lui aussi, comme nous l'avons vu, à la valeur magique de preuve des schémas de Marx, il ne les trouve pas « parfaits », il les juge « arbitraires et entachés de contradictions », ce qu'il explique par le fait qu'Engels a « trouvé *inachevée* » cette partie de l'œuvre de Marx découverte après la mort de celui-ci. C'est pourquoi il construit lui-même, au prix d'énormes efforts, de nouveaux schémas : « Nous avons donc établi des schémas qui ne contiennent plus aucun élément arbitraire, une fois que l'on a admis les suppositions de base. » Bauer croit avoir trouvé avec ces nouveaux schémas pour la première fois « un fondement irréfutable pour l'étude du problème posé par la camarade Luxemburg » (*Neue Zeit*, 1913, n° 23, p. 838). Bauer a surtout compris que la production capitaliste ne se meut pas dans un espace abstrait « sans rencontrer d'obstacles » ; il cherche donc une base sociale objective quelque à l'accumulation du capital et la découvre finalement dans *l'accroissement de la population*. Ici se produit un phénomène très curieux. Après un vote unanime des « experts » qui fut approuvé en bloc par la rédaction de l'organe central du Parti, mon livre est une absurdité pure, il résulte d'une vulgaire méprise : il n'existe pas de problème de l'accumulation, Marx a déjà tout résolu et les schémas donnent une réponse suffisante à la question. Or Bauer se sent tenu de donner aux schémas un fondement plus concret que les seules règles de l'addition et de la soustraction : il envisage un facteur social déterminé - l'accroissement de la population ; c'est en fonction de *ce facteur* qu'il construit ses tableaux. L'extension de la production capitaliste telle que les schémas l'exposent et l'illustrent n'est donc pas un mouvement autonome du capital autour de son axe ; ce mouvement suit le mouvement de croissance de la population :

« *L'accumulation suppose l'extension du champ de la production, le champ de la production s'élargit grâce à l'accroissement de la population.* » Dans le mode de production capitaliste l'accumulation tend à s'adapter à l'accroissement de la population ». « *La tendance de l'accumulation à s'adapter à l'accroissement de la population domine les, relations internationales.* » « *Si l'on considère l'économie mondiale capitaliste comme un tout, la tendance de l'accumulation à s'adapter à l'accroissement de la population se manifeste de manière visible dans le cycle industriel. Le retour périodique de la prospérité, de la crise, de la dépression, est l'expression empirique du fait que le mécanisme de la production capitaliste surmonte automatiquement la suraccumulation et la sous-accumulation, en adaptant sans cesse l'accumulation du capital à l'accroissement de la population* » (*Neue Zeit*, 1913, n° 24, pp. 871-873). (Les passages soulignés le sont par Bauer.) Nous nous réservons d'étudier de plus près la théorie de Bauer. Une chose pourtant est claire : cette théorie offre une perspective tout à fait nouvelle. Pour les autres « experts », poser le problème des fondements sociaux et économiques de l'accumulation était une absurdité dont il est « difficile de comprendre le sens ». Bauer en revanche échafaude toute une théorie pour résoudre ce problème.

La théorie de la population de Bauer n'est pas seulement nouvelle pour les autres critiques de mon livre : elle surgit pour la première fois dans la littérature marxiste. Ni dans les trois livres du *Capital*, ni dans *l'Histoire des Doctrines économiques*, ni dans les autres écrits de Marx, on ne rencontre la moindre trace de la théorie de Bauer comme base de l'accumulation.

Examinons par ailleurs comment Kautsky, en annonçant dans la *Neue Zeit* la publication du deuxième livre du *Capital*, en faisait un compte rendu. Dans son

exposé du contenu du deuxième livre, Kautsky analyse en détail les premiers chapitres sur la circulation, il reproduit toutes les formules et les signes tels que Marx les a utilisés lui-même ; en revanche il ne consacre que trois pages - au lieu des vingt pages de l'original - au chapitre sur la « *reproduction et circulation du capital social total* », qui est la partie la plus importante et la plus originale du livre. Dans ces trois pages, Kautsky expose uniquement - en reproduisant bien entendu les inévitables schémas - la fiction de la « reproduction simple », c'est-à-dire d'une production capitaliste sans profit ; Marx s'était servi de cette fiction comme d'une introduction purement théorique à l'étude du problème proprement dit, à savoir l'accumulation du capital total. Kautsky résume ce dernier problème en deux lignes : « Enfin *l'accumulation de la plus-value, l'extension du processus de la production provoquent des complications nouvelles.* » Un point c'est tout. Il n'ajoutera plus un mot à ce sujet après la parution du deuxième livre du *Capital*, ni plus tard au cours des trente années qui suivirent. Non seulement on ne rencontre pas chez Marx la moindre trace de la théorie de la population de Bauer, mais en outre le chapitre entier qui traite de l'accumulation n'a absolument pas frappé Kautsky. Il n'y découvre pas de problème particulier à la solution duquel Bauer aurait fourni « un fondement irréfutable » et ne remarque pas non plus que Marx interrompt l'étude entreprise presque au milieu d'un mot sans avoir donné de réponse à la question qu'il avait plusieurs fois posée.

Kautsky reprit plus tard l'analyse du deuxième livre du *Capital*, dans la série d'articles dirigés contre Tougan-Baranowsky que nous avons déjà cités. Kautsky y formule cette « *théorie des crises adoptée généralement par les marxistes orthodoxes et fondée par Marx* », qui dit en substance que la consommation des capitalistes et des ouvriers *ne suffit pas* et qu'un « *marché supplémentaire* » est nécessaire, qu'on le trouve « *dans les professions et les nations qui ne connaissent pas encore le mode de production capitaliste* ». Mais Kautsky ne semble pas se rendre compte que cette théorie des crises « *généralement adoptée par les marxistes orthodoxes* » contredit non seulement les paradoxes de Tougan-Baranowsky, mais encore les schémas de l'accumulation de Marx ainsi que l'hypothèse générale du deuxième livre du *Capital*. A la base de l'analyse du deuxième livre il y a en effet l'hypothèse d'une société composée *uniquement* de capitalistes et d'ouvriers, et les schémas ont pour but d'exposer avec exactitude, comme une loi économique, comment ces deux classes de consommateurs permettent, par leur seule consommation, à l'accumulation de se produire d'une année à l'autre, ce à quoi ils ne suffisent pas dans la réalité. Nous ne trouvons chez Kautsky non plus aucune allusion à la théorie de la population de Bauer comme fondement véritable des schémas de Marx.

Si nous ouvrons le *Capital financier* de Hilferding au chapitre XVI, nous voyons, après une introduction où l'auteur exprime son admiration - parfaitement justifiée - pour l'analyse par Marx des conditions de la reproduction du capital total, qu'il appelle la découverte la plus géniale de l' « *œuvre étonnante* », que Hilferding recopie textuellement en quatorze pages imprimées les feuillets de Marx, sans oublier bien entendu les schémas mathématiques ; au cours de ce travail Hilferding se plaint - toujours à juste titre - du peu d'importance accordée jusqu'alors à ces schémas, que seul Tougan-Baranowsky avait en quelque sorte pris en considération. Voici les conclusions de Hilferding à propos de cette découverte géniale de Marx :

Les schémas montrent « *que dans la production capitaliste, la reproduction simple aussi bien que la reproduction à une échelle élargie peuvent se poursuivre sans difficultés* si seulement ces proportions sont respectées. *Inversement une crise peut éclater, même dans le cas de la reproduction simple si l'on porte atteinte aux propor-*

tions justes, à celles par exemple qui doivent exister entre le capital usé et le capital qui doit être nouvellement investi. On ne doit donc pas conclure que la crise a nécessairement sa cause dans la sous-consommation immanente à la production capitaliste. On ne doit pas non plus déduire des schémas la possibilité d'une surproduction générale de marchandises ; au contraire on peut démontrer que toute extension de la production est possible dans la mesure des forces productives existantes » (p. 318). C'est tout. Hilferding ne voit donc, lui aussi, dans l'analyse marxienne de l'accumulation qu'une base pour la solution du problème des crises, en ce sens que les schémas mathématiques indiquent les proportions à respecter pour que l'accumulation puisse se poursuivre sans difficulté.

Hilferding tire deux conclusions

1° Les crises découlent uniquement de la disproportionnalité - il rejette ainsi la « théorie des crises adoptée généralement, pour autant que nous le sachions, par les marxistes orthodoxes, et fondée par Marx », ou théorie de la « sous-consommation », reprenant au contraire la théorie des crises de Tougan-Baranowsky, que Kautsky avait condamnée comme hérésie révisionniste ; cette théorie l'amène à répéter l'affirmation de Say : une surconsommation générale est impossible.

2° Si l'on fait abstraction des crises comme troubles périodiques résultant d'une disproportionnalité, l'accumulation capitaliste peut (dans une société composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers) se développer sans limites, grâce à une extension croissante de la production, « dans la mesure où le permettent les forces productives existantes ». Hilferding reproduit encore une fois textuellement les thèses de Tougan, que Kautsky avait anéanties.

Il n'existe donc pas pour Hilferding, abstraction faite des crises, de problème de l'accumulation, puisque « les schémas montrent » que toute extension de la production est possible, c'est-à-dire que le marché s'élargit en même temps que la production. Nous ne rencontrons ici non plus aucune allusion à la théorie de Bauer, selon laquelle la production est limitée par l'accroissement de la population, ni à la nécessité d'une telle théorie.

Enfin pour Bauer lui-même, cette théorie est une découverte toute récente. En 1904, donc après la discussion entre Kautsky et Tougan-Baranowsky, Bauer a analysé pour la première fois dans deux articles, partis dans la *Neue Zeit*, le problème des crises à la lumière de la théorie de Marx. Il dit lui-même dans ces articles qu'il veut donner le premier exposé cohérent de cette théorie. Reprenant un passage du deuxième livre du *Capital*, où Marx cherche à expliquer le cycle décennal de l'industrie moderne, flatter ramène ce phénomène à la forme de circulation particulière du capital fixe. Pas un instant il n'évoque l'importance décisive du rapport entre l'extension de la production et l'accroissement de la population. La thèse de Bauer, la « tendance de l'accumulation à s'adapter à l'accroissement de la population », par laquelle il veut expliquer aujourd'hui les crises aussi bien que la conjoncture, l'accumulation aussi bien que la fuite du capital de pays en pays, et finalement l'impérialisme : cette loi toute puissante qui met en mouvement le mécanisme entier de la production capitaliste et le « règle automatiquement » n'existait ni pour Bauer ni pour le reste du monde. Aujourd'hui, dans les critiques de mon ouvrage, est apparue soudain comme par magie la théorie fondamentale qui place pour la première fois les schémas de Marx sur un « fondement irréfutable » - permettant de résoudre un problème qu'on prétendait inexistant

Que penser alors des autres experts ?

Résumons en quelques points, les affirmations des divers critiques. 1° D'après Eckstein et Hilferding (et d'après Pannekoek) il n'existe pas de problème de l'accumulation du capital. Tout est clair. Tout va de soi, comme le « démontrent » les schémas de Marx. C'est seulement mon incompréhension absolue des schémas qui explique pourquoi je les critique. D'après Bauer, les chiffres cités par Marx sont « arbitraires et entachés de contradictions ». C'est lui Bauer, qui a le premier « su illustrer convenablement la pensée de Marx » et construit un « schéma dégagé des éléments arbitraires ».

2° D'après Eckstein et la rédaction du *Vorwärts*, mon livre doit être « rejeté » comme nul et sans valeur ; d'après le petit « expert » de la *Frankfurter Volksstimme* (1er février 1913) il est même « extrêmement nuisible ». D'après Bauer « cette explication fausse contient pourtant un grain de vérité », puisque ma théorie fait allusion aux limites de l'accumulation du capital (*Neue Zeit*, 1913, n° 24, p. 873).

3° D'après Eckstein et le *Vorwärts* mon *Accumulation* n'a aucun rapport avec l'impérialisme : « Le livre a du reste si peu de rapports avec les nouveaux phénomènes de la vie économique moderne qu'il aurait pu être écrit aussi bien il y a vingt ans ou plus ». D'après Bauer mon étude découvre sans doute « une racine de l'impérialisme », mais « il en existe d'autres » (*loc. cit.*, p. 874) - ce qui pour ma modeste personne serait déjà un grand mérite.

4° D'après Eckstein, les schémas de Marx montrent combien en fait les besoins sociaux sont vastes, ils indiquent « la possibilité de l'équilibre, dont cependant la réalité capitaliste s'écarte considérablement » parce qu'elle est dominée par la chasse au profit, d'où découlent les crises ; dès la colonne suivante Eckstein écrit que « l'exposé correspond aux schémas de Marx mais aussi à la réalité », car le schéma montre précisément « comment ce profit est réalisé pour les capitalistes » (*Vorwärts*, du 16 février 1913, supplément). Pour Pannekoek, l'état d'équilibre n'existe pas, mais il y a simplement un espace vide : « On peut comparer l'ampleur de la production à un objet sans poids qui peut flotter dans l'espace dans toutes les positions. La production ne connaît par de situation d'équilibre à laquelle elle serait ramenée après une déviation. » « Le cycle industriel n'est pas une oscillation autour d'une situation moyenne donnée par un besoin quelconque » (*Neue Zeit*, 1913, n° 22, « *Theoretisches zur Ursache der Krisen* », pp. 783, 792). Pour Bauer les schémas de Marx, dont il a enfin déchiffré le sens véritable, ne signifient pas autre chose que le mouvement de la production capitaliste dans son adaptation à l'accroissement de la population.

5° Eckstein et Hilferding croient à la possibilité économique objective de l'accumulation illimitée : « Les schémas montrent justement qui achète les produits » (*Eckstein*), ces schémas que l'on peut continuer indéfiniment sur le papier. Ce que Pannekoek appelle « l'objet sans poids » peut, selon son expression, « flotter dans

toute situation ». D'après Hilferding, « art peut démontrer que toute extension de la production est possible pour autant qu'y suffisent les forces productives existantes si puisque comme le montrent les schémas, les débouchés s'élargissent automatiquement avec la production. D'après Bauer « seuls les apologistes du capital peuvent démontrer que l'accumulation n'a pas de limites » et prétendre que « le pouvoir de consommation croît automatiquement avec la production » (Neue Ait, 1913, n° 24, p. 873).

Qu'en est-il au juste et que veulent dire les « experts » ? Existait-il chez Marx un problème de l'accumulation que personne de nous n'avait su voir jusqu'à présent, ou bien le problème reste-t-il, même après la dernière solution qu'y a apportée Bauer, une invention due à « mon incapacité totale d'opérer avec les schémas de Marx », comme l'écrivait le critique du Vorwärts ? Les schémas de Marx sont-ils des vérités définitives et sans appel, des dogmes infaillibles, ou bien se révèlent-ils « arbitraires et entachés de contradictions » ? Le problème que j'ai abordé s'attaque-t-il aux racines de l'impérialisme, ou bien n'a-t-il « aucun rapport avec les phénomènes réels de la vie moderne » ? Et qu'exposent finalement ces schémas « devenus célèbres », comme dit Eckstein ? Indiquent-ils « une situation d'équilibre » purement fictive où se trouverait la production, donnent-ils une image de la réalité concrète, fournissent-ils la preuve de la possibilité de « toute extension », donc de la croissance illimitée de la production, une preuve de l'impossibilité de cette extension sans limites eu égard à la sous-consommation ? Montrent-ils la tendance de la production à respecter les limites de l'accroissement de la population ? Présentent-ils l'image du ballon d'enfant « sans poids » de Pannekoek ou d'un autre objet, ou d'un chameau ou d'un buffle ? Il est temps que les « experts » s'entendent.

En attendant nous avons un bel exemple de la clarté, de l'harmonie et de la cohérence du marxisme officiel dans son appréciation de la partie fondamentale du deuxième livre du Capital ! Et une légitimation parfaite de l'arrogance avec laquelle ces messieurs ont anéanti mon livre ¹ !

¹ Parmi les « experts », le critique du Vorwärts, Eckstein, est celui de tous qui a le moins compris ce dont il s'agit dans la discussion. Il fait partie de cette race de journalistes surgis avec le développement de la presse ouvrière, qui peuvent écrire n'importe quand sur n'importe quoi : sur le droit familial japonais, la biologie moderne, l'histoire du socialisme, l'épistémologie, l'histoire de la civilisation, l'économie politiques, les problèmes tactiques - tout ce dont on a besoin au jour le jour. De tels polygraphes se meuvent dans tous les domaines du savoir avec cette assurance dénuée de scrupules que peuvent sincèrement leur envier les savants sérieux. Ils pallient leur incompetence sur un sujet par l'insolence et la lourdeur. En voici deux exemples : « On s'aperçoit ici déjà, écrit Eckstein à un endroit de son compte rendu, que l'auteur s'est mépris sur le sens et le but de l'exposé de Marx ; ce fait est confirmé par le reste de l'ouvrage.

Elle n'a même rien compris à la technique des schémas. C'est manifeste dès la page 65 du livre. » Il s'agit dans ce passage de mon livre du classement, dans le schéma, de la production de l'argent dans la section des moyens de production. Je critique ce classement et je cherche à montrer que, puisque l'argent n'est pas en lui-même un moyen de production, il doit résulter de cette hétérogénéité de grandes difficultés pour la précision de l'exposé. A cela, Eckstein répond par cette perle : « La camarade Luxemburg déplore Marx place la production monétaire, autrement dit de l'or et de l'argent dans la rangée 1 et dont la catégorie des moyens de production. Elle y voit une faute. C'est pourquoi elle met sous les deux rangées établies par Marx une troisième catégorie pour indiquer la production de l'argent. C'est licite sans doute, mais on est impatient de voir comment l'échange mutuel se produira entre les trois rangées. » Il éprouve une amère déception ! « Dans le schéma construit par la camarade Luxemburg, la difficulté est non pas très grande - elle est insurmontable. Rosa Luxemburg n'essaie même pas d'exposer ces enchevêtrements organiques. Une seule tentative en ce sens lui aurait montré que son schéma est impossible », Eckstein

Maintenant qu'Otto Bauer m'a libérée de l'obligation de discuter avec les autres « experts si je me tourne vers Bauer lui-même.

poursuit sur le même ton, avec la même légèreté. Or, le « schéma construit par la camarade Luxemburg », à la page 65, n'est pas mon œuvre, mais celle de Marx ! Je ne fais que reproduire ici les chiffres indiqués dans le Capital. Livre II, tome 5), (p. 118, trad. Éditions. Sociales), justement pour montrer que d'après les données même de Marx, il est impossible de classer ainsi la production de l'argent, ce que le commente explicitement dans le passage suivant : « Au reste un regard sur le *schéma de la reproduction* [de Marx] montre à quelle contradiction devait nécessairement aboutir la confusion entre les *moyens d'échange et les moyens de production*, » Sur ce Eckstein, attribuant à ma plume le schéma de Marx que je critique, me sermonne vertement comme une écolière à cause de ce schéma et me reproche de n'avoir rien compris à la *technique même* des schémas ».

Encore un exemple : Marx construit à la page 156 du Capital. Livre II, tome 5, (trad. Éditions Sociales), son propre schéma de l'accumulation ; il y fait capitaliser par les capitalistes de la section I 50 % de leur plus-value, tandis que ceux de la section II capitalisent au hasard, sans règle visible, simplement en fonction des besoins de la section I. Je cherche à montrer que cette hypothèse est arbitraire. Et voilà de nouveau mon Eckstein qui intervient avec sa prolixité coutumière : « L'erreur réside dans sa manière propre de calculer, qui prouve qu'elle n'a pas compris le caractère des schémas de Marx. Rosa Luxemburg croit en effet que les schémas sont fondés sur le postulat d'un taux d'accumulation *identique*, elle suppose que le taux de l'accumulation doit être le même dans les deux grandes sections de la production sociale, c'est-à-dire que la même partie de la plus-value doit être transformée en capital. Mais ceci est une *hypothèse contredite* par les faits : en réalité, il n'y a pas de taux d'accumulation général ; un tel taux est théoriquement inconcevable. » Il y a là « une erreur très incompréhensible de la part de l'auteur, qui prouve une fois de plus que le caractère des schémas de Marx est resté pour elle une énigme ». La loi réelle du taux de profit égal est « en contradiction absolue avec la loi fictive de l'accumulation égale, etc. »... Eckstein poursuit sur ce ton savoureux sa critique, avec la conscience qu'on lui connaît à m'anéantir: c'est tout ou rien. Cependant Marx donne cinq pages plus loin un second exemple de schéma de l'accumulation, qui est le véritable schéma, le schéma fondamental dont il se sert exclusivement jusqu'à la fin, tandis que le premier n'était qu'un essai, une construction provisoire. Dans ce deuxième exemple définitif, Marx applique constamment la loi fictive du taux d'accumulation égal dans les deux sections. Cette « *inconcevabilité théorique* », cette « contradiction absolue avec la loi réelle du taux de profit égal », cette série de délits, et de crimes monstrueux se trouvent dans le schéma de Marx à la page 159 du Capital. 2e Livre, tome 5. (trad. Éditions sociales): Marx persiste dans ses fautes jusqu'à la dernière ligne du volume. La critique s'adresse une fois encore au malheureux Marx. C'est pour lui manifestement que le « caractère » de ses propres schémas est demeuré une énigme. Malchance qu'il partage d'ailleurs non seulement avec moi, mais aussi avec Otto Bauer, qui pose comme condition préalable à son propre schéma « inébranlable » que le taux d'accumulation dans les deux sphères de la production soit le même » (Neue Zeit, loc. cit., p. 838. Voilà le niveau de la critique d'Eckstein. Et c'est par un tel individu, qui n'a même pas lu à fond le Capital, que l'on doit se laisser insulter ! La publication dans le Vorwärts d'un tel compte rendu est un signe éclatant de la suprématie de l'école des énigmes « austro-marxistes » dans les deux organes centraux du parti. Si Dieu me prête vie assez longtemps pour que je connaisse une seconde édition de mon livre, je ne manquerai pas de sauver cette perte pour la postérité en la reproduisant in extenso dans l'*annexe* à mon livre.

2

I

[Retour à la table des matières](#)

Je n'entrerai pas dans les détails des calculs des tableaux de Bauer. Sa position et sa critique consistent pour l'essentiel dans la théorie de la population qu'il m'oppose comme fondement de l'accumulation et qui, en elle-même, n'a aucun rapport avec des schémas mathématiques quelconques. Nous nous occuperons de cette théorie dans les pages qui suivent. Tout d'abord il nous faut étudier la manière, la *méthode* par laquelle Bauer procède à ses opérations dans les tableaux. Les tableaux ne sont d'aucun secours pour résoudre le problème économique et social de l'accumulation, mais ils jettent une lumière significative sur Bauer et sa manière de travailler à la solution du problème. Sa méthode peut être illustrée par quelques exemples simples, accessibles même aux profanes que rebutent les tableaux rébarbatifs et les signes cabalistiques.

Je ne citerai que trois exemples.

A la page 836 de la *Neue Zeit* (*loc. cit.*), Bauer expose le processus de l'accumulation du capital social. Après Marx, il prend les deux sections de la production (section I, production de moyens de production ; section II, production de moyens de subsistance) imaginant au début dans la section I un capital constant de 120 000 et un capital variable de 50 000 (ce qui représente des milliers ou des millions de marks, bref une valeur en argent). Dans la section II il imagine un capital constant de 80 000 et un capital variable de 50 000. Les chiffres sont naturellement arbitraires mais leurs rapports sont importants, ils impliquent en effet des hypothèses économiques précises sur lesquelles s'appuie Bauer. Ainsi le capital constant dans les deux sections est plus élevé que le capital variable, rapport qui indique la grandeur du progrès technique. Cette prépondérance du capital constant par rapport au capital variable est cependant plus marquée dans la section I que dans la section II, puisque le rythme du progrès technique est généralement plus rapide dans la première. Enfin le capital total de la section I représente une somme plus élevée que le capital total de la section II.

Notons que ces hypothèses propres à Bauer méritent des éloges. parce qu'elles sont en accord avec les hypothèses de Marx. Voici pour le début.

Nous en arrivons maintenant à l'accumulation, qui commence ainsi : Bauer augmente les deux capitaux constants d'une même somme de 10 000 et les deux capitaux variables d'une même somme de 2 500 (loc. cit.). De ce fait les deux hypothèses économiques citées plus haut se trouvent immédiatement réduites à néant. En effet : 1° il est impossible que le capital total de la section II, qui est inférieur à celui de la section I, s'accroisse d'une même somme que ce dernier, parce qu'ainsi le rapport entre ces capitaux se trouverait modifié dans le sens d'un ralentissement de la productivité : les capitaux nouveaux ne peuvent absolument pas être répartis également dans les deux sections entre le capital constant et le capital variable parce que les capitaux d'origine n'avaient pas la même composition organique. Ici aussi Bauer bouleverse lui-même la base technique qu'il avait posée.

Bauer commence donc par abandonner arbitrairement ses propres hypothèses économiques dès la première phase de l'accumulation. Et pourquoi ? Simplement par amour des résultats arithmétiques, pour simplifier les opérations, additions et soustractions, et éviter de se perdre dans des calculs compliqués.

Après avoir exposé l'extension de la production ainsi obtenue. Bauer passe au deuxième acte décisif de l'accumulation. au fameux « saut périlleux », c'est-à-dire à la réalisation de la plus-value. Il s'agit de montrer comment se fait l'échange entre les masses de produits accrues de telle sorte l'on puisse passer à l'étape suivante de l'accumulation, c'est-à-dire à une nouvelle extension de la production. Nous sommes à la page 863.

Le problème consiste à échanger les deux masses de marchandises obtenues à la fin de la première année de la production : 220 000 moyens de production et 180 000 moyens de subsistance. Les choses se passent d'abord de la manière ordinaire : chaque section utilise, soit directement, soit en échangeant une partie. la plus grande portion de ces masses de marchandises pour renouveler le capital usé et pour assurer la consommation de la classe capitaliste. C'est une procédure normale et Bauer ici ne s'écarte pas de Marx. Nous en arrivons maintenant au point délicat : à l'extension de la production pour l'année suivante, c'est-à-dire à l'accumulation. Bauer en introduit l'exposé par une phrase que nous avons déjà citée : « *En outre les capitalistes veulent utiliser la plus-value accumulée la première année pour agrandir les fabriques déjà existantes ou pour en créer de nouvelles.* » Nous n'avons plus à nous préoccuper de savoir si la « volonté » des capitalistes suffit - nous avons déjà répondu à cette question. Nous admettrons ici le point de vue de Bauer, que la volonté de l'homme est toute puissante, et nous nous contenterons d'examiner les opérations à travers lesquelles se manifeste la volonté souveraine des capitalistes.

Les capitalistes de la section I « veulent » donc, selon Bauer, réinvestir dans leur usine 12500 de leur plus-value. Pourquoi cette somme? Parce que Bauer a précisément besoin de ce nombre pour avoir un calcul simple à faire. Eh bien, nous ne discuterons pas son choix, nous réclamerons simplement le droit de nous en tenir aux hypothèses de départ qu'il a lui-même choisies. Or les capitalistes de la section I ont décidé d'investir dans la production une partie de leur plus-value correspondant à 12 500, mais il leur arrive une mésaventure : après avoir déjà placé des marchandises pour une somme de 10 000 dans leur propre capital constant, une autre portion de

marchandises pour la somme de 2 500 dans l'autre section pour acquérir en échange des moyens de subsistance pour les ouvriers additionnels qui travaillent dans leur usine agrandie, il leur reste des marchandises invendables pour une somme de 4666. Ils ont déjà pourvu à leur consommation personnelle, renouvelé leur capital usé, investi du capital nouveau pour l'extension de leur production dans des proportions qu'ils ont choisies en commun accord avec Bauer, et maintenant ils ont encore un « reste lourd à porter ». Que faire de ce reliquat de 4 666 ?

N'oublions pas cependant que les capitalistes « veulent » accumuler non seulement dans la section I, mais aussi dans la section II. Les capitalistes de la section II, bien que possédant un capital très inférieur, ont l'ambition d'investir la même somme de 12 500 et de la répartir de la même manière que ceux de la section I ; le désir ambitieux d'imiter leurs collègues plus riches les amène même à négliger les points de vue techniques. Quoi qu'il en soit, ils ont besoin pour cette extension d'une portion supplémentaire de moyens de production de la section I ; peut-être avons-nous là justement l'occasion de nous débarrasser du reliquat invendu de cette section ? Mais non cette nécessité avait déjà été prévue. L'agrandissement de la section II a déjà eu lieu « conformément au plan », au plan imaginé par Bauer. On ne pourrait glisser dans cette construction la moindre épingle supplémentaire. Et cependant il y a encore dans la section I un reliquat de 4 666 ! Qu'en faire ? « Où trouveront-ils un débouché ? » demande Bauer (*loc. cit.*, p. 863). Il imagine une solution :

« Les capitalistes des industries de biens de consommation transfèrent une partie de la plus-value accumulée la première année dans les industries des moyens de production : soit qu'ils créent eux-mêmes des fabriques où seront produits des moyens de production - soit qu'ils remettent par l'intermédiaire des banques une partie de leur plus-value accumulée entre les mains des capitalistes de la section II pour y être investie ; soit enfin qu'ils achètent des actions de sociétés industrielles de moyens de production. Les industries des moyens de production vendent donc des marchandises d'une valeur de 4 666 au capital accumulé dans l'industrie des biens de consommation, mais investi dans l'industrie des moyens de production. Les industries des biens de consommation achètent donc non seulement des moyens de production pour une valeur de 85 334 (qui couvrent entièrement leurs propres besoins - R. L.) mais encore des moyens de production » (*loc. cit.*, p. 863).

Voilà donc la solution : la section I vend le reliquat de 4 666 à la section II, celle-ci ne l'investit pas dans sa production mais le « transfère » dans la section I, où elle l'utilise pour agrandir à nouveau le capital constant de I. Nous n'examinons pas ici le fait économique des « transferts » de plus-value de la section II à la section I. Nous suivons ici Bauer aveuglément dans toutes ses démarches en nous préoccupant seulement de savoir s'il procède correctement au cours des opérations qu'il a choisies et s'il respecte ses hypothèses de base.

Les capitalistes de I « vendent » donc leur reste de marchandises de 4 666 aux capitalistes de II; ceux-ci l' « achètent » en transférant « une partie de la plus-value accumulée par eux » dans la section I. Mais halte ! Avec quoi l' « achètent »-ils ? Où est la « partie de la plus-value » destinée à payer l'achat ? Dans le tableau de Bauer nous n'en voyons pas la trace. La masse entière des marchandises de la section II a passé entièrement à la consommation de la classe capitaliste des deux sections ainsi qu'au renouvellement et à l'accroissement du capital variable (voir le calcul de Bauer à la page 86), à part un reliquat de 1 167. Cette somme de 1 167 correspondant à des

biens de consommation est tout ce qui reste de la plus-value de la section II. Et ces 1 167 servent non pas même de « premier versement » pour l'achat des 4 666 moyens de production, mais Bauer les utilise comme capital variable pour les ouvriers supplémentaires exigés par les 4 666 moyens de production prétendument « achetés » ! Quel que soit l'angle sous lequel nous envisageons le problème, les capitalistes de II ont entièrement utilisé leur plus-value, ils ne trouveront pas un centime pour acheter le reliquat de 4 666 moyens de production.

D'autre part si cette vente avait véritablement eu lieu, nous devrions voir du côté de la section I la somme de 4 666 correspondant aux moyens de consommation échangés. Où sont-ils, et qu'en fait la section I ? Bauer ne nous en souffle pas mot. Ces mystérieux 4 666 correspondant aux biens de consommation qui auraient pourtant dû être échangés au cours de l'« achat » ont disparu sans laisser de trace. Ou alors devrions-nous nous imaginer l'opération de la manière suivante : Peut-être les capitalistes de la section II ont-ils encore des capitaux de réserve qui ne sont pas indiqués dans Ici tableau, ils possèdent peut-être des dépôts à la *Deutsche Bank*, dont ils retirent maintenant une somme d'argent de 4666 destinée à payer les moyens de production ? Halte-là ! Si Bauer a inventé ce stratagème, s'il a construit des tableaux pour exposer le « capital social total » tout en gardant l'œil fixé vers des tiroirs secrets remplis de capitaux de réserve où il peut puiser lorsqu'il ne sait plus comment procéder aux échanges dans son tableau, alors il se moque vraiment des schémas de Marx ! Un capital social total est un capital social total ! On ne peut toucher à cette notion ni l'interpréter. Le terme inclut tout ce que la société possède de capital jusqu'au dernier centime, il comprend la *Deutsche Bank* avec ses dépôts, et la circulation doit se faire dans le cadre du schéma ; le comment et le pourquoi des opérations doit y être indiqué, ou alors le schéma entier et tous les calculs n'ont plus aucune valeur.

Nous concluons que les opérations des capitalistes de Bauer ne sont qu'un jeu oiseux ; ces messieurs feignent seulement de vendre et d'acheter entre eux ces 4 666 moyens de production, en fait il n'existe pas de moyens de paiement permettant cet achat ; lorsque les capitalistes de la section I remettent aux capitalistes de la section II le reliquat invendu de la masse de marchandises, c'est un don charitable. Et les capitalistes de la section II répondent à cette largesse par un autre geste de générosité, pour ne pas être en reste : ils retournent immédiatement le cadeau à leurs collègues, en y ajoutant encore gratuitement leur propre reliquat de biens de consommation pour une valeur de 1 167 (dont ils ne savent pas non plus que faire) en leur tenant ce discours : voilà, bonnes gens, du capital variable pour mettre en mouvement vos machines excédentaires.

Ainsi Bauer, au dernier acte de l'accumulation (après que celle-ci ait été achevée « conformément au plan ») ajoute à la section I un surcroît de capital constant de 4666 et de capital variable de 1 167. Et il ajoute en souriant, tourné vers le public : « Ainsi toute la valeur des produits des deux sphères, par conséquent aussi toute la plus-value, est réalisée » (*loc. cit.*, p. 865).

« De la même manière on peut se convaincre, d'après le tableau IV, que non seulement la première année mais au cours de toutes les années suivantes la valeur totale des produits des deux sphères est vendue sans difficulté et que la plus-value tout entière est réalisée. L'hypothèse de la camarade Luxemburg, selon laquelle la

partie de la plus-value accumulée ne peut être réalisée, est fausse. » (Loc. cit., p. 866.)

Le résultat est très satisfaisant, mais l'opération par laquelle on y a abouti l'est moins. Considérons froidement cette opération : lorsque les deux sections ont procédé à un échange de leur production sociale, afin de renouveler et d'élargir le capital, il y a dans la section I un reliquat invendable de moyens de production pour une valeur de 4 666 et dans la section II un autre reliquat invendable de biens de consommation pour une valeur de 1 167. Que faire de ces deux reliquats ? Peut-on d'abord les échanger, du moins pour une somme correspondant au reliquat le moins élevé ? Mais : 1° il y aurait encore dans la section I un reliquat absolument invendable et nous aurions diminué les chiffres mais non pas l'embarras; 2° et surtout : quel sens et quel but aurait économiquement parlant cet échange ? A quoi serviraient à la section I les biens de consommation ainsi acquis et destinés à des ouvriers supplémentaires puisqu'après l'« échange » ils n'auraient plus la quantité suffisante de moyens de production pour occuper ces ouvriers ? A quoi serviraient à la section II les nouveaux moyens de production ainsi acquis, puisqu'elle se serait justement défaite par cet échange des biens de consommation nécessaires aux ouvriers supplémentaires ? L'échange est donc impossible, les deux reliquats du schéma demeurent absolument invendables.

Pour se tirer d'affaire Bauer imagine ce tour de passe-passe : 1° il *feint* une « vente » du reliquat de marchandises invendables de la section I à la section II sans nous révéler où la section II trouve l'argent nécessaire à cet achat ; 2° il fait entreprendre aux capitalistes de la section II après cet « achat » fictif une démarche encore plus originale : ils quitteraient leur propre section et passeraient à l'autre section avec les moyens de production nouvellement acquis, y placeraient ces moyens de production comme capital, et enfin 3° ils emporteraient dans cette expédition leur propre reliquat invendable de moyens de consommation pour l'investir comme capital variable dans la section qui n'est pas la leur.

On se demande pourquoi Bauer imagine cette transaction originale au lieu de laisser tout simplement les moyens de production excédentaires dans la section I, et de les y employer à élargir la production ce qui a lieu en fin de compte après les détours que l'on sait. Mais cette méthode serait pire car Bauer aurait l'embarras d'expliquer comment le capital variable nécessaire à cette extension et incarné dans les 1 167 biens de consommation pourrait passer de la section II à la section I. Or ce passage ne peut se faire et l'utilisation totale des produits par la voie de l'échange est impossible alors Bauer fait un écheveau embrouillé d'opérations pour mélanger ces reliquats invendables, les plaçant après quelques détours dans la section I pour les utiliser au dernier acte de l'accumulation.

C'est là sans doute une idée très audacieuse. Marx avait le premier dans l'histoire de l'économie politique établi la distinction, exposée par les schémas, entre les deux sections de la production sociale. C'est une découverte fondamentale qui a placé le problème de la reproduction sociale sur une base nouvelle et a permis de l'étudier pour la première fois avec précision. Mais l'hypothèse sur laquelle reposent la distinction établie par Marx et son schéma est la nécessité de rapports exclusifs d'échange entre les deux sections, l'échange étant la forme caractéristique de l'économie capitaliste ou productrice de marchandises. Cette condition fondamentale, Marx la maintient également tout au long des opérations du schéma, comme il s'en tient rigoureusement à toutes ses hypothèses de base. Bauer arrive, et détruit au passage toute la

construction de Marx, en « transférant » sans *échange* les marchandises d'une section à l'autre, et en faisant des tours de passe-passe avec les opérations du schéma.

Bauer se réclame du fait que le progrès technique fait croître la production de moyens de production au détriment de la production des biens de consommation, ce qui amènerait les capitalistes de la section II à investir une partie de leur plus-value dans la section I sous différentes formes (par l'intermédiaire des banques, en achetant des actions ou en fondant eux-mêmes des sociétés). Soit. Mais tout « transfert » de plus-value accumulée d'une branche de la production dans l'autre n'est possible que sous forme de *capital-argent* : *c'est* la seule forme de capital absolue, neutre, elle seule permet la circulation sociale, elle est le véhicule des transformations dans la production sociale de marchandises. On ne peut pas acquérir des actions de mines de cuivre avec un lot de chandelles invendables, ou fonder une entreprise de constructions mécaniques avec un stock de bottes de caoutchouc laissées pour compte. Il fallait précisément montrer comment, grâce à l'échange universel, les marchandises capitalistes se transforment en capital-argent, qui seul permet le passage d'une branche de la production dans l'autre. Il est donc vain, quand l'échange est impossible, de vouloir « transférer » les produits invendables *sans échange* dans une autre section de la production.

Non moins cocasse est l'idée de Bauer d'obliger une section à « coopérer à l'investissement » dans l'autre section de la production. Les « sections » de Marx ne sont pas des listes où se trouvent indiqués les noms des entrepreneurs, mais des catégories économiques objectives. Si un capitaliste de la section II emploie une partie de son capital-argent à « fonder une entreprise » et à accumuler dans la section I, cela ne signifie pas que la section des biens de consommation participe à la production de la section des moyens de production, ce qui serait une absurdité économique, mais qu'une même personne est à la fois agent dans les deux sections. Nous avons alors affaire, au point de vue économique, à *deux capitaux* dont l'un produit des moyens de production et l'autre des biens de consommation. Que ces deux capitaux appartiennent à une seule et même personne, que les plus-values des deux capitaux soient mélangées dans le même porte-monnaie, n'a aucune importance pour l'analyse des conditions sociales de la reproduction. C'est pourquoi l'échange reste la seule liaison entre les deux sections : ou alors en mélangeant comme Bauer, les deux sections en une bouillabaisse indistincte, on détruit la construction rigoureuse de Marx, résultat d'un effort séculaire de l'économie politique vers la clarté, et l'analyse du processus de la reproduction se dissout dans le chaos où un Say et d'autres esprits se livraient à leurs exercices charlatanesques.

Notons que Bauer lui-même part de l'hypothèse de la nécessité de l'échange. Il dit par exemple au début, en construisant ses tableaux : « *C'est pourquoi, au cours de la deuxième année, la valeur des produits de l'industrie des biens de consommation doit se monter à 188 000, car les biens de consommation ne peuvent être échangés que contre l'équivalent de cette somme en argent.* » (Loc. cit., p. 837.) Une fois ses tableaux achevés, lorsque l'accumulation doit se produire, il pose la question : « *Qui achète ces marchandises ?* (Loc. cit., p. 863.) Bauer suppose donc qu'il pourra procéder à l'accumulation en se défaisant complètement de la masse sociale totale des marchandises grâce à un échange entre les deux sections. Mais à la fin, lorsqu'il reste dans chaque section après les différents échanges des portions de marchandises qui ne peuvent absolument pas être échangées, il a recours à des cadeaux mutuels que se feraient les deux sections et les fait intervenir l'une dans l'autre. Ainsi Bauer

abandonne ses propres hypothèses et la condition fondamentale du schéma de Marx dès le début de ses tableaux. Prenons maintenant un troisième exemple.

Marx a établi ses schémas pour illustrer l'accumulation, en partant de l'hypothèse d'un rapport constant entre le capital variable et le capital constant, et d'un taux de plus-value fixe, même si le capital continue à s'accroître. Je montre dans mon livre que c'est cette hypothèse contraire à la réalité qui dans les schémas permet à l'accumulation de se poursuivre sans difficulté. Si l'on tenait compte du progrès technique, c'est-à-dire de la transformation de la composition organique du capital et de la croissance du taux de plus-value - écrivais-je - on éprouverait des difficultés insurmontables à exposer l'accumulation dans le cadre des schémas de Marx ; en verrait alors que le processus de l'accumulation ne peut se poursuivre dans les limites strictes des relations internes d'une industrie purement capitaliste.

Otto Bauer, à la différence de Marx, tient compte dans ses tableaux du progrès technique puisqu'il fait augmenter chaque année le capital constant deux fois plus vite que le capital variable. En outre, dans la suite de son exposé il attribue au progrès technique le rôle décisif dans le cycle des conjonctures. Mais nous constatons par ailleurs que Bauer, dans le même passage, suppose « pour *simplifier son étude* » un taux de plus-value fixe et invariable ! (Loc. cit., p. 835). L'analyse scientifique a certes le droit, pour simplifier son objet, de faire abstraction des conditions de la réalité ou d'en varier les combinaisons selon le but qu'elle se propose. Le mathématicien a le droit de réduire son équation ou de l'augmenter. Le physicien qui veut expliquer les vitesses relatives de la chute des corps peut faire des expériences dans le vide. L'économiste à son tour peut éliminer certaines conditions réelles de la vie économique pour les besoins de l'analyse. Dans tout le premier livre du Capital, Marx part de l'hypothèse ; 1° que toutes les marchandises sont vendues à leur valeur; et : 2° que les salaires correspondent à la valeur entière de la force de travail, hypothèse démentie à chaque instant par la réalité. Marx use de cette fiction pour montrer que l'exploitation capitaliste a lieu même dans les conditions les plus favorables aux ouvriers. C'est pourquoi son analyse ne perd rien de sa valeur scientifique, au contraire, grâce à cette hypothèse, il nous donne un moyen sûr d'estimer avec précision la pratique quotidienne et ses déviations.

Mais que dire d'un mathématicien qui multiplierait une moitié de son capital par deux sans toucher à l'autre moitié ou en la divisant par deux ? Que penser d'un physicien qui, pour comparer les vitesses relatives de la chute de corps différents, ferait certaines expériences dans l'air et d'autres sous vide ? Or Bauer procède ainsi. Marx, dans tous les schémas de la reproduction, suppose à vrai dire un taux de plus-value fixe, et cette hypothèse peut paraître à bon droit impropre à l'étude du problème de l'accumulation. Mais en faisant cette hypothèse et dans les limites de celle-ci, Marx a procédé avec conséquence : il a partout fait abstraction du progrès technique.

Les procédés de Bauer sont différents : il admet comme Marx un taux de plus-value fixe, mais suppose en revanche un progrès technique rapide et constant. D'après lui le progrès technique n'impliquerait pas une augmentation du taux de l'exploitation ; il pose donc à la fois deux conditions contradictoires qui s'annulent mutuellement. Puis il nous laisse libéralement le soin de recommencer nous-mêmes les opérations en prenant un taux de plus-value croissant dont il a « tout d'abord » fait abstraction, et de vérifier les résultats ; il affirme que même dans ce cas tout se passerait à la

satisfaction générale. Il est regrettable que Bauer n'ait pas jugé bon de s'occuper lui-même de cette bagatelle au lieu d'interrompre ses calculs savants et de nous planter là sous prétexte d'obligations urgentes à l'endroit où la démonstration proprement dite de ses thèses allait commencer¹. C'est la poursuite de ses calculs qui nous aurait donné une « preuve » arithmétique de la validité des affirmations de Bauer. Les résultats qu'il nous a fournis jusqu'à présent n'apportent aucune lumière à l'analyse scientifique, mais c'est un travail brouillon qui ne peut rien éclaircir ni rien prouver.

Je n'ai pas encore évoqué le contenu économique des tableaux de Bauer. J'ai seulement voulu éclairer par quelques exemples la méthode employée par Bauer et la manière dont il joue avec ses propres hypothèses. J'ai décrit en détail les opérations des schémas non pas pour me tailler un triomphe facile en mettant en lumière la gaucherie avec laquelle il procède dans ses calculs. Il aurait pu éviter bien des pierres d'achoppement s'il avait su construire plus adroitement ses tableaux, exercice où Tougan-Baranowsky était passé maître. Sans doute l'absence de difficultés ne prouverait-elle pas sa thèse. Ce qui est grave c'est sa façon de manier les schémas de Marx : la confusion qui règne dans les tableaux de Bauer trahit son incapacité de se servir des schémas de Marx. Le collègue « expert » de Bauer, Eckstein, peut bien lui reprocher sa « *méconnaissance fondamentale des schémas de Marx* », sa totale « *incapacité d'opérer avec les schémas de Marx* », etc. Je me contente d'insister sur ces quelques exemples non pas parce que je porte sur Bauer un jugement aussi impitoyable que son collègue austro-marxiste, mais pour répondre aux déclarations naïves de Bauer : « *Rosa Luxemburg se borne à évoquer les éléments arbitraires des schémas de Marx. Nous préférons essayer d'illustrer plus convenablement la pensée de Marx et de conduire notre démonstration à l'aide d'un schéma libéré des éléments arbitraires. C'est pourquoi nous avons construit ici des schémas qui, une fois admise l'hypothèse de départ, ne contiennent plus aucun élément arbitraire mais les données numériques sont imposées par les règles de la nécessité* » (*Loc. cit.*, p. 837).

Que Bauer me le pardonne, mais après les échantillons montrés plus haut, je préfère m'en tenir à Marx sans corriger ses « éléments arbitraires ». Pour finir nous aurons encore l'occasion de voir la différence entre toutes les erreurs de Marx et les fautes de ses épigones, les « experts ».

Bauer ne se contente pas de me faire la leçon ; avec sa conscience habituelle, il veut expliquer mes déviations. Il a découvert la racine de mon erreur : « *L'hypothèse de la camarade Luxemburg, selon laquelle la plus-value accumulée ne peut être réalisée, est donc fausse* ». écrit-il après avoir entièrement résolu les problèmes de ses tableaux grâce aux opérations que l'on connaît. « *Comment la camarade Luxemburg a-t-elle pu admettre cette fausse hypothèse ?* » Et il donne une version surprenante des choses : « *Dans notre hypothèse, les capitalistes achètent dès la première année les moyens de production qui seront mis en chantier la deuxième année grâce à l'apport supplémentaire de population ouvrière, et les capitalistes achètent dès la première année les biens de consommation qu'ils vendront la deuxième année à la population ouvrière additionnelle. Si nous n'admettions pas cette hypothèse, la réalisation de la plus-value produite la première année serait en effet impossible l'année suivante.* »

¹ Pannekoek, après avoir construit ses tableaux en supposant dans ses calculs une extension rapide du capital et un taux de plus-value fixe, écrit : « On pourrait opérer de manière analogue en tenant compte d'une élévation progressive du taux d'exploitation. » (*Bremer Bürgerzeitung*, 29 janvier 1913.) Mais il laisse lui aussi au lecteur le soin de faire les calculs.

Il ajoute encore:

« *Rosa Luxemburg croit que la partie de la plus-value accumulée ne peut être réalisée. En fait elle ne peut être réalisée la première année si les éléments matériels du capital productif supplémentaire sont achetés seulement la deuxième année.* » (Loc. cit., p. 866.)

Voilà donc la clé de mon erreur. Je ne savais pas que, si l'on veut ouvrir et faire fonctionner une usine en 1916, il faut dès 1915 construire les bâtiments, acheter les machines et les matières premières et avoir déjà en réserve les biens de consommation pour les ouvriers que l'on devra embaucher. J'imaginai que l'on ouvrirait d'abord une usine et qu'on achetait ensuite le terrain pour la bâtir, qu'on embauchait d'abord les ouvriers et que l'on semait ensuite le grain qui servirait à cuire leur pain ! En vérité c'est grotesque. et encore plus du fait que de telles révélations sont publiées dans l'organe scientifique du marxisme.

Otto Bauer croit donc vraiment que les formules de Marx ont un rapport avec les « années » et le brave homme s'efforce de populariser cette thèse en deux pages imprimées, en utilisant tout un arsenal de lettres latines et grecques. Mais les schémas de l'accumulation du capital construits par Marx n'ont aucun rapport avec les années du calendrier. Ce qui importe chez Marx ce sont les métamorphoses économiques des produits et l'enchaînement de ces métamorphoses ; c'est l'ordre de succession des processus économiques dans le monde capitaliste : production échange - consommation, puis à nouveau production - échange consommation et ainsi de suite indéfiniment. Comme tous les produits passent nécessairement par la phase de l'échange, qui est le seul lien entre les producteurs, le moment où les marchandises sont réalisées en argent importe peu pour le profit, et pour l'accumulation, mais ce qui compte ce sont deux faits essentiels :

1° Il est impossible à l'ensemble de la classe capitaliste comme à n'importe quel capitaliste individuel d'entreprendre aucune extension de la production sans avoir de débouché élargi. Or le problème se posait ainsi : où la classe totale des capitalistes trouvera-t-elle des débouchés croissants, qui seuls permettront l'accumulation? Et Bauer donne finalement une réponse explicite :

« En réalité la plus-value accumulée est réalisée au sein de la société capitaliste. La réalisation s'accomplit graduellement, étape par étape. Par exemple les moyens de subsistance utilisés la deuxième année à l'entretien des ouvriers supplémentaires sont généralement produits au cours de la première année, et les producteurs les vendent aux grands négociants. Une partie de la plus-value incarnée dans ces moyens de subsistance est donc réalisée dès la première année. La réalisation de l'autre partie de cette plus-value a lieu ensuite, lorsque ces moyens de subsistance sont vendus par le marchand de gros au détaillant, puis par ce dernier aux ouvriers.? - en ce sens notre schéma donne une image fidèle de la réalité. » (Loc. cit., p. 868.)

Ici au moins Bauer donne un exemple concret de la façon dont il imagine la réalisation de la plus-value, qu'il s'agisse de la première ou de la seconde année : celle-ci consiste dans la vente des moyens de subsistance par le producteur au marchand de gros, dans la vente faite par ce dernier au détaillant et enfin par le détaillant aux ouvriers « supplémentaires ». Ce sont donc en fin de compte les ouvriers qui aident le

capitaliste à réaliser sa plus-value et à la transformer en espèces sonnantes. « En ce sens » le schéma de Bauer reflète fidèlement le point de vue du capitaliste individuel et de son Sancho Pança, l'économiste bourgeois vulgaire.

Certes il importe peu au capitaliste individuel que le client s'appelle Dupont ou Durand, qu'il s'agisse d'ouvriers ou d'un autre capitaliste, de compatriotes ou d'étrangers, de paysans ou d'artisans. Le capitaliste individuel empoche le profit quel que soit l'acheteur des marchandises ; les entrepreneurs des industries de biens de consommation s'enrichissent aussi bien par la vente de leurs marchandises aux ouvriers que les entrepreneurs des industries de luxe par la vente des dentelles, de l'or et des diamants aux clientes de la haute société. En voyant pourtant Bauer étendre la portée de cette constatation banale, qui s'applique à l'entrepreneur isolé, au capital total sans même s'en apercevoir, et se montrer incapable de distinguer les conditions de la reproduction du capital individuel, on se demande pourquoi Marx a écrit le deuxième livre du Capital. En effet ce volume contient le point essentiel de la théorie de Marx sur la reproduction, la découverte décisive de cette « œuvre étonnante », selon l'expression du collègue de Bauer, Hilferding : la distinction fondamentale établie pour la première fois par Marx à partir du chaos de contradictions et des essais hésitants de Quesnay et d'Adam Smith et de leurs disciples et vulgarisateurs, entre les deux catégories du capital individuel et du capital social total et de leurs mouvements. A partir de cette théorie vérifions les idées de Bauer même avec les moyens les plus simples.

Où les ouvriers prennent-ils l'argent grâce auquel ils réaliseront la plus-value du capitaliste par l'achat des moyens de subsistance ? L'entrepreneur isolé se moque éperdument de savoir d'où son client tire l'argent pourvu qu'il en ait, même s'il s'agit d'argent donné, volé ou tiré de la prostitution. Mais la classe entière des capitalistes sait de manière certaine que les ouvriers ne reçoivent que de leurs mains, sous forme de salaires, les moyens de satisfaire leurs besoins vitaux en échange de leur force de travail. Ces moyens, nous l'avons vu, ils les reçoivent, conformément aux conditions de la production marchande moderne, sous une double forme : 1° sous forme d'argent; 2° sous forme de marchandises ; dans ce circuit l'argent revient toujours à son point de départ : les caisses de la classe capitaliste. Cette circulation du capital variable épuise entièrement le pouvoir d'achat des ouvriers, leurs relations d'échange avec les capitalistes se bornent à ces opérations. Si la classe ouvrière se voit allouer des moyens de subsistance, cela ne signifie pas, du point de vue de la société, que la classe capitaliste réalise la plus-value, mais qu'elle avance du capital variable sous forme de marchandises (salaires réels) ; elle récupère en argent son propre capital de la période précédente pour une somme exactement équivalente. La prétendue réalisation de la plus-value consisterait donc, selon la recette de Bauer, dans l'échange incessant par la classe capitaliste d'une portion du nouveau capital sous forme de marchandises contre une portion égale en argent de son propre capital acquis précédemment. Certes, la classe capitaliste opère constamment ces transactions dans la réalité, surtout parce qu'elle se trouve dans la triste obligation d'allouer une partie du produit total à la classe ouvrière pour son entretien, afin que celle-ci produise en échange une nouvelle plus-value sous forme de marchandises. Mais la classe capitaliste n'a encore

jamais prétendu « réaliser » sa plus-value antérieure à l'aide de cette opération. Cette découverte était réservée à Bauer ¹.

Au reste Bauer lui-même a le sentiment obscur que la transformation de la plus-value en capital variable représente tout autre chose que la « réalisation de la plus-value ». Ainsi il n'en parle pas tant qu'il traite du renouvellement du capital variable à la même échelle. C'est seulement lorsqu'il s'agit des « ouvriers supplémentaires » qu'il se livre à ses tours de passe-passe. Les ouvriers employés de longue date touchent tout simplement des salaires, d'abord en argent, puis sous forme de moyens de subsistance ; ils produisent en contrepartie de la plus-value. En revanche les ouvriers nouvellement embauchés à l'occasion de l'agrandissement de l'usine accomplissent un tour de force : ils « réalisent » la plus-value pour les capitalistes ; voici comment : en échange du salaire en argent versé par les capitalistes, ils achètent à ces mêmes capitalistes des moyens de subsistance. Les ouvriers ne réalisent en général que pour eux-mêmes leur propre marchandise - la force de travail - et font assez pour le capital en *produisant* pour lui de la plus-value. Mais des qu'on appelle ces ouvriers « supplémentaires » ils doivent accomplir ce double miracle : 1° produire de la plus-value sous forme de marchandises ; et 2° réaliser cette plus-value en argent.

Nous voilà donc arrivés heureusement aux concepts élémentaires du processus de la reproduction qui constituent l'introduction au deuxième livre du *Capital*. La mission de Bauer est manifeste : non seulement il expliquera le deuxième volume de Marx mais encore il devra « libérer » les exposés de Marx de leurs contradictions et de leurs éléments arbitraires », et « exprimer convenablement la pensée de Marx ».

Bauer termine la partie générale de sa critique de mon livre par le passage suivant:

« La camarade Luxemburg croit que les marchandises où s'incarnent $\alpha + \beta$ (pour les profanes : les marchandises qui recèlent la plus-value destinée à la capitalisation - R. L.) doivent être vendues hors du monde capitaliste pour que puisse s'accomplir la réalisation de la plus-value matérialisée en elles. Or de quelle catégorie de marchandises s'agit-il? Des moyens de production dont les capitalistes ont besoin pour accroître leur appareil de production et des biens de consommation qui servent à l'entretien de la population ouvrière accrue. » Et Bauer s'écrie, stupéfait de mon peu d'intelligence :

« L'exportation massive de marchandises hors du monde capitaliste rendrait impossible l'année suivante la production à une échelle élargie ; on ne pourrait se procurer ni les moyens de production nécessaires à l'extension de l'appareil de

¹ Un petit « expert » de la Dresdener Volkszeitung (no du 22 janv. 1913) a découvert une solution géniale au problème de l'accumulation : « Chaque mark supplémentaire gagné par l'ouvrier, écrit-il, crée la possibilité d'un nouveau placement de capital correspondant à 10 marks ou davantage ; de cette manière la lutte de classe crée le marché pour la plus-value et permet l'accumulation du capital dans soit propre pulls. » Quelle Ingéniosité ! Si un expert de cet acabit a l'idée d'écrire « cocorico » au beau milieu de ses réflexions économiques, un organe social-démocrate en fera sûrement son éditorial. Les rédacteurs, surtout ceux qui ont une formation universitaire, et qui passent leur temps à faire avancer l'histoire du monde dans les salles de séance et les couloirs du Parlement, ont mieux à faire que de s'asseoir à une table pour lire des ouvrages théoriques et se former un jugement sur les problèmes nouveaux qui se présentent. Il est plus commode d'en charger n'importe quel petit rédacteur de notices qui fait les comptes rendus économiques en compilant les éditions anglaises, américaines ou autres annuaires statistiques.

production ni les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de la population ouvrière accrue. Si cette partie de la plus-value disparaissait du marché capitaliste, l'accumulation n'en serait pas pour autant rendue possible, comme le croit Rosa Luxemburg, au contraire toute accumulation serait impossible. » (Loc. cit., p. 868, souligné par Bauer.)

Il répète encore catégoriquement à la fin de l'article :

« On ne peut vendre à des paysans ou à des petits-bourgeois *des* colonies la partie du surproduit accumulée où s'incarne la plus-value, parce qu'on en a besoin dans la métropole capitaliste pour agrandir l'appareil de production. » (Loc. cit., p. 873.) Ciel ! On reste confondu devant de telles idées et une telle critique. Quelle innocence en matière économique ! Nous rejoignons le niveau de ce brave von Kirchmann, nous retrouvons la confusion de Voronzow. Bauer croit donc sérieusement que si les marchandises capitalistes sont « exportées en masse » dans des pays ou à des couches sociales non capitalistes, elles disparaissent complètement comme englouties par les flots, laissant un vide béant dans l'économie capitaliste ! Il n'a pas songé dans son étude appliquée du schéma de Marx à ce fait, connu aujourd'hui même des enfants : que les marchandises exportées ne sont pas détruites mais échangées contre d'autres marchandises vendues par ces pays ou par ces couches sociales non capitalistes ; ces marchandises fournissent l'économie capitaliste de nouveaux moyens de production et de subsistance. Il fait une description pathétique de ce qui selon lui serait tout à fait nuisible au capital, et qui provient uniquement de mon imagination aveuglée : or il s'agit en fait d'une réalité quotidienne qui se poursuit à travers toute l'histoire du capitalisme.

Car c'est là un phénomène étonnant. Depuis 1820 jusqu'aux années 1860, le capitalisme anglais ne cessait d' « exporter en masse » en Amérique du Nord et du Sud, pays non encore capitalistes à l'époque. ses propres moyens de production : charbon et fer ; l'Angleterre ne s'effondrait pas pour autant, au contraire elle connaissait une prospérité nouvelle, recevait de cette même Amérique du coton, du sucre, du riz, du tabac et plus tard des céréales. Le capitalisme allemand « exporte en masse » aujourd'hui avec enthousiasme en Turquie non capitaliste ses machines, ses barres de fer, ses locomotives, ses produits textiles ; loin de s'effondrer, il *s'apprête au contraire à mettre le feu aux quatre coins du monde uniquement pour acquérir le monopole de ces « mauvaises » affaires et pour les poursuivre à une échelle plus vaste*. Pour s'ouvrir le marché de la Chine non capitaliste, pour y « exporter en masse » leurs marchandises, l'Angleterre et la France ont mené pendant trois décennies des guerres sanglantes en Asie, et le capital européen uni a entrepris, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle une croisade internationale contre la Chine. En outre, nous voyons se produire chaque jour, sous notre nez, dans tous les pays d'Europe, des échanges avec les paysans et les artisans, c'est-à-dire avec les producteurs non capitalistes ; ce phénomène est, comme chacun sait, une condition d'existence primordiale pour l'industrie capitaliste. Et Otto Bauer nous révèle soudain que si les capitalistes « exportaient en masse », dans les milieux non capitalistes des marchandises qu'ils ne consomment pas eux-mêmes ou que leurs ouvriers ne consomment pas, toute accumulation serait impossible ! Alors que le développement capitaliste serait, au contraire, historiquement impossible, si le capital depuis le début avait dû se contenter des moyens de production et de consommation qu'il produit lui-même.

C'est ainsi que l'on s'enferme dans une théorie spéculaire. C'est un trait caractéristique, valable aussi bien pour la théorie que pour la pratique, de l'école des « épigones experts » du marxisme qu'ils perdent tout sens de la réalité en s'enfonçant dans l'abstraction des schémas, nous en verrons des confirmations par la suite ; plus ils s'avancent hardiment dans les brumes de la théorie, plus ils trébuchent sur des réalités évidentes de la vie.

Nous en avons fini à présent avec les préliminaires de Bauer et nous avons appris à connaître ses méthodes et sa manière de procéder. Il nous reste à examiner l'essentiel : sa théorie de la population.

II

[Retour à la table des matières](#)

« *Toute société dont la population s'accroît doit agrandir chaque année soir appareil de production. Cet impératif vaut pour la société socialiste future comme pour la société capitaliste du présent, la même nécessité régissait la production marchande simple ou l'économie paysanne dit passé qui produisait pour la consommation personnelle* » (*Neue Zeit, loc. cit., p. 834*).

Ici nous avons la clé de la solution du problème de l'accumulation par Bauer. Pour accumuler, le capital a besoin d'un marché toujours élargi qui permet la réalisation de la plus-value. Où trouver ce marché élargi ? Bauer répond : « *La population de la société capitaliste s'accroît comme toutes les autres populations, de ce fait la demande de marchandises augmente, et l'accroissement de la population constitue la base de l'accumulation en général.* » *Dans le mode de production capitaliste l'accumulation du capital tend à s'adapter à l'accroissement de la population* » (*loc. cit., p. 871*).

De ces prémisses Bauer déduit avec conséquence le mouvement caractéristique du capital et ses formes.

Tout d'abord il constate un état d'équilibre entre la production et la population, défini par la ligne médiane autour de laquelle gravitent les conjonctures.

Bauer suppose par exemple que la population s'accroît tous les ans de 5 %.

« *Polir que l'équilibre se maintienne, le capital variable doit s'accroître tous les ans de 5 %.* » Mais le progrès technique transforme la composition organique du capital, le capital constant (moyens de production morts) augmentant par rapport au capital variable (salaires pour la force de travail) ; pour faire apparaître ce phénomène, Bauer fait croître le capital constant deux fois plus vite que le capital variable, c'est-à-dire chaque année de 10 %. Il construit sur ces données ses tableaux « irréfutables » ; nous connaissons déjà ses calculs et nous nous intéresserons désormais uniquement au contenu économique des tableaux. Bauer y montre tant bien que mai l'accroissement équilibré et sans heurts de tout le produit social, et il conclut : « L'é-

largissement *du champ de la production, condition fondamentale de l'accumulation, est donné ici par l'accroissement de la population* » (*loc. cit.*, p. 869).

Pour maintenir cet « état d'équilibre » grâce auquel l'accumulation se poursuit sans difficulté il y a donc une condition essentielle : il faut que le capital variable s'accroisse au même rythme que la population. Arrêtons-nous un instant pour examiner la découverte fondamentale de Bauer, la loi de l'accumulation.

Dans son exemple la population s'accroît tous les ans de 5 % par conséquent le capital variable doit s'accroître également de 5 %. Mais que signifie ce parallèle ? Le « capital variable » est l'expression d'une valeur, il comprend la somme des salaires payés aux ouvriers, représentée par une certaine valeur en argent. Celle-ci peut correspondre à des quantités variables de biens de consommation. Si l'on suppose un progrès technique général, donc une productivité croissante du travail, la somme de capital variable correspondant à une quantité donnée de biens de consommation diminuera constamment. Ainsi, si la population s'accroît tous les ans de 5 %, il suffit que le capital variable s'accroisse par exemple de $\frac{3}{4}$, de $4\frac{1}{2}$, de $4\frac{1}{4}$ ou de 4 % pour que soit maintenu le même niveau de vie. Or Bauer suppose un progrès technique général, ce qu'il met en évidence en faisant croître le capital constant deux fois plus vite que le capital variable. A partir de ce présupposé, l'idée d'un accroissement du capital variable parallèle à l'accroissement de la population n'est concevable que dans un seul cas : celui où malgré un progrès technique rapide et constant dans toutes les branches de la production, en d'autres termes malgré la productivité croissante du travail, les prix des marchandises resteraient invariables; or admettre cette possibilité revient non seulement à abandonner la doctrine marxienne de la valeur, mais c'est dans la pratique un non-sens du point de vue capitaliste. En effet l'abaissement du prix des marchandises est une arme dans la concurrence, un aiguillon pour le capitaliste individuel qui se présente comme le champion du progrès technique.

Ou alors peut-être devons-nous imaginer les choses ainsi : malgré la productivité croissante du travail et l'abaissement constant du prix des moyens de subsistance, les salaires en argent restent invariables (en d'autres termes le capital variable comme valeur ne change pas) parce que le niveau de vie des ouvriers s'élève en même temps que le progrès avance. On tiendrait compte ici de la montée sociale de la classe ouvrière. Mais supposer une élévation du niveau de vie des ouvriers si considérable et si constante que le capital variable (ou somme des salaires en argent) s'accroîtrait chaque année dans une proportion égale à la population ouvrière, revient à dire que tout le progrès technique, tous les bienfaits de la productivité du travail profiteraient uniquement aux ouvriers, autrement dit, les capitalistes, si l'on néglige l'élévation de leur niveau de vie individuel, n'augmenteraient absolument pas leur taux de plus-value. En fait nous savons que Bauer part dans ses tableaux de l'hypothèse d'un taux de plus-value fixe. Il ajoute sans doute qu'il s'agit d'une supposition « provisoire », destinée à « simplifier le problème », à soutenir notre faiblesse intellectuelle et à nous faciliter l'ascension des premiers échelons de sa théorie. Mais il s'avère maintenant que cette hypothèse est le *fondement économique* de la théorie de l'accumulation de Bauer, la base sur laquelle repose l'« état d'équilibre » entre la production et la consommation sociale. Bauer l'avoue lui-même explicitement : « *Notre schéma* (tableau IV) *est bâti sur les hypothèses suivantes : 1° le nombre des ouvriers augmente chaque année de 5 % ; 2° le capital variable s'accroît dans la même proportion que le nombre des ouvriers; 3° le capital constant s'accroît plus vite que le capital variable, à un rythme déterminé par le progrès technique ; ces hypothèses une fois admises, il*

n'est pas étonnant qu'il n'y ait pas de difficulté à réaliser la plus-value » (*loc. cit.*, p. 869). Soit. Mais ces hypothèses sont elles-mêmes des plus « étonnantes ». Quittons le domaine de la fantaisie et gardons les pieds sur la terre ferme, c'est-à-dire dans la réalité capitaliste : quel intérêt la classe capitaliste a-t-elle à se servir du progrès technique, à investir des sommes toujours plus considérables dans le capital constant, dans les moyens de production figés, si seule la classe ouvrière recueille les fruits du progrès ? D'après Marx, pour la classe capitaliste dans son ensemble, le seul moteur objectif du progrès technique dans la production est la création de la « plus-value relative », la volonté d'augmenter le taux d'exploitation en abaissant le prix de la force de travail ; pour les capitalistes isolés, c'est le seul but objectif auquel ils tendent inconsciemment dans leur lutte pour un superprofit. L'hypothèse étonnante de Bauer reste donc une pure impossibilité économique tant que dure le capitalisme. Le progrès technique, c'est-à-dire l'augmentation de la productivité du travail, implique que le capital variable (ou somme des salaires en argent) ne peut s'accroître « dans la même proportion » que la population. Autrement dit, un taux d'accroissement fixe de la population implique un taux d'augmentation décroissant du capital variable : si la population s'accroît chaque année de 5 %, le capital variable augmentera par exemple de 4,5/6, 5,4/5, 4,3/4, 4,1/2% ... etc. Inversement, pour que le capital variable augmente régulièrement chaque année de 5 %, le taux d'accroissement de la population devra passer, dans le cas d'un progrès technique rapide, de 5 1/4 à 5 1/2, puis à 5 3/4, à 6 %, etc.

Mais alors la loi de l'« équilibre » établie par Bauer s'écroule comme un château de cartes. Il suffit de le constater : cet « état d'équilibre », fondement de sa théorie de la population qui tend à s'adapter à l'accroissement de la population, repose sur une alternative économique absurde ; les deux éventualités envisagées sont incompatibles avec le caractère même du capitalisme et avec le but de l'accumulation : ou bien en effet le progrès technique n'abaisserait pas le prix des marchandises, ou bien cette diminution de prix profiterait aux seuls ouvriers et non pas à l'accumulation.

Considérons de plus près la réalité. L'hypothèse de Bauer d'un taux d'accroissement annuel de la population de 5 % n'est bien entendu qu'un exemple théorique. Il pouvait aussi bien choisir un taux de 2 % ou de 10 %. Ce qui importe cependant c'est l'accroissement *effectif* de la population auquel, selon Bauer, le développement capitaliste devrait s'adapter fidèlement. C'est sur ce principe que repose toute sa théorie de l'accumulation. Or, que nous montre l'accroissement réel de la population, par exemple en Allemagne ?

D'après les statistiques officielles l'accroissement annuel de la population était, pour la période qui va de 1816 à 1864, de 0,96 %, et pour la période qui va de 1864 à 1910, de 1,09 %. En réalité l'accroissement annuel de la population est passé entre 1816 et 1910, donc en près d'un siècle, de 0,96 % à 1,09 % : il s'est élevé de 0,13 %. En considérant uniquement la période du développement de la grande industrie en Allemagne, nous voyons que l'accroissement annuel de la population était de 1,08 % entre 1871 et 1888, de 0,92 % entre 1880 et 1890, de 1,31 % entre 1890 et 1900, et de 1,41 % entre 1900 et 1910. L'élévation du taux d'accroissement annuel de la population, pour une période de quarante ans, est donc de 1/3 %. Quel parallèle avec le rythme incroyable et sans exemple de la croissance du capitalisme allemand pendant le dernier quart de siècle ! Nous avons des résultats encore plus étonnants si nous considérons les autres pays capitalistes. Voici d'après les derniers recensements les taux d'accroissement annuel de population :

en Autriche-Hongrie	0,87 %
en Russie d'Europe	1,37 %
en Italie	0,63 %
en Roumanie	1,50 %
en Serbie	1,60 %
en Belgique	1,03 %
aux Pays-Bas	1,38 %
en Angleterre, y compris l'Écosse et l'Irlande	0,87 %
aux Etats-Unis d'Amérique	1,90 %
en France	0,18 %

Aussi bien les chiffres absolus que la comparaison entre les taux d'accroissement de la population dans les différents pays aboutissent à des conclusions surprenantes quant à ce prétendu fondement de l'accumulation du capital. L'exemple de Bauer d'un taux d'accroissement de la population de 5 % ne se rencontre que dans des climats plus chauds : il faudrait choisir le Nigéria ou l'archipel de la Sonde. D'après les derniers recensements, voici les taux d'accroissement de la population :

en Uruguay	3,77 %
dans les États malais britanniques	4,18 %
au Nigéria du Sud	5,55 %
à Nord-Bornéo	6,36 %
à Hong-Kong	7,34 %

Quel dommage que des domaines aussi favorables à l'accumulation capitaliste soient précisément situés en des contrées où la production capitaliste n'existe pas encore, tandis que les perspectives d'accumulation se rétrécissent jusqu'à disparaître presque complètement dès que nous nous approchons des pays capitalistes !

Examinons à présent les données avec plus de précision. L'accumulation du capital, dit Bauer, est liée à l'accroissement de la population, elle s'y adapte fidèlement. Qu'en est-il par exemple de la France ? Le taux d'accroissement de la population y diminue chaque année, d'après le dernier recensement il ne serait plus que de 0,18 % la population approche lentement de la stagnation, et peut-être de la diminution absolue. Malgré cette stagnation, le capital en France continue allégrement à accumuler, à tel point que la France peut alimenter le monde entier de ses réserves de capitaux. En Serbie nous constatons un accroissement de population deux fois plus rapide qu'en Angleterre, mais en Angleterre, comme chacun sait, le capital a un taux d'accumulation beaucoup plus élevé qu'en Serbie. Comment concilier toutes ces données ?

La réponse à ces questions nous fait sans doute toucher du doigt notre stupidité : la théorie de Bauer ne peut s'appliquer à un pays particulier et à sa population, mais

elle considère la population en général. Il faudrait envisager l'accroissement de la population humaine entière. Soit. Mais là encore nous nous heurtons à des énigmes.

Il est évident que l'accroissement annuel de l'« humanité » n'a d'intérêt du point de vue de l'accumulation capitaliste que dans la mesure où l'humanité consomme et achète des marchandises capitalistes. Manifestement l'accroissement très rapide de la population au Nigéria du Sud où à Bornéo ne sert pas au capital de base d'accumulation. Devrions-nous croire que l'élargissement du cercle des acheteurs de marchandises capitalistes dépend en quelque sorte de l'accroissement naturel de la population ? Une chose est claire : si le capital attendait un élargissement de ses débouchés originels de l'augmentation naturelle de la population, il en serait aujourd'hui encore au stade de la manufacture où même à un stade encore moins évolué. En fait le capital n'a pas un instant l'idée d'attendre cet accroissement naturel. Pour élargir les bases de l'accumulation il a recours à d'autres méthodes plus rapides : il emploie la force et tous les moyens de pression politiques pour s'attaquer d'abord à l'économie naturelle, puis à l'économie marchande simple ; il veut créer, dans toutes les parties du monde, par la destruction successive de ces deux formes de production, des milieux toujours nouveaux d'acheteurs pour ses marchandises. Mais la confrontation de ces méthodes avec l'accroissement de la population des pays ou des peuples qui les subissent, peut donner des résultats frappants. Ainsi le cercle des acheteurs peut s'élargir tandis que la population décroît. En fait, lorsque le capital, pour créer le marché mondial, s'attaque à l'économie naturelle primitive, ses méthodes impliquent la décimation, voire l'extermination de tribus entières.

4La violence accompagne l'évolution capitaliste depuis la découverte de l'Amérique jusqu'à nos jours : que l'on songe aux Espagnols au Mexique et au Pérou au XVI^e siècle, aux Anglais en Amérique du Nord au XVII^e siècle, en Australie au XVIII^e siècle, aux Hollandais dans l'archipel malais, aux Français en Afrique du Nord, aux Anglais en Inde au XIX^e siècle, aux Allemands en Afrique du Sud-Ouest au XX^e siècle. De même les guerres menées par le capitalisme européen pour « ouvrir » le marché chinois ont provoqué périodiquement des massacres de la population chinoise, ont donc abouti à un ralentissement de leur croissance naturelle.

Tandis que l'extension de la base de l'accumulation capitaliste provoque dans les pays non capitalistes l'extermination partielle de la population, cette même extension entraîne dans les pays d'origine du capitalisme d'autres modifications démographiques. Nous constatons dans tous les pays capitalistes deux tendances opposées par rapport aux deux facteurs démographiques : le nombre des naissances et la mortalité. Le nombre des naissances a une tendance générale et constante à décroître. C'est ainsi qu'en Allemagne le nombre des naissances pour 1 000 habitants était de 40,7 pour la période allant de 1871 à 1880 ; de 38,2 pour la période allant de 1880 à 1890 ; de 37,3 entre 1891 et 1900 ; de 33,9 entre 1901 et 1910 ; de 29,5 en 1911, et de 29,1 en 1912. Cette tendance apparaît encore plus clairement si l'on compare les pays capitalistes évolués avec les pays arriérés. En 1911 ou 1912 il y avait, pour 1 000 habitants, en Allemagne 28,3 naissances, en Angleterre 23,8, en Belgique 22,6, en France 19, au Portugal 39,5, en Bosnie-Herzégovine 40,3, en Bulgarie 40,6, en Roumanie 43,4, en Russie 46,8. Tous les statisticiens, les sociologues et les médecins interpréteront la faible natalité des pays développés industriellement par les effets de la vie dans les grandes villes, de la grande industrie, de l'insécurité de l'existence, de l'essor culturel, etc. Bref tous les phénomènes de la civilisation capitaliste.

Par ailleurs, ce même essor culturel, ainsi que l'évolution Moderne de la science et de la technique, permettent de lutter avec succès contre la mortalité. C'est ainsi qu'en Allemagne, pour 1 000 habitants, le nombre annuel des décès était de 28,8 pour la période allant de 1871 à 1880 ; de 26, 5 pour la période allant de 1881 à 1890 ; de 23,5 entre 1890 et 1900 ; de 19,7 entre 1901 et 1910 ; de 18,2 en 1911, et de 16, 4 en 1912. La comparaison entre les pays capitalistes évolués et les pays plus arriérés donne des résultats analogues. En 1911 ou 1912, le taux de mortalité pour 1000 habitants était : en France 17,5, en Allemagne 15,6, en Belgique 14,8, en Angleterre 13,3, en Russie 29,8, en Bosnie-Herzégovine 26,1, en Roumanie 22,9, au Portugal 22,5, en Bulgarie 21,8.

Selon la prédominance de l'un ou de l'autre facteur, l'accroissement de la population est plus rapide ou plus lent. Mais en tout cas et à tous les égards, c'est l'évolution du capitalisme, avec son cortège de phénomènes économiques, sociaux, physiques et moraux, *c'est l'accumulation du capital qui influe sur l'accroissement de la population et le détermine, et non l'inverse*. En outre on constate généralement que l'influence de l'évolution capitaliste sur le mouvement de la population se manifeste à plus ou moins long terme par un *ralentissement* de la croissance de la population. Hong Kong et Bornéo en face de l'Allemagne et de l'Angleterre, la Serbie et la Roumanie en face de la France et de l'Italie : cette confrontation donne des résultats parlants.

La conclusion s'impose : la théorie de Bauer renverse les rapports réels. En prétendant dans ses schémas adapter l'accumulation du capital à l'accroissement naturel de la population, Bauer néglige une fois de plus la réalité quotidienne et méconnaît un fait universellement connu : à savoir que le capital modère au contraire la population à sa mesure : tantôt il l'extermine massivement, tantôt il accélère ou ralentit sa croissance, le résultat final étant le suivant : *plus l'accumulation est rapide, plus l'accroissement de la population est lent*.

Bel exemple de confusion pour un matérialiste historique qui néglige la réalité et oublie de se demander de quels facteurs dépend l'accroissement de la population, tandis que celui-ci, à son avis, détermine l'accumulation capitaliste. Friedrich Albert Lange écrivait dans son « Histoire du matérialisme » : « *il existe aujourd'hui encore en Allemagne des soi-disant philosophes qui écrivent de gros traités empreints de pédanterie métaphysique sur la genèse de la représentation ; ils prétendent à l'exactitude de l'observation grâce à un « sens intérieur », mais ils oublient qu'ils pourraient peut-être observer avec leurs yeux et leurs oreilles, dans leur propre maison, auprès de leurs enfants, les symptômes de la genèse de la représentation.* » J'ignore s'il existe aujourd'hui encore en Allemagne de tels philosophes, mais l'espèce de « pédantisme métaphysique » qui prétend résoudre avec exactitude des problèmes sociaux par des calculs et des schémas obtenus grâce au « sens intérieur », oubliant de regarder et d'écouter, négligeant d'observer les enfants et le monde extérieur, semble avoir trouvé dans les « experts » du marxisme officiel les « héritiers de la philosophie allemande classique ».

III

[Retour à la table des matières](#)

Mais il y a mieux. Nous avons examiné les conditions économiques de l'accroissement de la population, parce que celui-ci semble constituer le fondement de la théorie de l'accumulation chez Bauer. En réalité sa théorie repose sur une autre base. En parlant de « population » et d' « accroissement de la population » il ne songe en réalité qu'à la classe ouvrière dans le système capitaliste. Je n'en veux pour preuve que les passages suivants :

Nous supposons que la population s'accroît chaque année de 5 %. Pour que l'équilibre [entre la production et les besoins sociaux] soit maintenu, il faut que le capital variable (c'est-à-dire la somme des salaires payés) s'accroisse également de 5 %. » (Loc. cit., p. 835.) Si la consommation de la population, qui détermine l'ampleur de la production, est égale au capital variable, c'est-à-dire à la somme des salaires payés, il faut comprendre par « population » la classe ouvrière seule. Bauer le dit du reste expressément :

« L'augmentation du capital variable (ou de la somme des salaires) signifie l'achat de moyens de subsistance pour la population accrue. » (Loc. cit., p. 834.) Il s'exprime encore plus catégoriquement dans un passage déjà cité : « Notre schéma est bâti sur les hypothèses suivantes : 1° le nombre des ouvriers s'accroît chaque année de 5 % ; 2° le capital variable s'accroît dans la même proportion que le nombre des ouvriers ; 3° le capital constant (c'est-à-dire l'argent investi dans les moyens de production figés) s'accroît plus vite que le capital variable, à un rythme déterminé par le progrès technique. Ces hypothèses une fois admises il n'est pas étonnant qu'il n'y ait pas de difficulté à réaliser la plus-value. » (Loc. cit., p. 869.)

Notons que les hypothèses de Bauer impliquent seulement deux classes dans la société : les ouvriers et les capitalistes. Il écrit en effet quelques lignes plus loin : « Puisque dans une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers, les prolétaires en chômage ne peuvent avoir d'autres revenus que les revenus du salaire... » (Loc. cit., p. 869.) Il ne s'agit pas d'une simple supposition jetée en passant par hasard ; cette hypothèse a une importance considérable pour la position de Bauer à l'égard du problème de l'accumulation : comme les autres « experts » il veut prouver contre moi, que, conformément au schéma, l'accumulation du capital est possible et se poursuit sans difficulté même dans une société au mode de production exclusivement capitaliste, composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers. D'après la théorie de Bauer il n'existe que deux classes sociales : les capitalistes et les prolétaires. Mais l'accumulation du capital adapte sa croissance aux besoins de la seule classe ouvrière. Bauer commence donc par réduire la population, d'après son hypothèse expressément formulée, à la classe ouvrière et à la classe capitaliste ; ensuite il la réduit implicitement par les opérations des schémas à la seule classe ouvrière. Celle-ci constitue la « population » aux besoins de laquelle s'adapte le capital. Ainsi lorsque Bauer imagine comme point de départ de son exposé schématique une « croissance annuelle de la population » de 5 %, il faut comprendre qu'il s'agit seulement de la population ouvrière ; qui s'accroît tous les ans de 5 %. Ou bien peut-être devrions-nous interpréter cet accroissement du prolétariat comme un phénomène partiel englobé dans l'accroissement général annuel de la population entière, qui serait également de 5 % ? Mais ce serait là une découverte tout à fait nouvelle, qui contredirait la théorie de Marx et les données statistiques selon lesquelles chaque classe de la société moderne obéit à ses propres lois démographiques.

En fait Bauer n'imagine pas un taux d'accroissement identique pour toute la population. Du moins ne l'applique-t-il pas à la classe capitaliste, qui ne s'accroît pas de 5 % par an, comme on peut le démontrer facilement.

A la page 835, Bauer indique comme fonds de consommation des capitalistes pour quatre années successives les sommes suivantes : 75 000, 77 700, 80 539 et 83 374. Si Bauer admet que les salaires des ouvriers augmentent parallèlement à ces chiffres, nous admettrons que les capitalistes ont un niveau de vie au moins égal à celui des ouvriers et que leur revenu personnel augmente en même temps que leur nombre s'accroît. Ces suppositions une fois admises, le schéma de Bauer indique à partir de la consommation des capitalistes au cours de ces quatre années un taux d'accroissement annuel de la classe capitaliste de 5 % la 2^e année, 3,6 % la 3^e année, 3,5 % la quatrième année. Si les choses continuaient ainsi, il y aurait un dépérissement progressif de la classe capitaliste et le problème de l'accumulation trouverait une solution très originale. Mais nous n'avons pas à nous préoccuper ici du sort individuel des capitalistes de Bauer ; nous constatons seulement que Bauer, lorsqu'il évoque l'accroissement de la population comme base de l'accumulation songe uniquement à l'accroissement de la classe ouvrière.

Enfin, Bauer le dit lui-même dans une formule concise à la page 869 : « *L'élévation [du taux d'accumulation] continuera ainsi jusqu'à ce que l'équilibre entre l'accroissement du capital variable et l'accroissement de la population soit rétabli.* » Suit l'explication page 870 : « *Sous la pression de l'armée industrielle de réserve, le taux de plus-value augmente et avec lui le taux d'accumulation sociale, jusqu'à ce que celui-ci soit assez élevé pour faire croître le capital variable aussi vite que la population ouvrière, malgré la composition organique croissante du capital. Dès que ce but est atteint, l'équilibre entre l'accumulation et l'accroissement de la population est rétabli.* » Il répète ces affirmations aussi clairement et les formule comme une loi générale à la page 871 : « *Dans la société capitaliste l'accumulation du capital a tendance à s'adapter à l'accroissement de la population. L'adaptation est réalisée lorsque le capital variable (ou somme des salaires) augmente aussi rapidement que la population ouvrière, moins vite cependant que le capital constant dont le rythme de croissance est déterminé par le développement de la force productrice.* » A la fin de l'article, Bauer résume en quelques formules lapidaires la quintessence de sa théorie : « *Tout d'abord [dans une société capitaliste isolée telle que l'imagine son schéma] l'accumulation est limitée par l'accroissement de la population ouvrière. Puisque à partir d'une composition organique du capital donnée, la grandeur de l'accumulation est déterminée par l'accroissement de la population ouvrière disponible..* » (*Loc. cit.*, p. 873.) C'est donc évident : tout en prétendant que l'accumulation capitaliste s'adapte à l'accroissement de la population, Bauer détermine cette adaptation uniquement d'après la classe ouvrière et son accroissement naturel. Nous soulignons le terme d'accroissement naturel, car dans la société de Bauer, composée uniquement de capitalistes et de prolétaires à l'exclusion des classes moyennes, la prolétarianisation de la petite bourgeoisie et des classes paysannes est exclue dès le départ. Par conséquent l'accroissement a lieu par la seule méthode de la reproduction naturelle. Cette adaptation à la population ouvrière est, selon Bauer, le régulateur des variations de la conjoncture capitaliste. Nous examinerons sa théorie dans cette perspective également. Nous l'avons vu : l'équilibre entre la production et la consommation sociale est atteint lorsque le capital variable, c'est-à-dire la part du capital destinée aux salaires ouvriers, s'accroît aussi vite que la population ouvrière. Mais la production capitaliste a une tendance automatique à sortir de l'état d'équilibre, tantôt

vers le bas, dans le sens de la « sous-accumulation », tantôt vers le haut, dans le sens de la « suraccumulation ». Considérons d'abord le premier mouvement du pendule.

Si le premier « taux d'accumulation » est trop bas, écrit Bauer, autrement dit si les capitalistes ne prélèvent pas assez de capital nouveau pour l'investir dans la production « alors l'augmentation du capital variable reste en deçà de l'accroissement de la population disponible pour le travail. Il se produit un état que nous appellerons la « sous-accumulation » (*Loc. cit.*, p. 869.) A présent, Bauer décrit cet état. La première conséquence de la sous-accumulation est d'après lui la constitution d'une armée industrielle de réserve. Une partie de la population excédentaire est en chômage. Les chômeurs font pression sur les salaires des ouvriers qui travaillent, les salaires baissent, le taux de plus-value augmente. « *Comme dans une société composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers, les ouvriers en chômage n'ont pas d'autres revenus que le revenu du salaire, les salaires ne cesseront de baisser, le taux de plus-value ne cessera de monter jusqu'à ce que malgré la diminution relative du capital variable la totalité de la population ouvrière trouve du travail. La modification dans la répartition de la valeur du produit total provient de la transformation de la composition organique du capital, due au progrès technique : cette dernière a fait baisser la valeur de la force de travail, et de ce fait il s'est constitué une plus-value relative.* » Cette augmentation de la plus-value offre aux capitalistes un fonds nouveau pour une accumulation plus forte, en conséquence il y a une demande accrue de forces de travail. « *Il se produit un accroissement de la masse de la plus-value utilisée à augmenter le capital variable.* » L'augmentation du capital variable continuera « *jusqu'à ce que l'équilibre entre l'accroissement du capital variable et l'accroissement de la population soit rétabli* ». (*Loc. cit.*, p. 869.) On passe de nouveau d'un état de sous-accumulation à un équilibre retrouvé. Nous avons décrit la moitié de ce mouvement pendulaire du capital autour du point d'équilibre économique. Nous nous arrêterons un peu plus longtemps à ce premier acte de la représentation.

L'état d'équilibre signifie, rappelons-le, que la demande de force de travail correspond à l'accroissement de la population ouvrière, autrement dit qu'il y a du travail pour la classe ouvrière tout entière, compte tenu de son accroissement naturel. Or brusquement la production est projetée hors de cet état d'équilibre, la demande de travail se trouve ramenée en deçà de l'accroissement du prolétariat. D'où vient cette rupture d'équilibre? Qu'est-ce qui provoque ce premier mouvement du pendule au-delà du point central? Les profanes ont du mal à le comprendre d'après les explications savantes et confuses de Bauer. Par bonheur il vient à notre secours à la page suivante, en s'exprimant dans un style un peu moins obscur : « *Le progrès qui conduit à une composition organique plus élevée du capital provoque toujours à nouveau la sous-accumulation.* » (*Loc. cit.*, p. 870.) Cette formule au moins a le mérite de la brièveté et de la clarté. C'est donc le *progrès technique* qui entraîne le remplacement de la force de travail humaine par la machine ; d'où le ralentissement périodique relatif de la demande de main-d'œuvre, la constitution d'une armée de réserve industrielle, l'abaissement des salaires. bref l'état de « sous-accumulation ».

Confrontons Bauer avec Marx.

1° S'il y a sous-accumulation, écrit Bauer, « *la valeur de la force de travail diminue* », et il se forme de ce fait « *une plus-value relative* » qui sert à constituer un nouveau fonds d'accumulation. Arrêtons-nous un instant ! Si l'emploi des machines

fait qu' « *une partie de la population excédentaire reste sans travail* » et si, par la pression des chômeurs, « *les salaires baissent* », cela ne signifie pas que « *la valeur de la force de travail baisse* » - mais le *prix* de la marchandise force de travail (salaire en argent) baisse uniquement parce que la surabondance de l'offre la fait vendre *au-dessous de sa valeur*. Mais d'après Marx, ce n'est pas un abaissement des salaires au-dessous de la valeur de la force de travail, provoqué par une diminution de la demande de main-d'œuvre, qui peut créer une plus-value relative ; mais, Marx le répète à plusieurs reprises dans le premier livre du *Capital*, il ne peut y avoir de plus-value relative qu'à la condition expresse que le *prix* de la force de travail, c'est-à-dire le salaire, soit *égal* à sa valeur, en d'autres termes que la demande et l'offre de la force de travail s'équilibrent. Dans ces conditions, la baisse des salaires provient donc, d'après Marx, de la diminution des frais d'entretien de la force de travail, c'est-à-dire précisément du facteur que Bauer *élimine* puisqu'il fait dépendre l'équilibre d'un « accroissement du capital variable exactement parallèle à celui de la population ouvrière ». Pour employer des termes simples : Bauer explique la formation d'un capital nouveau, qu'il appelle « plus-value relative », destiné à alimenter l'accumulation future, uniquement par une pression sur les salaires imposée aux ouvriers par une conjoncture défavorable.

2° Qu'est-ce que cette étrange loi économique du mouvement des salaires, selon laquelle les salaires « *ne cessent de baisser* », « *jusqu'à ce que la population ouvrière tout entière trouve du travail?* » C'est une affirmation fort originale que plus les salaires baissent, plus le degré de l'emploi est élevé. Lorsque les salaires ont atteint leur point le plus bas, l'armée industrielle de réserve tout entière est résorbée par l'emploi ! Il semble que ce soit l'inverse qui se produise dans notre monde prosaïque : la baisse des salaires va de pair avec un chômage croissant, la hausse des salaires fait monter l'emploi. C'est lorsque les salaires ont atteint leur point le plus bas que l'armée industrielle de réserve est généralement la plus nombreuse, et lorsque les salaires ont atteint leur point culminant, elle est presque complètement résorbée. Mais le schéma de Bauer offre des phénomènes encore plus étonnants.

La production capitaliste cherche à sortir des bas-fonds de la sous accumulation par une méthode aussi simple que vigoureuse : une baisse considérable des salaires permet aux capitalistes de faire de nouvelles économies (ce que Bauer appelle à tort, en se méprenant sur un passage du premier livre du *Capital*, la « *plus-value relative* »), et les voilà en possession d'un fonds nouveau qu'ils emploieront à des investissements destinés à élargir la production et à relancer la demande de main-d'œuvre. Une fois de plus nous avons quitté la terre ferme et nous nous trouvons dans l'espace éthéré de la « société » de Bauer. Ainsi le capital aurait besoin de rassembler les quelques sous qu'il aurait épargnés en abaissant les salaires avant de se lancer dans de nouveaux investissements ou de nouvelles entreprises ! Il devrait attendre que la baisse générale et constante des salaires ait atteint son extrême limite pour trouver les fonds d'investissement qui lui permettraient d'élargir la production ! Sur la planète où Bauer se livre à ses spéculations, où le capitalisme atteint le plus haut degré d'évolution possible, où toutes les couches moyennes sont absorbées, la population composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers, dans cette société les réserves de capitaux sont inconnues; on y vit au jour le jour comme au temps du « bon Dr Aikin » en Angleterre au XVI^e siècle. Dans cette société il n'existe manifestement pas de banques qui gardent des réserves de capitaux énormes accumulées depuis longtemps et qui n'attendent qu'une occasion de placement pour prendre part à la production *quel que soit le niveau des salaires*. La fièvre d'accumulation à une vaste

échelle qui s'est emparée aujourd'hui de tous les États belligérants ou neutres pour faire fructifier les gains récoltés pendant la guerre, et qui a fait brusquement monter les salaires industriels, contraste violemment avec le capital anémique des visions de Bauer : selon Bauer en effet le capital ne peut rassembler les quelques fonds nécessaires pour se lancer à nouveau dans les risques de l'accumulation qu'en abaissant périodiquement l'ensemble des salaires et en réduisant le niveau de vie des ouvriers à l'indigence. Notons-le : Bauer, en décrivant l'« équilibre » rétabli, souligne encore que « sous la pression de l'armée industrielle de réserve le taux de plus-value s'élève et, avec lui, le taux d'accumulation sociale, jusqu'à ce que celui-ci suffise, malgré la composition organique croissante du capital, à faire croître le capital variable aussi vite que la population ouvrière. Dès que cette concordance est atteinte l'armée industrielle de réserve est résorbée [pour la deuxième fois déjà, car elle avait été résorbée une première fois au moment où les salaires avaient atteint leur niveau le plus bas, c'est-à-dire au point extrême de la « sous-accumulation »], et l'équilibre entre l'accumulation et l'accroissement de la population est rétabli » (*loc. cit.*, p. 870).

A cet « équilibre » retrouvé succède maintenant le deuxième mouvement du pendule, vers le haut, vers la « suraccumulation ». Bauer décrit ce processus en termes très simples :

« Si le taux d'accumulation sociale s'élève [grâce à la pression exercée sur les salaires! - R. L.], il atteint finalement un point où le capital variable augmente plus vite que la population. Nous nommerons l'état ainsi atteint la « suraccumulation. »

Bauer se contente de ces quelques lignes, il ne nous en révèle pas davantage sur la genèse de la suraccumulation. Tandis qu'il avait indiqué au moins un fait concret : le progrès technique, comme facteur de déclenchement périodique de la « sous-accumulation », il nous laisse dans l'ignorance quant au mouvement opposé du pendule. Nous apprenons simplement que le taux d'accumulation montant (c'est-à-dire la constitution d'un capital prêt à l'investissement) atteint « finalement » un point où la demande de force de travail dépasse l'offre. Et pourquoi doit-il « finalement » atteindre ce point ? Pour obéir à une loi physique, en continuant automatiquement à s'élever ? Mais songeons à la cause de ce mouvement ascendant. Les salaires ont baissé sous la pression du chômage. C'est la *baisse des salaires* qui a provoqué l'accroissement du capital disponible. Cet accroissement ne durera que jusqu'au moment où tous les chômeurs auront trouvé un emploi, ce qui se produit dans l'étrange société de Bauer au moment où les salaires ont atteint le niveau le plus bas. Mais si toute la population a du travail, les salaires cessent de baisser, même dans cette société étrange, sans doute commencent-ils même à s'élever peu à peu comme dans la réalité. Dès que les salaires recommencent à s'élever, le « taux d'accumulation » qui, d'après Bauer s'alimente à cette seule source, cesse immédiatement d'augmenter, et la constitution du capital nouveau va en régressant. Comment, si tous les chômeurs ont trouvé un emploi, le taux peut-il continuer alors à s'élever pour atteindre finalement « un état de « suraccumulation » ? Nous attendons vainement une réponse.

Nous ignorons la *genèse* de la suraccumulation, nous ne sommes pas plus éclairés sur le dernier acte de la représentation, le processus par lequel la suraccumulation est de nouveau surmontée et revient au point d'équilibre.

« Si le taux d'accumulation est trop élevé [il faut comprendre : toujours par rapport à la population ouvrière existante et à son accroissement - R. L.] l'armée de

réserve est résorbée [pour la troisième fois !], les salaires montent, le taux de plus-value diminue ». De ce fait la baisse du taux de profit est encore plus rapide que si elle était seulement provoquée par la composition organique croissante du capital. Tous ces phénomènes entraînent une « *crise dévastatrice avec mise au repos de capital, destruction massive de valeurs et chute brusque du taux de profit* ». L'accumulation est de nouveau ralentie, « *l'accroissement du capital variable reste en-deçà de l'accroissement de la population* » (*loc. cit.*, p. 871) ; et nous retrouvons la « sous-accumulation » que nous connaissons déjà.

Mais pourquoi Bauer fait-il éclater la « *crise dévastatrice* » à l'apogée de la sur-accumulation ? La sur-accumulation signifie chez Bauer uniquement que le capital variable s'accroît plus vite que la population ouvrière. Autrement dit en langage simple : la demande de main-d'œuvre dépasse l'offre du marché du travail. C'est cela qui ferait éclater une crise industrielle et commerciale ? Bauer a recours ici à une citation de Hilferding qui lui tient lieu d'explication pour l'origine de la crise. Voici le texte d'Hilferding : « *La crise éclate* » au moment « *où les tendances à la baisse du taux de profit que nous venons de décrire se révèlent plus fortes que les tendances opposées qui ont entraîné une augmentation des prix et du profit à la suite de l'élévation de la demande* ». Négligeons le fait que ce passage de Hilferding n'éclaire pas le texte de Bauer, parce qu'il s'agit, non pas d'une explication, mais d'une description de la crise en termes savants ; de toute façon cette citation tombe au milieu des spéculations de Bauer comme des cheveux sur la soupe.

Dans tout l'exposé de Bauer il n'est jamais question ni d'une élévation ni d'une diminution de la « *demande* » de marchandises susceptible d'entraîner une « *augmentation des prix et des profits* ». Il n'y a chez Bauer qu'une danse de deux figures : le capital variable et le prolétariat (qu'il appelle « *population* »). Tout le mouvement de l'accumulation, son axe central, l'« *état d'équilibre* », l'ascension et la descente autour de cet axe sont réglés par les rapports réciproques de ces deux facteurs : le capital variable et la population ouvrière. Il n'est pas question chez Bauer de demande de marchandises, de débouchés plus ou moins difficiles, ces mots ne sont même pas prononcés. La suraccumulation consiste chez lui simplement dans, un excédent de capital variable, c'est-à-dire de demande de main-d'œuvre par rapport à l'accroissement naturel de la classe ouvrière. C'est là la seule « *demande* » dont se préoccupe Bauer tout au long de son exposé. Et c'est de *celle disproportion* que proviendrait une crise, et une crise « *dévastatrice* » ? Nous en attendons la démonstration ! Sans doute, sur cette terre ferme OÙ nous nous tenons, nous autres, l'explosion de la crise succède-t-elle généralement à une période de conjoncture où il y a une forte demande de main-d'œuvre et où les salaires sont en hausse. Mais ces faits ne sont pas la *cause* de la crise, mais comme « *l'oiseau qui annonce la tempête* » dont parle Marx dans le deuxième livre du *Capital*. simplement des phénomènes annexes renvoyant à d'autres facteurs : les rapports de la production et du marché.

Quelque explication profonde que l'on donne aux crises périodiques modernes, de toute façon elles sont déclenchées dans la réalité par une disproportionnalité entre la production et l'offre de marchandises d'une part et les débouchés, c'est-à-dire la demande de marchandises d'autre part. Chez Bauer cependant le problème des débouchés ne se pose pas, les crises périodiques sont déclenchées par une disproportionnalité entre la demande de main-d'œuvre et la reproduction naturelle des ouvriers. Une « *crise dévastatrice* » éclate *parce que* les ouvriers ne se reproduisent pas aussi vite que l'exige la demande croissante du capital. La pénurie périodique de main-d'œuvre comme cause unique des crises : voilà l'une des découvertes les plus surprenantes de

l'économie politique, non seulement depuis Marx mais depuis William Petty; voilà qui couronne dignement les autres lois étonnantes qui règlent le cours de l'accumulation capitaliste et les variations de la conjoncture.

Maintenant nous connaissons le mouvement du capital dans toutes ses phases. Bauer résume le tout en une conclusion harmonieuse : « *Le mode de production capitaliste porte donc en lui-même le mécanisme qui aide l'accumulation à surmonter son retard par rapport à l'accroissement de la population et l'adapte à l'accroissement de la population* [c'est-à-dire de la population ouvrière]. » (*Loc. cit.*, p. 870.) Il ajoute encore avec insistance :

« *Si l'on considère l'économie mondiale capitaliste comme un tout, le cycle de la production fait apparaître visiblement la tendance de l'accumulation à s'adapter à l'accroissement de la population* [c'est-à-dire de la population ouvrière]. *La prospérité est la suraccumulation. Celle-ci se surmonte automatiquement, elle-même par la crise. La dépression qui y succède est une période de sous-accumulation. Elle se surmonte automatiquement en créant elle-même les conditions du retour de la prospérité.* Le retour périodique de la prospérité, de la crise, de la dépression est l'expression empirique du fait que le mécanisme du mode de production capitaliste surmonte automatiquement la suraccumulation et la sous-accumulation en adaptant toujours de nouveau l'accumulation à l'accroissement de la population [c'est-à-dire (le la population ouvrière)] (*loc. cit.*, p. 872) (les passages soulignés le sont par Bauer). Il ne peut donc plus y avoir aucun malentendu, le « mécanisme » de Bauer consiste tout simplement en ceci : au centre de l'économie mondiale capitaliste, il y a la classe ouvrière et son accroissement naturel, données fondamentales et axe autour duquel tourne la vie économique. C'est cet axe qui détermine les mouvements pendulaires du capital variable (ainsi que du capital constant, dans une proportion donnée par le progrès technique). Tantôt le capital existant est insuffisant pour donner du travail à tous les prolétaires ; alors les salaires baissent et le capital s'agrandit ; tantôt il est trop grand et n'a pas assez d'ouvriers à embaucher, alors il se détruit lui-même partiellement dans une crise; dans les deux cas tout le mouvement de la production actuelle et ses variations de conjoncture ne représentent rien d'autre que la tendance éternelle du capital à adapter sa grandeur au nombre des ouvriers et à leur reproduction naturelle.

Voilà le sens dernier du « mécanisme » de Bauer, des tours de passe-passe mathématiques et de ses tableaux compliqués et des commentaires à ses schémas.

Le lecteur qui possède quelque culture marxiste devine que cette théorie de l'accumulation implique une révolution copernicienne par rapport à la loi fondamentale de l'économie capitaliste. Mais pour rendre dignement hommage à cette découverte révolutionnaire, il nous faut d'abord comprendre comment Bauer parvient à expliquer comme en se jouant tous les phénomènes partiels de l'économie mondiale capitaliste à partir de son nouveau centre de gravité.

Nous connaissons déjà les variations de la conjoncture, c'est-à-dire les écarts successifs du capital dans le temps. Quelques mots cependant à propos des variations dans l'espace :

« *La tendance de l'accumulation à s'adapter à l'accroissement de la population* [précisons : de la population ouvrière], *domine les relations internationales. Les pays à suraccumulation constante investissent chaque année une part importante et*

croissante de la plus-value accumulée à l'étranger. Exemple : la France et l'Angleterre. [Espérons que l'Allemagne aussi est dans ce cas! - R. L.]. Les pays affligés d'une sous-accumulation constante attirent chez eux le capital étranger et envoient des forces de travail à l'étranger. Exemple : les pays agraires de l'Europe orientale. » (Loc. cit., p. 871.)

Voilà une solution étonnante, comme c'est bref et clair ! On imagine la satisfaction souriante avec laquelle Bauer résout comme en se jouant les problèmes les plus compliqués grâce à la loi fondamentale qu'il vient de découvrir. Vérifions cette loi en comparant quelques points.

Il y a donc des pays « à suraccumulation constante » et des pays « à sous-accumulation constante ». Qu'est-ce que la « suraccumulation », qu'est-ce que la « sous-accumulation » ? On trouve la réponse à la page suivante : « *La prospérité est la suraccumulation (...) La dépression est une période de sous-accumulation.* » D'après ces définitions il existe des pays qui connaissent une prospérité constante - la France, l'Angleterre, l'Allemagne - et des pays affligés d'une dépression constante - ce sont les pays agraires de l'Europe orientale. Voilà qui est étonnant !

Deuxième contre-épreuve : Quelle est la cause de la sous-accumulation ? On trouve la réponse à la page précédente : « *Le progrès qui conduit à une composition organique plus élevée (ou plus simplement le progrès technique) entraîne toujours à nouveau la sous-accumulation.* » Les pays affligés d'une sous-accumulation constante seront donc les pays où le progrès technique a l'activité la plus énergique et la plus constante : ce sont « les pays agraires d'Europe orientale. » Les pays à suraccumulation constante seront des pays au progrès technique faible et lent : la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Voilà qui est étonnant ! L'exemple le plus magnifique est celui des Etats-Unis d'Amérique qui réussissent à être à la fois un pays à « suraccumulation constante » et à « sous-accumulation constante », qui connaissent le progrès technique le plus fort et le plus lent, la prospérité constante et la dépression constante, car ils attirent chez eux, ô miracle, à la fois et « constamment » le capital étranger et la main-d'œuvre étrangère...

IV

[Retour à la table des matières](#)

Confrontons le « mécanisme » de Bauer avec la doctrine de Marx. Au cœur de la théorie de Bauer il y a la tendance du capital à s'adapter à la population ouvrière existante et à son accroissement. Pour Bauer la suraccumulation signifie que le capital augmente trop vite par rapport au prolétariat et la sous-accumulation, qu'il augmente trop lentement par rapport au prolétariat. Excédent de capital et pénurie de main-d'œuvre, insuffisance de capital et excédent de main-d'œuvre - ce sont là les deux pôles de l'accumulation dans le « mécanisme » de Bauer. Or que constatons-nous chez Marx ?

Bauer cite dans son exposé un passage du troisième livre du *Capital* traitant de la « sur-accumulation » ; d'après ce passage on a l'impression que la théorie de Bauer ne ferait que donner une explication parfaitement solide à la conception de Marx. Bauer

écrit ainsi, à propos de la phase de la « suraccumulation » : « *Marx fait la description suivante de la suraccumulation* :

« ... Dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans des proportions telles que ni le temps de travail absolu que fournit cette population ne pourrait être prolongé, ni le temps de surtravail relatif étendu (ce qui, de toute manière, serait impossible dans une situation où la demande de travail serait si forte; car les salaires auraient tendance à monter), donc, si le capital accru ne produisait qu'une masse de plus-value tout au plus égale et même moindre qu'avant son augmentation, alors il y aurait surproduction absolue de capital; c'est-à-dire que le capital augmenté $C + \Delta C$ ne produirait pas plus de profit ou même en produirait moins que le capital C avant qu'il ne s'accroisse de ΔC . Dans les deux cas se produirait une forte et brusque baisse du taux général de profit, mais cette fois en vertu d'un changement dans la composition du capital qui ne serait pas dû au développement de la force productive, mais à une hausse de la valeur argent du capital variable (en raison de la hausse des salaires) et à la diminution correspondante dans le rapport du surtravail au travail nécessaire » (*Capital*, livre III, I, p. 233, trad. Éditions Sociales, p. 264, t. 6). Bauer accompagne cette citation du commentaire suivant : « Ce point désigne la limite absolue de l'accumulation. S'il est atteint, l'adaptation de l'accumulation à l'accroissement de la population [précisons qu'il s'agit comme toujours chez Bauer de l'accroissement de la population ouvrière] déclenche une crise dévastatrice », etc. D'après ce commentaire le lecteur profane supposera qu'il s'agit chez Marx comme chez Bauer d'une adaptation constante du capital à la population ouvrière ; Bauer ne ferait que résumer la pensée de Marx en employant ses propres termes.

Or le passage de Marx cité par Bauer est précédé dans le même chapitre du *Capital*, par les lignes suivantes :

« Cette plethora (pléthore) de capital naît des mêmes conditions qui provoquent une surpopulation relative, et c'est donc un phénomène qui vient compléter celle-ci, bien que les deux faits se situent à des pôles opposés, capital inemployé d'un côté et population ouvrière non occupée de l'autre » (*ibid.*, III p. 233, trad. Éditions Sociales, p. 264, t. 6).

Que devons-nous comprendre ? Pour Bauer la « suraccumulation » ne signifie pas autre chose qu'une surabondance de capital *par rapport à l'accroissement de la population ouvrière*. Une surabondance de capital est donc toujours identique avec une pénurie de main-d'œuvre, de même que la sous-accumulation est toujours identique avec une surabondance de main-d'œuvre. Chez Marx c'est précisément le contraire : il y a surabondance de capital en même temps que surabondance de population ouvrière, toutes deux provenant de causes externes.

Voyons plus loin, dans le même chapitre d'où Bauer a tiré sa citation, ce que Marx écrit (à la page 238, trad. Éditions Sociales, p. 268) : « Il n'y a pas de contradiction dans le fait que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surpopulation relative plus ou moins grande. Les mêmes circonstances qui ont augmenté la force productive du travail, multiplié la masse des produits-marchandises, élargi les marchés, accéléré l'accumulation du capital en masse et en valeur, et abaissé le taux de profit, ont donné naissance à une surpopulation relative et l'engendrent en permanence, les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison dit faible degré d'exploitation du travail auquel on pourrait

seulement les employer, ou du moins en raison du faible taux de profit qu'ils fourniraient pour un degré d'exploitation donné. »

A la même page, un peu plus bas, Marx poursuit :

« Si on exporte des capitaux, ce n'est pas qu'on ne puisse absolument les faire travailler dans le pays. C'est qu'on peut les faire travailler à l'étranger à un taux de profit plus élevé. Mais ces capitaux constituent un excédent absolu de capital pour la population ouvrière occupée et plus généralement pour le pays en question. Ils existent sous cette forme à côté de la population en excédent relatif, et cet exemple montre comment les deux phénomènes peuvent coexister et se conditionner réciproquement. »

Voilà qui est suffisamment clair. En outre le chapitre entier d'où Bauer a extrait un court passage est intitulé : « Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire » (*Capital*, livre III, p. 232, trad. Éditions Sociales, t. 6, p. 263). Et Bauer a l'idée étrange d'orner son « mécanisme » d'une citation de ce chapitre, il veut donner l'impression, en insérant artificiellement cette petite phrase, d'expliquer simplement la pensée de Marx. Or le titre lapidaire du chapitre, qui donne la clé de la théorie marxienne, pour cette partie de l'ouvrage, suffit à lui seul à renverser la construction de Bauer et à faire s'effondrer son mécanisme.

Il est bien évident que la « suraccumulation » de Bauer et la suraccumulation de Marx sont deux concepts économiques très différents et même opposés.

Pour Bauer la suraccumulation est identique avec une période de prospérité, une demande très élevée de main-d'œuvre, la résorption de l'armée industrielle de réserve. Chez Marx l'excédent de capital va de pair avec un excédent de population ouvrière, avec un chômage accru ; la suraccumulation est donc identique pour lui avec la crise et la dépression la plus profonde. Bauer déclare : il y a périodiquement trop de capital parce qu'il y a trop d'ouvriers. Marx déclare : il y a périodiquement trop de capital, et par conséquent trop d'ouvriers. Il pose en outre la question : Par rapport à quoi y a-t-il trop de capital et trop d'ouvriers? et il répond par rapport aux possibilités d'écoulement dans des conditions normales » assurant le profit nécessaire. C'est parce que le marché se trouve périodiquement trop étroit pour les marchandises capitalistes qu'une partie du capital doit être mise en sommeil, et, *du même fait*, une partie de la main-d'œuvre mise à pied. Voici quels sont pour Marx les rapports des causes et des effets économiques : le point de départ est toujours le *marché* pour l'écoulement des marchandises capitalistes (écoulement à des prix « normaux » donc renfermant au moins le profit moyen). C'est la possibilité d'écoulement et les variations de prix qui déterminent chaque fois l'ampleur du capital fonctionnant. L'ampleur du capital détermine à son tour la quantité de main-d'œuvre occupée. Cette idée se retrouve à chaque instant dans le livre III du *Capital*, au tome I. Ainsi à la page 226 (trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 258), où il traite de la « contradiction interne » de la production capitaliste, qui « cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production ». Bauer évoque également à un endroit « l'extension du champ de la production » nécessaire à l'accumulation ; ce passage est manifestement une citation tronquée de la phrase de Marx; et il ajoute ce commentaire, orienté dans le sens de son idée fixe : « *Le champ de la production s'étend par l'accroissement de la population [c'est-à-dire de la population ouvrière]. (Loc. cit., p. 870.)* Or Marx explique clairement ce qu'il entend par l'« extension du champ extérieur de la production ». La phrase précédant immédiatement la formule de manière lapidaire : « Il

faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse » (Capital, ibid., p. 226, trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 258). De même à la page 237 (trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 267) : « Et ainsi la boucle serait de nouveau bouclée. Une partie du capital dévalué pour avoir cessé de fonctionner retrouverait son ancienne valeur. Pour le reste, les choses décriraient de nouveau le même cercle vicieux sur la base de conditions de production élargies, d'un marché plus vaste, d'une force productive augmentée. »

De même également, comme nous l'avons déjà vu, à la page 238 (trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 268) :

« Les mêmes circonstances qui ont augmenté la force productive du travail, multiplié la masse des produits-marchandises, élargi les marchés, accéléré l'accumulation du capital en masse et en valeur, et abaissé le taux de profit, ont donné naissance à une surpopulation relative et l'engendrent en permanence; les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent... », etc.

Il est évident que Marx n'a pu entendre ici par l'extension du « *champ extérieur de la production* », c'est-à-dire des marchés, l'accroissement de la population ouvrière. Car l'extension des marchés va de pair chez Marx avec le licenciement de la main-d'œuvre, l'augmentation de l'armée industrielle de réserve, donc avec la diminution du pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

De même à la page 239 (trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 269) Si *l'on vient dire qu'il n'y a pas surproduction générale (au cours des crises), mais disproportion à l'intérieur des différentes branches de production... on exige que des pays où le système de production capitaliste n'est pas développé maintiennent leur consommation et leur production au niveau qui convient aux pays du mode de production capitaliste.* » Marx explique nettement la crise non pas par une disproportionnalité entre le capital disponible et la population ouvrière disponible, mais par une perturbation dans les échanges entre les pays capitalistes et les pays non capitalistes ; en outre, en mentionnant au passage ces échanges, il semble les considérer comme la base naturelle de l'accumulation.

Quelques lignes plus loin, il écrit encore :

« Comment, sinon, serait-il possible que la demande de ces mêmes marchandises, dont la masse du peuple ressent la carence, soit insuffisante et qu'il faille rechercher cette demande à l'étranger, sur de lointains marchés, pour pouvoir payer aux ouvriers du pays la quantité moyenne de subsistances indispensables ? » (Ibid., p. 239, trad. Éditions Sociales, tome 6, pp. 269-70).

Marx affirme ici nettement que le degré d'emploi des ouvriers dans les pays capitalistes dépend de la possibilité d'écoulement des marchandises « sur de lointains marchés ».

Ces citations suffisent à montrer que Bauer se réclame à tort du livre III du *Capital*. Mais qu'en est-il de la courte phrase extraite par Bauer de *l'Histoire des Doctrines Économiques (vol. II, 2^o partie, p. 244 de l'édition allemande)*.

« *L'augmentation de la population apparaît comme la base de l'accumulation en tant que processus constant* ». Est-ce que tout le « mécanisme » de Bauer n'est pas contenu en germe dans ces mots? Eh bien, Bauer n'a fait que tirer le passage de son contexte : l'ensemble du texte rend un son différent. Marx y examine les conditions de la « transformation du revenu en capital », c'est-à-dire de l'investissement productif de la plus-value. Il explique que la seule manière de procéder à cet investissement est de transformer la nouvelle portion de capital additionnel en capital constant, pour la part la plus importante, et en capital variable pour une part moindre. « *Tout d'abord une partie de la plus-value et du surproduit correspondant en moyens de subsistance doit être transformée en capital variable, c'est-à-dire qu'il faut acheter avec cela du travail nouveau. Ce n'est possible que si le nombre des ouvriers s'accroît ou si le temps de travail pendant lequel ils travaillent est prolongé.* » Ce dernier facteur intervient dans le cas où des prolétaires qui n'étaient occupés auparavant qu'à temps partiel le sont désormais à plein temps, ou si la journée de travail est prolongée au-delà de la mesure normale. En outre on recrute dans des couches du prolétariat qui jusqu'à présent ne participaient pas à la production : parmi les femmes, les enfants, les pauvres. « *Enfin, écrit Marx, par l'accroissement absolu de la population ouvrière avec l'accroissement de la population générale. Si l'accumulation doit être un processus constant et continu, cette croissance absolue de la population, bien qu'elle diminue relativement en regard du capital utilisé, est une condition nécessaire.* » Suit alors la petite phrase que Bauer a arrachée de son contexte : « *L'accroissement de la population apparaît comme la base de l'accumulation en tant que processus constant.* »

Tel est donc le sens du texte de *l'Histoire des Doctrines Économiques* que cite Bauer comme un témoignage classique à l'appui de son « mécanisme ». Ce que le lecteur doit retenir du passage cité, au premier regard, c'est le raisonnement suivant de Marx :

Pour que l'accumulation, c'est-à-dire l'extension de la production ait lieu, des forces de travail supplémentaires sont nécessaires. Sans une population ouvrière croissante, il ne peut donc y avoir d'extension constante de la production. L'ouvrier le moins cultivé comprend ce raisonnement. C'est dans ce sens qu'il faut entendre la formule « l'accroissement de la population en tant que base de l'accumulation ».

Il ne s'agissait pas pour Bauer de savoir si un accroissement de la population ouvrière est *nécessaire* à l'accumulation, ce que personne n'a jamais contesté, que nous le sachions, mais si c'est une condition suffisante. Marx : l'accumulation ne peut pas avoir lieu *sans* une population ouvrière croissante. Bauer poursuit le raisonnement inverse : pour que l'accumulation ait lieu, il *suffit* que la population ouvrière s'accroisse. Marx part de l'hypothèse de l'accumulation, de la possibilité d'écouler les produits sans difficulté ; ce qu'il examine, ce sont les *formes* du processus ; et il découvre, entre autres, que l'accroissement de la population ouvrière est un facteur nécessaire de l'accumulation. Chez Bauer l'accroissement de la classe ouvrière est la donnée première qui détermine l'élargissement de la production et en règle le processus ; en revanche il ne se préoccupe absolument pas du marché. Nous avons donc ici le même renversement de la pensée de Marx que dans le témoignage classique cité du livre III du *Capital*.

Cependant, peut-être voyons-nous trop de choses dans la citation de Marx ? Peut-être le texte de Marx permettait-il l'interprétation de Bauer, ou peut-être de le fausser dans son propre sens ? Pourtant on voit mal comment il pourrait se méprendre sur le

sens de ces mots si on suppose qu'il a vraiment lu le chapitre d'où la phrase est tirée. Car quelques pages plus loin Marx lui-même précise en termes clairs l'idée et le problème qui sont à la base de son analyse :

« *Il faut à présent formuler la question de la manière suivante en supposant une accumulation générale [souligné par Marx], c'est-à-dire en supposant que dans toutes les branches de la production le capital soit accumulé plus ou moins, ce qui est en réalité une condition de la production capitaliste - quelles sont les conditions de cette accumulation générale, en quoi consiste-t-elle ?* » Et il répond que ces conditions sont qu'avec une partie du capital-argent on achète de la force de travail, avec l'autre des moyens de production. (*Ibid.*, p. 250. 1).

Il ajoute encore, pour dissiper les doutes, comme s'il prévoyait les interprétations des multiples « experts » : « *Nous n'examinerons pas le cas où plus de capital est accumulé qu'on ne peut en mettre dans la production, par exemple sous la forme d'argent qui reste inemployé chez les banquiers. D'où le fait de prêter à l'étranger, etc., bref la spéculation d'investissement. Nous n'examinerons pas davantage le cas où il est impossible de vendre la niasse des marchandises produites, les crises, etc. Ceci fera partie du chapitre de la concurrence. Nous n'avons ici à examiner que les formes du capital dans les phases diverses de son processus, examen où nous supposons toujours que les marchandises sont vendues à leur valeur.* » (*Id.*, p. 252.)

Ce texte indique que Marx suppose *acquis d'avance* l'élargissement du marché et la possibilité de l'accumulation. et qu'il se préoccupe seulement du déroulement du processus. L'une des phases en est l'embauche de nouvelles forces de travail, qui implique bien entendu l'accroissement de la population ouvrière. D'où Bauer conclut : pour que l'accumulation ait lieu, il suffit que la population ouvrière s'accroisse ; plus encore, l'accumulation a lieu *parce que* la population ouvrière s'accroît. Le sens et le but objectif de l'accumulation et de son « mécanisme » sont l'adaptation à l'accroissement de la population ouvrière.

L'homme a besoin pour vivre de respirer, l'air est une condition nécessaire à son existence. D'où Bauer conclurait : l'homme vit d'air, il vit *afin* de pouvoir respirer, tout le processus biologique n'est rien d'autre qu'une adaptation « automatique » du mécanisme du corps à l'inspiration et à l'expiration. Superbe résultat de la spéculation savante et abstraite !

Trêve de plaisanterie : la chose est rien moins que comique. Il ne s'agit plus en effet de ma personne ni de mon livre, mais des principes élémentaires de la doctrine de Marx. Nous quitterons à présent nous aussi les sommets nébuleux et arides du troisième livre du *Capital* et de *l'Histoire des Doctrines Économiques*, qui son! restés malheureusement inconnus, sauf à de rares exceptions, du public marxiste. et nous reviendrons au livre I du *Capital* qui a jusqu'à présent fourni à la social-démocratie ses principes économiques de base. Tout lecteur familiarisé avec le premier livre de l'ouvrage de Marx peut sans peine vérifier la construction de Bauer : il lui suffit d'ouvrir le chapitre 23, à la page 602. quatrième édition (trad. Éditions Sociales, tome 3, ch. 23, p. 80), pour lire :

« *Vraiment ce serait une belle loi pour l'industrie moderne que celle qui ferait dépendre le mouvement du capital d'un mouvement dans le chiffre absolu de la*

population ouvrière, ait lieu de régler l'offre de travail par l'expansion et la contradiction alternatives du capital fonctionnant, c'est-à-dire d'après les besoins momentanés de la classe capitaliste. Et c'est pourtant là le dogme économiste! » Marx fait allusion au vieux « dogme » du prétendu fonds de salaires, inventé par l'économie politique bourgeoise, selon lequel le capital disponible de la société à un moment donné constituerait une grandeur bien déterminée, tandis que la population ouvrière occupée dépendrait uniquement de son accroissement naturel. Marx se lance dans une polémique détaillée contre ce dogme, et quelques-unes de ses attaques atteignent au passage son disciple « expert » Bauer, qui apprend ainsi à la page 605 (trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 83, revu par nous N. d. T.) :

« *La demande de travail n'est pas identique avec la croissance du capital, l'apport de travail n'est pas identique avec l'accroissement de la classe ouvrière, si bien que deux puissances indépendantes l'une de l'autre agissent l'une sur l'autre. Les dés sont pipés [en français dans le texte]. Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de travail, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires...* ». etc. Dans le « mécanisme » de Bauer, l'armée industrielle de réserve se constitue, nous l'avons vu, à la suite du retard, de l'accumulation, par rapport à l'accroissement de la population. Bauer dit catégoriquement :

« *Le premier effet de la sous-accumulation est la constitution d'une armée industrielle de réserve.* » (*Neue Zeit, loc. cit., p. 869.*) Donc plus l'accumulation du capital est insuffisante, plus l'armée industrielle de réserve est nombreuse, selon les affirmations de Bauer. Voilà ce que lui enseigne Marx quatre pages plus loin, dans le passage suivant :

« *La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance de son travail, sont pliés considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse.* »

Un peu plus loin, Marx se fait sarcastique :

« *On comprend donc toute la sottise de la sagesse économique qui ne cesse de prêcher aux travailleurs d'accommoder leur nombre aux besoins du capital. Comme si le mécanisme du capital ne le réalisait pas continuellement, cet accord désiré...* » (*loc. cit., p. 610, trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 87.*)

Quelle est la plus grande « folie » : la vieille folie de la bourgeoisie prêchant aux ouvriers d'adapter leur accroissement aux besoins du capital, ou la nouvelle folie « austro-marxiste », qui enseigne aux ouvriers que le capital s'adapte au contraire constamment à leur accroissement? Je crois que la seconde folie est la plus grande. Car la première était simplement un reflet subjectif et peu compréhensif du rapport réel des choses, tandis que la folie actuelle renverse la réalité.

Dans tout le chapitre traitant de la population ouvrière et de son accroissement, Marx évoque sans cesse des « besoins de mise en valeur » du capital. C'est à ces besoins que, d'après Marx, la population ouvrière s'adapte dans son accroissement, c'est d'eux que dépendent la demande de main-d'œuvre et le niveau des salaires, la conjoncture plus animée ou au contraire plus terne, la prospérité ou la crise. Qu'est-ce

donc que ces « *besoins de mise en valeur* » dont Marx nous parle constamment et dont Bauer ne souffle pas mot à propos de son « mécanisme » ? Marx parle sans cesse dans le même chapitre des « *expansions soudaines* » du capital auxquelles il attribue la plus grande importance dans le mouvement de l'accumulation et de la population ouvrière. Plus encore, la capacité d'expansion soudaine et illimitée du capital est, d'après Marx, le trait caractéristique et le facteur déterminant du développement de la grande industrie moderne. Que faut-il donc entendre par ces « *expansions soudaines* » si importantes pour Marx, que Bauer n'évoque pas davantage ?

Marx nous donne la réponse à ces deux questions dès le début de ce même chapitre :

« ... *Enfin si ces circonstances exceptionnellement favorables - l'ouverture de nouveaux marchés du dehors, de nouvelles sphères de placement à l'intérieur à la suite de nouveaux besoins sociaux, etc., - viennent à l'aiguillonner, la passion du gain jettera brusquement de plus fortes portions du produit net dans le fonds de la reproduction pour en dilater encore l'échelle* (Capital, I, p. 577, trad. Éditions Sociales, livre I, ch. XXV, p. 55, tome 3, complété par nous N. d. T.).

De même un peu plus loin, avec plus de détails, à la page 597 (trad. Éditions Sociales, tome 3, pp. 76-77, complété par nous N. d. T.) :

« *Avec l'accumulation et le développement des forces productives qui l'accompagne, la force d'expansion soudaine du capital s'accroît non seulement parce que l'élasticité du capital fonctionnant s'accroît ainsi que la richesse absolue dont le capital ne constitue qu'une partie élastique; non seulement parce que le crédit, sous l'aiguillon de chaque circonstance favorable fait affluer brusquement à la production une masse extraordinaire de cette richesse comme capital additionnel. La masse de la richesse sociale qui s'accroît grâce au progrès de l'accumulation et qui peut se convertir en capital additionnel se jette avec frénésie dans les branches anciennes de la production dont le marché s'élargit brusquement, ou dans des nouvelles branches telles que les chemins de fer.... etc., dont le besoin résulte du développement des anciennes branches. Dans tous ces cas de grandes masses de population doivent pouvoir être jetées brusquement et sans modifier l'échelle de la production dans d'autres sphères aux points décisifs. La surpopulation y pourvoit.* »

Marx explique donc non seulement comment les expansions soudaines de capital se produisent : à la suite d'un élargissement soudain des débouchés ; mais il définit également la *fonction particulière de l'armée industrielle de réserve*, qui est d'être « mobilisable », pour toutes ces expansions soudaines extraordinaires du capital. Marx voit là la fonction essentielle, la fonction proprement dite de l'armée industrielle de réserve, et à cause de cette fonction il fait de l'existence de l'armée industrielle de réserve une condition vitale de la grande production capitaliste moderne : la formation de la surpopulation industrielle est devenue « *le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste... La conversion, toujours renouvelée, d'une partie de la classe ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés imprime donc au mouvement de l'industrie moderne sa forme typique.* » (loc. cit. I, pp. 597-598. Trad. Éditions Sociales, tome 3, pp. 76-77). Marx définit cette idée avec clarté et concision à la page 573 (ce passage ne se trouve pas dans la traduction des Éditions Sociales, N. d. T.) : « *Dès que... les*

conditions de production générale correspondant à la grande industrie sont établies, le mode de produire acquiert une élasticité, une capacité d'extension soudaine et par bonds qui ne trouve ses limites qu'aux matières premières et aux débouchés. »

Que dit Bauer de tout cela ? Il n'y a aucune place dans nos « mécanismes » pour les expansions soudaines du capital, ni pour aucune élasticité. Et ceci pour deux raisons : d'abord parce que la production n'est réglée dans ce mécanisme que par la population ouvrière et son accroissement, les débouchés ne jouant chez Bauer aucun rôle. Or bien évidemment l'accroissement de la population par la reproduction naturelle ne connaît pas d'extension par bonds. Il y a sans doute périodiquement un gonflement subit de l'armée industrielle de réserve, mais cela se produit, pour Bauer, précisément à la phase de la « sous-accumulation », donc de croissance lente, d'insuffisance de capital disponible par rapport à la classe ouvrière. Mais deuxièmement la condition indispensable aux expansions soudaines n'est pas seulement un élargissement brusque du marché, mais aussi l'existence de *réserves de capitaux disponibles* et déjà accumulées, réserves que, comme dit Marx, « le crédit, sous l'aiguillon de chaque circonstance favorable, fait affluer brusquement à la production une masse extraordinaire de cette richesse comme capital additionnel ». Ces ressources sont exclues chez Bauer. Dans son « mécanisme » la « sous-accumulation » ne peut être suivie d'une prospérité nouvelle que dans la mesure où, sous la pression du chômage, la baisse générale des salaires permet d'accumuler à nouveau du capital.

Les expansions soudaines du capital restent ainsi inexplicables à partir du « mécanisme » de Bauer, de même que l'explosion de la crise ; et l'armée industrielle de réserve n'y a pas non plus de fonction définie. Bauer la fait périodiquement surgir comme une conséquence du progrès technique, mais il ne lui attribue pas d'autre rôle que ce qui apparaît chez Marx au second plan : celui de faire pression sur les salaires des ouvriers occupés. En revanche ce qui en fait chez Marx une « condition vitale » le « levier » de la production capitaliste n'apparaît pas chez Bauer. Ce qui prouve que Bauer est bien embarrassé de l'armée de réserve, c'est la fait comique qui la fait « résorber » trois fois au cours du cycle industriel : au point le plus bas de la « sous-accumulation », à l'apogée de la « suraccumulation », enfin à l'état moyen de l'équilibre !

Ces bizarreries proviennent d'une raison très simple qui est celle-ci : chez Bauer ce n'est pas le capital et ses « besoins de mise en valeur » qui règlent le mouvement de la population comme c'est le cas chez Marx, et dans la réalité, mais inversement le mouvement du capital dépend de la population ouvrière et de son accroissement. Le capital chez Bauer fait penser au conte du lièvre et du hérisson : il court toujours essoufflé derrière la population ouvrière, tantôt la dépassant d'un bond, tantôt restant en arrière, pour finalement entendre, une fois arrivé au but : me voilà, je suis déjà au but !

Mais il y a chez Marx une idée fondamentale qui gouverne toute la dernière partie du livre I : c'est l'idée que la population ouvrière adapte son accroissement au capital et aux perspectives momentanées du marché, que ceux-ci la déterminent et en dirigent les mouvements. Marx se donne la peine d'expliquer cette découverte fondamentale, de la page 573 à la page 616, donc sur plus de quarante pages : « C'est là la loi générale et absolue de l'accumulation capitaliste », conclut-il. Suit un paragraphe

intitulé « *Illustration* » qui remplit soixante-cinq pages. Que nous enseigne l'exemple de l'Angleterre, pays capitaliste typique qui tient la tête de la production industrielle ? Il montre que, tandis que l'accroissement annuel de la population en Angleterre n'a cessé de baisser entre 1811 et 1861, la richesse, c'est-à-dire, l'accumulation capitaliste n'a cessé d'augmenter dans des proportions gigantesques. Marx illustre cette constatation par des preuves statistiques innombrables et l'éclaire de plusieurs côtés.

Peut-être Bauer s'écriera-t-il alors : mais ce développement énorme de l'industrie anglaise au XIXe siècle n'était pas prévu pour les besoins de la seule population anglaise, on ne peut pas prendre la population anglaise pour mesure de ce développement, celui-ci n'en est pas la base économique. Que l'on songe par exemple aux débouchés anglais aux Etats-Unis, en Amérique du Sud et en Amérique centrale, que l'on songe aux crises périodiques de l'industrie anglaise qui ont éclaté entre 1825 et 1867, après chaque extension brusque du marché dans ces pays. Sans doute, c'est exact. Mais si Bauer sait *cela*, il sait tout ; alors il sait aussi que sa théorie de la tendance de l'accumulation à s'adapter à l'accroissement de la population ouvrière est un non-sens ; il sait ce que Marx voulait démontrer et illustrer dans le livre premier du « *Capital* » : c'est, à l'inverse de la théorie de Bauer, la population ouvrière qui s'adapte chaque fois dans sa grandeur à l'accumulation capitaliste et à ses « besoins de mise en valeur », c'est-à-dire aux possibilités d'écoulement.

C'est ici le point culminant de la théorie exposée dans le livre I du *Capital*. Marx résume dans cette découverte fondamentale tout l'esprit de sa théorie de l'exploitation capitaliste, le rapport cardinal qui existe entre le capital et le travail et la loi particulière « de la population » en période capitaliste.

Bauer, arrive, et avec la plus grande placidité, il renverse tout l'édifice de Marx, déclarant à la face du monde que tout le mouvement du capital provient de sa tendance à s'adapter à l'accroissement de la population ouvrière ! Quant au contenu, la théorie de Bauer, est, nous l'avons vu, une bulle de savon. Si on la corrige en supposant avec Marx une réserve sociale élastique de capitaux et une capacité illimitée d'extension du capital, on supprime la « sous-accumulation ». Si on suppose avec Marx, comme autre correctif, la constitution *permanente* de l'armée industrielle de réserve, qui a pour fonction d'assurer, même à l'apogée de la prospérité, la satisfaction des exigences du capital, on supprime sa théorie spécifique de la « suraccumulation ». Si on suppose avec Marx - troisième correctif - une diminution relative constante du capital variable par rapport au nombre des ouvriers résultant du progrès technique, l'« équilibre » de Bauer s'effondre. Le « mécanisme » s'écroule. Mais ce qui est plus important que ces constructions nébuleuses, c'est l'idée qui en constitue la base : la prétendue tendance du capital à adapter son mouvement à la population ouvrière. Cette idée contredit l'esprit même de la théorie de Marx. Et ce non-sens systématisé, élaboré avec une suffisance pédante, a pu paraître dans l'organe théorique officiel du marxisme ! Dans un excès de zèle pour la bonne cause, dans le désir de livrer aux flammes une hérétique insolente, on ne s'est pas aperçu que les attaques s'adressaient en même temps à quelqu'un de plus grand. Le domaine des sciences naturelles est soumis aujourd'hui à une critique et à un contrôle publics toujours vigilants. Il est inconcevable dans ce domaine que par exemple quelqu'un, voulant expliquer le système astronomique moderne, invente tout à coup des calculs précis sur les mouvements de tous les astres autour de la terre ; personne ne le prendrait au sérieux dans le public cultivé. Plus exactement une telle idée ne parviendrait même pas à la connaissance du public car il ne se trouverait aucun rédacteur de revue scientifique pour laisser passer un non-sens pareil. Il me semble que le gouvernement

des experts austro-marxistes laisse fort bien passer de telles incongruités! La théorie de l'accumulation de Bauer, proclamée du haut d'une telle tribune, n'est pas une simple erreur telle que l'ardeur de la connaissance scientifique peut en faire commettre à toute époque ; je déclare, sans tenir compte des attaques dirigées contre mon ouvrage, qu'elle fait honte au marxisme officiel actuel et constitue un scandale pour la social-démocratie.

V

Telle est l'explication de l'accumulation capitaliste par Bauer. Quelle conclusion pratique en tire-t-il ? Bauer la formule ainsi : « *Il résulte de notre étude : 1° que même dans une société capitaliste isolée l'accumulation du capital est possible dans la mesure où elle ne dépasse pas une limite donnée à chaque instant [par l'accroissement de la population ouvrière disponible. R. L.] ; 2° qu'elle est ramenée automatiquement à cette limite par le mécanisme de la production capitaliste elle-même* » (loc. cit., p. 867).

Après ce passage Bauer résume une fois encore l'essentiel de ses recherches et leur application pratique dans un chapitre final. Nous lisons :

« *La camarade Luxemburg explique l'impérialisme de la manière suivante : la transformation de la plus-value en capital serait impossible dans une société capitaliste isolée. Elle n'est rendue possible que par le fait que la classe capitaliste élargit constamment son marché pour vendre la part du surproduit où s'incarne la partie accumulée de la plus-value dans des territoires qui ne connaissent pas encore le mode de production capitaliste. L'impérialisme sert ce but. L'explication de Rosa Luxemburg est inexacte, nous l'avons vu. L'accumulation est possible et nécessaire même dans une société capitaliste isolée* » (loc. cit., p. 873). [Souligné par R. L.]

Par le détour d'une « théorie de la population » nouvelle, inventée pour les besoins de la cause, Bauer s'entête à prouver comme les autres « experts » que la production et l'accumulation capitalistes peuvent prospérer dans des conditions qui n'ont encore jamais été rencontrées par personnes dans la réalité. Et c'est à partir de telles données qu'il veut aborder le problème de l'impérialisme !

Mais nous voulons surtout souligner un point : Bauer, en feignant de soutenir contre moi la théorie marxienne telle qu'elle est exposée dans le livre II du Capital, fait dire à Marx des choses tout à fait étrangères à ses conceptions, dont il est, lui, Bauer, responsable. Marx n'analyse pas en effet une « société capitaliste isolée », à côté de laquelle on pourrait imaginer a priori d'autres sociétés non capitalistes ; et je n'ai jamais évoqué une telle société. Cette invention absurde est née de la fantaisie théoricienne de Bauer telle Vénus surgissant de J'écume des eaux. Souvenons-nous de la manière dont Marx formule ses hypothèses de base. Dans le livre I du Capital, il écrit expressément qu'il imagine « *pour débarrasser l'analyse générale d'incidents inutiles* » que « *le monde commerçant* » est « *une seule nation* », constitue un tout

économique, et « *que la production capitaliste s'est établie partout et s'est emparée (de toutes les branches d'industrie)* » (1, 4^e édition, p. 544, n. I, trad.: Éditions Sociales, tome 3, p. 22, n. 1). Dans le livre II, il déclare tout aussi catégoriquement qu'il part dans son étude de l'hypothèse suivante : « *Domination générale et absolue de la production capitaliste* » (Livre 11, p. 321, trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 323).

Voilà qui est suffisamment clair. L'hypothèse de Marx n'est donc pas la fable puérile d'une société capitaliste réfugiée sur l'île de Robinson, prospérant « dans l'isolement », loin des continents et des peuples non capitalistes, société où le développement capitaliste atteint son degré le plus élevé (puisque sa population se composerait uniquement de capitalistes et d'ouvriers salariés) et qui ne connaîtrait ni artisanat ni paysannerie, et serait coupée de tout lien avec le monde capitaliste environnant. L'hypothèse de Marx n'est pas une fantasmagorie absurde, mais une fiction scientifique. Marx anticipe en fait la *tendance réelle* du développement capitaliste. Il suppose déjà atteint le stade de la domination générale et absolue du capitalisme sur toute la terre, et déjà réalisé le développement extrême du marché mondial et de l'économie mondiale où tendent *en fait* le capital et toute l'évolution économique et politique actuelle. Marx place sa recherche dans la perspective de la tendance historique réelle, en en supposant l'objectif final déjà atteint. C'est une méthode scientifiquement correcte et parfaitement valable par exemple pour l'étude de l'accumulation du capital individuel, comme je l'ai montré dans mon livre, même si elle se révèle insuffisante, voire erronée, quand il s'agit de résoudre le problème principal : celui de l'accumulation du capital social total.

Bauer en revanche crée la vision grotesque d'une « *économie capitaliste isolée* » sans couches moyennes, sans artisanat, sans paysans, économie qui n'a jamais existé et n'existera jamais non plus, qui n'a aucun rapport avec la réalité ni avec sa tendance évolutive, il échafaude une construction dont le « mécanisme » ingénieux est aussi valable pour l'explication des lois de l'accumulation capitaliste que les petites poupées mécaniques de Vaucanson pour expliquer la physiologie et la psychologie de l'organisme humain. Jusqu'à présent seuls les économistes bourgeois avaient opéré avec ce concept puéril de l'« économie isolée », ils avaient voulu démontrer d'après ce modèle artificiel les lois de la production mondiale capitaliste. Personne n'a raillé ni ridiculisé ces « robinsonnades » économiques aussi cruellement que Marx. Et voici finalement que c'est Marx lui-même que prétend expliquer la « robinsonnade » de Bauer, en voulant fournir à la théorie marxienne des « fondements irréfutables ».

L'« explication » de Marx par Bauer a ses raisons. En effet, si on prend avec Marx pour hypothèse de départ que la « *domination générale et absolue de la production capitaliste* » dans le monde entier est déjà réalisée. l'impérialisme est exclu ; on ne peut faire la théorie de l'impérialisme puisque celui-ci est déjà dépassé, nié par l'hypothèse de base et mis à l'écart comme périmé. Cette hypothèse ne permet pas de décrire ni d'expliquer le processus de la marche de l'impérialisme, pas plus que l'hypothèse d'une domination générale du féodalisme en Europe ne permettrait d'expliquer le processus de l'effondrement de l'Empire romain. Les disciples « experts » de Marx, mis en demeure de mettre en rapport et de faire concorder les phénomènes de l'impérialisme actuel avec la théorie de l'accumulation telle qu'elle est esquissée dans le fragment du livre deuxième du *Capital*, avaient le choix entre deux solutions : ils pouvaient soit nier la nécessité historique de l'impérialisme, soit, comme je le fais dans mon livre, abandonner l'hypothèse de Marx en la déclarant erronée et étudier à

partir de ses conditions réelles historiques le processus de l'accumulation comme évolution du capitalisme dans ses échanges permanents avec un milieu non capitaliste. Quelqu'un comme Eckstein, qui n'a rien compris au problème en question, n'est pas non plus embarrassé par cette alternative. En revanche, Otto Bauer, qui a finalement aperçu la difficulté, trouve la solution dans un compromis digne d'un représentant typique du « centre marxiste » : le capitalisme peut sans doute prospérer sur l'île de Robinson, mais l'isolement met une « limite » à sa prospérité, limite qui ne peut être dépassée que par des échanges avec un milieu non capitaliste. « Il y a *cependant dans cette explication erronée* [la mienne - R. L.] *un grain de vérité*. écrit-il à la fin. *L'accumulation n'est sans doute pas impossible dans une société capitaliste isolée, elle reste cependant condamnée à des limites. L'impérialisme sert en fait à élargir ces limites... Cette tendance est véritablement une racine de l'impérialisme, si elle n'est pas la seule* » (*loc. cit.*, p. 873, 4).

Bauer lui-même n'a donc pas considéré sincèrement cette robinsonnade de l'« économie capitaliste isolée » comme une hypothèse scientifique, c'est-à-dire comme la seule base sérieuse de son étude, mais il l'a construite dès le départ en gardant les yeux fixés vers les autres pays non capitalistes. Il nous a entretenus en long et en large du « mécanisme » ingénieux d'une société capitaliste capable de prospérer et de subsister par elle-même, tout en gardant tacitement en réserve le milieu non capitaliste, auquel il aurait recours s'il se trouvait tout à coup, sur l'île de Robinson, embarrassé pour expliquer l'impérialisme.

Un lecteur attentif des notes et des remarques critiques du livre I du *Capital*, où Marx discute les théories de Say, de J. S. Mill, de Carey, peut imaginer quelle serait sa réaction à l'égard d'une telle méthode scientifique.

Quoi qu'il en soit nous sommes enfin arrivés au chapitre de l'impérialisme. Le chapitre final de l'article de Bauer est intitulé : « *Explication de l'impérialisme* ». D'après ce titre le lecteur est en droit d'attendre une telle explication. Après avoir affirmé que « j'ai découvert une racine », mais « non la seule » de l'impérialisme, Bauer devrait, et pour répondre à notre attente, en mettre à nu *les autres racines* telles que sa théorie les lui découvre. Malheureusement il n'en fait rien. Jusqu'au bout Bauer ne daigne pas souffler mot des autres racines de l'impérialisme, et garde le secret sur ce sujet. On en reste, malgré les promesses du titre et de l'introduction au chapitre final, à l'unique et pauvre « racine » de l'impérialisme qui est le « grain de vérité » de mon explication erronée.

Dans tout ceci Bauer m'a fait déjà beaucoup trop de concessions, à propos justement de la « seule racine » qu'il admet dans sa bienveillance comme « vraie ». Nous sommes confrontés à une alternative et le compromis que Bauer essaie de conclure est finalement insoutenable et impraticable, comme la plupart des compromis. Si sa théorie de l'accumulation, fondée sur l'« accroissement de la population » est exacte, on n'a pas besoin de cette fameuse « racine » et l'impérialisme est tout simplement impossible. En effet, rappelons-nous le « mécanisme » de Bauer. Il consiste dans le fait que la production capitaliste adapte toujours son expansion à l'accroissement de la classe ouvrière. En quel sens peut-on donc parler ici d'une « limite de l'accumulation » ? Le capital n'a ni le besoin ni la possibilité de dépasser cette « limite ». Car s'il est vrai que la production dépasse une fois, dans la phase de la « suraccumulation », la croissance de la classe ouvrière, en revanche dans la phase suivante de la « sous-accumulation » elle reste en deçà de la population ouvrière disponible. Ainsi, dans l'ensemble il n'existe pas dans le « mécanisme » de Bauer de capital excédentaire

susceptible de dépasser sa « limite ». Nous avons vu que cette théorie exclut par la même raison la constitution d'une réserve de capitaux et la capacité d'expansion soudaine de la production. L'excédent de capital apparaît ici comme un phénomène passager qui sera périodiquement et inévitablement suivi de l'extrême opposé : insuffisance de capital ; les deux phases se succèdent dans la théorie de Bauer avec la régularité pédante de la nouvelle lune et de la pleine lune. Il n'y a pas plus de « limite » à l'accumulation capitaliste qu'il n'y a de tendance à la dépasser ; Bauer dit lui-même expressément que l'accumulation est continuellement *ramenée automatiquement* à cette limite par le « *mécanisme de la production capitaliste elle-même* » (*loc. cit.*, p. 873). Il n'existe donc pas de conflit entre la tendance à l'extension de la production et une prétendue limite du capital. Bauer ne fait qu'introduire de force ces notions dans ce « mécanisme » pour jeter en quelque sorte un pont entre cette théorie et l'impérialisme. L'interprétation qu'il est contraint de donner à l'impérialisme à partir de sa théorie souligne encore l'aspect artificiel de la construction.

D'après Bauer, l'axe autour duquel oscille le capital est la classe ouvrière ; il appelle alors l'extension des limites de l'accumulation l'« *agrandissement de la population ouvrière* » ! C'est écrit noir sur blanc dans la *Neue Zeit* (*loc. cit.*, p. 873).

« *Tout d'abord l'accumulation est limitée par l'accroissement de la population ouvrière. Or à présent l'impérialisme augmente la masse de ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail au capital. Il y parvient en détruisant les anciennes formes économiques des territoires coloniaux, contraignant ainsi des millions d'individus soit à émigrer dans les territoires capitalistes, soit à payer leur tribut au capital européen ou américain investi dans leur propre pays. Puisqu'à partir d'une composition organique donnée du capital l'ampleur de l'accumulation est déterminée par l'accroissement de la population ouvrière disponible, l'impérialisme est en fait un moyen d'étendre les limites de l'accumulation.*

Telles sont donc la fonction principale et la préoccupation essentielle de l'impérialisme : augmenter le nombre des ouvriers en les important des colonies ou en les faisant travailler « de force » sur place ! Et ceci bien que chaque individu doué de bon sens sache que c'est *l'inverse* qui est vrai, qu'il existe dans les pays d'origine du capital impérialiste, dans les vieux pays industriels, une armée de réserve sur pied et bien consolidée du prolétariat, et que le chômage y est une catégorie permanente, tandis que dans les colonies le capitalisme ne cesse de se plaindre de la pénurie de main-d'œuvre ! Poussé par son ardeur à embaucher de nouveaux salariés, le capital impérialiste fuirait donc les pays où les progrès techniques rapides, le processus énergétique de la prolétarianisation des couches moyennes, la décomposition de la famille prolétarienne, augmentent sans cesse les réserves de main-d'œuvre disponible, il affluerait de préférence dans les régions du monde où les structures sociales rigides maintiennent les forces de travail prisonnières des formes de propriété traditionnelles par des liens si forts que des dizaines d'années de domination capitaliste, avec sa puissance dévastatrice, seront nécessaires pour les en délivrer et en faire, comme résultat final de cette domination, un prolétariat à peu près utilisable !

Bauer imagine un afflux « puissant » de nouveaux salariés quittant les colonies pour les territoires d'origine de la production capitaliste, alors que chaque individu normal sait au contraire que *l'inverse* se produit, que l'émigration du capital hors des vieux pays vers les colonies va de pair avec une émigration des forces de travail

« excédentaires » dans les colonies ; ces forces de travail comme l'écrit Marx, « ne font en réalité que suivre le capital qui émigre ». Songeons en effet à l'afflux humain « puissant » venu d'Europe, aux colons qui se sont implantés au cours du XIX^e siècle en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique du Sud et en Australie. Songeons en outre aux diverses formes « atténuées » de l'esclavage et du travail forcé grâce auxquelles le capital européen et américain s'assure le minimum nécessaire de main-d'œuvre dans les colonies africaines, en Inde occidentale, en Amérique du Sud, dans les îles de la mer du Sud !

D'après Bauer le capital anglais aurait donc mené pendant un demi-siècle des guerres sanglantes contre la Chine surtout pour s'assurer un apport puissant de main-d'œuvre dans la personne des coolies chinois, ce qui s'explique par la pénurie écrasante d'ouvriers anglais ; la croisade collective de l'Europe impérialiste contre la Chine au début du siècle répondait à ce même besoin urgent. Le capital français visait surtout au Maroc à recruter les Berbères pour combler sa carence de main-d'œuvre. L'impérialisme autrichien cherchait naturellement en Serbie et en Albanie des forces de travail nouvelles, et le capital allemand aujourd'hui est à l'affût des ouvriers turcs en Asie Mineure et en Mésopotamie, alors qu'on constatait en Allemagne, avant la guerre mondiale, une carence de l'emploi sensible dans tous les domaines !

C'est clair : Otto Bauer a, une fois de plus, comme un « homme emporté dans les spéculations », perdu de vue la réalité au milieu des brumes de ses opérations. Il transforme hardiment l'impérialisme moderne en la nécessité pour le capital de conquérir des forces de travail nouvelles. Ce serait là le cœur même, le principe dynamique interne de l'impérialisme. C'est en seconde ligne seulement que Bauer mentionne le besoin de matières premières venues d'outre-mer, qu'il évoque brusquement et auquel sa théorie économique ne laisse aucune place. Car si l'accumulation peut fonctionner dans la fameuse « société capitaliste isolée » aussi merveilleusement que Bauer nous le décrit, elle doit disposer dans cette île enchantée de toutes les richesses et de tous les trésors divins dont elle a besoin, ce qui n'est pas le cas pour le malheureux capitaliste de notre société prosaïque qui, dès le premier jour de son existence a dû avoir recours aux moyens de production de la terre entière. Enfin, en troisième lieu, Bauer mentionne en passant, en deux phrases, la conquête de marchés nouveaux comme mobile accessoire de l'impérialisme ; il y voit simplement un moyen d'atténuer les crises, ce qui est aussi « une perle », puisque, on le sait, sur la planète où nous vivons, chaque extension importante du marché entraîne précisément une exaspération des crises !

Voilà l'« explication de l'impérialisme » que Bauer nous propose finalement : « A notre avis le capitalisme est concevable également sans expansion » (loc. cit., p. 874). Sa théorie de l'accumulation « isolée » trouve là son apogée, on nous congédie avec l'assurance consolante qu'en tout cas, d'une manière ou de l'autre, « avec ou sans expansion le capitalisme prépare lui-même sa propre ruine »...

Voilà la méthode historico-matérialiste de la recherche telle qu'elle est pratiquée par les « experts ». Le capitalisme est donc également concevable sans expansion. En fait d'après Marx la tendance du capitalisme aux expansions soudaines constitue l'élément le plus important, le trait le plus remarquable de l'évolution moderne ; en fait l'expansion accompagne toute la carrière historique du capital, elle a pris dans sa phase finale actuelle, l'impérialisme, une énergie si impétueuse qu'elle met en question toute l'existence civilisée de l'humanité. En fait c'est ce besoin invincible d'expansion du capital qui a créé, étape par étape, le marché mondial. unifié l'économie

mondiale moderne et fondé ainsi pour la première fois la base historique du socialisme ; en fait l'Internationale prolétarienne qui doit donner le coup de grâce au capitalisme est elle-même un produit de l'expansion mondiale du capital. Mais tous ces faits ne sont pas nécessaires. car on peut imaginer un tout autre cours de l'histoire. Au fait, qu'est-ce qui n'est pas concevable pour un penseur à l'imagination puissante ? « A notre avis le capitalisme est concevable même sans expansion. » A notre avis l'évolution moderne est également concevable sans la découverte de l'Amérique et de la voie maritime pour l'Inde. En y réfléchissant, l'histoire humaine est également concevable sans capitalistes. La philosophie allemande est peut-être concevable sans le « pédantisme métaphysique ». Une seule chose paraît proprement inconcevable : que dans la phase de l'impérialisme. un marxisme officiel aussi « théoricien » ait pu, dans son rôle d'avant-garde spirituelle du mouvement ouvrier, conduire à d'autres voies qu'à ce fiasco misérable de la social-démocratie que nous constatons aujourd'hui au cours de la guerre mondiale.

Certes la tactique et l'attitude dans la lutte ne dépendent pas directement de l'interprétation du livre II du Capital, du fait qu'on le considère comme une oeuvre achevée ou comme un simple fragment, que l'on croit ou qu'on ne croit pas à la possibilité de l'accumulation dans une société capitaliste « isolée », que l'on donne telle ou telle interprétation aux schémas marxistes de la reproduction. Des milliers de prolétaires combattent vaillamment et fermement pour les fins du socialisme en ignorant tout de ces problèmes théoriques ; ils combattent sur la base de connaissances générales de la loi de la lutte des classes et en vertu d'un instinct de classe incorruptible, ainsi que des traditions révolutionnaires du mouvement. Il y a pourtant, dès qu'on envisage des étapes plus longues, des liens étroits entre la conception et la manière de résoudre les problèmes théoriques et la pratique d'un parti politique. Au cours de la décennie qui a précédé la guerre mondiale, on constatait dans la social-démocratie allemande, métropole internationale de la vie intellectuelle prolétarienne, une harmonie parfaite entre le domaine théorique et le domaine pratique : la même absence d'orientation et la même rigidité se manifestaient dans les deux domaines et l'état-major théorique et politique de la social-démocratie fut vaincu par ce même impérialisme qui domine la vie publique. De même que l'édifice orgueilleux de la social-démocratie allemande officielle s'est révélé à l'épreuve de l'histoire comme une illusion, comme un de ces villages modèles de Potemkine, de même la « compétence » théorique apparente des « experts », l'infailibilité du marxisme officiel qui cautionnait toutes les démarches pratiques du parti, sont apparues comme de simples trompe-l'œil ; derrière elles se cachaient l'intolérance et l'arrogance dogmatique, un désarroi interne et l'impuissance à agir. La routine monotone qui suivait les voies toutes tracées de la « vieille tactique éprouvée », c'est-à-dire du parlementarisme exclusif, s'alliait dans la théorie à la fidélité servile des épigones aux formules du maître, tandis qu'ils reniaient l'esprit vivant de sa doctrine. Nous avons reconnu en passant quelques témoignages de cette décadence dans l'aréopage des « experts ».

Mais les liens de la théorie et de la pratique sont encore plus visibles dans notre cas qu'ils ne le semblent au premier abord. Il s'agit en dernier ressort de deux méthodes différentes de la lutte contre l'impérialisme.

Marx avait esquissé son analyse de l'accumulation à une époque où l'impérialisme n'avait pas encore surgi sur la scène mondiale ; l'hypothèse sur laquelle s'appuyait l'analyse de Marx : l'hégémonie définitive et absolue du capital dans le monde, exclut précisément a priori le processus de l'impérialisme. Ici se manifeste la différence entre les erreurs de Marx et les vulgaires méprises de ses épigones. L'erreur elle-

même, dans le cas de Marx, est féconde et elle ouvre des voies nouvelles. Le problème posé dans le deuxième livre du Capital et non résolu par Marx, à savoir comment l'accumulation peut se poursuivre s'il y a une domination exclusive du capitalisme, est insoluble. L'accumulation est en fait impossible dans ces conditions. Mais il suffit de traduire cette contradiction théorique apparemment immuable dans le langage de la dialectique historique, suivant l'esprit et la méthode de pensée de Marx, pour que cette contradiction devienne l'expression vivante de la carrière mondiale du capital, de sa gloire jusqu'à sa ruine.

L'accumulation est impossible dans un milieu exclusivement capitaliste. De là résultent, dès la naissance du capital, son besoin d'expansion dans des pays et des couches non capitalistes, la ruine de l'artisanat et de la paysannerie, la prolétarianisation des couches moyennes, la politique coloniale (la politique d' « ouverture » de marchés), l'exportation de capitaux. L'existence et le développement du capitalisme depuis son origine n'ont été possibles que par une expansion constante dans des domaines de production et des pays nouveaux. Mais le capital, dans son besoin d'expansion mondiale, se heurte aux structures sociales pré-capitalistes. D'où la violence, les guerres, les révolutions, bref les catastrophes, qui sont des éléments vitaux du capitalisme de son origine à sa fin.

L'accumulation capitaliste se poursuit et s'étend aux dépens des couches et des sociétés non capitalistes, elle les décompose et s'implante à leur place à un rythme toujours plus accéléré. La tendance générale et le résultat final de ce processus sont l'hégémonie universelle de la production capitaliste. Ce terme atteint, le schéma de Marx entre en vigueur : l'accumulation, c'est-à-dire l'expansion ultérieure du capital devient impossible. Le capitalisme aboutit à une impasse, il ne peut plus remplir sa fonction de véhicule historique du développement des forces productives, il atteint sa limite économique objective. Dans une perspective dialectique, la contradiction du schéma marxien de l'accumulation n'est que la contradiction vivante entre le besoin d'expansion illimitée du capital et la limite qu'il s'oppose lui-même en détruisant progressivement toutes les autres formes de production, entre les forces productives considérables que le processus d'accumulation met à jour sur toute la terre et la base étroite où le renferment les lois de l'accumulation. Si on le comprend bien, le schéma marxien de l'accumulation est par son insolubilité même le pronostic exact de l'effondrement économique inévitable du capitalisme, résultat final du processus d'expansion impérialiste, l'expansion se donnant pour but particulier de réaliser ce qui était l'hypothèse de départ de Marx : la domination exclusive et générale du capital.

Ce terme final peut-il être jamais atteint dans la réalité? Il s'agit à vrai dire d'une fiction théorique, pour la raison précise que l'accumulation du capital n'est pas seulement un processus économique mais un processus politique.

« L'impérialisme est à la fois une méthode historique pour prolonger les jours du capital et le moyen le plus sûr et le plus rapide d'y mettre objectivement un terme. Cela ne signifie pas que le point final ait besoin à la lettre d'être atteint. La seule tendance vers ce but de l'évolution capitaliste se manifeste déjà par des phénomènes qui font de la phase ultime du capitalisme une période de catastrophes » (Accumulation du Capital II, pp. 115-116).

« Plus s'accroît la violence avec laquelle, à l'intérieur et à l'extérieur, le capital anéantit les couches non capitalistes et abolit les conditions d'existence de toutes les classes laborieuses, plus l'histoire quotidienne de l'accumulation dans le monde se

transforme en une série de catastrophes et de convulsions qui, se joignant aux crises économiques périodiques, finiront par rendre impossible la continuation de l'accumulation et par dresser la classe ouvrière contre la domination du capital, avant même que celui-ci n'ait atteint les limites économiques naturelles qu'il a mises lui-même à son développement. (Ibid., p. 135.)

La théorie remplit pleinement sa tâche, ici comme dans toute l'histoire, en indiquant la tendance de l'évolution, et le terme logique de son cours ; mais elle n'atteindra même pas ce terme, pas plus que n'importe quelle phase antérieure de l'histoire n'a pu se dérouler jusqu'au bout. On n'aura d'autant *moins besoin* d'atteindre ce tertre que la conscience sociale incarnée aujourd'hui dans le prolétariat socialiste intervient comme élément actif dans le jeu aveugle des forces ; ici aussi c'est la juste interprétation de la théorie de Marx qui anime la conscience sociale et la stimule le plus activement.

L'impérialisme actuel n'est pas comme dans le schéma de flatter, le prélude à l'expansion capitaliste mais la dernière étape de son processus historique d'expansion: la période de la concurrence mondiale accentuée et généralisée des états capitalistes autour des derniers restes de territoires non capitalistes du globe. Dans cette phase finale, la catastrophe économique et politique constitue l'élément vital, le mode normal d'existence du capital, autant qu'elle l'avait été dans sa phase initiale, celle de l'« accumulation primitive ». La découverte de l'Amérique et de la voie maritime pour l'Inde n'était pas seulement un exploit théorique de l'esprit et de la civilisation humaine, comme le veut la légende libérale, mais avait entraîné une suite de massacres collectifs des populations primitives du Nouveau Monde, et introduit un trafic d'esclaves sur une grande échelle avec les peuples d'Asie et d'Afrique; de même, dans la phase finale de l'impérialisme, l'expansion économique du capital est indissolublement liée à la série de conquêtes coloniales et de guerres mondiales que nous connaissons. Le trait caractéristique de l'impérialisme en tant que lutte concurrentielle suprême pour l'hégémonie mondiale capitaliste n'est pas seulement l'énergie et l'universalité de l'expansion - signe spécifique que la boucle de l'évolution commence à se refermer - mais le fait que la lutte décisive pour l'expansion rebondit des régions qui étaient l'objet de sa convoitise vers les métropoles. Ainsi l'impérialisme ramène la catastrophe, comme mode d'existence, de la périphérie de son champ d'action à son point de départ. Après avoir livré pendant quatre siècles l'existence et la civilisation de tous les peuples non capitalistes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Australie à des convulsions incessantes et au dépérissement en masse, l'expansion capitaliste précipite aujourd'hui les peuples civilisés de l'Europe elle-même dans une suite de catastrophes dont le résultat final ne peut être que la ruine de la civilisation ou l'avènement de la production socialiste. A la lumière de cette conception, l'attitude du prolétariat à l'égard de l'impérialisme est celle d'une lutte générale contre la domination du capital. La ligne tactique de sa conduite leur est dictée par cette alternative historique.

La ligne tactique prônée par le marxisme officiel des « experts » est tout autre. La croyance à la possibilité de l'accumulation dans une « société capitaliste isolée », l'opinion selon laquelle « le capitalisme est concevable même sans expansion » sont les expressions théoriques d'une conception tactique bien définie. Cette position tend à considérer la phase de l'impérialisme non pas comme une nécessité historique, comme la phase de la lutte décisive pour le socialisme, mais comme l'invention malveillante d'une poignée d'intéressés. Cette position tend à persuader la bourgeoisie

que l'impérialisme et le militarisme leur sont nuisibles même du point de vue de leurs propres intérêts capitalistes ; elle prétend les convaincre d'isoler la clique des prétendus profiteurs de cet impérialisme pour constituer ainsi un bloc du prolétariat et de larges couches de la bourgeoisie en vue de « modérer » l'impérialisme, de le paralyser par un « désarmement partiel », de le « rendre inoffensif » ! Comme le libéralisme, à sa phase de décadence, en appelle de la monarchie mal informée à une monarchie qui devrait être mieux informée, le « centre marxiste » veut opposer la bourgeoisie mal éclairée à la bourgeoisie que l'on peut instruire, prétend détourner le cours catastrophique de l'impérialisme en réclamant des accords de désarmement internationaux, en appelle de la lutte des grandes puissances pour la dictature mondiale du sabre à la fédération pacifique d'États nationaux démocratiques. La lutte mondiale entre le prolétariat et le capital fait place à l'utopie d'un compromis historique entre le prolétariat et la bourgeoisie qui « atténuerait » les antagonismes impérialistes entre les États capitalistes ¹.

Otto Bauer conclut sa critique de mon livre par le passage suivant : « *Ce n'est pas l'impossibilité mécanique de réaliser la plus-value qui provoquera l'effondrement du capitalisme. Il sera vaincu par l'indignation qu'il éveille dans les masses populaires. Le capitalisme ne s'effondrera pas seulement le jour où le dernier paysan et le dernier petit bourgeois du globe seront transformés en ouvriers salariés et où, de ce fait, le capitalisme ne disposera plus d'aucun marché excédentaire; il sera abattu longtemps auparavant par l'indignation montante de la classe ouvrière, forte de son accroissement constant, de la formation idéologique de l'unité et de l'organisation qu'elle doit au mécanisme du processus de production capitaliste lui-même.* »

Pour m'adresser cette critique, Bauer, maître de la spéculation abstraite, a dû non seulement faire abstraction du sens et de l'orientation de ma théorie de l'accumulation, mais négliger également la lettre même de mes écrits. Quant à la hardiesse de ses déclarations, il ne faut y voir qu'une abstraction typique du marxisme des « experts », que l'étincelle inoffensive de la « pure pensée » : l'attitude de ce groupe de théoriciens au moment du déclenchement de la guerre mondiale le prouve assez. L'indignation de la classe ouvrière, forte de son nombre, de sa formation idéologique et de son organisation, s'est traduite soudain par la politique de l'« abstentionnisme » dans les décisions les plus graves de l'histoire mondiale et par le « silence » persistant

¹ Eckstein dénonçait dans son compte rendu du Vorwärts de janvier 1913, en empruntant le vocabulaire des Kolb-Heine-David, ma « théorie de la catastrophe » (je cite le passage d'Eckstein : « Avec ces hypothèses théoriques disparaissent les conséquences pratiques et surtout la théorie de la catastrophe que la camarade Luxemburg a construite à partir de sa doctrine de la nécessité de trouver des consommateurs non capitalistes ») ; aujourd'hui, depuis que les théoriciens du « marais » s'orientent de nouveau vers la gauche, il m'accuse du crime inverse, dénonçant les services que j'aurais rendus à l'aile droite de la social-démocratie. Il fait sans doute allusion au fait que Lensch, le même Lensch qui, pendant la guerre, a passé du côté des Kolb-Heine-David, avait pris à l'époque plaisir à mon livre et en avait donné un compte rendu élogieux dans la Leipziger Volkszeitung. Les rapports ne sont-ils pas clairs ? Tout cela est suspect, très suspect ! C'est pour cette raison qu'Eckstein s'est vu dans l'obligation d'anéantir mon livre dans le Vorwärts. Mais le même Lensch avait pris encore plus de plaisir à la lecture du Capital. Plus encore, un Max Grunwald avait été pendant des années le commentateur enthousiaste du Capital à l'école de formation du parti à Berlin. N'est-ce pas une preuve évidente que la lecture du Capital mène à souhaiter l'anéantissement de l'Angleterre et à écrire des articles de vœux d'anniversaire pour Hindenburg ? De telles insanités échappent à la plume d'Eckstein, qui enjolive ainsi le sujet qu'il a entrepris de traiter. Déjà Bismarck se plaignait, on le sait, du zèle aveugle des journalistes flagorneurs.

jusqu'à ce que résonnent les cloches de la paix. Le « chemin du pouvoir »¹ décrit avec virtuosité jusque dans ses moindres détails pendant le temps de paix, quand pas un souffle n'agitait les branches, s'est transformé soudain, dès la première rafale, en un « chemin de l'impuissance ». Les épigones de Marx qui avaient en mains la direction officielle théorique du mouvement ouvrier en Allemagne pendant la dernière décennie, ont déclaré forfait quand la crise mondiale a éclaté, et ont remis la direction du parti à l'impérialisme. Il est nécessaire d'avoir une conscience claire de cette situation pour entreprendre le redressement d'une politique prolétarienne qui serait à la hauteur de ses tâches historiques pendant la période impérialiste.

Des esprits mélancoliques se lamenteront à l'idée que « les marxistes se querellent entre eux », que les « autorités » reconnues soient contestées. Mais le marxisme n'est pas une chapelle d'une douzaine de personnes qui se délivrent mutuellement des brevets d' « expertise » et devant lesquelles la masse des croyants doit manifester une confiance aveugle.

Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que les formes figées et définitives et qui éprouve sa force vivante dans le cliquetis d'armes de l'autocritique et sous les coups de tonnerre de l'histoire. C'est pourquoi je partage l'opinion de Lessing, qui écrivait au jeune Reimarus :

« Mais que faire! que chacun dise, ce qui lui semble être la vérité, et que la vérité elle-même soit recommandée à Dieu. »

¹ Titre d'une brochure célèbre de Kautsky, *Der Wey zur Macht*, parue en 1909 (N. d. T.)